

Les grandes manœuvres de M. Reagan

Comme le prouve l'évolution de ses relations avec M. Gorbatchev, M. Reagan peut être, lorsqu'il pense y trouver son compte, fort pragmatique. Mais il peut aussi montrer aussi considérablement entêté lorsqu'il a réussi à se persuader de son bon droit.

Le message n'en est pas moins fort explicite : ce n'est pas tous les jours que les Etats-Unis envoient de toute urgence un tel contingent militaire hors de leurs frontières. Et l'histoire est lourde d'interventions américaines en tous genres aussi bien en Amérique centrale que dans les Caraïbes.

Or force est de reconnaître que la solution politique de la crise nicaraguayenne ne progresse guère. Les autorités de Managua ont certes pris quelques mesures symboliques de libéralisation, mais leur conception de la démocratie est encore loin de celle qu'on s'en fait dans le monde développé.

Tous ces éléments ont bien sûr été pris en compte par le président Reagan, qui n'a jamais caché sa méfiance à l'égard du plan de paix mis au point par le président du Costa Rica, M. Oscar Arias.

Dans un premier temps, le chef de la Maison Blanche cherche manifestement à faire revenir les parlementaires américains sur leur vote hostile à toute aide à la Contra, il n'est pas exclu qu'il y parvienne. Il se peut qu'en période électorale bon nombre de démocrates ne veulent pas pouvoir être accusés d'avoir laissé massacrer ceux que M. Reagan appelle « les combattants de la liberté ».

Le pire, bien sûr, n'est jamais certain. On ne peut cependant pas l'exclure. La bulle, de ce point de vue, est scellée dans le camp de Managua, qui va devoir très vite choisir entre deux « options », la militaire et la politique. Dans ses grandes manœuvres d'incrimination, M. Reagan compte sans doute, même s'il ne le dit pas, sur les conseils de modération que M. Gorbatchev pourrait discrètement adresser aux sandinistes.

(Lire nos informations page 3.)

La publication des comptes de la nation

Le krach boursier aura peu d'effet sur la croissance

Croissance économique modérée, mais seulement très légèrement ralentie malgré le krach boursier, investissements des entreprises en croissance continue, maintien du déséquilibre commercial, poursuite de la désinflation : telles sont les principales prévisions faites pour cette année par la Commission des comptes de la nation réunie, le vendredi 18 mars, sous la présidence de M. Edouard Balladur.

Le fait le plus notable est peut-être la prévision d'une croissance économique de 1,9 % cette année, un taux à peu près équivalent à celui de 1987 (+2,1 %) et de 1986 (+2 %). Preuve que les effets du krach boursier d'octobre 1987 apparaissent maintenant relativement faibles puisque, en septembre 1987, le gouvernement prévoyait 2,2 % de croissance en 1988. La commission des comptes ne table que sur un taux de croissance de 1,9 % en 1989.

Autre élément relativement rassurant : l'investissement produit des entreprises devrait progresser cette année de 5,5 % en volume, après déjà 5,4 % en 1987. Pour l'année prochaine, une progression équivalente est prévue. De même, les exportations devraient-elles bien se comporter : les comptes officiels prévoient une

hausse de 3,5 % cette année et de 3,7 % en 1989 après deux années très médiocres (-0,6 % en 1986, +1,6 % en 1987).

Point noir de la prévision : les importations continuent de progresser plus vite que les ventes à l'étranger : +4,2 % en 1988 après déjà 7,3 % en 1987 et 6,1 % en 1986. Le déséquilibre de notre commerce extérieur, s'il n'est pas considérable, persiste néanmoins, confirmant une des faiblesses structurelles de notre économie.

Ce mauvais point est à rapprocher d'une consommation des ménages dont la progression se ralentit (+1,9 % en volume cette année après +2,4 % en 1987) mais reste néanmoins relativement forte (voisine de 2 %) pour un pays en déficit extérieur.

(Lire la suite page 27.)

La préparation de l'après-8 mai

L'UDF fait front contre le projet de grand parti conservateur

Le « Point de vue » donné au « Monde » par M. Edouard Balladur, souhaitant la mise sur pied d'une confédération RPR-UDF, conduit les dirigeants des composantes de l'UDF à faire front : tour à tour, MM. Raymond Barre, Jean Lecanuet, Bernard Stasi, François Léotard et Alain Madelin ont, avec des nuances, récusé le moment et la méthode choisis par le ministre d'Etat.

A quelques jours de l'annonce officielle de la quatrième candidature à l'Elysée de M. François Mitterrand, et alors que les sondages d'intentions de vote confirment à la fois la bonne santé électorale du président sortant et l'avance prise par M. Chirac sur M. Barre dans la primaire au sein de la majorité, celle-ci donne l'occasion aux socialistes de se réjouir. En effet, pour MM. Joxe et Mauroy, par exemple, la prise de position de M. Balladur révèle que M. Chirac et ses amis raisonnent d'ores et déjà comme si M. Mitterrand devait être réélu.

Il est vrai que la démarche du ministre d'Etat apparaît comme parfaitement cohérente s'il s'agit de souder dès maintenant la droite autour de M. Chirac, afin que celle-ci ne se désagrège pas à la bataille des législatives consécutives à une dissolution de l'Assemblée prononcée par un président

réélu dans l'impossibilité de renouveler une expérience de cohabitation. L'attitude de M. Balladur n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle de M. Chirac en 1981, qui avait, en vue des élections législatives du mois de juin et après avoir contribué à la défaite de M. Giscard d'Estaing, lancé l'opération dite de « union pour la nouvelle majorité » autour de lui. Dans l'immédiat, il est clair que MM. Balladur et Chirac ont cherché à se montrer plus unificateurs que M. Barre.

Il est possible que les sympathisants de la majorité y soient sensibles, encore que les relations entre les partis ne passionnent guère l'opinion. Mais M. Balladur a provoqué une réaction d'appareil en obligeant l'UDF à refaire, au moins pour quelques jours, son unité.

(Lire nos informations page 8.)

Moscou et l'Afghanistan L'URSS annonce que son retrait n'est pas lié à la conclusion d'un accord à Genève. PAGE 6

Un revers de l'Irak Deux villes kurdes enlevées par les iraniens. PAGE 5

Criminalité et délinquance 3,74 % de baisse en 1987 par rapport à 1986. PAGE 13

Un Boeing colombien s'écrase 137 morts PAGE 32

Le feuilleton du septennat 1985, il était un petit navire... PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 32

La crise au Panama

Le général Noriega sur le départ ?



(Lire nos informations page 3.)

Elections dans le Land-modèle de la RFA

Miraculeux Bade-Wurtemberg !

HEIDELBERG de notre envoyé spécial

Contrairement à ce qui pourrait se passer en mai prochain au Schleswig-Holstein, aux confins du Danemark, les élections du dimanche 20 mars au Bade-Wurtemberg ne présentent guère de risque pour la coalition gouvernementale de Bonn. Tout au plus suppose-t-on dans les états-majors de la majorité les chances de M. Lothar Späth, ministre-président sortant, de conserver une majorité absolue qu'il a déjà réussi à défendre victorieusement à deux reprises.

Fort de la réussite économique d'un Land qui a su profiter de sa situation stratégique au cœur de l'Europe - aux frontières de l'Alsace et de la Suisse - pour

devenir un modèle de développement, ce baron turbulent du Parti démocrate-chrétien ne désigne pas à l'occasion de jouer les francs tireurs pour faire la leçon à son rival et ancien voisin de la Rhénanie-Palatinat, le chancelier Kohl. Secrètement, certains parmi ses propres amis ne seraient peut-être pas d'un si mauvais œil ce surligneur Souabe recevoir une petite leçon s'il devait, au lendemain de l'élection, céder une partie de son pouvoir absolu aux libéraux.

Les « noirs », comme on appelle ici les chrétiens-démocrates, bénéficient dans la région d'une si confortable avance qu'ils peuvent se payer le luxe de se moquer d'eux-mêmes : « Ici, on voterait pour un sac de charbon, simplement parce qu'il est noir ».

plaisantait un zembergiste du pays de Bade, bon chrétien-démocrate de cette plaine rhénane homothétique de l'Alsace, qui nous assure que les gens du pays peuvent projeter leur ombre dans la plus obscure des caves, tant est ancrée en eux cette conviction qu'hors de l'Eglise et de la CDU il n'y a point de salut !

Les « rouges », les sociaux-démocrates, savent bien qu'ils n'ont, cette fois-ci encore, aucune chance de faire mordre la poussière à M. Lothar Späth. Leur principal objectif est de donner un coup d'arrêt à leur lente érosion électorale dans le sud de l'Allemagne, principal obstacle sur le chemin de la reconquête du pouvoir par le SPD.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 7.)

Souscription exceptionnelle pour un tableau

La fascination de Georges de La Tour

Pratique sans précédent ou presque dans l'histoire du patrimoine français, le Musée du Louvre lance une souscription publique pour acquérir un tableau de Georges de La Tour convoité aussi par les Américains.

par André Chastel

L'œuvre de Georges de La Tour a toujours fasciné l'intelligence française : Marcel Aymon, Guéhenno, Malraux, bien sûr, élevaient ses « nocturnes » à la hauteur des grands symboles, et René Char accrochait la Madeleine comme une veillesse au mur de sa cachette. Lucien Febvre applaudissait au gros travail de F.-G. Pariset, qui rassembla en 1948 tout ce qu'on pouvait savoir au sujet et autour d'un artiste terriblement grave et mystérieux. Paul Jamot, longtemps conservateur en chef des peintures au Louvre, garda toute sa

vie la fierté d'avoir été un peu l'inventeur du maître lorrain dans l'exposition des « Peintres de la réalité », qu'il prépara en 1934 avec Charles Sterling. La Tour : un des trois génies français du dix-septième siècle, un maître de la spiritualité dans l'art.

La redécouverte d'un artiste de cette ampleur, dont le nom

Le Monde SANS VISA Le Vietnam : une destination pour la paix Dans le train Hongkong-Canton Escales - Gastronomie - Jeux Pages 15 à 19

devint assez vite populaire, est pour conséquence la réapparition d'un nombre incroyable d'œuvres oubliées ou perdues. Avec les péripiéties pittoresques habituelles : originaux ou copies ? Evasions de chefs-d'œuvre, montés ahurissants des prix. Une belle exposition J. Thuillier-P. Rosenberg réunit en 1972 une trentaine d'œuvres incontestables à l'Orangerie des Tuileries - si commode pour ce genre d'expositions. C'était une merveilleuse orchestration de rouges et de noirs, de jocos unies et de faces ridées, de grands drapés de laize et d'humides choses tombées à terre : un copeau, une échelle. Le Louvre, sur la lancée, fit l'acquisition du Tricheur de P. Landry, comme pour se consoler d'avoir manqué en 1960 la Bonne Aventure, passé au Metropolitan Museum de New-York.

(Lire la suite page 21.)

La dernière année à Colombey

Advertisement for Charles de Gaulle's letters and notebooks, including a photo of him and the text 'Une précieuse sélection...'

M 0147 - 0319 0 - 4,50 F 3790147004500 03190

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Navarre, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA West Coast, 1,75 \$.

سكزا من الأصل

SÉCURITÉ

Centrales nucléaires : l'image et la confiance

par JACQUES DOMINATI (*)

L'EFFET médiatique des événements de Tchernobyl s'étant dissipé, le thème de la sécurité nucléaire ne fait plus guère la « une » de l'actualité. Il faut, pourtant, souhaiter qu'au-delà du compte rendu ponctuel des incidents par les médias soit assurée une information approfondie et régulière du public sur ces problèmes.

L'approche du nucléaire par l'opinion publique reste encore trop souvent passionnelle. Amplifiée par la caisse de résonance médiatique, l'inquiétude du public peut risquer, en cas d'incident ou d'accident plus ou moins grave, de provoquer un mouvement de rejet irrationnel inadapté aux enjeux réels.

Un tel rejet pourrait conduire les pouvoirs publics à prendre, sous la pression des événements, des décisions qui se révéleraient par la suite inadaptées et risqueraient de perturber gravement l'équilibre économique du pays.

L'énorme effort industriel que représente le développement de l'énergie nucléaire a eu un impact très positif sur notre économie. Notre taux d'indépendance énergétique est passé de 25 % en 1975 à 46 % en 1986. Notre balance des paiements a bénéficié du remplacement progressif des centrales thermiques classiques, consommatrices de pétrole, par des installations nucléaires. La France peut actuellement, grâce à un programme nucléaire, profiter d'un des coûts les plus bas de production du kilowatt-heure. Le fonctionnement des centrales nucléaires françaises a permis des exportations d'électricité vers les pays voisins dépassant un excédent net de 5 milliards de francs en 1986.

décidé, en avril dernier, de créer un groupe de travail informel sur l'information en matière nucléaire auquel participaient l'ensemble des composants politiques et les scientifiques concernés. Elle m'a chargé d'en assurer la présidence. Il nous est apparu clairement que l'effort principal devait consister à accroître encore la transparence du fonctionnement de la filière nucléaire. Par manque d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, les organismes compétents, essentiellement le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), ne sont pas destinés à jouer un rôle actif en matière d'information.

Une volonté de transparence

Pour sa part, le gouvernement s'est d'ores et déjà engagé dans la voie de l'amélioration de l'information en matière nucléaire. En mars 1987, les compétences du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire ont été étendues au domaine de l'information ; un service d'information par minitel - Magnuc - a été mis en place. En juillet dernier, le comité interministériel de la sécurité nucléaire a décidé que des laboratoires indépendants pourraient être agréés par le SCPRI pour donner des informations publiques en matière de radioactivité. Enfin, il est envisagé de mettre en place une échelle - du type de celle de Richter pour les secousses sismiques - rendant compte de la gravité des conséquences potentielles sur l'environnement d'un accident nucléaire.

Par ailleurs, les notifications d'« incidents significatifs » ayant

trait au fonctionnement des centrales se sont multipliées depuis le début de l'année dernière : Saint-Laurent-des-Eaux, Creys-Malville, Bugey. Elles manifestent une réelle volonté de transparence de la part des pouvoirs publics et des exploitants.

Néanmoins, il faut aller plus loin. La commission de la production et des échanges a, en juillet dernier, adopté deux propositions qui méritent d'être examinées. La première consiste à mettre en place un organisme, indépendant des pouvoirs publics et des exploitants du nucléaire, qui puisse jouer un rôle autonome en matière d'information, et qui soit reconnu comme indépendant par le public.

La commission n'a pas voulu créer un organisme nouveau. Elle a considéré que le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires avait fonctionné de façon satisfaisante dans le cadre des compétences - réduites - qui ont été jusqu'à présent les siennes. Elle a souhaité renforcer ce Conseil en lui donnant un statut législatif d'autorité administrative indépendante de l'Etat garantissant le libre exercice de sa mission. Il est prévu de l'affranchir de la tutelle du ministère de l'Industrie et de lui conférer une mission de conseiller du gouvernement et du Parlement en matière de sécurité nucléaire et un rôle actif d'information de l'opinion publique en ce domaine.

Par ailleurs, il convient de renforcer l'information du Parlement en matière nucléaire. Celui-ci a un rôle privilégié à jouer à la fois dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale et comme relais privilégié d'une

(*) Président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale.

approche sérieuse et dépassionnée des problèmes du nucléaire, associant l'ensemble des formations politiques. En effet, une certaine unité autour du nucléaire existe au sein des formations politiques.

Le Parlement dispose déjà d'un organe qui lui est directement rattaché et qui est chargé de l'information sur les problèmes scientifiques. Il contribue à un meilleur contrôle parlementaire dans ce domaine : il s'agit de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, créé en 1983, qui dépend à la fois de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La commission de la production et des échanges a donc proposé de doter l'Office d'une compétence particulière d'information du Parlement sur le fonctionnement des installations nucléaires. Cette compétence serait exercée, en pratique, en période normale comme en période de crise, par un rapporteur permanent qui serait constamment en liaison avec les organismes compétents.

L'avenir du nucléaire civil en France repose pour une part importante sur l'image que s'en fait l'opinion publique. La catastrophe de Tchernobyl a provoqué une utile prise de conscience, par les divers responsables, de la fragilité de cette image et de la nécessité de renforcer l'information. L'impulsion ayant été donnée par les pouvoirs publics, il nous faut continuer dans la direction prise, en mettant en place les relais d'information susceptibles de favoriser une approche plus lucide et dépassionnée des enjeux du nucléaire. Ainsi, l'effet Tchernobyl - aura au moins eu cette retombée positive.

MANIFESTE

Maîtriser la science

Le désir de connaître le monde est aujourd'hui débordé par le besoin de l'exploiter. La production des connaissances scientifiques et des innovations est largement prise en charge par des institutions à buts technologiques. La recherche, qu'elle soit dite « fondamentale » ou « appliquée », est orientée par des choix économiques, sociaux, sanitaires ou militaires.

Le chercheur ne peut ignorer cette orientation, et la société est en droit de le juger. Fonctionnant sur un mode réductionniste, en ignorant toute autre forme de connaissances et de vérité, la science entre en conflit avec la nature, la culture et les personnes.

Ainsi, sauf à être contrôlée et maîtrisée, elle fait courir des risques graves à l'environnement, aux peuples et aux individus. Pourtant le processus de développement scientifique s'autocritère avec l'assentiment naïf de sociétés qui acceptent de ne réviser l'avenir que dans l'artifice technique, alors que l'identification de la production scientifique au progrès, et même au bonheur, est largement une mystification. L'association de la production scientifique à l'innovation, un changement qualitatif de la dépendance des individus par rapport à la science. Cela veut évidemment pour le vie pratique sans cesse modifiée par les techniques, mais aussi pour les aspects les plus intimes de la vie. Les notions de subjectivité, d'intimité, de secret, sont battues en brèche par des disciplines scientifiques de plus en plus indiscrètes qui, à défaut de tout comprendre, prétendent tout mettre en lumière.

Au nom de la vérité scientifique, la vie est réduite à ses

aspects mesurables. La spécialisation de plus en plus étroite des chercheurs encourage leur myopie quant à leur fonction dans la société et crée des cloisons étanches entre les disciplines scientifiques.

Il est certes difficile de revenir sur les acquis technologiques, aboutissements des activités scientifiques, et qui conduisent à la création de nouveaux besoins selon une spirale industrielle que ne maîtrisent ni les chercheurs ni les consommateurs.

Nous croyons que la lucidité doit primer sur l'efficacité et la direction sur la vitesse. Nous croyons que la réflexion doit précéder le projet scientifique, plutôt que succéder à l'innovation. Nous croyons que cette réflexion est de caractère philosophique avant d'être technique et doit se mener dans la transdisciplinarité et l'ouverture à tous les citoyens.

[Ce texte a été signé par les personnes suivantes : Jean Arnae, Informatique, univ. Paris-VI ; Michel Bonniau, biochimie, univ. Arignon ; Michel Cassé, astrophysique, CEA Saclay ; Jean-Paul Delahaye, physique, univ. Paris-VII ; André Capone, physique des hautes énergies, IRI, Genève ; Albert Jacquard, génétique, INED Paris ; Jean-Marc Lery-Laband, physique théorique, univ. Nice ; Jean-Marc Meyer, embryologie, univ. Strasbourg ; Michel, pneumologie, univ. Montpellier ; Jacques Pansiel, immunologie, CNRS-France ; Bernard Franck, statistique médicale, univ. Paris-V ; Jean-Paul Renaud, embryologie, INRA-Pasteur ; Jean-Claude Salamons, oncologie, CNRS, Villejuif ; Jean-Louis Schaeffer, astrophysique, CNRS, Nice ; Jean-Paul Shapiro, physique nucléaire, Orsay ; Michel Slatkine, Informatique, univ. Louvain ; Jacques Teutat, biologie, INSERM, Clamart.]

Un bon dossier

Il est, par conséquent, essentiel qu'une relation de confiance, basée sur une information large et approfondie, s'instaure entre l'opinion publique et le nucléaire. Cette confiance est justifiée par la sécurité qui caractérise la filière française. Le nombre restreint des partenaires - un seul producteur d'électricité, EDF, un seul constructeur de réacteurs, Framatome - et la standardisation systématique des équipements ont permis d'assurer un niveau de sécurité très élevé. S'il convient naturellement de reconnaître que le risque zéro n'existe pas, il faut souligner que le dossier de la sécurité nucléaire est bon. Faisons-le mieux connaître, en profitant de l'accalmie actuelle dans les querelles entre pro et antinucléaires.

Dans cet esprit et à la suite des insuffisances constatées en matière d'information nucléaire lors des événements de Tchernobyl et des incidents de Creys-Malville, un certain nombre de parlementaires avaient souhaité, au début de 1987, engager une réflexion approfondie pour participer à l'amélioration des procédures existantes. La commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale a donc

BIBLIOGRAPHIE

« Vers une éthique politique »

Ce gros livre collectif, dirigé par le pasteur Gérard Markhoff et inspiré par l'économiste Claude Gruson, se veut et est à contre-courant. Ce qui devrait lui valoir une estime attentive. Alors qu'on ne parle que de fin de l'Histoire, d'éclatisme et de triomphe de l'éphémère et que le goût du public se porte sur les biographies plus que sur l'étude de ce que ce livre appelle les « structures lourdes », voilà un groupe de protestants, venus de plusieurs pays, qui affirment la nécessité de comprendre le sens des transformations profondes de notre monde pour le rendre gouvernable.

Alors que l'air du temps est favorable au marché et à l'individualisme, le groupe de Villémétrie en appelle à un projet global - pourquoi ne pas dire à une planification ? - porté par la connaissance et la capacité de décision qui peuvent et doivent s'appuyer sur les technologies nouvelles de traitement de l'information. Les propositions du groupe sont précises et s'inspirent d'une méfiance à l'égard des mécanismes de marché et de la conviction qu'un immense effort d'intelligibilité

est indispensable pour échapper à la catastrophe où va un monde lancé à toute vitesse hors de toute route connue et sans connaissance du terrain où il s'engage. Le ton est celui d'hommes responsables, résistants à toutes les formes d'irrationnel et se plaçant clairement du point de vue des décideurs. Une objection s'éleva aussitôt : comment peut-on croire à une démarche aussi rationnelle et volontaire dans un monde dont on dit, en même temps, qu'il est si mal connu qu'il risque d'être ingouvernable ? C'est ici qu'intervient ce que le groupe appelle l'éthique, et même une vision religieuse fondée sur une « espérance longue », eschatologique. Nous avons besoin de raison et d'exigence commandant nos choix. Tous doivent être nos moyens de salut ; de bonnes boussoles et la volonté de maintenir le cap.

Dangers et divertissements

Ces propositions, affirmées avec force et même avec hauteur, attirent plus facilement le respect que l'adhésion. Pour deux raisons. La première est qu'on voit mal comment des exigences éthiques très générales se transforment en politiques économiques précises. Un exemple suffit : l'enseignement, le groupe se rallie aux propositions, en effet excellentes, du Collège de France ; mais celles-ci n'ont eu besoin d'aucune référence religieuse. Je ne vois qu'un lien entre les deux faces de la position choisie : c'est qu'elles légitiment une élite de rois philosophes, à la fois compétents et humanistes. Et c'est là surtout que le bât blesse : ces rationalistes veulent connaître les faits et affirmer des principes mais, entre les deux, je vois un immense vide : le monde qu'ils veulent comprendre et piloter est impersonnel ; je n'y vois pas d'acteurs, avec leurs préférences, leurs appartenances, leurs conflits, leurs idées.

Or dans un monde en pleine mutation, l'essentiel n'est-il pas, plutôt que le bien instruire les technocrates qui nous gouvernent, d'augmenter la capacité d'agir, de penser et d'innover du plus grand nombre ? N'avons-nous pas besoin d'une société « palpable » plutôt que calculatrice, où d'innombrables acteurs créeraient des flots d'initiative, de rationalité, mais aussi d'émotion et d'engagement ? Mais le groupe de Villémétrie a préparé sa réponse. Elle repose sur un profond pessimisme et même une grande impatience à l'égard de tous les courants, religieux ou non, qui en appellent au sentiment contre la raison, au corps

contre l'esprit, et qui ne prennent pas au sérieux les dangers qui nous menacent et, en premier lieu, le risque très réel et proche d'une catastrophe économique.

Il faut donc écouter Claude Gruson et ses amis réunis à Villémétrie en avril 1986. Il est indispensable que les principes retrouvent le sens des grandes transformations du monde, comme il faut que les historiens s'intéressent à la longue durée plutôt qu'aux courtes vagues des événements, et surtout que nous osons tous de chercher des divertissements pour ne pas voir la gravité des dangers qui nous menacent. Puisse au moins ce travail courageux servir à rassembler des hauts fonctionnaires et cadres dirigeants, qui souffrent de vivre dans une époque où les raiders l'emportent sur les prévisionnistes et où le soul de l'avenir est trop souvent considéré comme dépassé.

ALAIN TOURAINE.

* Vers une éthique politique. L'éthique face à l'ingouvernabilité du monde actuel par le « groupe de Villémétrie ». Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 316 pages.

Au courrier du Monde

DIALOGUE

Le maire de Jérusalem répond à Marek Halter

J'ai lu la lettre ouverte de Marek Halter au président du conseil et aux ministres du gouvernement israélien publiée en France dans le Monde et en Israël dans le Maariv.

C'est une lettre importante. Elle nous interpelle avec raison. Les sentiments et les critiques qui y sont exprimés sont partagés par une large fraction de l'opinion israélienne et s'expriment régulièrement dans notre presse et dans le public. Malheureusement, la presse internationale n'en a pas suffisamment rendu compte au cours de ces dernières années. Et il est permis de penser que si tous ceux qui condamnent aujourd'hui les violences dans les territoires avaient soutenu nos efforts pour le rapprochement israélo-arabe et pour le dialogue, les événements d'aujourd'hui auraient peut-être pu être évités.

Cette lettre, les inquiétudes qu'elle exprime et les questions

qu'elle pose, est cependant d'un grand encouragement pour nous. Et je l'en remercie.

TEDDY KOLLEK
(maire de Jérusalem).

EXCLUSION

La Grande-Bretagne est dans l'Europe

Malgré l'avis exprimé par M. Maurice Auda, dans le Monde du 4 mars, l'histoire de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne ne peut pas être réécrite. Etant donné que ce pays est Etat-membre de la CEE depuis quarante ans, il me semble inutile de suggérer son exclusion.

La construction d'une Europe unie implique la participation de tous les Etats, y compris de ceux qui posent des questions difficiles. Chaque famille a ses enfants difficiles ; n'est-ce pas le général de Gaulle qui a suivi la politique de « la chaise vide » ?

I.-J. BURRELL
(Londres).

UN HALOGÈNE SE CHOISIT CHEZ UN SPÉCIALISTE

CRISTAL 500 W
GRILLE DE PROTECTION

REGALI
c'est la garantie
1 an de votre halogène

REGALI
c'est la garantie
d'un service après-vente

REGALI
c'est la garantie
des meilleurs prix

+ DE 100 MODÈLES EXPOSÉS

REGALI CADEAUX & HALOGÈNES
importation directe du monde entier

3 - 44, bd Sébastopol
4 - 48, rue St-Antoine
5 - 3, rue de Valenciennes
6 - 57, rue Pierre-Charron
(Champs-Élysées)
7 - 65, bd Haussmann
8 - 97, bd Haussmann
9 - C.C. Galvée, Niv. 2
10 - 127, rue d'Alsace
11 - C.C. Saugoyville, Niv. 2
12 - 45, av. Vieux-Mouge
13 - 95, rue de Passy
14 - 54, av. des Ternes
ASNIÈRES
82, rue des Bouquignons

CRISTAL, C.C. Cristal Soleil, Niv. 2
BOULOGNE, 125, bd Jean-Jaures
EVRY, C.C. Evry, Niv. 2
ST-GERMAIN-EN-LAYE,
24, rue de Vieux-Abrévart
ST-QUENTIN-VILLE, C.C.
34-Quintin-Ville, 4, rue Collier
QUINCY-SÉNART,
C.C. Val d'Yerres
SARCELLES, C.C. Les Renouées

PARIS 15
100, rue de Valenciennes
15000
MULTI STORE OPERA
4, bd des Capucines, Paris 9^e

OFFRE RÉSERVÉE SUR PRÉSENTATION DU JOURNAL

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laisant (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouffs
Rédacteur en chef : Daniel Vernez
Correspondant en chef : Claude Salaes

ABONNEMENTS
BP 507 89
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 932 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 300 F
IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

L'arrivée de troupes américaines au Honduras

15 000 réservistes rappelés au Nicaragua

L'envoi de 3 150 militaires américains au Honduras, dans le cadre d'une opération baptisée « Faisan doré », provoque de nombreuses réactions d'inquiétude. A Managua, où les autorités ont procédé au rappel de 15 000 réservistes, le président Ortega a officiellement saisi, jeudi 17 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies...

Les incidents survenus à la frontière du Honduras et du Nicaragua à « faire preuve de retenue ». Moscou a qualifié d'« inappropriée » et de dangereuse, l'intervention des États-Unis, que le Canada « regrette » pour sa part.

Les forces armées du Honduras ont, elles, « lancé un ultimatum pour que les troupes sandinistes qui se trouvent sur le territoire national s'en retirent ». Des avions, honduriens, selon toute vraisemblance, ont effectué des tirs de roquettes contre l'armée sandiniste dans la région de Bocay, au nord-est du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras.

Par ailleurs, le commandant en chef de la force américaine, le général de brigade Carl Stiner, a indiqué que la 82^e division aéroportée avait reçu l'ordre de préparer son déploiement mercredi à 12 heures (heure locale), soit environ huit heures avant que le président hondurien Jose Azcona demande par télégramme l'assistance américaine.

Des « responsabilités particulières » qui remontent au début du siècle dernier

L'intérêt et la vigilance des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine ne datent pas d'hier. Qu'il s'agisse de pressions, d'interventions, d'occupations ou de raids, le « grand voisin » a toujours tenté d'influencer ou de conduire les évolutions du sous-continent. L'Amérique centrale n'échappe bien évidemment pas à cette vigilance.

« A la « doctrine Monroe » s'est, en effet, ajouté au début de ce siècle ce que l'on a appelé le « corollaire Roosevelt » (Theodore). Dans un message au Congrès, le président américain l'avait formulé en ces termes : « En Amérique comme ailleurs, de mauvais actes chroniques (...) peuvent finalement nécessiter l'intervention d'une nation civilisée, et dans l'hémisphère occidental l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut, dans certains cas, contraindre ceux-ci, bien qu'à contre-cœur, à exercer des pouvoirs de police internationale. »

Affrontements au Congrès de Washington

WASHINGTON de notre correspondant

Les quatre bataillons de troupes américaines engagés dans l'exercice « Faisan doré » ont commencé à arriver au Honduras, jeudi 17 mars, mais c'est naturellement au Congrès que l'opération décidée par le président Reagan a provoqué le plus de bruit et de fureur.

Tous les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ont critiqué, avec plus ou moins de sévérité, la décision de M. Reagan, mais en évitant tout de même les déclarations trop franches sur le sujet, l'Amérique centrale, divise l'opinion. Au Congrès, néanmoins, plusieurs leaders démocrates ont violemment dénoncé l'initiative de la Maison Blanche, accusant l'administration de chercher par tous les moyens, y compris sans importance à leurs yeux, à arracher une nouvelle aide destinée aux Contras.

Le sénateur Sam Nunn, président de la commission de défense, ont pris le contre-pied de leurs collègues, et soulignent qu'en lançant son offensive contre les Contras, le régime sandiniste avait « montré le peu de cas qu'il faisait d'un règlement politique » du conflit.

De leur côté, les membres de la commission du renseignement au Sénat, après avoir reçu de l'administration « des informations détaillées », ont estimé que l'offensive des forces nicaraguayennes et leur incursion en territoire hondurien avaient été soigneusement préparées par Managua, dans le but de « balayer d'intinivement » les Contras. (Selon un haut responsable du Pentagone, ces derniers ont essuyé des pertes très sévères, et leur camp de la région de Bocay, « a probablement déjà été détruit »).

Dès jeudi soir, des pacifistes se sont mis en ordre de bataille devant la Maison Blanche, brandissant des pancartes « Assez c'est assez, plus d'aide aux Contras », et dénonçant la politique « de la comédie » pratiquée selon eux par M. Reagan.

Mais des manifestants d'un tout autre bord ont aussi fait leur apparition dans les rues de la capitale : ceux-là, également jeunes et bruyants, présentaient la défense du colonel Oliver North, le « héros » des auditions de l'« Irangate » l'été dernier, et qui est sorti de l'oubli depuis qu'un procureur l'a inculpé, mercredi, en même temps que l'amiral John Poindexter, chef du Conseil de sécurité à l'époque des faits, et deux autres personnes impliquées dans l'affaire, le général à la retraite Richard Secord et le financier Albert Hakim.

Les accusés semblent fermement décidés à se défendre. Mercredi, le colonel North est apparu à la télévision, yeux fermés et mine sombre, mais l'aîné défiant que jamais pour affirmer sa complète innocence, et ajouter : « C'est une triste ironie que cette inculpation soit prononcée le jour même où les communistes du Nicaragua envahissent leurs voisins, et où l'on célèbre le quatrième anniversaire de l'établissement de William Buckley (chef de la CIA en Liban, tué par ses ravis-



seurs) et le troisième anniversaire de l'enlèvement de Terry Anderson (un journaliste américain) : ces hommes que nous avions avec tant de difficultés essayé de sauver. Cette ligne de défense peut être assez efficace auprès de l'opinion, bon nombre d'Américains continuant à penser que le colonel North, même s'il a employé des moyens contestables, avait de nobles intentions. Mais les inculpés peuvent aussi se battre pied à pied sur le terrain juridique, et selon de nombreux experts, l'accusation pourrait en ce cas avoir beaucoup de mal à étayer ses thèses, et surtout à conclure rapidement.

et le bassin caraïbe, la fameuse « arrière-cour » de Washington, figurent bien évidemment au premier plan des préoccupations américaines.

Depuis le président James Monroe, auteur en 1823 de ce qui allait devenir la célèbre « doctrine » qui porte son nom, l'Amérique tient à faire respecter sa suprématie sur le Nouveau Monde et ses « responsabilités particulières » vis-à-vis du sous-continent. Cette mise en garde s'adresse à l'époque avant tout à l'Europe. Alors que le « libérateur » Simon Bolívar tente de fédérer les Républiques latino-américaines nouvellement constituées, les États-Unis, sous la présidence de Monroe, sont les premiers à reconnaître leur existence.

« Bon voisinage »

Cette époque d'interventionnisme militaire quasi constant succédera, avec l'arrivée de Franklin D. Roosevelt à la présidence, en 1933, une période de relations de « bon voisinage », qui n'exclura pas — loin s'en faut — l'hégémonie des États-Unis sur la région. Celle-ci se renforcera après la seconde guerre mondiale. Les années de la guerre froide sont l'occasion pour les États-Unis de combattre le communisme où qu'il se trouve, à commencer, bien sûr, par le sous-continent. En juin 1954, c'est le Guatemala — où le président, récemment élu, autorise le Parti communiste — qui fait les frais de ce nouvel interventionnisme. Le gouvernement est évincé par une juste anticommuniste avec l'appui, vraisemblable, de la CIA.

Bien plus grave allait être la crise cubaine, avec la prise de pouvoir par Fidel Castro, le 1^{er} janvier 1959, et la rapide installation d'un gouvernement hostile aux États-Unis pratiquement à la porte de la Floride. Cet épisode se solda par le cuisant fiasco de la tentative d'invasion de la baie des Cochons en avril 1961, et la « quarantaine » de Cuba l'année suivante pour obtenir — avec succès cette fois — le retrait des fusées soviétiques.

Au printemps 1965, c'est encore en République dominicaine que des soldats américains débarquent, alors que le porte-avions SS-Boxer croise au large des côtes de l'île. Il s'agit officiellement de protéger les ressortissants américains et de mettre fin aux troubles internes, le président Johnson redoutant avant tout le spectre d'un nouveau Cuba. Conservant leur capacité de pression, les États-Unis ne sont plus, depuis cette date, intervenus militairement, avec toutefois une exception presque caricaturale : lorsque les « marines » envahissent, le 25 octobre 1983, la petite île de La Grenade.

Les mêmes unités se trouvent aujourd'hui au Honduras. Plus d'un siècle et demi après avoir été formulés, la « doctrine Monroe » et son « corollaire » n'en restent pas moins toujours d'actualité... D. H.-G.

PANAMA : après la tentative de putsch

Le général Noriega chercherait à négocier son départ

PANAMA de notre correspondant en Amérique centrale

Vingt-quatre heures après la tentative de coup d'État militaire contre le général Manuel Antonio Noriega, les têtes continuent de tomber parmi les officiers qui ont trahi l'« homme fort » du Panama. Au moins six officiers ont été « mis à la retraite », jeudi 17 mars, dont le colonel Bernardo Barrera, chef du G-2 (service de renseignement militaire). L'armée a réussi à rétablir l'ordre, sauf à Colon, la deuxième ville du pays, où le gouvernement a dû ordonner un couvre-feu de 18 heures à 6 heures dans l'espoir de mettre fin au pillage systématique des magasins et à la violence. Un décret, publié jeudi, militarise tous les services publics (eau, électricité, téléphone, aéroports, hôpitaux, etc.) et certaines activités commerciales comme l'approvisionnement en fruits, légumes et viande.

La participation du colonel Barrera au complot avec le chef de la police, le colonel Leonidas Macías — actuellement détenu avec plusieurs autres officiers de moindre rang — constitue un coup très dur pour le général Noriega, qui affirmait jusqu'alors pouvoir compter sur la fidélité à toute épreuve de son état-major et surtout du G-2, dont il fut le chef redouté pendant douze ans. Il semble qu'il faille attribuer la perte de contrôle du général Noriega au départ dans le plus grand secret, il y a une quinzaine de jours, de son principal conseiller en matière de sécurité, l'Israélien Michael Harari. Avant de se mettre au service du Panama, Harari travaillait pour les services secrets israéliens, le Mossad. Depuis plusieurs mois, Washington exerçait de fortes pressions sur Israël pour obtenir le départ de Harari du Panama.

Si les informations recueillies auprès de militaires en désaccord avec leur chef, il faut s'attendre à une aggravation du mécontentement au sein de l'armée. Les mêmes sources confirment que la mutinerie de mercredi a échoué de justesse à la suite de divisions de dernière minute survenues au sein de la compagnie chargée de la protection de la caserne centrale, où se trouve l'état-major. Tout indique que le putsch avait été préparé en collaboration avec les États-Unis, qui exigent le départ du général Noriega et la mise en place d'un régime démocratique, conformément aux engagements pris par Panama en 1977 lors de la signature du traité sur le canal interocéanique.

L'économie paralysée

Compte tenu des énormes moyens mis en œuvre par les États-Unis pour forcer le général Noriega à partir, il est évident que celui-ci ne pourra pas résister beaucoup plus longtemps. L'économie panaméenne est totalement paralysée depuis quinze jours à la suite de la décision de Washington de geler les comptes

du gouvernement panaméen aux États-Unis. Le général Noriega n'était pas particulièrement populaire avant la crise, mais il était craint. Aujourd'hui, la peur n'a pas encore complètement disparu, mais la presque totalité de la population, qui le rend responsable de la situation économique, exige son départ dans les plus brefs délais.

Il est improbable que cela se fasse dans les prochaines heures, mais on apprendrait jeudi que, pour la première fois, le général Noriega aurait fait parvenir des signaux à Washington pour ouvrir une négociation pouvant conduire à son départ — vers l'Espagne, la France, la République dominicaine ou même Cuba — en échange de la levée des inculpations de trafic de drogues portées contre lui par deux tribunaux de Floride. Après la folle journée de mercredi, le calme est revenu à Panama, mais la plupart des magasins restent fermés, et l'activité est réduite au minimum. L'armée patrouille pour protéger les commerces contre le pillage et décourage toute manifestation antigouvernementale. Il a fallu vingt-quatre heures pour rétablir l'électricité, totalement interrompue par les sabotages des ouvriers furieux de n'avoir pas perçu leurs salaires. Après avoir réussi, lundi, à payer l'armée, les autorités ont versé, jeudi, une partie du salaire des professeurs. Pour cela, il a fallu raclez les fonds de tiroirs. Les professeurs l'ont en effet reçu en pièces de collection de 10 dollars ! BERTRAND DE LA GRANGE.

Mercredi, en tout cas, M. Reagan a pris la défense de M. McFarlane, l'ancien chef du Conseil de sécurité, reconnu, quelques jours plus tôt, coupable d'avoir dissimulé la vérité lors de l'enquête menée par le Congrès sur l'affaire de l'« Irangate » : « Il a admis qu'il était coupable de n'avoir pas dit au Congrès tout ce qu'il voulait savoir... » « Moi aussi j'ai fait ça » a ajouté en baissant la voix M. Reagan, interrogé par des journalistes au début de l'entretien avec le premier ministre israélien, M. Shamir. Se retournant vers son interlocuteur, M. Reagan s'est alors écrié, faussement navré : « Mon Dieu, cette simple remarque imprudente va soulever une tempête. »

En réalité, il n'y a eu que quelques vagues, parce que l'envoi de troupes au Honduras a fait passer les inculpations et le reste au second plan. Mais ce n'est que partie remise, et M. Reagan n'emportera peut-être pas sa petite plaisanterie au paradis. JAN KRAUZE.

● ETATS-UNIS : mort de William Porter. — William Porter, le chef de la délégation américaine aux négociations de Paris, qui avaient abouti à un cessez-le-feu au Vietnam en 1973, est mort, le mardi 15 mars, d'un cancer à Fall River (Massachusetts), à l'âge de soixante-trois ans. — (AFP).

Diplomatie

Après la visite du président de la République de Chypre en Grèce

Nicosie appuie les ouvertures de M. Papandréou en direction de la Turquie

ATHÈNES de notre correspondant

Le nouveau président de la République de Chypre a achevé, le jeudi 17 mars, sa première visite officielle en Grèce. Selon ses propres déclarations, M. Georges Vassiliou n'était pas venu à Athènes pour « prendre des décisions ». Mais la plupart des observateurs sont d'accord pour affirmer que les contours d'une politique commune envers la Turquie ont bien été dessinés lors de ses rencontres avec les dirigeants grecs.

Ayant gagné le premier tour de l'élection présidentielle sur un discours modéré et avec l'appui du parti communiste Akel, qui a toujours soutenu le dialogue avec la partie turque, M. Vassiliou a dû « diriger » ses positions pour gagner au deuxième tour les électeurs de l'ex-président Kyprianou, ainsi que

ceux du parti socialiste Edeok. Il se retrouve sur la même longueur d'ondes que le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Ce dernier, après sa rencontre avec son homologue turc, M. Turgut Ozal, à Davos, essaie maintenant de « calmer le jeu » de la nouvelle entente gréco-turque en attendant des gestes concrets de la part d'Ankara. M. Vassiliou a donné son aval à cette politique. « Nous n'avons aucune preuve que la Turquie est prête à changer sa position sur des questions essentielles », a-t-il dit. « Nous attendons d'elle un premier pas. Qu'elle dise oui à la démission de l'île que propose M. Papandréou. »

En attendant ce geste ou un autre — par exemple le retour à la communauté grecque de la ville d'Amochostos (Famagouste), M. Vassiliou, en accord avec les dirigeants grecs, insiste sur l'intransigeance turque et rappelle les positions de

principe sur le statut de l'île et les libertés de ses citoyens. Ce n'est pas toutefois un retour à la tactique passée. Il était question que, pour la première fois depuis 1983, la question chypriote soit portée devant l'Assemblée des Nations unies, ce qui irrite en général la Turquie, et il semble en effet qu'on ait décidé à Athènes de renoncer à cette initiative.

Toujours dans le même esprit, M. Vassiliou a exprimé l'espoir qu'il pourra finalement rencontrer le premier ministre turc. Il a même souligné que cette rencontre pourrait être « informelle » et avoir lieu « n'importe où », car, a-t-il ajouté, « je suis réaliste et je n'ai pas demandé à être invité à Ankara en tant que chef d'État de Chypre ».

La visite de M. Vassiliou doit reconforter M. Papandréou, qui rencontre quelques difficultés à faire

passer sa nouvelle politique envers la Turquie, surtout au sein de son propre parti, le PASOK. Plusieurs membres du comité central et quelques députés ont déjà exprimé en public leurs doutes et leurs inquiétudes. Les grands partis du Parlement sont bien sûr d'accord sur la politique de dialogue avec la Turquie, mais ils expriment des réserves sur les modalités concrètes de son déroulement. Beaucoup estiment que, pour l'instant, la Grèce n'a fait que « donner » sans rien « recevoir » en échange. Sans crier à la « trahison », comme le font quelques sectateurs de l'opposition, certes minoritaires, et la plupart des caricaturistes avec beaucoup de talent... l'opinion attend le moindre indice qui pourrait la convaincre qu'à Davos on a mis au point un plan de gestes réciproques pour rétablir la confiance. THÉODORE MARANGOS.

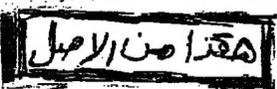
La crise du mythe américain

GERALD MESSADIÉ REQUIEM POUR SUPERMAN



Un livre tonique et brillant.

ROBERT LAFFONT



مقتدا من الامم

L'Homéopathie est efficace.

Les Laboratoires Dolisos versent au dossier
de la défense de l'homéopathie les travaux de recherche* qu'ils ont fait réaliser
en milieu hospitalo-universitaire.

Recherche expérimentale.

International Journal Immunotherapy, T.3, N°3, 1987, pp 191-200.
Bastide, Daurat, Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Dorfman.
Immunomodulator activity of very low doses of thymulin in mice.

Cancer detection prevention T.II, N°1-2, 1987, pp 69.
Karouby, Doucet, Boudard, Dorfman, Bastide.
Pharmacological study of thuyone in mice: antitumoral and immunomodulating effect of very low doses.

Immunobiology, T.174, N°3, sup., 1987, pp 139.
Doucet, Karouby, Carrière, Dorfman, Bastide.
Immunomodulation in mice by very low doses of an alpha-endorphin.

BULL. Groupe Etude Rythmes Biologiques, T.18, N°1-2, 1986, pp 8-9.
Larus, Cal, Guillemain, Cambar.
Variations saisonnières et circadiennes de l'efficacité du pré-traitement par Mercurius corrosivus 15 CH vis-à-vis de la toxicité induite par le chlorure mercurique.

Annual Review Chronopharmacology, T.3, 1986, pp 99-103.
Cal, Larus, Guillemain, Cambar.
Chronobiological approach of protective effect of Mercurius corrosivus against mercury-induced nephrotoxicity.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 192.
Karouby, Boudard, Douylylic, Doucet, Bastide.
Immunostimulating and antitumoral properties of thuyone.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 188.
Daurat, Carrière, Douylylic, Bastide.
Immunomodulatory activity of thymulin and alpha-beta mouse interferon on the specific and no specific cellular response of C 57 BL/6 and NZB mice.

Immunology Today, T.6, N°8, 1985, pp 234-235.
Bastide, Doucet-Jabœuf, Daurat.
Activity and Chronopharmacology of very low doses of physiological immune inducers.

Néphrologie, T.6, 1985, pp 86.
Larus, Dorain, Cal, Guillemain, Cambar.
Influence du prétraitement de dilutions infinitésimales de Mercurius corrosivus sur la mortalité induite par le Chlorure mercurique.

International Journal of Immunopharmacology, T.7, N°3, 1985, pp 312.
Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Stes, Guillemain, Bastide.
Action of very low doses of biological immunomodulators on the humoral immune response in mice.

Journal of Chromatography, T.319, 1985, pp 412-418.
Papanassans, Raynaud, Godeau, Bisard.
Analyses qualitatives et quantitatives de la Hyoscyamine atropine et de la Scopolamine dans les T.M. de Solanacées par C.L.H.P.

Néphrologie, T.5, 1984, pp 89.
Cambar, Mahaud, Cal, Desmoulière, Guillemain.
Influence du prétraitement avec une dilution infinitésimale d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire sur l'excrétion protéinique urinaire induite par l'injection unique d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire chez la souris.

Annual Review Chronopharmacology, T.1, 1984, pp 231-234.
Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Cot, Guillemain, Bastide.
Seasonal variations in the humoral immune response in mice following administration of thymic hormones.

C.R. Académie des Sciences. Paris. Sér. III, T.259, 4/10/1982, pp 283-286.
Doucet-Jabœuf, Guillemain, Piechaczek, Karouby, Bastide. Présentée par J.F. Bach.
Evaluation de la dose limite d'activité du facteur thymique sérique.

Recherche clinique.

Cahier de Bio. N°98 - Mars 1988 - Sous presse.
Dorfman P., Epineuze F., Téau M.
Homéodose 20 - Un traitement efficace de l'insuffisance veineuse non compliquée des membres inférieurs.

IX° Congresso Nazion. Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1539-1543.
Lanaia, Micole, Mirabella, Pulvirenti, Amodio, Riccioni.
Ruolo d'ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusionele protratta. Valutazione mediante ultrasonografia doppler.

IX° Congresso Nazion. Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1533-1538.
Amodio, Micole, Mirabella, Caglia, Veroux, Riccioni.
Il ruolo d'ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusionele protratta. Valutazione della aggregabilità piastrinica.

Cahiers de Bio., 1987 avr., N°94, pp 77-81.
Dorfman, Lasserre, Téau.
Préparation à l'accouchement par homéopathie. Expérimentation en double insu versus placebo.

Cahiers ORL, 1986, oct., tome 21, N°9, pp 731-734.
Bordes, Dorfman.
Evaluation de l'activité antitussive du sirop Drosetux: étude en double insu versus placebo.

Thèse Doct. Med., Paris-Nord, Fac. Bobigny, 1984, pp 88.
Bourgois.
Protection du capital veineux chez les perfusés au long cours dans le cancer du sein. Essai clinique en double aveugle: arnica contre placebo.

Recherche clinique vétérinaire.

Communication in the XXIII World Veterinary Congress, Montreal Canada, August 1987. *Cahiers de Bio.* N°91 suppl. oct. 1986, pp 69-71.
Mahé.
Double-blind trial for evaluation of the effect of a collective homeopathic cure on morbidity and butchery qualities in calves.

International Journal for Veterinary Homeopathy, vol. 2 N°1, April 1987. *Mahé*.
Double-blind pathogenetical trial by the rabbit of a homeopathic remedy: Arsenicum album.

Cahiers de Bio. N°91, Août 1986, pp 82-84.
Mahé.
Comparaison en aveugle d'un traitement homéopathique et d'un placebo dans un cas collectif d'ulcérations chroniques chez le lapin.

Aujourd'hui, 15 millions** de patients se soignent par homéopathie.
Plus de 13500** médecins généralistes prescrivent entre autre de l'homéopathie.
Enfin, 20000 pharmaciens délivrent chaque jour des médicaments homéopathiques.
Cela prouve aussi l'efficacité de l'homéopathie.

Le Président-Directeur-Général des Laboratoires Dolisos

François Lévy

F.LEVY

* Copie des travaux de recherche cités ci-dessous disponible au Centre de Documentation Dolisos 62 rue Beaubourg 75003 Paris.
** Enquête Cofrencia réalisée en 1987.

Proche-Orient

Le conflit entre l'Irak et l'Irak

Bagdad reconnaît un important revers au Kurdistan

L'Irak a reconnu, le jeudi 17 mars, avoir subi un revers sérieux avec la chute de deux villes kurdes aux mains des forces irakiennes, et s'est déclaré déterminé à poursuivre la « guerre des villes » à outrance pour « imposer » la paix à l'Irak.

Engagée depuis cinq jours dans de très violents combats dans la province kurde de Sulaymaniyeh, à moins de 300 kilomètres au nord-est de Bagdad, l'armée irakienne a dû se retirer de tout un secteur à la pointe orientale de cette province. Deux villes frontalières kurdes, Halabja (70 000 habitants) et Khurmal, à une dizaine de kilomètres plus au nord, ainsi que plusieurs localités et villages de cette région, sont tombés aux mains des forces irakiennes. Un porte-parole militaire irakien a reconnu la chute de ces deux villes, mais l'a annoncée dans le cadre d'un « démenti » aux « allégations » irakiennes sur le déroulement des combats. « Il n'y a pas de combats, puisque l'armée irakienne a évacué Halabja et Khurmal », a-t-il déclaré, en accusant l'Irak d'être en train de « détruire » Halabja.

Pour leur part, les Irakiens ont accusé les Kurdes d'avoir utilisé des armes chimiques dans la région, faisant des milliers de morts. Un porte-parole de l'Union patriotique kurde (UPK, mouvement indépendantiste allié de Téhéran) a, de son côté, affirmé que les rebelles kurdes avaient



enlevé Halabja dès mardi, avec l'aide des forces irakiennes.

Dans le Golfe, un marin japonais a été tué lors de l'attaque, jeudi soir, d'un cargo panaméen par des vedettes irakiennes.

Parallèlement, Téhéran a été évacuée par un grand nombre de ses habitants, notamment les femmes et les enfants, après la reprise, dimanche, des bombardements irakiens, rapportent des voyageurs en provenance de la capitale iranienne. Celle-ci, huit millions d'habitants, offre le visage d'une ville morte. « Les rues sont presque désertes », ont déclaré à l'AFP ces voyageurs, précisant que les autorités ont facilité l'accueil de ceux qui voulaient partir dans les villes et les villages autour de Téhéran. Dans un rayon d'une centaine de kilomètres, les mosquées ont été transformées en centres d'hébergement, et des distributions de nourriture sont organisées par la population locale. A Londres, le chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, a accordé une interview à l'envoyé spécial du Monde.

« Nous ne négocierons jamais avec le président Saddam Hussein » nous déclare M. Jalal Talabani, chef du principal mouvement kurde irakien

LONDRES de notre envoyé spécial

« Le génocide dont ont été victimes les Arméniens en 1915 est en train de se répéter au Kurdistan irakien. » De passage à Londres, M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques du mouvement nationaliste kurde et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la principale organisation des Pochmèrgas du Kurdistan irakien, s'étouffe de fait que l'opinion internationale ne s'émue pas outre mesure de ce qui se passe actuellement dans cette partie du monde.

« Nous assistons, dit-il, à une véritable destruction de tout ce qui est kurde dans nos régions. Au cours des seuls mois en cours, les Irakiens ont eu recours aux armes chimiques à vingt-trois reprises. Il y a encore trois jours, plus de deux mille Kurdes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie à la suite de bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne dans la région de Halabja, occupée récemment par les forces de l'Irak.

Une rupture irrévocable

Dans ce contexte, M. Talabani approuve-t-il les propos de M. Azine Noshilwan, le secrétaire général adjoint de l'UPK, qui nous déclarait il y a près d'un an souhaiter « le démantèlement de l'Irak en plusieurs petits Etats, chiite, sunnite et kurde » (Le Monde du 16 avril 1987) ? Cette déclaration avait, à l'époque, suscité de vifs réactions en Irak, y compris parmi les propres alliés de l'UPK, qui avaient vu une sorte de provocation malsadroite.

Après quelques hésitations, M. Talabani répond vaguement : « Nous sommes pour l'autonomie du Kurdistan irakien et pour son autodétermination. Si un régime démocratique s'installe en Irak, nous sommes prêts à accepter avec lui une formule de fédération qui reste à définir. Mais si l'Irak reste une dictature, nous opterons pour la création d'un Kurdistan indépendant.

LIBAN

« Mon mari est mort à la fin de 1985 » confirme M^{me} Mary Seurat

Michel Seurat, le chercheur français enlevé le 22 mai 1985 au Liban, est mort et repose dans un cimetière situé à la sortie sud de Beyrouth, affirme son épouse, M^{me} Mary Seurat, dans un livre, *Les Corbeaux d'Alep*, à paraître le 22 mars (éditions Lieu Commun-Calligram). M^{me} Seurat écrit également que « le Quai d'Orsay aurait refusé le rapatriement [de la dépouille] pour tant proposé au cours des tractations », écrit Mary Seurat. Elle ne précise ni l'identité, ni la nationalité du conseiller, ni la date à laquelle ont eu lieu ces tractations, notamment si elles se sont déroulées sous le gouvernement socialiste ou sous l'actuel gouvernement de M. Jacques Chirac.

Il y a plusieurs mois déjà, M^{me} Seurat avait demandé à Antenne 2 de ne plus mentionner son mari parmi les otages français encore retenus au Liban, étant déjà convaincue de sa mort.

[Le Monde publiera la semaine prochaine un compte rendu du livre de Mary Seurat.]

tant et démocratique. N'oublions pas qu'une partie de notre pays a été attribuée par l'impérialisme à l'Irak.

« Nous sommes, dit-il, contre toutes les formes de dictature. En l'occurrence, nous sommes des victimes du pouvoir personnel du président Saddam Hussein. La rupture entre nous et le régime irakien est définitive et irrévocable. Nous le considérons comme un criminel de guerre, et même s'il change d'avis et nous propose une formule de fédération, nous rejetons son offre. Il faut qu'il parte. Tous les crimes qui sont commis au Kurdistan irakien sont ordonnés par lui et par lui seul. Quel qu'il arrive, nous ne négocierons jamais avec lui. »

Le chef de l'UPK affirme qu'il a reçu fin février une proposition de Bagdad lui demandant de reprendre les négociations qui avaient été engagées en décembre 1983 dans le but de réviser la loi d'autonomie du 31 mars 1974 qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak. Après quatorze mois de discussions laborieuses émaillées de multiples incidents, les pourparlers avaient échoué en janvier 1985, au moment où ils étaient sur le point d'aboutir.

M. Talabani se livre à une sorte d'autocritique en admettant qu'il avait à l'époque cru en la bonne foi des négociateurs de Bagdad, alors que ces derniers, admet-il maintenant, ne cherchaient qu'à gagner du temps pour mieux pouvoir faire face au danger principal venant de Téhéran. Il reconnaît cependant que l'UPK souhaitait, à la même époque, une trêve pour permettre ses unités, épuisées par la longue lutte qu'elles menaient presque sans interruption depuis 1975, de reprendre leur forces.

Il est prêt, ajoute-t-il toutefois, à dialoguer avec les Irakiens si le président est remplacé par « quelqu'un d'autre ». « Je suis disposé, dit-il, à reprendre les négociations interrompues en 1985 par exemple avec M. Izet Ibrahim El-Douri (le vice-président du Conseil de la révolution souvent considéré comme le numéro deux du régime de Bagdad, car je suis fermement persuadé qu'il n'est pas d'accord avec ce qui se passe au Kurdistan irakien. »

M. Talabani souligne avec insistance que son hostilité à l'égard du président Saddam Hussein n'est pas dictée par un quelconque esprit de vengeance à l'égard de Téhéran ni par l'alliance qu'il a conclue en octobre 1987 avec le régime de l'imam Khomeiny, qu'il considérerait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde.

Après l'échec des négociations avec Bagdad, affirme-t-il, les Irakiens nous ont offert leur aide à la condition que nous débarrassions nos « territoires libérés » des différents mouvements kurdes d'opposition au régime de Téhéran. « Nous avons répondu que notre vocation n'était pas de combattre nos frères kurdes, et il a fallu près de deux ans pour qu'ils se fassent à cette idée. »

Une alliance purement tactique

M. Talabani estime que l'alliance conclue entre l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et les Irakiens est de nature purement tactique. « Nous avons, dit-il, le droit et le devoir de nous allier avec ceux qui combattent nos ennemis mais sans mettre en cause notre indépendance. Il est vrai que nous n'aidons plus nos frères kurdes d'Irak qui combattent le régime de Téhéran, mais nous refusons de leur faire la guerre. »

Mais comment justifier une alliance, même tactique, qui nie le concept d'autonomie sous prétexte qu'il est incompatible avec l'Islam ? M. Talabani répond évasivement en affirmant que le régime de Téhéran ne se livre à aucun excès anti-kurde comparable à ce qui se passe au Kurdistan irakien et que son mouvement garde une indépendance totale à l'intérieur même de l'Irak à l'égard des islamistes groupés au sein du Conseil suprême de la révolution islamique d'Irak mis en place par Téhéran.

« La seule organisation islamique avec laquelle nous collaborons, précise-t-il, est le mouvement des musulmans du Kurdistan irakien.

« Un religieux égyptien et un Libanais enlevés au Liban sud. — Un religieux égyptien, M. Mohamed Mahmoud Al Jar, et un Libanais, M. Kassem Mahmoud Al Mahmoud, ont été enlevés, le jeudi 17 mars, au Liban sud par des hommes armés non identifiés. A-t-on appris de source proche de la sécurité libanaise.

Les ravisseurs ont intercepté leur voiture au nord de Tyr, a-t-on indiqué de même source.

M. Mohamed Mahmoud Al Jar, de confession sunnite, est imam à Barghish, village proche de Tyr, où il vit depuis deux ans.

Son rept porte à six le nombre d'étrangers enlevés au Liban sud depuis le 5 février, date à laquelle deux fonctionnaires des Nations unies avaient été enlevés dans les environs de Saïda.

Les deux hommes, un Suédois et un Norvégien, ont été relâchés vingt-cinq jours plus tard ; un Britannique et un Syrien, enlevés au début du mois, ont également été libérés. Un officier américain, le lieutenant-colonel Higgins, est toujours aux mains de ses ravisseurs. — (Reuters.)

Les troubles dans les territoires occupés

Les autorités israéliennes accentuent leur pression économique

Tandis qu'à Washington le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, maintient son opposition au plan de paix américain malgré l'insistance de ses interlocuteurs — le président Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz — l'administration des territoires occupés a accentué, jeudi 18 mars, sa pression économique sur les Palestiniens. Les autorités ont ainsi ordonné la fermeture des magasins aux heures où la « Direction unifiée du soulèvement » leur demandait d'ouvrir.

Depuis deux mois environ, les commerces des territoires occupés sont ouverts durant trois heures dans la matinée et fermés l'après-midi à l'appel des nationalistes favorables à l'O.L.P. A Jérusalem-Est, les commerçants ferment le matin et ouvrent l'après-midi. Mais les autorités israéliennes sont décidées à remettre les « territoires occupés à l'heure israélienne ». Il s'agit de prouver que c'est l'armée, et non les nationalistes, qui a le dernier mot en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les commerçants palestiniens se retrouvent devant un choix impossible : fermer leurs magasins vingt-quatre heures sur vingt-quatre au risque de se ruiner, ou reprendre le travail au risque de se faire accuser de « collaboration » avec l'occupant.

L'armée avait déjà ordonné ces derniers jours la fermeture des magasins à certaines heures dans la région de Gaza et dans la ville de Jéricho. Cette mesure a été systématiquement appliquée dans la Cisjordanie, avec un succès relatif.

A Ramallah, à El-Bireh, au nord de Jérusalem, des patrouilles militaires ont ordonné aux commerçants de fermer leurs rideaux de fer. Les commerçants n'ont obéi que pour quelques minutes.

Par ailleurs, des bulldozers de l'armée ont déraciné, au cours de la matinée, une vingtaine d'arbres entourant le jardin d'un résident d'El-Bireh, d'où une bouteille incendiaire avait été lancée dimanche contre un autobus israélien. L'autobus descendant des implantations juives avait été brûlé sans qu'aucune victime ait été à déplorer.

A Bethléem, au sud de Jérusalem, les magasins ont été contraints de fermer sur ordre de l'armée, lorsqu'une centaine d'étudiantes palestiniennes ont tenté de pénétrer dans le campus universitaire pour protester contre la fermeture prolongée de leur université. Elles ont été repoussées par les forces de l'ordre.

D'autre part, deux des trois militaires accusés d'avoir recouvert de terre quatre Palestiniens en Cisjordanie ont été condamnés à deux mois et demi et deux mois de prison par un tribunal militaire.

A l'issue des trois jours d'entretiens à Washington de M. Shamir, la presse israélienne indiquait, jeudi, que M. Shultz effectuerait, le mois prochain, une nouvelle tournée au Proche-Orient dans le cadre de ses efforts de paix. Interrogé à ce propos, le secrétaire d'Etat a toutefois répondu qu'« aucune décision n'avait encore été prise ».

Enfin, un combattant palestinien, ainsi qu'un Druze ont été tués et trois autres Palestiniens — dont un nourrisson — ont été blessés, jeudi, lors d'un raid de l'aviation israélienne sur la montagne druze, au sud-est de Beyrouth, a-t-on appris de source palestinienne et libanaise. Un immeuble de deux étages abritant une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) a été touché de plein fouet par un missile air-sol, à Anab (28 kilomètres au sud-est de Beyrouth) secteur contrôlé par le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze Walid Joublatt, a précisé à l'AFP un responsable du FDLP. L'immeuble s'est effondré sur ses occupants : un combattant du FDLP a été tué et deux autres blessés, ainsi que l'enfant de l'un d'eux, âgé de dix-huit mois. Un passant a également été tué.

A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a confirmé le raid, indiquant que des appareils « ont attaqué une base où se préparaient des attaques terroristes ».

Le PSP avait, pour la première fois mercredi, revendiqué une attaque contre une position de la milice pro-israélienne de l'armée du Liban du Sud (ALS), à l'intérieur de la « zone de sécurité » créée par Israël. Des roquettes avaient en outre été tirées mercredi sur le nord d'Israël. — (AFP, Reuters.)

U.S.A. VIA TORONTO.

N'ATTENDEZ PLUS A NEW YORK VOUS ETES AU DESSUS DE ÇA.

Vous savez sûrement que Toronto est une porte ouverte sur les plus grandes destinations canadiennes. Mais ce que vous ignorez peut-être, c'est que Toronto c'est déjà l'Amérique.

Ah, si les amènes interminables à la douane et les formalités à n'en plus finir ne sont pas votre tasse de thé, faites un crochet par Air Canada, vous ne le regretterez pas.

Toronto est une véritable plaque tournante vers les Etats-Unis : San Francisco, Los Angeles, Chicago, Boston, Miami, Tampa.

Avec Air Canada, vous voyagez tranquillement en bénéficiant du service et de la qualité d'une compagnie francophone.

En 1^{ère} classe, ou en classe affaires, vous arrivez détendu, reposé et à l'heure pour vos rendez-vous. Avec Air Canada, les Etats-Unis via Toronto, ça vous change un voyage.

AIR CANADA
UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

هتتا من الامم

Asie

La négociation d'un règlement en Afghanistan

Moscou annonce que le retrait soviétique n'est pas lié à la conclusion d'un accord à Genève

L'URSS a annoncé, jeudi 17 mars, qu'elle retirera ses troupes d'Afghanistan, même si les négociations de Genève échouent. Si aucun accord n'est conclu entre l'Afghanistan et le Pakistan, a précisé M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, « le retrait des troupes aura lieu selon d'autres modalités ». « Nous le ferons nous-mêmes », en accord avec le gouvernement de Kaboul. Il s'ajouta.

Le 8 février, M. Gorbatchev avait lié le retrait du contingent militaire soviétique « au refus d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan ». Il avait également lié la date du début de ce retrait - le 15 mai - à la signature, « le 15 mars au plus tard », d'un accord, à Genève, sur les conditions du rapatriement des troupes soviétiques. Mais, revenant sur la position antérieure de Moscou, il avait précisé que la signature de cet accord ne dépendait pas d'un règlement intérieur afghan. « C'est un problème afghan purement intérieur, seuls les Afghans sont à même de le régler », avait-il déclaré.

L'URSS ayant ainsi pris la « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan, les négociations indirectes de Genève, sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et Islamabad ont alors repris, dès le 2 mars, dans un climat plutôt optimiste, puisqu'il ne s'agissait, apparemment, que de s'entendre sur les modalités du retrait soviétique (calendrier, conditions de sécurité, contrôle international, retour des réfugiés, garanties internationales). Un accord de principe s'est rapidement dégagé sur une nouvelle proposition de Kaboul : un retrait soviétique commençant six semaines après la signature d'un accord et s'étalant sur neuf mois, étant entendu que la moitié du corps expéditionnaire serait rapatrié dans les trois premiers mois.

Depuis, la date du 15 mars est passée et la négociation bute sur deux points : Islamabad réclame que « le principe et les modalités » d'un gouvernement intérimaire à Kaboul soient définis avant de signer l'accord. D'autre part, les Etats-Unis réclament une « symétrie » entre l'arrêt de leur

aide militaire à la résistance et celui de l'assistance militaire soviétique au régime actuel de Kaboul.

Dans ces conditions, les déclarations de M. Vadim Perfiliev ne signifient pas un changement de la ligne soviétique sur le fond. Moscou n'entend pas revenir, même en cas d'échec à Genève, sur sa « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan. L'URSS ne veut pas davantage qu'un éventuel accord, sur ce retrait, soit lié à un règlement intérieur afghan. « Ce n'est pas notre problème ni le vôtre », avait déjà dit, le 8 février, M. Gorbatchev.

M. Perfiliev dit simplement que, en cas d'échec à Genève, Moscou organisera le retrait de ses troupes selon les modalités et dans les conditions qui lui conviendront. « Nous mettrons en place notre propre calendrier », a-t-il ajouté. Et il a insisté sur le fait que le Kremlin préfère, de toute façon, qu'un accord soit signé dans la ville suisse.

Face au risque de dérapage à Genève - où la polémique a pris le dessus, - il est possible que Moscou ait voulu adresser une sorte d'avertissement, notamment aux Pakistanais et aux Américains auxquels il reproche de faire obstruction à la signature d'un accord. Il se pourrait également que Moscou ne soutienne pas une revendication, introduite mercredi par le délégué de Kaboul, sur la négociation de la délimitation controversée d'une partie de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour peu que le Pakistan maintienne d'ici là ses exigences sur la question d'un gouvernement intérimaire, il semble peu probable que la négociation soit relancée avant le séjour à Washington, du 20 au 23 mars, de M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, en vue de préparer le prochain sommet soviéto-américain. Mais, en tout état de cause, M. Gorbatchev ne semble avoir guère de choix. Condamné à l'enlèvement s'il reste, il doit quitter l'Afghanistan. Simplement, il souhaite que l'opération soit sanctionnée par un accord international.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

BIRMANIE : violents incidents

L'armée a occupé le campus universitaire de Rangoon

L'armée a occupé, le jeudi 17 mars dans la soirée, le campus universitaire de Rangoon, faisant usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser une manifestation de milliers d'étudiants. Elle a procédé à des centaines d'interpellations et une cinquantaine d'étudiants ont été blessés, a-t-on appris, vendredi, de source bien informée à Bangkok.

Des habitants du quartier de l'université s'étaient joints à la foule d'étudiants armés de pierres. Selon des témoins, au moins dix camions de l'armée remplis de manifestants

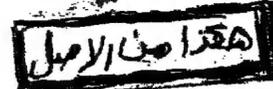
arrêtés ont quitté le campus. Toutes les routes menant à l'université ont été coupées, y compris l'artère principale reliant la capitale à l'aéroport.

Les autorités birmanes n'ont fait aucun commentaire sur ces événements provoqués par la mort d'un étudiant, mystérieusement abattu lors des émeutes qui ont eu lieu à l'Institut de technologie de Rangoon le week-end dernier et qui ont fait, en outre, treize blessés. Le gouvernement, qui avait initialement déclaré que l'étudiant avait été poignardé lors d'affrontements avec des jeunes gens provoqués par des étudiants en colère, a officiellement ouvert une enquête sur ce décès.

Les manifestations de jeudi sont les plus importantes depuis 1974, quand une révolte étudiante avait été brutalement réprimée par les autorités. - (Reuter.)

● INDE : cent vingt-cinq personnes brûlées vives dans un accident d'autocar. - Quelques cent vingt-cinq personnes, dont quarante enfants, sont mortes brûlées vives dans l'accident de l'autocar qui les transportait à une cérémonie de mariage dans le centre de l'Inde, a indiqué, le jeudi 17 mars, l'agence indienne PTI. Seules vingt-six personnes ont survécu à l'accident, dont le fiancé. Le véhicule a heurté une canalisation dans un village du Madhya-Pradesh, puis a fait deux tonnes avant de prendre feu, a indiqué PTI en citant un survivant. - (AFP.)

● La tournée de M. Rogatchev. - Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui effectue une tournée en Asie du Sud-Est (le Monde du 18 mars), a participé, mercredi 16 et jeudi 17 mars, à Phnom-Penh, à une « conférence consultative » avec ses homologues vietnamien, laotien et cambodgien. Cette conférence, qui s'était déjà réunie l'an dernier, a été notamment consacrée au conflit cambodgien, au différend frontalier lao-thaïlandais et aussi à la question des îles Spratleys. - (AFP.)



Afrique

AFRIQUE DU SUD : le sursis accordé aux « six de Sharpeville »

Allégresse chez les Noirs, soulagement à l'étranger

Le « soulagement » et la « satisfaction » ont fait écho, jeudi 17 mars, à l'étranger à l'allégresse enregistrée chez les Noirs sud-africains après le sursis d'un mois accordé par la justice aux six condamnés à mort de Sharpeville (nos dernières éditions du 18 mars). « Soulagement » officiel à Bonn où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a exprimé « l'espoir que

seront désormais créées les conditions pour une justice conforme à un Etat de droit ».

« Satisfaction » à Paris où M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, voit dans la décision de Pretoria « un premier pas dans la voie de la raison ». Les six condamnés devraient cependant être présentés au bourreau le 18 avril si le procès n'est pas révisé d'ici là.

C'est pourquoi, le Parti socialiste français et Amnesty International, entre autres, tout en se « félicitant » du « recul sud-africain », appellent à rester mobilisés. Jeudi soir, environ trois mille personnes, selon la police, s'étaient réunies devant l'ambassade sud-africaine à Paris pour protester, et de brèves échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des groupes de manifestants qui souhaitaient pénétrer dans l'ambassade.

mesure de l'adjoint au maire n'a pu être prouvée. Si la Cour, contre toute attente, a ordonné l'ajournement temporaire de l'exécution, c'est en raison d'un faux témoignage. Il s'agit des déclarations d'un homme, Joseph Maneta, qui a reconnu que ses accusations avaient été formulées après avoir été malmené par la police. Les noms de deux des inculpés lui auraient même été soufflés. Joseph Maneta s'était rétracté après d'un avocat avant le premier procès, mais sa confession n'avait pu être prise en compte lors des débats, car il s'agissait de confidences préalables à sa désignation comme témoin à charge.

Le tribunal a opposé le principe du « privilège » qui interdit de faire état de conversations privées entre un avocat et son client et a donc refusé que la défense procède à un contre-interrogatoire. Jeudi, la Cour suprême de Pretoria a présumé qu'il pouvait

s'agir d'un élément nouveau susceptible de rouvrir le dossier. Or, son président, M. Human, est le même magistrat, qui en première instance, a refusé le contre-interrogatoire. La défense s'est évidemment réjouie de ce retour accusés difficilement explicable. Les avocats avaient d'ailleurs souligné, lors du premier procès, que si des confessions étaient faites, elles devaient être rendues publiques si elles pouvaient profiter à l'accusé, en l'occurrence, à deux accusés sur six.

Puisque qu'un seul témoignage est désormais susceptible d'être retenu, cela n'est plus suffisant selon la

défense pour confondre un accusé. De plus, ces accusations forcées et fabriquées sèment le doute quant à la validité de l'autre témoignage qui, lui, concerne presque tous les condamnés à mort. La défense dispose donc d'une carte maîtresse. On s'interrogera sans doute longtemps sur les raisons pour lesquelles elle a été acceptée in extremis par la Cour après avoir été rejetée en première instance et en appel. Est-ce à dire que les « six de Sharpeville » vont pouvoir échapper définitivement à la potence ? On n'en est pas sûr. Le sursis provisoire a été salué comme une victoire. La Cour suprême de Pretoria a soudain abrité un joyeux charivari : des débordements de rires, d'effusions, d'applaudissements, de cris d'une foule qui croyait plus vraiment quelques minutes auparavant. Des Noirs se sont mis à danser. L'avocat, M. Denis Kunj, a été porté en triomphe. « Amandla Awethu » (le pouvoir au peuple). L'évêque Desmond Tutu a, comme il se doit, remercié Dieu.

La décision réconforte la communauté noire, soulage le pouvoir et satisfait l'opinion publique internationale. La justice est finalement venue à la rescousse, d'un gouvernement qui affectait d'être insensible aux pressions, et qui refusait de céder à ce qu'il qualifiait d'« exploitation politique » d'une affaire judiciaire. Le bureau officiel de l'information a fait remarquer que ce sursis « démontre une fois encore que l'Afrique du Sud a un système judiciaire indépendant ». Le communiqué a même souligné « la sagesse du chef de l'Etat et de ses ministres de ne pas s'immiscer dans le processus légal ». Il reste cependant à transformer en espoir définitif cette démonstration d'indépendance.

Quelques heures plus tôt, en début de matinée, une voiture piégée avait explosé dans la banlieue de Johannesburg, à Krugersdorp. L'attentat a fait trois morts, tous Noirs, et une vingtaine de blessés dont une fillette de quinze mois. Ce n'est sans doute pas un hasard si le véhicule avait été placé devant le palais de justice, situé à proximité d'un commissariat de police.

Un avis de recherche assorti d'une forte récompense a été lancé contre le fils d'un professeur blanc de l'université africaine de Stellenbosch, Heinrich Johannes Grootenboer, également soupçonné d'être l'auteur de l'attentat, en juillet dernier, contre le quartier général de l'armée à Johannesburg qui avait fait soixante-dix blessés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● République centrafricaine : rétablissement des relations diplomatiques avec Moscou. - Le gouvernement centrafricain a annoncé, jeudi 17 mars, que Bangui et Moscou s'étaient par la volonté réciproque de développer les rapports d'amitié et de coopération. Ils avaient décidé de rétablir les relations diplomatiques interrompues en 1980. - (AP.)

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le rendez-vous avec le bourreau n'a pour l'instant, été différé que d'un peu plus de quatre semaines. Les « six de Sharpeville » sont toujours condamnés à la peine capitale. La nouvelle échéance a été fixée au 18 avril. D'ici là, la défense va s'efforcer d'obtenir la réouverture du dossier et de convaincre la justice que les charges retenues ne sont pas suffisantes et surtout qu'elles sont douteuses. En accordant le sursis, le magistrat de la Cour suprême de Pretoria, M. Wessels Human, a bien précisé que les six condamnés à mort avaient été d'« actifs participants » et non pas de paisibles badauds. Il s'est insurgé contre les déclarations qui tendaient à faire croire qu'ils avaient été membres passifs d'une foule en colère. Et cela, même si leur participation directe au

meurtre de l'adjoint au maire n'a pu être prouvée. Si la Cour, contre toute attente, a ordonné l'ajournement temporaire de l'exécution, c'est en raison d'un faux témoignage. Il s'agit des déclarations d'un homme, Joseph Maneta, qui a reconnu que ses accusations avaient été formulées après avoir été malmené par la police. Les noms de deux des inculpés lui auraient même été soufflés. Joseph Maneta s'était rétracté après d'un avocat avant le premier procès, mais sa confession n'avait pu être prise en compte lors des débats, car il s'agissait de confidences préalables à sa désignation comme témoin à charge.

Le tribunal a opposé le principe du « privilège » qui interdit de faire état de conversations privées entre un avocat et son client et a donc refusé que la défense procède à un contre-interrogatoire. Jeudi, la Cour suprême de Pretoria a présumé qu'il pouvait

A TRAVERS LE MONDE

Yougoslavie

L'éditorial « contre-révolutionnaire » d'une revue slovène

Belgrade. - Le jour même où M. Gorbatchev se trouvait en visite à Ljubljana, le dernier numéro de la revue de la Jeunesse slovène, *Mladina*, a été provisoirement interdit par le parquet de Slovénie en raison d'un éditorial extrêmement critique pour les autorités yougoslaves. Ce texte signé « la rédaction contre-révolutionnaire », constitue un long réquisitoire contre le pouvoir, accusé de trouver plus pressant de museler la presse et de vendre des armes que de combattre la corruption et l'inflation et de ramener une économie à l'agonie.

Mladina dénonce également les privilèges des dirigeants, ainsi que « l'infirmité » de la Ligue des communistes de Yougoslavie et son monopole sur les affaires du pays. « Si vous restez encore longtemps au pouvoir, nous allons droit vers la restauration du féodalisme », écrit notamment *Mladina*, ajoutant que pour échapper à « l'avenir sans perspectives », les jeunes « n'ont d'autre recours que de faire la contre-révolution ». (AFP.)

Maroc

Protestation contre des sévices dans une prison de Casablanca

Deux « détenus politiques » marocains observent, depuis le 8 février, une grève de la faim illimitée à la prison Ain-Bouja de Casablanca en signe de protestation contre les tortures dont ils ont été l'objet, a annoncé l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM)

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TELEVISION

DU 17 AU 21 MARS
5 JOURS CHAMPIONS
Darl'mat
dans la course
146 BD DE GRENELLE 75015 ☎ 45 75 62 80

EXPOSITION

JEU

1988

DU 18 AU 31 MARS 1988

TEMPS FORTS D'UN SEPTENNAT

ORGANISÉE PAR

Le Monde

DANS TOUS LES

Relais H

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment *Le Monde* en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE (METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU. Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MEDITERRANÉE (1^{er} et 2^e PRIX)

- VENISE ● DUBROVNIK ● MYSTRA
- ISTANBUL ● RHODES ● VILLEFRANQUE

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

Europe

IRLANDE DU NORD

Un nouvel enterrement s'est déroulé sans incident à Belfast

BELFAST
de notre envoyé spécial

La tension a baissé, jeudi 17 mars, dans les quartiers catholiques de Belfast-Ouest. Le Saint-Patrick y a été célébré conformément à la tradition, et l'information d'un membre de l'IRA, Kevin McCracken, tué lundi par l'armée britannique, s'est déroulée sans incident.

Des voitures ont été à nouveau incendiées dans la soirée par de jeunes catholiques, mais en bien moins grand nombre qu'hier. Une patrouille de policiers a essayé des coups de feu dans le centre-ville et une bombe a explosé dans la rue à Belfast.

La police et l'armée se sont tenues à l'écart du cimetière de Milltown. Le Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA, assurait son propre service d'ordre. De jeunes militants surveillaient le *no man's land* qui sépare l'autoroute menant à Dublin du cimetière. C'est de là que serait venu mercredi le tir isolé protestant qui a jeté des grenades sur la foule rassemblée pour les obsèques des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar, tuant trois personnes.

L'IRA a cependant évité de provoquer directement les autorités britanniques. L'hommage militaire rituel n'a pas été rendu au cimetière lui-même, mais deux heures plus tôt dans une rue du quartier catholique de Falls. Trois membres masqués de l'IRA ont tiré en l'air une salve d'armes automatiques et se sont aussitôt dispersés. La messe d'enterrement à l'église de la Trinité, dans un des quartiers les plus pauvres du ghetto catholique, Tully Lodge, a été l'occasion d'un sermon particulièrement musclé. Le curé de la Trinité a expliqué l'engagement dans l'IRA de nombre de ses jeunes paroissiens par l'injustice qu'ils auraient à subir quotidiennement. « Ils sont sans

cesse injuriés, harcelés et humiliés par les forces de l'ordre. Doit-on être surpris si certains d'entre eux jettent des pierres ou des bombes au pétrole, brûlent des voitures au même endroit ? », a-t-il déclaré en chaire.

Le conseiller local du Sinn Féin, qui a prononcé l'oraison funèbre au cimetière, a réaffirmé, de son côté, qu'il y avait eu, mercredi, « collusion » entre la police provinciale et le tir protestant.

« En venant ici malgré l'attaque de la veille, nous avons prouvé que nous ne céderons pas à l'intimidation », a-t-il conclu.

Le tirer protestant isolé autour de l'attaque du cimetière était toujours gardé vendredi dans un hôpital de Belfast. L'IRA a fait circuler un tract donnant son nom, Michael Stone, et son adresse... La principale organisation paramilitaire protestante, l'Ulster Defence Association (UDA), a réaffirmé jeudi qu'elle avait rejeté sa demande d'adhésion il y a un an parce qu'il avait été précédemment condamné pour des vols mineurs. Un porte-parole de l'UDA a décrit Michael Stone, trente-deux ans, originaire du quartier loyaliste de Braniel à Belfast-Est, comme « une sorte de Rambo ». Un responsable de l'UDA, M. Thomas Little, nous a déclaré de son côté qu'il était le type même de recrue dont son organisation ne voulait pas : « Avec son passé de délinquant, il pouvait parfaitement devenir un indicateur de police... » M. Little s'est dit « surpris » de l'IRA après ce qui s'est passé mercredi. La perspective d'une éventuelle interdiction de l'UDA, réclamée par les dirigeants catholiques modérés, ne l'émeut pas outre mesure. « On en parle depuis des années, cela ne nous empêcherait pas de poursuivre notre action », estime-t-il.

Les organisations paramilitaires protestantes sont, en réalité, depuis plusieurs mois dans un grand désarroi. Elles ont été mêlées publiquement à des affaires de détournement de fonds à des fins personnelles, qui ont terni leur image et provoqué les luttes internes entre leurs dirigeants. Il semble que les armes dont disposait Michael Stone proviennent d'un stock acheté à la fin de l'an dernier à la fois par l'UDA et par une autre organisation paramilitaire moins importante, l'Ulster Volunteer Force (UVF).

La part de l'UDA dans cet achat groupé a été saisie en janvier par la police provinciale. Le pistolet automatique et les grenades quadrillées dont disposait Michael Stone viendraient du contingent alloué à l'UVF. La police semble enfin mettre en accusation la thèse du Sinn Féin selon laquelle Michael Stone serait parvenu dans le cimetière à partir de l'autoroute; des témoins auraient été retrouvés qui auraient partagé un taxi avec ce dernier. Celui-ci serait ainsi entré dans le cimetière avec la foule en défilé, et ne se serait détaché d'elle que par la suite. La police provinciale continue d'inviter les personnes présentes à lui fournir des informations. Mais le Sinn Féin, qui poursuit sa propre enquête, déconseille aux témoins de collaborer avec la police.

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

Le comité régional du PC du Nagorny-Karabakh demande le rattachement à l'Arménie

Moscou. (AFP). — Le comité régional (Obkom) du parti communiste du Nagorny-Karabakh s'est prononcé officiellement, le jeudi 17 mars, pour la restitution à l'Arménie de cette région autonome rattachée sous Staline à l'Azerbaïdjan voisin, a indiqué vendredi à l'AFP un responsable de l'Obkom, joint au téléphone depuis Moscou.

L'Obkom, réuni en séance plénière, a adopté une résolution en ce sens, après que 70 000 personnes eurent manifesté le jour même à Stepanakert, chef-lieu de la région, a-t-il dit.

La résolution a été publiée vendredi dans le journal local *Sovetski Karabakh*, a précisé ce responsable.

Il a lu au téléphone ce texte qui demande au Politburo, l'instance suprême du PC soviétique, de réparer « l'erreur historique » qu'a constituée le rattachement en 1923, du Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Deux limogeages après les massacres de Soumgait

MOSCOU
de notre correspondant

Les pogroms anti-arméniens de Soumgait viennent de coûter leur poste au maire et au premier secrétaire du Parti communiste de cette ville, MM. Zade et Mamedov, qui ont été contraints, mercredi 16 mars, de remettre leur démission.

Il s'agit là des premières sanctions politiques prises à la suite de ces massacres qui, pour s'en tenir au bilan officiel et très contesté, avaient fait, le 28 février dernier, trente-deux morts et un grand nombre de blessés.

On peut difficilement imaginer que la responsabilité de la passivité dont les forces de l'ordre avaient fait preuve face au déclenchement de ces violences n'ait tenu qu'à ces deux hommes. Si les sanctions devaient toutefois remonter plus haut, elles toucheraient obligatoirement la direction du PC d'Azerbaïdjan, ce qui ne pourrait relever que d'une décision politique au plus haut niveau.

Parallèlement, quelques journaux de Moscou ont commencé à distiller des bribes d'information ou d'analyse sur la crise du Nagorny-Karabakh, la région autonome d'Azerbaïdjan dont la population est majoritairement arménienne et où avaient débuté, il y a un mois, les troubles du Caucase. Mercredi, les *Nouvelles de Moscou* déplorait ainsi, dans un long article, que ni la Constitution de l'URSS ni celles des différentes Républiques ne précisent les droits des régions autonomes.

Ces droits sont souvent « fictifs », écrit l'hebdomadaire, en soulignant notamment que le Nagorny-Karabakh avait été complètement coupé de la vie culturelle arménienne.

LUC ROSENZWEIG.

AUTRICHE : renouvellement des cadres et rénovation idéologique

M. Sinowatz cède la place au chancelier Vranitzky à la tête du Parti socialiste

L'ancien chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a annoncé jeudi 17 mars à Vienne sa démission de la présidence du Parti socialiste (SPOe). La direction du parti a désigné à l'unanimité l'actuel chancelier Franz Vranitzky pour lui succéder, choix qui doit être entériné par un congrès extraordinaire convoqué pour le 11 mai prochain.

VIENNE
de notre correspondante

Cette double décision marque la volonté du SPOe de brusquer un processus de renouvellement des cadres rendu nécessaire par l'implication de plusieurs dirigeants dans un certain nombre d'affaires qui secouent actuellement le monde politique viennois. En dehors de M. Sinowatz, il a été annoncé qu'un autre dirigeant du SPOe, M. Leopold Gratz, président du conseil national, abandonnerait ses fonctions de chef de la section viennoise du parti lors de son congrès le 23 avril.

M. Gratz est accusé d'avoir couvert les activités criminelles d'un de ses meilleurs amis, M. Udo Proksch, propriétaire du célèbre café Demel, contre lequel a été lancé jeudi 17 mars un mandat d'arrêt international. M. Proksch est recherché pour « escroquerie grave et homicide prémédité au moyen d'explosif ». Il est soupçonné d'avoir organisé en janvier 1977 le naufrage d'un cargo, le *Lucerna*, dont le chargement avait été assuré pour 31 millions de francs suisses. Le *Lucerna* était censé transporter une installation de traitement d'uranium. En réalité, il ne se serait agi que de ferrailles sans valeur. Arrêté à deux reprises, mais relâché à la suite d'interventions politiques, M. Proksch, actuellement en fuite, avait fondé avec M. Gratz le Club 45, une sorte de « loge rouge » au sein de laquelle se retrouvait tout

le gratin politique à l'époque de l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky. Il avait été libéré la dernière fois après que M. Gratz, ancien ministre des affaires étrangères, eut fait venir par la voie diplomatique, de Bucarest, des documents censés prouver que le *Lucerna* transportait bien une installation nucléaire.

Une réalité sombre

M. Sinowatz est victime, pour sa part, d'un procès en diffamation perdu, en première instance, contre un journaliste qui avait affirmé qu'il avait lancé de façon préméditée l'affaire Waldheim. On lui reproche d'avoir annoncé des mois avant l'élection présidentielle de 1986, dans une réunion du parti, « vouloir informer l'opinion en temps utile sur le passé brun » de M. Waldheim. M. Sinowatz a toujours démenti, mais le tribunal l'a convaincu de mensonge. L'ancien chancelier est également mêlé à une affaire de ventes d'armes illégales à l'Iran par une entreprise d'Etat. Un autre dirigeant socialiste, l'actuel ministre de l'intérieur, M. Karl Blecha, est impliqué dans la même affaire. Les deux intéressés ont fermement démenti jusqu'à présent avoir été au courant de quoi que ce soit.

Le chancelier Vranitzky sortira sans aucun doute de cette opération d'épuration comme l'homme fort du SPOe. Attaqué par l'aile gauche pour son pragmatisme, le chancelier a hésité à donner suite à la demande formulée à plusieurs reprises déjà de se charger de la direction du parti. Il avait jusque-là préféré se consacrer à son programme de réformes économiques qui heurte une partie des traditions du parti.

La « réunification » des deux fonctions entre ses mains doit forcément accélérer la rénovation idéologique du SPOe qui se prépare à fêter son centenaire à la fin de cette année.

L'aile gauche du parti n'a pas de choix pour l'instant et dû « avaler » une réforme fiscale et un programme de privatisation et de restructuration industrielle très contestés. Le score honorable du SPOe aux élections de novembre 1986 - 43,3 % des voix - ne doit pas cacher la réalité : ce n'était pas le parti qui avait gagné, mais son candidat à la chancellerie, M. Vranitzky. La réalité est sombre : depuis 1983, un sur six se les électeurs a abandonné le SPOe et, pour la première fois depuis 1971, la majorité des électeurs avaient voté en faveur des partis dits conservateurs.

WALTRAUD BARYLL



AUTEUIL
DU 44 AU 58
Le mode pour les plus féminines des femmes
40, Rue de Passy 75016 Paris
Tél. : 1 42 24 92 92
CATALOGUE GRATUIT
SUR DEMANDE

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 18 mars au 31 mars

RÉALISATION MASSIVE DES STOCKS

MANTEAUX

Ragondin	8250 ^F	3850 ^F	Vison pastel	29750 ^F	14875 ^F
Zorinos	3850 ^F	2350 ^F	Renard blue silver	42750 ^F	17850 ^F
Vison pastel, morceaux	11850 ^F	5850 ^F	Vison Ko hi noor	55000 ^F	26850 ^F
Opossum d'Amérique	13850 ^F	6250 ^F	Vison blanc	65000 ^F	27850 ^F
Vison dark, morceaux	12750 ^F	6450 ^F	Lynx canadien	82750 ^F	31850 ^F
Rat d'Amérique	16850 ^F	9450 ^F	Pékan	85000 ^F	38750 ^F
Marmotte	28750 ^F	13850 ^F	Zibeline blonde	195000 ^F	85000 ^F
Vison dark	28750 ^F	14350 ^F			

VESTES

Ragondin	5650 ^F	2450 ^F	Renard blue silver	19500 ^F	10850 ^F
Astrakan et tricot	7850 ^F	3650 ^F	Vison dark	22750 ^F	11850 ^F
Vison Kohinoor lustré	16750 ^F	7350 ^F	Vison saphir	35000 ^F	18750 ^F
Coyote	14750 ^F	7850 ^F	Pelisses inter. Lapin col opossum	3250 ^F	1750 ^F

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H



ouverture exceptionnelle dimanche 20 MARS

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V, Paris 8^e

مكتبة الامم المتحدة



Politique

La primaire dans la majorité

Les réactions au projet de M. Balladur d'une confédération conservatrice et libérale

L'UDF s'insurge contre la hâte et l'appétit du RPR

M. Raymond Barre s'est montré plus que dubitatif sur la proposition formulée dans le Monde par M. Edouard Balladur de réunir dans une grande confédération le RPR et l'UDF. Au cours de l'émission « Le monde en face » sur TF 1, le jeudi 17 mars, le candidat à la présidence de la République soutenu par l'UDF a déclaré : « Il y a en France des sensibilités différentes, ces sensibilités s'expriment dans des formations politiques ; certaines formations sont très organisées, ce sont des partis, d'autres formations sont plus souples [...] ; ce qui est important, c'est que ces sensibilités puissent s'exprimer ; je ne suis pas sûr que rassembler tout cela dans une seule organisation soit efficace dans la mesure où l'on verrait réapparaître des organisations nouvelles qui resteraient ces courants traditionnels ; il y a en France une grande persistance des courants politiques ».

M. Chirac : pas avant le 8 mai

M. Chirac s'est déclaré, jeudi soir, lors d'un meeting à Evry (Essonne), favorable à la création d'une confédération UDF-RPR, évoquée par M. Balladur, mais a estimé qu'elle n'était pas possible avant l'élection présidentielle. « Après cette élection, selon les résultats, l'union de la majorité, qui s'est déjà beaucoup renforcée depuis deux ans dans l'épreuve de la cohabitation, pourrait l'être encore davantage, mais il faudra que chacun fasse un pas vers l'autre », a ajouté le premier ministre.

Venu à Dijon soutenir la candidature de M. Barre, entouré de six ministres UDF et de M. Michel Poniatowski, M. François Léotard a, de son côté, lancé : « Quelle idée merveilleuse ! ». Il a aussi ajouté : « Ce n'est pourtant pas le moment et cela ne doit pas se faire comme cela. On ne sort pas de son camp une telle manœuvre à qua- »

la République ». Il a précisé : s'il y avait eu un grand Parti libéral dans les circonstances actuelles, je me serais quand même présenté ».

Quant au numéro deux du PR, M. Madelin, il a souligné qu'« à quarante jours d'une élection présidentielle, il était particulièrement inopportuniste d'ouvrir un débat sur la composition de la majorité dans un parti unique ». « Ce débat, a-t-il ajouté, est de nature à alimenter des manœuvres de divisions, nuisibles à la victoire de la majorité ».

Du côté des centristes, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, estime dans le Nouvel Observateur que « l'existence de l'UDF et du RPR correspond à deux sensibilités différentes au sein de la majorité ». « Vouloir les fusionner serait une opération réductrice et mutilante », dit-il avant de souligner : « Un seul parti et un seul leader, ce serait sacrifier au culte du chef derrière lequel on s'allierait. C'est une bonne chose qu'il y ait dans un camp des hommes d'égalité et de sensibilités différentes qui soient en situation de concurrence. A condition que cette concurrence ne dégénère pas en affrontements brutaux ».

De même pour M. Michel Durfour, sénateur UDF de la Loire, « la »

tentative d'OPA sur la majorité constitue une inconvenance et une erreur politique. Une inconvenance car beaucoup au sein de l'UDF, notamment au sein de la famille radicale, n'accepteront jamais de se reconnaître dans le RPR [...] dont l'orientation conservatrice et droite ne répond pas à leurs aspirations d'ouverture et de justice sociale ».

« Une erreur, car les effets induits de cette démarche maladroite au moment le plus inopportuniste n'ont pas fini de se faire sentir. Ce nouveau naufrage politique, celui-ci — inquiétera les esprits les plus décidés à une coopération loyale et franche dans le cadre de la majorité ».

A gauche, enfin, M. Pierre Joxe a assuré : « Il y a actuellement une grande confusion dans la majorité entre le candidat du RPR et le candidat de l'UDF. Ce qui est clair, c'est que le RPR qui se prépare sans doute à un échec à l'élection présidentielle, se prépare à accaparer l'UDF. Laissons ces messieurs régler leurs comptes entre eux, la vraie campagne présidentielle va commencer parce que les vrais enjeux vont apparaître ».

De son côté, M. Pierre Mauroy a estimé que l'article de M. Balladur est un « article de défaite ».

M. Raymond Barre à TF 1

Sans « forfanterie » ni « défaitisme »

L'image, une fois encore, a eu plus d'importance que le fond. Invité le jeudi 17 mars de « Monde en face » sur TF 1, M. Raymond Barre a pu mettre en valeur ses qualités d'écoute, sa sensibilité devant les attentes des jeunes, les difficultés des personnes âgées, son admiration pour les créateurs d'entreprises dynamiques. Mais il a eu peu de temps pour parler de son programme, de ses propositions.

Le style de l'émission l'a voulu ainsi, en donnant la priorité aux reportages. Tant pis pour le candidat qui ne cesse de se plaindre que, dans cette campagne, on privilégie la forme sur le fond. Tant mieux pour M. Barre, qui a ainsi pu montrer qu'il n'est pas qu'un professeur promettant du sang et des larmes pour sauver l'économie française.

Amoureux de grande musique, il connaît aussi les classiques du western dans les moindres détails de leurs scénarios. Préoccupé par la détresse de nos anciens, isolés dans une société qui n'est plus faite pour eux, il est aussi passionné par les questions des enfants et prêt, tout à la fois, à diminuer leur temps de classe et à maintenir le pouvoir d'achat des retraités, même s'il faut pour cela instituer un nouveau prélèvement sur l'ensemble des revenus.

Ravi de voir que de jeunes chômeurs se lascent dans la création d'entreprises, comme il le leur avait conseillé lors de son passage à l'hôtel Matignon, il n'en oublie pas pour autant les autres, à qui il assure que la solidarité nationale doit atténuer les conséquences des mutations économiques.

Par le choix de ses reportages et de ses intervenants extérieurs, Christine Ockrent a permis à M. Barre de mettre en avant ces qualités de cœur que l'électorat a du mal à lui reconnaître. Inséré dans une émission intéressant tout développement, le candidat n'a pu que glisser ces quelques petites phrases sur l'enjeu politique des élections. L'« érudition » dans laquelle l'étouffait M. Jacques Chirac ne l'empêche pas de respirer, puisqu'il est « tout à fait normal » qu'il soit « d'accord sur de nombreux points avec lui », les « différences », il y en a bien sûr, mais ce ne sont pas aux candidats de se « démarquer », simplement aux

électeurs de bien faire le lien « entre les actes et les paroles des uns et des autres ».

Pour ceux qui n'avaient pas bien compris, il a quand même redit son rejet de la coupe droite-gauche, qu'il a moins de moyens financiers que l'autre candidat de la droite, que la France n'a pas réussi à créer des emplois depuis mars 1986, qu'il ne comprend pas bien comment M. Edouard Balladur peut s'opposer au rachat des Echos par un groupe anglais, qu'il trouve anormal que l'on dise « que tout va bien » pour la Sécurité sociale, alors que « l'on sait très bien qu'en juin il faudra trouver 19 milliards de francs », surtout qu'il ne pense pas que « l'on puisse dire » que « des réactions racistes » devant les difficultés créées par l'immigration sont « compréhensibles » car, pour lui, la xénophobie est « inacceptable ».

Le ton le plus calme

Tout cela dit du ton le plus calme, comme s'il s'agissait d'une évidence. Même avec M. François Mitterrand, M. Raymond Barre s'est montré compréhensif : « Personne ne peut lui faire grief de son silence ; à sa place on ferait peut-être la même chose », même s'il serait « souhaitable » que les choses soient plus claires. Car le désaccord « sur les orientations politiques » n'empêche pas d'admettre les « qualités intellectuelles d'un adversaire ». Tant pis pour son lieutenant, M. Charles Millon, qui, l'après-midi même, avait publié un document au vitriol sur la personnalité du président de la République.

Même les sondages et les manœuvres politiques ne l'impressionnent pas, même si M. Barre a du mal à comprendre ceux qui se préoccupent tant d'« un futur qu'ils ne connaissent pas » : c'est de la « forfanterie » ou du « défaitisme », dit-il. Lui n'est atteint ni par l'un ni par l'autre. Cette émission ne lui a pas donné l'occasion de développer son programme, elle lui a au moins permis de confirmer son apparente « sérénité ».

THIERRY BRÉHER.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Douffiaques

Un problème

Le Parti républicain « fait ce qu'il peut » mais il se sent « sous-utilisé » en raison d'un « problème de direction de la campagne » de M. Raymond Barre « telle est l'impression livrée à l'AFP, le 17 mars, par M. Jacques Douffiaques, le ministre des transports souhaite « une cohérence accrue et un commandement » et que l'ancien premier ministre définit « la stratégie » et que « sa direction de campagne arrête la tactique ».

M. Fabius

Un diagnostic

M. Laurent Fabius qui était le jeudi 17 mars à Lyon a établi un diagnostic. Pour l'ancien premier ministre, son successeur à Matignon « souffre d'un défaut de vision de l'œil gauche » car il voit « des socialistes sectaires alors qu'ils veulent rassembler », ainsi que d'une « surdité de l'oreille droite » puisqu'il n'entend pas les critiques que lui lance M. Barre. « J'ai peur qu'il n'arrive pas à l'élection présidentielle en bon état physique », a ajouté le député de Seine-Meritime.

M. Mauroy

Un message

Invité d'Europe 1, le vendredi 18 mars, M. Pierre Mauroy a affirmé que M. François Mitterrand adressera « un message important » à l'occasion du rassemblement du Bourget,

M. Pinay

Un conseil

Dans une interview publiée par France-Soir du jeudi 17 mars, M. Antoine Pinay conseille à M. François Mitterrand de ne pas se représenter. L'ancien président du conseil, âgé de quatre-vingt-dix-sept ans, lui recommande de finir son mandat « en beauté » sans risquer « l'échec ». « Si vous vous retirez maintenant, les portes de l'Académie française vous sont ouvertes, peut-être même celles du Panthéon, ne passez pas à côté de cette chance », lui dit-il.

M. Vonner

Une dérive

M. André Vonner, secrétaire général du CID-UNATI dont l'organisation ne donnera de consigne de vote que le 18 avril, a indiqué, le jeudi 17 mars à Rennes (Ille-et-Vilaine) que M. Le Pen est « le candidat le plus proche » des positions de son organisation. Toutefois il a précisé « Nous n'avons pas l'intention de devenir la CGT du Front national, ni d'aucun autre parti mais nous ne pouvons que constater la dérive de nombreux travailleurs indépendants poussés par le désespoir » vers le Front national.

M. Chirac prépare son sacre du printemps

Vingt mille mètres carrés de parquet, 35 000 mètres carrés de toile, 15 kilomètres de tissu, 30 millions de thermies, 30 kilomètres de câbles électriques, 80 kilomètres de grues, 10 engins de levage... et un candidat. Prévert ? Non, l'intendance que le RPR fait suivre pour organiser, le dimanche 20 mars, sur l'hippodrome de Vincennes, sa « grande réunion nationale ». Il y faut aussi ajouter des films : « Bilan contre bilan et Ouf », c'est Chirac, réalisés par Jacques Monnet, des clips vidéo, des projections laser, des groupes folkloriques qui, en ce jour du printemps, sacreront le réveil de la nature... et des électeurs, quelques ministres sélectionnés pour leur popularité, MM. Balladur, Juppé, Pasqua, Séguin et M^{me} Barzach, un spectacle Johnny Hallyday et, en apothéose, vers 15 h 30, le discours de M. Jacques Chirac.

De ce lieu, de cette heure devra alors partir la dernière phase de la campagne du candidat avant le premier tour. Elle s'accompagnera de la diffusion d'une bande dessinée il était une fois Jacques Chirac en couleurs, avec une édition en noir... pour que les enfants puissent colorier les scènes éditantes de ce Tintin moderne, ami des grands et proche des humbles, héros sans peur et sans reproche d'une odyssée politique qui conduit inévitablement aux sommets. Un autre album, dû aux champions Guy Druet et Monique Berlioux, montre en Jacques Chirac... « la victoire du sport » incarnée ! De nouvelles affiches vont être apposées avec les images toujours aussi simples qui ont fait le succès des deux précédentes campagnes mais avec un slogan plus explicite et plus prometteur : « Nous irons plus loin ensemble ».

A travers ce thème, le candidat ambitionne maintenant de s'adresser à un électeur beaucoup plus large. La notion de rassemblement et de poursuite « ensemble » d'une action déjà engagée est susceptible de s'opposer efficacement — suppose-t-il — aux

thèmes comparables que M. Mitterrand pourrait utiliser. Il se base aussi sur l'accueil favorable réservé, selon lui, au bilan de son action au gouvernement qu'il a largement développé pendant la première phase de sa campagne et sur le quitus qui lui a été donné pour avoir pratiqué la cohabitation.

Des sondages d'opinion concordants l'ont convaincu qu'il avait désormais non seulement déjà fait le plein des voix RPR mais relié à lui un certain nombre de suffrages UDF. Son comité de soutien s'apprete à publier une brochure contenant les milliers de noms de personnalités appartenant aux comités locaux, d'où il ressort notamment, dit-on, qu'un maire sur deux y adhérant n'est pas RPR. Il espère conforter — à défaut de l'accroître — la petite avance que, selon les études d'intentions de vote, il aurait prise sur M. Barre. Un avantage qui, pour être mieux affirmé, n'exclut pas des appels du pied plus ou moins insistants envers l'électorat et même certains élus du Front national et également en direction de plusieurs composantes de l'UDF.

Le hasard programmé

Le sens de toutes ces opérations est de montrer que le candidat Chirac est attractif tandis que l'autre candidat de la majorité n'aurait pas réussi à obtenir la cohésion des éléments composites qui l'ont officiellement soutenu lors du lancement de son entreprise.

Enfin — last but not least — c'est au départ de cette dernière étape qu'éclate la proposition Balladur, conçue et élaborée pourtant depuis quelques semaines, sur la formation d'une « confédération » RPR-UDF. Une suggestion que le ministre d'Etat présente comme valable quel que soit le résultat des urnes le 8 mai. Voilà un hasard programmé avec une bien grande précision ! Ou

un « ballon d'essai » fâché en un temps soigneusement choisi ! Car si M. Chirac a tenu toute son énergie et ses activités multiformes vers le succès au premier tour, il peut aussi se comporter avec davantage de crédibilité comme un candidat de second tour, laissant déjà à M. Balladur le soin de concevoir les lendemains de l'élection. Soit pour réaliser la cohésion des battus, soit gage d'une future revanche, soit pour assurer au gouvernement d'un président vainqueur une majorité à l'abri de toute surprise.

M. Balladur, qui avait en septembre 1983 dans le Monde, théorisé et conçu la cohabitation comme un passage obligé pour M. Chirac sur la route de l'Élysée, lance aujourd'hui le sème de moissons futures. Une majorité confortée ou unie avec un candidat unique avait déjà été souhaitée aussi bien par M. Jacques Toubon que par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre d'Etat est convaincu que l'opinion publique est prête. Il pense que les divergences idéologiques se sont largement atténuées à droite, mais il n'ignore pas pour autant que les ambitions de personnes, les rivalités humaines, les pesanteurs de la géographie sociologique et électorale, et les prérogatives des appareils, constituent des freins puissants comme le montrent les premières réactions de refus venant de l'UDF.

M. Balladur, par son initiative enfin, tente de prémurer sa propre famille contre tout reproche de vouloir entretenir la division du camp majoritaire rejetant même sur les autres une telle responsabilité. Toutefois, en prenant dimanche la parole sur l'hippodrome de Vincennes, M. Chirac ne révélera qu'une partie de son « projet pour les sept prochaines années » en insistant sur la bataille préalable mais décisive des sept prochaines semaines.

ANDRÉ PASSERON.

Tout sur Barre
Minitel: 36.14 BARRE (tarif réduit)

中國快車
CHINE EXPRESS
LE VOYAGE INDIVIDUEL EN CHINE
La Compagnie des Voyages
28 RUE PIERRE LESCOT 75001 PARIS - 45.08.44.88

PRÉSIDENTIELLE 1988
LE NOUVEAU GRAND DOSSIER ÉLECTORAL DE L'AFP
Pour cerner les candidats à cette élection et disposer d'un document complet sur le septennat écoulé :
UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL EN 2 VOLUMES INDISSOCIABLES
Ce vade-mecum de l'élection présidentielle, illustré de cartes, de graphiques et de photos AFP, est d'ores et déjà disponible sur simple commande accompagnée d'un chèque.
TOME I : LES DONNÉES HISTORIQUES CONSTITUTIONNELLES ET PRATIQUES
TOME II : LE SEPTENNAT ÉCOULÉ (Politique intérieure et internationale.)
PRÉSENTATION DES CANDIDATS (Biographie, organigramme de leur état-major, projet de campagne et les grandes lignes du programme.)
De plus, dès le 20 mai, vous recevrez les résultats complets circonscription par circonscription.

L'INDISPENSABLE DOCUMENT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 1988
Prix : 1.765,90 F TTC (500 pages)
AFP : 11/15, place de la Bourse, 75002 PARIS
Tel : (1) 42.33.44.66 - Poste 4262

Allo Raymond Barre
Tél: (16) 1 45 49 45 49
Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

Politique

La campagne des oppositions



M. André Lajoie dans son village natal

Contre «le culte de la personnalité d'un autre âge»

PÉRIGUEUX de notre envoyé spécial

« Vous savez traiter les vaches ?
- Oui.
- Comment faites-vous ?
- Oh ! c'est comme pour faire l'amour, ça ne s'apprend pas. »

M. Lajoie ne joue pas au paysan. Les gens de la terre, il les connaît, comme les allions qu'il traîne tout gosse, dans les champs arides et pentus de sa Corrèze natale. L'enfant du pays est allé se ressourcer, le jeudi 17 mars, dans son village de Chasteaux, non loin de Brive, qui préfère un autre fils du cru, M. Jacques Chirac.

Le maire, radical valoisien, qui soutient le premier ministre, n'en est pas moins comœquien ; il est vrai que « Jeannot » - M. Jean Gramond - a usé ses fonds de culottes avec « André » sur les mêmes bancs de la petite école publique. André était chez les petits, quand Jean était chez les grands. Mais le petit se souvient que le virus de la politique avait saisi le grand... tout petit déjà.

Debut sur une remorque agricole, protégé par un parapluie rouge, le grand confie aux trois cents personnes venues l'accueillir, que, en pleine guerre, il avait écrit à la croix sur le tableau noir : « Vive de Gaulle ». L'institutrice n'avait pu obtenir de connaître l'auteur de ce comptable penchant. Aujourd'hui, bien sûr, il s'écrit : « Vive le Parti communiste ». A seize ans, militant de la Jeunesse communiste, ce sont les routes des environs qu'il badigeonnait avec ses copains. « A bas la bombe atomique », peignait-il sur le godaïrou en jouant à cache-cache avec la maréchaussée.

Entre l'église du douzième siècle, où il goûte peut-être le vin de messe, et le Gouze, où il pêche sans doute quelques poissons, en découle le candidat du PCF à l'élection présidentielle a parlé de « ces paysans qui produisent ce qui fait besoin aux hommes ». Il a exhorté son auditoire à « ne pas laisser resurgir la haine qu'incarne le stalinisme ». Sur 282 suffrages exprimés, aux législatives de 1986, la liste du Front national n'a séduit que 9 électeurs à Chasteaux, alors que M. Jacques Chirac avait la moitié de la mise (133 voix). La liste du PCF (65 voix) était coiffée par celle du PS (72 voix). Ici aussi, l'élection du parti se fait sentir. M. Lajoie fera-t-il mieux que M. Marchais en 1981, qui avait obtenu 87 suffrages au premier tour, contre 58 à M. Mitterrand et 38 à M. Giscard d'Estaing ?

Trop tard au deuxième tour

Il a osé ce qu'il ne venait pas faire le coup de vote pour l'« enfant du pays », mais une précision ne pouvait tromper pourtant : « au deuxième tour, il sera trop tard pour s'exprimer pour une politique de gauche », a-t-il dit.

Après la Corrèze, et toujours sous un ciel plombé, M. Lajoie a fait une incursion en Dordogne. Le quotidien *Sud-Ouest* du jour faisait remarquer qu'il était le seul candidat à avoir mis ce département sur la route de sa campagne électorale. Dans une exploitation mixte (tabac et élevage), il a tracé les grandes lignes de son programme agricole : suppression des quotas laitiers, doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs, retraite à soixante ans.

Devant cent cinquante paysans réunis sous un séchoir à tabac brûlé par le vent, il a invité ses interlocuteurs à « réfléchir beaucoup avant d'aller voter ». En lui apportant son soutien, le maire communiste de Sarlat, M. Louis Delmon, a commencé à les aider dans leur réflexion. M. Lajoie lui-même les a mis en garde contre celui qui cultive « son ardeur » et celui qui « organise un culte autour de sa personnalité d'un autre âge ». « Au premier tour, on dit ce qu'on est sur le cœur, a précisé le député de l'Allier, car au deuxième tour, vous ne pouvez pas le faire. »

Certes, M. Lajoie est républicain mais un roi de France a ses faveurs : Henri IV. La version moderne et communiste de la poule au pot dominicaine du Vert Galant, c'est « un beau morceau de limousin ou de charolais sur la table, tous les dimanches ». Vivement dimanche !

OLIVIER BIFFAUD.

Des communistes « critiques » pour le candidat officiel du parti. Cent douze « communistes critiques » de la Haute-Garonne, sympathisants ou encore adhérents, viennent de rendre public un manifeste appelant à voter pour le candidat communiste au premier tour, mais en même temps il souligne « les retards et les erreurs qui imposent la rénovation du parti [...] ». Le manifeste et les signatures seront publiés sous forme d'encarts publicitaires dans la presse régionale, ce qui témoigne de la volonté des auteurs d'apparaître au grand jour tout en restant à l'intérieur du PC. « Nous ne voulons pas être mis sur la touche les uns après les autres. Nous voulons faire bouger le parti », explique l'un des signataires. (Corresp.)

Les cent jours de M. Le Pen

Reprenant au vol le sujet du livre que le député FN de l'Hérault, M. Jean-Claude Martinez vient de consacrer aux « Cent premiers jours de Jean-Marie Le Pen à l'Elysée », le président du Front national a voulu prouver le jeudi 17 mars au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale que la réalité dépasserait, le 8 mai, la fiction. M. Le Pen poursuit son combat destiné à prouver que lui « l'outsider », pourrait bien devenir finalement les favoris de la course. Pour étayer cet acte de foi démenti par les sondages, le chef de file de « la droite nationale et populaire » a présenté devant la presse les actions-clés qu'il envisageait une fois franchi la grille du Coq de l'Elysée.

Pas de surprise, au départ. M. Le Pen, chef de l'Etat rendrait un « hommage particulier » à Jeanne d'Arc : « ce sera un geste symbolique de salut au passé historique de la France ». Après avoir sacrifié au culte de la Pucelle, M. Le Pen engagerait résolument « le redressement national » du pays en s'appuyant sur le « principe fondamentalement démocratique du gouvernement du peuple, par le peuple et par le peuple ».

Dès le mois de juin, M. Le Pen procéderait à un référendum par le biais de l'article 11 de la Constitution, afin d'élargir le champ référendaire aux questions de société et pour rendre possible le référendum d'initiative populaire. Dans le même temps, l'Assemblée nationale serait dissoute avec l'espoir de voir la nouvelle Chambre se tondre aux couleurs du FN. Les Français n'auraient pas fini de voter, car au mois de septembre un référendum

aurait lieu sur le rétablissement de la peine de mort pour les assassins, les terroristes et les trafiquants de drogue ; un autre porterait sur « la préférence nationale » afin de réformer dans ce sens le droit du travail, le droit social, le droit du logement et le code de la nationalité.

Convoqué en session extraordinaire, le Parlement devrait « délibérer sur un programme législatif d'urgence » : réforme du contenu des manuels scolaires, autonomie des universités, création d'un revenu familial, accession à la propriété (M. Dans le domaine dit des « libertés individuelles », M. Le Pen se proposerait de renforcer la législation sur la diffamation, et d'étendre les possibilités de droit de réponse dans les médias écrits et audiovisuels. Le monopole syndical serait abrogé, la Sécurité sociale réformée par la création, notamment, de caisses séparées Français-étrangers. Un projet de loi imposerait en outre le droit de grève dans les services publics. Un collier budgétaire « mettrait en œuvre un premier train d'économies budgétaires et de réduction d'impôts sur le revenu ».

Déposer les colonnes de Buren

Les immigrés ne seraient pas oubliés : expulsions des clandestins et des délinquants, interruption du regroupement familial, limitation du nombre des réfugiés politiques, retour dans des « conditions humaines » des étrangers sans travail.

Fer de lance de la réforme idéologique lepéniste, la culture et l'éducation constituerait deux

chapitres-clés. Dans le domaine culturel, M. Le Pen démentirait par une action d'éclat en faisant déposer les colonnes de Buren qui affectent, selon lui, la perspective de la Cour du Palais Royal. « Nous les revendrons à la mairie de Fréjus ».

A l'école, les manuels scolaires « politisés » qui « choquent la conscience ou la conviction de nombreux parents » disparaîtraient. Les notes et classements dans le primaire seraient rétablis ; le chèque éducation mis en place, tandis que la carte scolaire serait supprimée.

La santé des Français serait également mieux préservée, selon M. Le Pen, par un « dépistage systématique du SIDA ». L'ordre régnerait enfin dans les rues et aux frontières. La loi républicaine serait rétablie dans « les zones échappant aujourd'hui aux autorités de police et de justice ». Des instructions seraient données aux préfets de police « pour faire appliquer systématiquement les décisions de justice » et aux parquets, afin qu'ils fassent preuve de « fermeté ». Manifestations publiques, évocations patriotiques devraient permettre en outre une « restauration de l'esprit de défense », tandis qu'une accélération de la réalisation de la loi de programmation militaire assurerait une meilleure défense du pays.

Gaullien jusqu'au bout des ongles, M. Le Pen a expliqué que s'il n'obtenait pas l'appui des Français pour les premiers référendums (peine de mort, code de la nationalité) il rentrerait chez lui le cœur lourd.

PIERRE SERVENT.

M. Bérégovoy à Sciences-Po

Une robuste simplicité

Après le coup de tabac déclenché par la venue de M. Bruno Mégret - directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen - qui, l'après-midi, avait transformé le vénérable amphithéâtre Emile-Boutary en bateau ivre (*Le Monde* du 18 mars), Sciences-Po, au grand soulagement de ses responsables, avait retrouvé tout son calme pour accueillir, le lendemain, M. Pierre Bérégovoy, invité par la section socialiste de l'Institut d'études politiques de Paris, l'ancien ministre, contrairement à M. Mégret, n'a pas fait salle comble. Mais, à l'inverse du député FN de l'Isère, le député PS de la Nièvre a bénéficié d'une

qualité d'écoute assez rare de la part d'un simple visiblement constitué, pour l'essentiel, de sympathisants.

« Quelques imbéciles du fond - juste pour respecter les traditions - de la part d'un petit groupe pas vraiment intéressé. Et pour le reste, sur une bonne vingtaine de questions, plus de la moitié des interpellations ont porté sur les sujets dont raffole M. Bérégovoy, du genre : la baisse des taux d'intérêt en France ; la responsabilité de la libéralisation des marchés financiers, entreprise sous son autorité, dans le déclenchement du krach boursier ; le serpent de mer de la réforme fiscale, etc. Le tout, assésé avec un sérieux impitoyable.

En cas de victoire de la gauche à l'élection présidentielle, M. Bérégovoy ne croit pas qu'un nouveau changement de mode de scrutin doit être la « première préoccupation » du nouveau gouvernement. Quant à la configuration du paysage politique de l'après-88, l'ancien ministre, fidèle à son image d'« ouverture », affirme : « Il faudra que tous les Français puissent se sentir concernés par le thème du redressement. Cela ne veut pas dire que toutes les familles politiques doivent se retrouver dans le même gouvernement, ça, je n'y crois pas. [...] Mais, cela veut dire que ceux qui gouverneront doivent respecter ceux qui ne pensent pas comme eux, de telle sorte que tout le pays soit rassemblé. [...] Dans nos relations, chacun étant lui-même - il y a des socialistes, il y a des EDP, on doit avoir suffisamment de conscience, de responsabilité pour qu'au lendemain d'une victoire, on ait le souci de rassembler le plus grand nombre pour des tâches communes. »

Comme tout le monde, M. Bérégovoy a droit à « la » question insolite. Cette fois, ce sera la définition de sa position face à la mort. La réponse sera d'une robuste simplicité : « La mort ? Je ne sais pas ce que c'est. Vous le savez vous ? Non ? Moi non plus. Je la prendrai quand elle viendra. Le plus tard possible. »

J.-L. A.

PRÉCISION. - L'omission d'un mot a été relevée dans l'article consacré à la rencontre entre les étudiants de Sciences-Po et M. Bruno Mégret (nos éditions du 18 mars), il fallait lire : « A gauche, seuls les étudiants rocrates n'ont pas voulu » signer la pétition interdisant la venue du député FN. La Collectif des étudiants Rocrates de France (CERF) s'est également opposé à cette pétition, estimant qu'un dirigeant du FN avait mérité le droit que « le candidat des bouilliers de cru de venir à l'EP ».

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C'EST ce que c'est que la mémoire ! Surtout lorsqu'elle est courte ! Aujourd'hui, dix-huit ans ou presque après sa mort, de Gaulle, proche de sa béatification politique ; fait figure de référence oblique pour tout ce qui aspire à gouverner la France.

Bruyante à droite, l'invocation n'est pas muette à gauche. Brandie à droite comme un morceau de la Vierge Croix, l'image du souverain défunt est loin d'être répudiée à gauche. Le camp qui forme, il est vrai, le gros de son électorat revendique pour son seul usage les insignes du grand homme, cependant que le camp qui le combatit réclame son inscription sur le testament.

Le temps est vraiment bon garçon ! La droite oublie qu'elle avait appelé de Gaulle notamment pour garder l'Algérie française et qu'elle fut dupée ; la gauche ne veut pas se souvenir que le retour au pouvoir du général tenait du coup de force, si ce n'est de plus.

La droite, que l'argent n'effraie pas, oublie que de Gaulle détestait ceux qui en avaient trop le goût ; la gauche pardonne les tribunaux et les lois d'exception dont le règne d'Alors se fit une spécialité.

Que les morts ont de la chance d'être ainsi épargnés de ce que les vivants critiques leur versent ! C'est trop les embrasser que de verser, d'une vie, non ce qu'elle a été, mais ce qui la rend utile. A quoi ?

Plus, pour les caciques de la vie politique contemporaine, à causer entre eux qu'à s'adresser au pays. Pourtant, ils ne sont pas si nombreux à avoir connu, adultes, le Grand Timonier français. Combien l'ont rencontré ? Combien l'ont servi ?

Né le 26 mars 1902, M. François Liotard n'a même pas pu voter la réforme constitutionnelle de 1962 (la majorité civique était alors à vingt et un ans) qui permet à tant de gens, ne serait-ce que lui, de se donner une stature nationale parce que leur présentation l'est aussi. Au moins le temps d'une campagne.

Ce n'est pas, soit dit par parenthèse, l'une des moindres perversions de ce système électoral. S'il a pour but (et pour effet, ce qui contribue à sauver M. Mitterrand il y a deux ans) de donner une incontestable assise populaire à son vainqueur, il met en situation d'autres concurrents qui se savent dépourvus de la moindre chance, de rassurer des lots de consolation, sous forme de portefeuilles ministériels.

D'autres, encore plus joueurs, escamotent un identique bénéfice, qu'ils attachent parfois, en faisant connaître qu'ils pourraient être candidats. De sorte que l'élection présidentielle ressemble à une raffinerie de pétrole en comportant, comme elle, ses produits dérivés. L'un se fait désigner comme chef de l'Etat, tandis que d'autres concourent en sous-main pour un poste de ministre.

Revenons à nos moutons, en l'occurrence les jeunes gens qui soutiennent la candidature de Raymond Barre, le plus digne prétendant à l'héritage gaullien, selon ce qu'indiquait dans *Libération* du 14 mars Jean Lacouture, auteur d'un *De Gaulle* remarquable.

Mais ses partisans effichés ces temps-ci, comme Gérard Longuet, né en 1946, ou Alain Madelin, né en 1948 et tout juste majeur quand De Gaulle quitte le pouvoir en 1969 ? Outre que leurs idées de l'époque les faisaient bien peu « gaullistes » selon l'imagerie attachée à cette notion, ils n'avaient pas eu à s'accommoder bien longtemps.

QUE peut représenter pour des gens qui ont moins de quarante ans la référence à de Gaulle ? Pour ceux, numériquement non négligeables, qui vont voter cette année pour la première fois ? La plupart d'entre eux étaient tout juste quand de Gaulle est mort en 1970. Pour ceux qui ont moins de dix ans, ils se souviennent de la vie adulte s'ils touchent maintenant la quarantaine. Pour les plus vieux, ceux qui ont dépassé l'âge canonique (qui est de quarante ans, comme chacun le sait), est-il bien avéré que faire tourner les tables gaulliennes soit de nature à les plonger tous dans le ravissement ? Toute question de sensibilité politique mise à part, les onze années durant lesquelles de Gaulle gouverna ne furent pas qu'idylle et Eden pour les Français.

Que peut bien apporter cette incantation, ou ce refrain, à celui qui a perdu son emploi, à celui qui tremble de ne pas le garder, à celui qui s'inquiète que sa retraite soit insuffisante, à celui dont le loyer a augmenté au-delà de ce qu'il peut payer, à celui dont les économies ont été rongées par les mirabolantes privatisations, à celui qui voit augmenter les cotisations sociales mais diminuer les remboursements médicaux, alors que ses risques d'être malade croissent avec les années ?

Et le général de Gaulle lui-même ? Ce rassemblement du peuple français qu'il fonda après sa première démission en 1946 ? Ce n'est tout de même pas un mouvement de pêcheurs à la ligne politiques qu'il lança à l'essort de toutes les fractions municipales et législatives qui se présenteront alors.

S'il le déclare dissous, ce n'était pas pour retrouver la vertu de l'homme sans parti, mais parce que celui-ci avait échoué dans sa mission qui était de ramener le maître au pouvoir.

Et l'UNR, qui se crée pour le retour du général aux affaires - sur fond de censure préalable de la presse, - c'était pour réunir des amateurs de cassoulet que la IV^e République aurait mis hors la loi ?

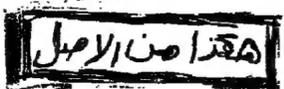
La vie politique française n'a rien à gagner à vouloir, via de Gaulle, imiter les pratiques américaines, où le candidat, indépendant de partis qui, strictement parlant, n'existent pas, se présente seul, uniquement suivi de ses bailleurs de fonds.

Même s'il y faut de plus en plus d'argent pour être démocratiquement élu, la France n'a pas rayé de ses papiers cette part de gratuité qu'apportent les partis et les militants dits « de base » qui se dévouent à leur cause. La vie démocratique en France, en tout cas la vie politique, ce sont aussi des partis, chacun d'eux riche d'un homme qui en est l'étendard. L'homme seul n'y existe pas, ou du moins n'y prospère pas. La confiance d'un parti, c'est le début de celle qui est demandée aux Français. C'est bien ainsi.

PS pour une histoire personnelle pas forcément exceptionnelle. Les PTT se vantent volontiers du soin qu'ils prennent des usagers. Au point de baptiser « clients » ceux qui ne se sentent parfois qu'assujettis. Assujettis par exemple à France Télécom, agence de Paris-Luxembourg, « obtenue » par le 14, où le standard décroche au bout de quatre minutes avant de transférer le client vers un service dans lequel quatorze minutes de sonnerie ne suscitent aucune réaction. Et lorsque, lassé d'attendre une nouvelle tentative est faite, lorsque dans les mêmes délais le standard décroche, c'est pour dire : « Ah ! non, monsieur, la personne est partie ». Il est 16 heures 28.

L'aurait bonne mine, M. Chirac, si le candidat au-dessus des partis qu'il prétend incarner n'avait pas à sa disposition celui qu'il a créé et, accessoirement, l'énorme machinerie que représente, en hommes et en argent, la mairie de Paris.

PRÉCISION. - L'omission d'un mot a été relevée dans l'article consacré à la rencontre entre les étudiants de Sciences-Po et M. Bruno Mégret (nos éditions du 18 mars), il fallait lire : « A gauche, seuls les étudiants rocrates n'ont pas voulu » signer la pétition interdisant la venue du député FN. La Collectif des étudiants Rocrates de France (CERF) s'est également opposé à cette pétition, estimant qu'un dirigeant du FN avait mérité le droit que « le candidat des bouilliers de cru de venir à l'EP ».



هنا صالون

Politique

Le feuilleton du septennat

1985, il était un petit navire...



Rigueur (1982), austérité (1983), guerre scolaire (1984) : François Mitterrand pensait souffler un peu, passé juillet 1984, après la mise en place d'un nouveau gouvernement dirigé par Laurent Fabius. Le premier ministre héritait d'une situation économique en voie d'assainissement. Les services secrets français coulèrent le Rainbow-Warrior dans le port d'Auckland et le gouvernement recommença à donner de la bande (*Le Monde* des 15, 16, 17 et 18 mars).

Et vogue la galère ! François Mitterrand et Laurent Fabius ramont un caducée sur une mer agitée. Le dollar, qui a franchi la barre des 10 francs au mois de février à Paris, prend son billet de retour. L'échec de la gauche aux élections cantonales de mars, une habitude, passe par profits et pertes. Action directe a posé son lot de bombes en avril à Paris sans faire de victimes, puis s'est calmé.

En Nouvelle-Calédonie, où l'on s'est entretenu de la fin 1984 jusqu'aux premiers jours de 1985 - trois morts le 30 novembre, dont un européen ; dix Canaques tués dans une embuscade le 3 décembre ; mort d'Eloi Machoro, héros des indépendantistes, abattu par les gendarmes du GIGN en janvier - au point que l'état d'urgence a été déclaré, - la queue du cyclone est passée. Quel méchant esprit oserait imaginer que Jean-Paul Kauffmann, enlevé le 22 mai à Beyrouth en compagnie de Michel Seurat, croupirait longtemps au fond d'une geôle, ainsi que Marcel Caron et Marcel Fontaine, détenus depuis le 22 mars ?

A la fin du mois d'avril, François Mitterrand s'était découvert d'un fil en s'essayant à la fantaisie, sur le plateau d'Yves Mourousi. La France « craignos » l'avait trouvé « chébrau », voire « cblé ». Il savait tout des « sixties » et « eighties », du « snuff » et de Michael Jackson.

Le chef de l'Etat jusqu'alors figé dans l'aimable prestance d'un passe-lacet, se préparait à la stratégie de la présidence élastique. Plantu le désigna en punk, comme d'habitude, mais remplaça son étiquette « no future » par un gracieux autocollant « craignos ». Raulent, pardon Laurent Fabius, s'exerçait, lui aussi, à la futilité. « Je n'ai pas pu, à Matignon, reprendre la chaise de Mauroy. Il a les jambes plus longues que les miennes. J'ai alors demandé qu'on recherche toute une série de chaises où je puisse m'asseoir correctement. Finalement, j'en ai essayé plusieurs et j'en

ai choisi une. Terrible ! trois mois après, l'un des huissiers m'a dit : « Ah ! vous avez repris la chaise de M. Barre... » Hilarant. C'était galère, mais pas le bague.

L'été s'annonçait riant. Il fut ripooux. Le 12 juillet, Michel Rousin, joyeux drille et beau militaire aux yeux bleus, ancien chef puis directeur de cabinet d'Alexandre de Marenches au SDECE, entra en coup de vent dans le bureau de Jacques Chirac, à l'Hôtel de Ville de Paris, lui met sous le nez France-

nucéaires tricolores. A grands coups d'étraves, la « Royale » rejetait au large cet adversaire d'opérette. Au pis, les équipages de Greenpeace étaient atteints de coliques après assaisonnement du potage : la flottille pirate tombait en panne de moteur au moment opportun, pour de mystérieuses raisons ; ou bien elle perdait en route l'hélicoptère ou le gouvernail.

En 1981, Greenpeace et l'Elysée ne s'empoisonnaient l'existence que par des échanges de messages.

Sur quatre colonnes, en tête de première page. Dans le *Figaro*, André Frossard suggère de transférer les services secrets français au numéro 3 de la rue des Italiens et, dans *Libération*, Serge July dénonce la pratique du « mensonge d'Etat », qui « commence par un kyste et s'achève par un cancer généralisé ». Quinze jours plus tôt, à « L'heure de vérité », Laurent Fabius, premier ministre, avait déclaré : « Il y a tout de même deux ou trois grands principes qui séparent la gauche et la

Auckland ? Qui a dit que le général de Gaulle avait fait enlever et assassiner Ben Barka ? (...) Est-ce qu'on imagine que le général de Gaulle était au courant des quelques personnes qui gagnaient au carrefour Saut-Germain-Des-Près ce malheureux Ben Barka ? Pouvait-il imaginer qu'un acte aussi ignoble soit commis ? Ce n'est pas raisonnable de penser cela. Ce sont des romans policiers de mauvais aloi (2). »

François Mitterrand n'a pourtant pas oublié ce qu'à l'époque il déclarait, le 24 janvier 1966, au cours d'une meeting à la Mutualité : « Le général de Gaulle ne sortira pas de cette alternative. Ou bien il était informé et, pour ne pas embarrasser le climat de la campagne électorale [l'élection présidentielle de décembre 1965], il a préféré, lui aussi, le silence - et alors il est solidaire - ou bien il ne savait pas. Mais alors qu'est-ce que ce régime qui repose sur un seul homme ? De Gaulle, ayant tous les pouvoirs, soit tout - et c'est trop. Ou il ne sait rien - et ce n'est pas assez ! Ou bien il accepte ses responsabilités, ou bien il démontre son impuissance en frappant sa faction. » Le président de la République nourrit encore, à l'endroit du *Monde*, une solide rancœur pour avoir offert un moment à ses lecteurs le choix entre deux réponses... les mêmes que celles formulées par lui vingt ans plus tôt à l'intention du général de Gaulle. Comme de Gaulle en son temps à propos de l'affaire Ben Barka, François Mitterrand n'est pas loin de penser : « Trop de malades au berceau et au-dehors, desservi l'honneur du navire. »

Il est vrai qu'à l'été et à l'automne de 1985 la presse chargea lourdement les cales. En fin de course, *Newsweek* résuma ainsi l'air du

Au mois d'octobre, Laurent Fabius affronte Jacques Chirac sur TF1 et joue à contre-emploi. Face au patron de l'opposition, qui s'essie, avec succès, au calme et au sourire, le chef du gouvernement paraît agacé, nerveux, hargneux et même méprisant. « Calmes-vous ! Fabius à un Chirac que l'on n'a jamais vu aussi serin. Jacques Chirac : « Soyez gentil de me laisser parler et de cesser d'intervenir incessamment - un peu comme un roquet... »

Laurent Fabius : « Ecoutez, je vous en prie, vous parlez au premier ministre de la France... La phrase, impudique, fut accouplée d'un colosseur geste de la main, comme s'il avait voulu caresser les miettes de son assiette. Désastreux. Laurent Fabius commenta plus tard, avec une superbe modestie : « On apprend tous les jours. »

On apprend jusqu'au bout. En décembre, François Mitterrand reçoit à l'Elysée Jaruzelski, général polonais aux lunettes noires. Laurent Fabius se dit, à l'Assemblée nationale, « troublé » par cette visite. François Mitterrand, cruel, lui sert la parabole dite « des deux singes » : « Le premier reçoit une décharge électrique toutes les cinq minutes. Le second la reçoit de façon irrégulière, sans savoir à quel moment elle va se produire. Le premier vit très longtemps et le second meurt très vite. » Commentaire d'un collaborateur du président : « A bord du Titanic, les bleus l'emportent sur les rouges ». Commentaire du *Monde* : « Pendant les travaux de démolition, la vente continue. On solide avant inventaire. »

Toute l'année, la CGT a profité des déplacements présidentiels pour crier à la trahison, balancer au pas-



Soir et se photographie de première page, puis s'exclame : « Ça, c'est nous ! ». Ça », le *Rainbow-Warrior*, bâtiment de l'organisation pacifiste et écologiste Greenpeace, couché sur le flanc dans le port d'Auckland, à demi coulé le 10 juillet par deux charges explosives. « Nous », les services secrets français.

Ce que le maire de Paris et son entourage présentaient ou savaient depuis le début, Matignon et l'Elysée mettront du temps, beaucoup de temps, à l'admettre. Le sabotage du *Rainbow-Warrior*, un des ratages les plus fameux du renseignement et du service action de la DGE (anciennement SDECE), prit la dimension à la fois d'une affaire d'Etat et d'un mauvais mélodrame à faire hurler Margot. On ne distinguait plus les bons des méchants, le mensonge des demi-vérités, l'hypocrisie de la bonne foi surprise. Il y avait un mort, Fernando Pereira, photographe, tué par la deuxième explosion.

Jusqu'alors, la France s'était toujours débrouillée pour paralyser discrètement, avant naissance, ces empêcheurs d'expérimenter en rond sur l'atoll de Mururoa, les charges

A Brice Lalonde, jeune homme de bonne famille et qui avait bien voté, François Mitterrand avait adressé, le 8 décembre 1981, le télégramme suivant : « Je ne verrais aucun inconvénient à ce que vous veniez ultérieurement sur place [à Mururoa] à l'invitation des responsables pour constater par vous-même l'état de la flore et de la faune autour du centre d'essai. » A bord d'un voilier de Greenpeace, Brice Lalonde quittait la zone d'essai où la France venait d'affectuer deux tirs. Il répondit bien poliment par retour du courrier : « Nous pensons qu'il peut s'agir d'une bonne base de discussion et nous acceptons de participer à une évaluation de la pollution radioactive en Polynésie. Il n'y avait rien à discuter, car il n'était pas question d'arrêter les expérimentations. »

Quant au lobby militaire - singulièrement deux amiraux en charge des essais nucléaires, - occupé à la grandeur de la France et à la sienne propre, il feignait de considérer Greenpeace comme un ennemi de première importance. Il assurait que les essais nucléaires étaient nécessaires à la santé de la nation. En Union soviétique, début 1987, André Sakharov dira qu'à l'ère des simulations par ordinateur il ne servait à rien. C'était au Forum de la paix, à Moscou. Sakharov, père de la bombe H soviétique, contestataire d'un régime qui enfin lui rendait grâce, n'en sera pas inquiet pour autant. En France, poser timidement la question - comme l'a fait Claude Allègre, scientifique et militant socialiste, dans le *Monde* sous le titre « Crignos's bomb » - relève encore du crime de lèse-majesté.

Anticiper

La marine était donc sûre d'elle et de la réponse lorsqu'elle demanda que l'on prit des précautions particulières pour la campagne de tirs de 1985 et contre les antinucléaires de Greenpeace, lesquels s'étaient dotés d'un bon bateau, remorqueur ancien de la marine américaine. C'était, assurait-on, un remorqueur de haute mer dans le main de Moscou. Ses moteurs, ajoutés-on contre toute vraisemblance, étaient si puissants que les bâtiments de la Royale, minables escorteurs, seraient poussés tels des chalands à la première tentative d'arraisonnement. Et de la soupe empoisonnée ou du bris de soupapes, méthodes trop subtiles. Il convenait d'« anti-ci-er » - mot souligné deux fois de la main du ministre de la défense, Charles Hernu, sur une note de l'amiral Pages, directeur des centres d'expérimentation nucléaire. Anticiper sans tuer, immobiliser le navire non pas en mer, mais dans le port d'Auckland, avant qu'il n'aille jouer à la bataille navale au large des atolls.

La DGE ne voulait pas de cette mission corneil, qu'elle finit par accepter bon gré mal gré en y mettant le paquet, c'est-à-dire du monde, du beau monde, trop de monde. Pas moins de dix-sept personnes, dont deux finirent sur place en prison. La java des hommes-grenouilles ne passa pas inaperçue. Les hommes de l'ombre commirent tant d'extravagances que l'opération se termina par un formidable soleil.

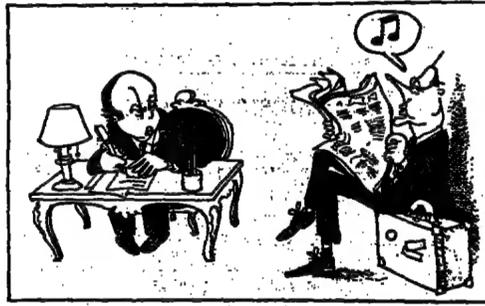
On ne savait encore pas grand-chose de ce roman noir lorsque dans ses éditions du 18 septembre le *Monde* annonça : « Le Rainbow-Warrior aurait été coulé par une troisième équipe de militaires fran-

droite : égalité des chances, solidarité, puis le « ou » du troisième : « une certaine recherche de l'équilibre morale ». A la fin du mois d'août, le bureau exécutif du Parti socialiste avait dénoncé le piratage d'Auckland comme une « opération criminelle » à « caractère terroriste ».

L'Etat terroriste, c'était donc la France et non pas quelque ignoble pilote étranger d'une équipe venue de Londres ou de Moscou afin de « déstabiliser » les services secrets français. « Je vous assure, ce sont les Anglais », affirmait encore, fin août, Charles Hernu, sans même renouer le nez, à ses amis socialistes qui s'empressaient de le répéter. Au nom de Trafalgar et de Mers-el-Kébir, on ne demandait qu'à croire celui qui voulait que la France s'entonnât le refrain favori des pompiers rouges : « Et merde pour le roi d'Angleterre qui nous a déclaré la guerre... » Mais Charles Hernu, lui, ne croyait pas un mot, et pour cause, de cette thèse que les services secrets français s'efforçaient de répandre auprès des journalistes.

L'apparition soudaine d'une « troisième équipe » boula les Anglais hors de la chanson. A Matignon, à l'Elysée, on se défendait comme on pouvait. Charles Hernu fut débarqué le 20 septembre avec les compliments du président de la République. L'amiral Lacoste, chef des services secrets français, aussi, mais sans les compliments. Ayant jeté sac à terre, Charles Hernu, contre toute attente, s'enferma dans le silence sur les mystères d'une navigation hasardeuse. On n'en prit à la presse avant de louer ensuite ses qualités d'investigation. François Mitterrand ne comptera jamais au nombre des louangeurs : « Il ne faut pas croire qu'il y ait des envoyés spéciaux, fins limiers, remarquables journalistes, roublottes intarissables, allant chercher l'information. Non, ils attendaient à leur bureau où on venait leur apporter des informations (1). » Sans doute était-il très mal renseigné.

Le chef de l'Etat s'indignera que sa bonne foi ait pu être mise en doute, que l'on s'interrogeât sur le dilemme dans lequel il paraissait enfermé : ou bien il était au courant, il mentait et bafoinait l'Etat de droit auquel il tenait tant ; ou bien il ne l'était pas, et son autorité en souffrirait. « Imaginez-on le président de la République s'occupant de savoir comment procèdent les gens à



temps : « M. Mitterrand est traité désormais comme un benêt de village pour avoir soutenu qu'il ignorait ce qui se passait chez lui. »

Douce France

La galère, bien qu'enfoncée jusqu'à ras du pont, continua sa navigation vers les récifs de mars 1986. Les élections législatives se présentaient mal, en dépit du retour au scrutin proportionnel décidé au mois d'avril. Michel Rocard, qui préfère le scrutin majoritaire, clique les portes du gouvernement et propose sa candidature présidentielle. En juin, Lionel Jospin s'oppose au premier ministre sur la manière de conduire la campagne législative - depuis le PS ou depuis Matignon - et sur ses lendemains - gouverner à gauche ou constituer un « front républicain ». Dans le *Figaro*, faisant habiller le premier ministre pour l'hiver en l'affublant d'un parapluie dont il ne se séparera plus guère. Le 8 août, Joëlle Kauffmann écrit à son mari détenu au Liban et qui a eu, ce jour-là, quarante et un ans : « Soixante-dix-neuf jours que tu es parti pour un reportage de deux semaines, c'est long. A tout de suite. »

sage quelques pieds de pancartes et des discours apertifs de marque « TUC », frictionner les côtes des militants socialistes devant les hôtels de ville. Pourtant le chômage est stabilisé, l'inflation maîtrisée à moins de 5 %, l'austérité a fait un petit pas en arrière et le pouvoir d'achat a repris, timidement, sa progression. En Bretagne, on cria : « Pas de promesses, du boulot ! ». A Aix, on chanta : « Mitterrand, si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul ! ». Même les mieux disposés envers le président lui promettent, sans le faire exprès, un avenir sinistre. A Méru, dans l'Oise, la chorale du lycée d'enseignement professionnel interprète en son honneur le *Chant des canuts* : « C'est nous les canuts, nous sommes tout nus. Pour gouverner, il faut avoir moustaches rubanes en sautoir. (...) Notre règne arrivera quand votre règne finira. »

On découvrit une sucrerie dans ce flot de vinaigre. Tremet et sa Douce France par les beurs de Carte de séjour. Ils étaient trois cent mille au mois de juin, place de la Concorde, pour une nuit blanche et multicolore, trois cent mille pots à Coluche et Harlem Debré, 300 000 votes pour Bushing, qui, depuis 1981, gémissait dans les sonos :
Mes circuits sont niqués,
Y'a un truc qui fait passer,
L'ouvrage peut plus passer,
Non mais, l'as vu c'qui passe,
J'veux le feuilleton à la place,
Oh ! oh ! vertige de l'amour.
Qu'elle était belle, la France, cette nuit-là. Tout n'allait pas si mal, en somme, pour François Mitterrand. La France, la douce France, bientôt lui reviendrait. Il en mesurait les caprices, il en supportait les tétées. Il rêvait l'oreiller. L'ours Barzy rêvait trop fort. Une grenouille, dit-il à Mourousi, « se transforme en prince, comme vous savez... »

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Mitterrand, portrait total, de Pierre Jouvet et Ali Magoudi, Editions Carrière.

(2) Ibid.

Prochain article :

1986, « Bonne chance » M. Chirac

(Publicité)

MALGRE TOUT, MAIS AVANT TOUT, VOTONS ANDRE LAJOINIE

Nous appelons les électeurs à voter pour le candidat désigné par le Parti communiste français : André Lajoinie.

Notre appel n'est pas pour autant un soutien à la direction actuelle du PCF : il signifie que le PCF est selon nous la seule réalité organisée des luttes ouvrières. Il reste la mémoire et l'avenir de ces luttes : il faut le préserver, car on ne créera pas une tradition ni un capital d'expériences en quelques mois, avec quelques hommes volants.

Depuis quelques années, les dirigeants du Parti ont contribué à affaiblir et anéantir le Parti - des ouvriers -, « des feuillés », « des apprentis ». Lents, errants, leurs renoncements, leurs faux-faces, leur double langage ont été sanctionnés. Le PCF n'a rien fait pour les soutenir et dans les pratiques le meilleur recours contre le capitalisme. N'oublions pas qu'il existe l'homme de gauche qui s'oppose à la flexibilité du travail qui casse la vie des travailleurs, en résistant au consensus d'intellectuels séduits par le réformisme asséché de la « cohabitation », en dénonçant l'américanisation spectaculaire et tentaculaire de la culture et des moeurs.

Affaibli, le Parti communiste existe toujours : il serait suicidaire de sacrifier cette vivante expression du mouvement ouvrier sous le prétexte de passer à l'initiative (commentaires en tête : les patrons le savent et la droite aussi). Ne faisons pas payer les salariés et les salariés d'une direction sclérotisée, ne privons pas la France populaire de cet outil. Ne lui faisons pas payer la dérive de quelques dirigeants fermés à tout débat qui faiblissent les centralisations bureaucratiques pour préserver leur pouvoir : l'ancien historique du Parti qu'ils dirigent les dépense, sachant sans le dire jusqu'aux exigences des réélecteurs et des combattants à venir.

POUR ENRAYER L'ANÉMIE DU PCF, SEULE EXPRESSION DU MOUVEMENT OUVRIER HISTORIQUE, IL FAUT, MALGRE TOUT, MAIS AVANT TOUT, VOTER LAJOINIE.

H. LEFEBVRE (75), J. DRESCH (75), B. CARPENTIER (75), R. LACROIX (77), M. MOISSONNIER (69), A. MORONI (75), A. PRÉNANT (75), C. RÉGULIER (75), P. ROCHE (75), A. SEGRET (60), J.-P. VALLA (46), Y. VARGAS (77), J. ZAFFAGNI (30), J. ADDA (05), G. BARETTAPIANA (83), F. BERTRAND (06), J. BOHER (91), F. BOUILLÉ (49), B. BORTOLI (92), H. BOURGEOIS (92), A. BERTUSSI (13), A. BRAIK (91), L. BRAIK (91), M. BRÉVOL (75), C. BRUNETON (91), J. BURESI (92), G. BUBLEIX (69), R. CAYZAC (34), B. CODAZZI (54), A. COLAS (94), M. COLLIN (92), J. CHOUKROUN (34), G. CLAVIERI (50), C. CLERC (31), J. DECHARNIA (41), J. DESJARDINS (38), J. DESJARDINS (38), J. DESPIECH (74), M. DOPAZO-CAYLA (31), R. DRAY (13), J. DUFOUR (38), C. EMERIQUE (30), J.-L. ENGLANDER (91), J. FARKAS (93), M. FERRIN (92), M. FONTANIER (82), J.-R. FRANCO (93), A. GALATAUD (75), C. GAYRARD-GASQUES (82), J. GERON (86), J. GUEDJ (94), A. GUEDJ (25), M. GUEU (75), A. GUILLERM (75), H. GUIOT (74), M. GELIS (11), A. GIRAUD (92), M. HANDBURGER (75), G. HANDBURGER (31), J.-P. HOUDEAU (35), R. HULO (57), L. JOUANIN (56), J.-L. KIRKYACHARIAN (38), J. LAMANOUE (31), J. KLAPISZ (75), J.-G. LACAZE (75), R. LAFRANCE (75), P. LAURENT-THÈVE (75), P. LAVALLARD (75), M.-H. LAVALLARD (75), J.-C. MALCOURTES (41), M. MARJASSAL (02), M. MARTINET (75), J. MARTINEZ (11), A. MATUÉ (66), M. MICHALET (26), A. PAGES (11), R. RAULT (75), A. REVEST (75), J.-F. ROBIN (75), A. ROUY (75), J.-P. SCOTT (75), A.-M. SALTARELLI (75), H. TANGUY (94), S. TOUNI (31), M. TIMSIT (34), P. STÉPHAN (59), E. STÉPHAN-BOCQUET (59), A. SAILLENS (75), M. TIBERTI (06), J. TIBERTI (06), S. RAMSTEIN (94), P. SEBAN (75), E. SMADJA (23), C. TALLON (97), F. VANNIERE (75), S. ZOLADZ (75), M. ZOLADZ (75), J.-P. BARLIER (75), A. LE GUEN (75), J.-P. OLIVIER (30).

Adresser signatures et soutien financier, pour publication de ce communiqué, à André MORONI, 66, rue de Dautz, 75015 Paris.

POLICES MUNICIPALES

HYERES : LES RIPOUX CONTROLENT LA VILLE

Dans

Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 9

- Le débat sur le revenu minimum garanti : Le droit à la paresse ?
- ORSTOM : le libéralisme s'attaque à la recherche

ABANO TER...

Hotel PRINC...

TOUS LI...

PSOS

Communication

Election présidentielle

La CNCL précise les règles de la campagne télévisée

LA CNCL a rendu publique sa décision régissant la campagne électorale présidentielle sur les radios et télévisions publiques, dont elle avait déjà esquissé les grandes lignes (Le Monde du 25 février).

En télévision, chaque candidat aura droit à cinq minutes en ouverture (le 11 avril) et en clôture (le 22 avril) de la campagne officielle du premier tour. Entre ces deux dates, chacun disposera de quatre émissions de quinze minutes, diffusées trois fois : soit sur A 2, entre 19 heures et 20 heures (répétée le soir après le journal de FR 3 et le lendemain à 7 h 30, toujours sur FR 3), soit sur A 2 à 13 h 30 (avec reprise le même jour sur FR 3 à 17 heures et le lendemain à 9 heures sur A 2). L'ordre de passage sera tiré au sort et publié au Journal officiel.

Ces émissions pourront contenir jusqu'à 40 % de documents vidéo. Pas question de revanche pour les réalisateurs... choisis par les candidats sur une liste établie par la SFP et approuvée par la CNCL - de faire usage du drapeau français, ni de combiner les couleurs bleu, blanc, rouge, ou d'intégrer tout ou partie de la Marseillaise dans l'illustration sonore autorisée. Une des émissions pourra être tournée hors des studios, par une équipe légère fournie gratuitement par la SFP. Mais il est exclu de faire apparaître les lieux où le candidat exerce des fonctions officielles.

Des émissions seront également diffusées sur France-Inter (à partir de 13 h 30 et de 20 heures), sur RFI et RFO.

Larsen FM dépose deux plaintes à l'encontre de MM. Droit et Rocca

Deux plaintes ont été déposées devant le tribunal correctionnel de Paris par la radio privée Larsen FM à l'encontre de MM. Michel Droit et Yves Rocca, tous deux membres de la CNCL.

Inculpé de forfaiture dans l'affaire Radio-Courtoisie par le juge Claude Grallier, M. Droit avait obtenu le 10 décembre 1987 le dessaisissement du juge à la suite d'une requête en suspension légitime déposée le 27 octobre 1987 après de la Cour de cassation. Une dizaine de jours après, il retirait la plainte qui avait constitué le fondement de sa requête et la condition de sa recevabilité. « Manœuvre frauduleuse destinée à égarer la conviction des juges en ne servant que de prétexte à faire prospérer la requête en dessaisissement », estime M. Jean-Louis Bessis, l'avocat de la radio, en

invocant le délit d'escroquerie au juge.

La deuxième plainte se fonde sur un « Point de vue » de M. Yves Rocca publié dans le Monde du 23 décembre 1987. « Des annonces qui n'en sont pas ». Commentant l'affaire Radio-Courtoisie, celui-ci affirmait que la plainte déposée à l'encontre de M. Droit par Larsen FM était « inconsistante » et « inconsidérée », le dossier étant, selon lui, « désespérément vide ». Cette attitude visait, estime Larsen FM, à « dicter un non-lieu au juge de Rennes », auquel a été renvoyée l'affaire, ce qui constitue, selon la radio, le délit de « pression sur une juridiction d'instruction ».

MM. Droit et Rocca sont cités à comparaître, mercredi 23 mars, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris.

En rachetant les parts de Fairfax M. Murdoch pourrait devenir le premier actionnaire de Reuter

M. Rupert Murdoch, déjà propriétaire d'un empire médiatique dans la presse et l'audiovisuel, va-t-il prendre le contrôle de l'agence de presse Reuter ? L'affaire se joue en Australie, où le groupe Fairfax a, pour réduire son endettement de 2,6 milliards de dollars, vendu à M. Murdoch 33 participations dans l'agence Australian Associated Press (AAP). Or l'AAP est actionnaire à 13,89 % de la grande agence britannique Reuter.

M. Murdoch est déjà actionnaire de Reuter par l'intermédiaire de sa société britannique News Corp. L'acquisition de AAP ferait de lui le premier actionnaire de l'agence avec plus de 23 % des actions de classe A. Mais le propriétaire du Times risque de se heurter à deux obstacles. En Australie, la Commission des pratiques commerciales estime que M. Murdoch, qui contrôle déjà 60 % de la presse nationale, ne peut acheter la totalité d'AAP sans renforcer de manière excessive sa position dominante. En outre, les statuts de Reuter interdisent à toute société le contrôle de plus de 10 % des actions. M. Murdoch risque de contrôler encore plus de 10 % des droits de vote au conseil d'administration de Reuter, ce qui lui donnerait un poids déterminant au sein de l'agence.

Dans la perspective de 1992 et du développement de l'audiovisuel La FNPF adopte ses nouveaux statuts

La Fédération nationale de la presse française (FNPF), que préside M. Claude Pélissier, directeur général de République Lorrain (Metz) a adopté ses nouveaux statuts à l'issue de son assemblée générale-extraordinaire du jeudi 17 mars. Ils ont été votés à l'unanimité, 115 mandats sur 120 étant présents ou représentés. Les nouveaux statuts visent notamment à mieux refléter la diversité de la presse française : en témoignent l'attribution d'une voix de plus au Syndicat de la presse hebdomadaire paritaire au sein de la commission plénière ainsi que la nomination au poste de vice-président de la FNPF de M. Marc Demotte (Paris-Match), président de la Fédération de la presse hebdomadaire et périodique (FNPHP) qui rassemble le secteur en constante expansion des magazines et des périodiques.

Les présidents des fédérations et syndicats composant la FNPF ont souligné tout à tour « le renforcement de l'union dans un esprit de solidarité, qui permet à la presse française d'aborder avec confiance et avec force les problèmes que pose à la fois le développement de l'audiovisuel et l'échéance européenne de 1992 ».

La grève des artistes de télévision

« Nous sommes comme l'oiseau sur la branche »

Depuis trois semaines, comédiens et artistes boycottent les tournages de la 5 et M 6, pour obtenir une augmentation de leurs cachets (Le Monde du 23 février). Une grève où se mêlent l'iniquité face à la stagnation de la production et le malaise face aux nouvelles conditions de tournage.

« Nous leur avons un peu gâché le dessert ! » Serge Vincent savoure le dernier coup porté par les comédiens de télévision dans leur querelle contre les chaînes privées. Entre deux apparitions au petit écran - dernièrement, il a joué des petits rôles dans *Bonjour Maître* et *Un château au soleil* - Serge Vincent milite à la tête du syndicat indépendant des artistes. Après le piquet de grève envoyé à l'été dernier pour le tournage de « Boulevard Bourville », il vient de s'attaquer à M 6.

Le 29 février, alors que la dernière-née des chaînes privées fête son premier anniversaire à l'Espace Cardin, une quarantaine d'acteurs investissent le restaurant, en menaçant de perturber le « talk show » de Pierre Bouteiller, diffusé en direct en présence du PDG de la chaîne, Jean Drucker. Devant le fait accompli, la direction invite quelques-uns des grévistes, dont Jean-Pierre Darras et Bernard Lavallete, à venir s'expliquer sur le plateau. Accusé de ne pas respecter son cahier de charges, le PDG plaide les circonstances atténuantes - la jeunesse de la chaîne et son manque de moyens - en demandant aux artistes de lui « laisser le temps de s'établir ».

« Nous en avons assez des promesses non tenues ! rétorque Bernard Lavallete. Après des mois de négociations qui ont mené à l'imposée, vous ne pouvez pas attendre de bonnes manières d'un peuple en colère ! ». Les négociations avec la Cinq et M 6 ont repris dès le lendemain.

Des négociations sur la signature d'une nouvelle convention collective que les artistes-interprètes jugent nécessaire en raison des modifications du paysage audiovisuel, mais qui divise les partenaires - comédiens, diffuseurs, sociétés de production - dont les intérêts sont souvent contradictoires. L'un des points névralgiques porte sur les droits de redistribution, que les acteurs estiment insuffisants, surtout depuis la multiplication de chaînes qui piochent allégrement dans le stock de l'ORTF, acquiesçant à la prière.

Trois mille candidats pour un rôle

Comédie depuis vingt-deux ans, Serge Vincent est formel : « Sans recourir à la publicité ou au doublage, un acteur ne peut plus vivre de la télévision. On nous demande de faire en une journée ce que nous faisons auparavant en quatre - et pour le même salaire ! Avec la vidéo, on tourne jusqu'à vingt minutes - mille - 300, 400 lignes de texte sans répétition - par jour, contre trois minutes avant. Ensuite, et c'est plus grave, l'appel grandiose des séries américaines a fait passer la télévision à la disparition des rôles secondaires. Puisqu'on achète les stars au prix fort, il ne reste que peu d'argent pour les autres (1). Sur les 3 millions de francs que coûte une unité de production originale, 15 % sont consacrés à la distribution, dont 10 % pour le ou les premiers rôles et 5 % pour tous les autres. Le scénario est désormais bâti autour de la vedette et les rôles secondaires en pâtissent. Cela explique que l'on n'arrête plus jusqu'à trois mille candidats pour un rôle ! »

Bernard Lavallete ne dit pas autre chose. « Je n'ai pas tourné pour la télévision depuis trois ans (c'était dans *Musik Hall*) ! Mais c'est avant que je n'arrêtais pas, raconte-t-il. On nous disait que les nouvelles chaînes élargiraient le champ de la création française. Or on n'y voit que des séries américaines ou alors des rediffusions de nos anciens succès. Un exemple ? M 6 vient d'acheter à l'INA pour un prix dérisoire, la série « Au théâtre ce soir ». C'est-à-dire cinq cents émissions tournées en vingt ans grâce au travail de mille comédiens. La chaîne s'empêche à cause des spots publicitaires, sur notre dos ! Non seulement on ne tourne plus, mais on use notre image, tout en nous spoliant sur le plan financier... »

Même les comédiens qui ont une plus grande notoriété, ou peut-être simplement plus de chance, portent le même jugement sur leur métier et se solidarisent avec leurs collègues.

« De Laurentis vend une partie de ses droits à Michael Stevens - le groupe cinématographique américain De Laurentis vend au financier britannique Michael Stevens les droits audiovisuels internationaux de son catalogue de trois cent vingt films. La vente, conclue pour 68 millions de dollars, servira à rembourser les dettes bancaires de De Laurentis qui se montent à 57 millions de dollars. Le catalogue comprend des films comme *Le Laurier*, les *Producteurs*. Ce plaisir qu'on dit charnel, etc. M. Stevens possède en France la moitié du capital de Parafrance.

moins fortunés. Jean-Pierre Darras, par exemple, qui ne chôme pas, entre le théâtre, la nouvelle série qu'il vient de tourner à Marseille pour la télévision et le lancement de son nouveau livre, nous a confié : « A soixante ans, je suis arrivé à un âge où je dois compter sur les rediffusions. La spécificité de notre métier est d'être comme l'oiseau sur la branche ! Sans faire du misérabilisme, je rappellerai seulement que j'ai vu Jean Tisserand mourir de faim. Même un acteur de la stature de Pierre Fresnay n'était pas à l'abri de la misère... »

Le métier d'acteur a toujours été précaire, et cela ne s'arrange pas. En France, pour une trentaine de vedettes et deux cent cinquante comédiens qui s'en tirent tant bien que mal, la profession compte de dix mille à douze mille membres, avec un taux de chômage de plus de 80 %. Quant à la couverture sociale, ceux qui travaillent régulièrement peuvent espérer avoir un retraite de 4000 francs par mois, alors que les autres toucheront entre 600 et 800 francs.

Jean-Pierre Darras se plaint, lui aussi, des conditions de plus en plus « industrielles » qui sont imposées aux acteurs de télévision. « Pour que la création française puisse avoir une chance face à la concurrence étrangère, dit-il, les producteurs font de l'abâtage ! »

La riposte des diffuseurs

La fronde des comédiens gagne du terrain dans une profession connue pour l'individualisme de ses membres. A l'issue d'un véritable marathon de négociations avec l'intersyndicale des artistes-interprètes, et une menace de grève prise très au sérieux, TF 1, Antenne 2 et FR 3 ont fini par signer deux accords le 19 novembre 1987, qui garantissent aux artistes un volume horaire de production pour 1988 (cinq cent dix heures pour les trois chaînes) et une rémunération en cas de rediffusion fixée à 35 %, 20 % et 10 % du salaire initial, selon l'heure de diffusion. Canal plus et la Sept ont signé des accords analogues.

La 5, M 6 et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), en revanche, ont refusé de s'aligner sur ce barème. Les chaînes privées fondent leur refus sur une analyse économique du marché français, arguant de leur propre équilibre financier précaire. A M 6, on n'hésite pas à qualifier d'« aberrations économiques » les accords signés par les trois

grandes chaînes, chiffres à l'appui. « Le prix horaire moyen d'une œuvre de fiction française est d'environ 2,5 millions de francs en 1987, fait-on remarquer. La masse salariale représentée en moyenne 15 % du coût global d'une production, soit 375 000 F. Le montant de la rémunération demandée par les acteurs pour une rediffusion étant en moyenne de 26 % du salaire initial, les versements réclamés s'élevaient à 97 000 F. Même la moitié de cette somme - pour notre taux d'initialisation de 50 % - soit 48 000 F, serait supérieure au prix payé pour diffuser une fiction européenne - de 25 000 F à 45 000 F. »

Quant à l'INA, il est devenu la bête noire des artistes, qui l'accusent d'avoir bradé ses stocks, constitués grâce au service public, à la 5 et à M 6 dans le cadre d'un accord contractuel signé en 1987. Les artistes se plaignent de toucher des sommes dérisoires pour les rediffusions qui se multiplient sur ces chaînes privées. Leur cachet est calculé sous forme de pourcentage du prix de cession des émissions (équivalent à de 0,5 % à 3 % du salaire initial), alors que l'intersyndicale propose le reversement d'une portion de ce salaire. Concrètement, les artistes réclament à l'INA un total de 95,7 millions de francs, pour 1987 et 1988, alors que l'Institut, grâce à un rallonge budgétaire de 50 millions de francs promise par le ministère, ne propose que 50,4 millions.

C'est l'impatte. Même si M^{me} Janine Langlois-Glandier, PDG de l'INA, se dit « confiante sur la conclusion d'un accord à terme ». Actuellement, dit-elle, le surcoût financier représenté par la revendication des artistes grèverait le budget de cent quarante personnes... Faisant remarquer que la création audiovisuelle stagne dans tous les pays européens alors que le volume total des diffusions est en constante augmentation, M^{me} Langlois-Glandier plaide en faveur du « second marché », constitué de rediffusions et de multidiffusions sur la même chaîne. « Nous avons 300 000 heures de programmes en stock, ajoute-t-elle, et TF 1, A 2 et FR 3 ne diffusent chaque jour que quelque 250 heures par an. Ces chaînes ont un droit de préemption sur toutes les émissions produites depuis 1975 mais, en fait, elles recourent peu aux rediffusions. Alors que la Cinq et M 6, entre leur lancement en mai 1987 et la fin de cette même année, ont demandé 196 heures à l'INA, pour la même période TF 1 n'a diffusé que

55 heures et A 2, 59 heures. Autrement dit, si les nouvelles chaînes ne diffusaient pas ces émissions, personne d'autre ne les ferait. »

Les artistes accusent l'INA de délaisser sa vocation première, qui est triple - l'archivage, la formation et la recherche - pour se transformer en entreprise commerciale. « Faut-il répondre le président Langlois-Glandier. Nous sommes le plus important détenteur de droits en Europe, mais notre marché est immense - les 106 millions de téléspectateurs francophones du monde - et nous devons renouveler nos archives, puisque les chaînes ne sont plus obligées de déposer leurs émissions chez nous. C'est pourquoi nous créons une soixantaine d'heures haut de gamme, nous coproduisons, nous encourageons la recherche (avec Thomson), nous aidons les jeunes réalisateurs, nous participons au lancement de la chaîne cryptée au Maroc, nous produisons des cassettes vidéo, nous avons passé des accords avec le Japon, la Chine, l'Union soviétique. Si les artistes-interprètes nous reprochent notre politique commerciale dynamique, c'est sans doute parce qu'ils sont les seuls, dans ce monde qui bouge, à se cramponner à leurs droits acquis, en refusant une évolution inévitable ! »

La solution échappe même aux spécialistes. Le sénateur Jean Cluzel, par exemple, qualifie la volonté des artistes-interprètes d'imposer à l'ensemble des rediffusions la référence au cachet initial revalorisé de « revendication compréhensible en situation de sous-emploi latente de cette profession », mais « extrêmement grave pour tout le monde ». Pour l'INA, d'abord, qui verrait disparaître sa marge bénéficiaire ou serait contraint de vendre à perte ; pour la culture française ensuite, puisque les sociétés de programmes remplaceraient la production française, rediffusée ou « fraîche », par des séries américaines bon marché ; pour les artistes eux-mêmes, enfin, pour lesquels - cette fausse solution consiste à scier la branche sur laquelle ils sont assis -

Premières victimes de la logique commerciale qui s'est emparée de l'audiovisuel, les comédiens de télé sont les moins armés pour faire valoir leurs droits légitimes.

ALAIN WOODROW.

(1) Alain Delon, par exemple, qui tourne actuellement une série pour TF 1, « Cinq ans » (quatre fois 90 minutes), est payé 20 millions de francs sur un budget de 60 millions. Or il y a 85 acteurs et 1 000 figurants...

France Inter gagne

1 MILLION DE NOUVEAUX AUDITEURS*

LE RÉSEAU RADIO FRANCE (PRÈS DE 10 MILLIONS D'AUDITEURS) PREMIER RÉSEAU DE FRANCE**

**FRANCE INTER - FRANCE MUSIQUE
FRANCE CULTURE - FRANCE INFO -
RADIO BLEUE - FIP - RADIOS LOCALES

*ENQUÊTE MÉDIAMÉTRIE - JANVIER-FÉVRIER 1988

ABANO TERME
(40 Km. de Venise-Italie)
Hotel PRINCIPE
TEL. 193949-569270-569276

MONTEGROTTO TERME
Hotel BELLAVISTA
TEL. 193949-793333-793376

TELEX 621379 PUBINT I

VACANCES SANTÉ : Traitement confortables, piscines thermales, traitements thermaux, physiothérapies, esthétiques, d'arrangements, régénérateurs, désintoxicants. Tous soins en hôtel. Pension complète à partir de 225 F.

Le Monde

sur minitel

TOUS LES SONDAGES

IPROS 36.15 TAPEZ LEMONDE

مكتبة صوت الاصل

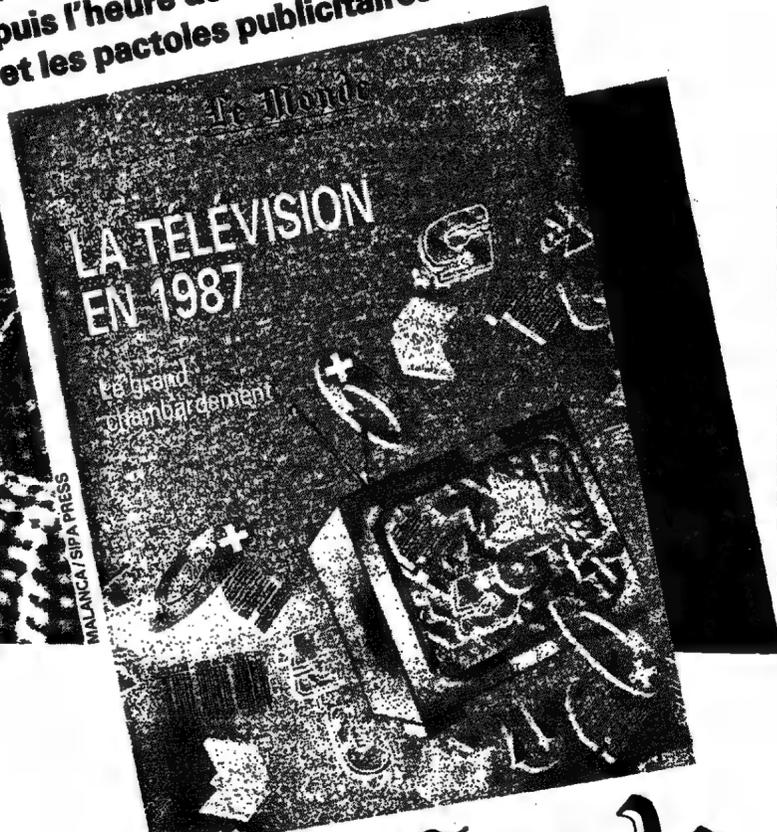
مقتدا من الامل

L'ANNÉE DE LA TELEVISION 1987

le grand chambardement



Quelle année !
au printemps, le combat
des chefs autour des privatisations ;
durant l'été, le petit ballet des stars
d'un écran à l'autre ;
à l'automne, la course aux audiences,
puis l'heure de vérité des sondages
et les pactoles publicitaires.



En un an, la télévision a plus changé qu'en dix ans. *Le Monde* présente le bilan de cette année mouvementée :

- Le feuilleton des privatisations. La guerre des chaînes. La CNCL et les « affaires ».
- La vie des sociétés. Stratégies, batailles d'influence, pouvoir de l'argent. La tyrannie des taux d'écoute.
- Les grandes émissions de l'année. Les nouvelles tendances. Portraits et interviewes de vedettes.
- A la recherche du « mieux-disant culturel ». La crise de la production et de la création. Le conflit cinéma-télévision.
- Le câble, les satellites...
- La loi Léotard. La chronologie des événements.
- Et aussi... le palmarès de la rédaction du *Monde* !

Le Monde

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
160 PAGES

LARGEMENT ILLUSTRÉ DE PHOTOS ET DESSINS

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX : 45 F

Moins forte qu'en 1986

La baisse de la criminalité et de la délinquance en 1987 est de 3,74 %

Avec 3 168 970 crimes et délits présumés constatés par les services de police et de gendarmerie, la diminution de la délinquance et de la criminalité en 1987 par rapport à 1986 est de 3,74 %.

1985, la diminution d'ensemble de la délinquance et de la criminalité atteints 11,46 %.

« Une diminution de plus de 3 % n'est ni une reprise ni une remontée de la délinquance », a noté le ministre délégué chargé de la sécurité, en indiquant que certains des résultats de janvier et février étaient encourageants.

Présentant ces chiffres à la presse, vendredi 18 mars, en compagnie de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, M. Robert Pénicaud a pu évaluer l'action des services de police et de gendarmerie sur deux ans, 1986 et 1987.

évidemment pas changé, ils sont le reflet d'une politique déterminée conduite par le gouvernement de Jacques Chirac et dont les grands axes ont été : la rénovation de notre législation, l'accroissement des effectifs, l'amélioration de la formation des personnels, la mise à disposition d'équipements adaptés à notre temps.

La veille, jeudi 17 mars, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a déclaré que le bilan de ces deux années est satisfaisant.

police présentée par la gauche, comme nous l'avons fait en votant la loi de programmation militaire présentée par l'actuelle majorité.

M. Joxe a cependant souligné que l'action gouvernementale de la gauche en faveur de la police avait eu une incidence sur les heures nouvelles que l'on nous annonce aujourd'hui.

Françoise Sagan inculpée d'usage et de transport de stupéfiants

LYON de notre bureau régional

Françoise Sagan, de son vrai nom Françoise Quoirez, a été inculpée, le jeudi 17 mars, d'usage et de transport de stupéfiants par M. Gilles Raguin, juge d'instruction à Lyon.

Cet acte de procédure s'inscrit dans le cours d'une enquête judiciaire menée depuis plus de deux ans par la brigade des stupéfiants du SRPJ de Lyon et qui a permis de démanteler un réseau international de trafic d'héroïne et de résine de cannabis.

Après l'arrestation, en juillet 1986, d'une ancienne enseignante de couture lyonnaise, Rolande Kielen, et la saisie, à son domicile, de nombreux documents, les policiers du SRPJ, en étroite collaboration avec l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTIS) et leurs homologues de plusieurs pays étrangers - Etats-Unis, Canada, Danemark - ont pu remonter trois filières distinctes allant de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique du Nord, dans lesquelles apparaissent quelques anciens membres de la fameuse « French Connection », tels que Albert Le Gallo, soixante et onze ans, et son collaborateur André Trihan, cinquante et un ans.

revendeurs et de clients réguliers, dont certains se faisaient livrer jusqu'à 15 grammes d'héroïne par semaine. Parmi ces derniers - dont les noms ont été donnés par des revendeurs intervenant en bout de chaîne - figuraient plusieurs personnalités appartenant au milieu des arts et du spectacle. C'est vraisemblablement à partir de ces révélations et de ces documents que le magistrat instructeur lyonnais a été amené à entendre et à inculper l'auteur de « Bonjour tristesse », qui ne s'était pas présenté lors d'une première convocation judiciaire, voilà une quinzaine de jours.

« Hallucinant » A son retour à Paris, dans la soirée de jeudi, Françoise Sagan a déclaré à RTL : « Il m'est arrivé de prendre un peu de cocaïne comme pas mal de gens. Mais de me trainer devant les tribunaux, je trouve ça hallucinant. Elle a qualifié son inculpation de « dérisoire ». « Je dis tout simplement que je n'ai pas à me défendre. Je ne me suis jamais occupée de trafic de drogue. [...] Il y a dix mille personnes, de gens plus connus que moi encore, qui ont pris de temps en temps un peu de cocaïne quand ils sont fatigués », a-t-elle ajouté. Le magistrat, en effet, m'a dit qu'il m'avait inculpée parce qu'il inculpait tous les gens qui étaient sur les fichiers (NDLR : de la police), qu'il inculpait tout le monde et qu'il n'était pas question qu'il fasse une demi-mesure avec moi.

A l'Antenne 2, rappelant qu'elle avait déjà été interpellée par la brigade des stupéfiants en 1986 (année des élections législatives), la romancière a poursuivi : « C'est pareil chaque fois qu'il y a des élections. On ne parle que de moi à la télévision, à la radio, alors qu'on a arrêté trente personnes, et je suis la seule dont on parle. [...] Si le juge déclare qu'il faut appliquer la loi, il faut l'appliquer pour de bon, c'est-à-dire qu'il faut appliquer aussi au secret de l'instruction, qui interdit strictement qu'on dise quoi que ce soit sur [...] l'inculpé. Et qu'on me donne des motifs qui soient réels » (de son inculpation).

Une autre plaque tournante essentiellement parisienne était animée par Jacques Bozzi et Lucien Carrel, associés dans la gestion de restaurants au Québec et identifiés par la police canadienne. Au domicile de Carrel, arrêté le 2 février 1988 dans le deuxième arrondissement de Paris, les policiers découvrirent un véritable « supermarché de la drogue » : de l'héroïne coupée et conditionnée prête à être distribuée, ainsi qu'une somme de 400 000 F en devises étrangères. Enfin, une troisième filière visant à approvisionner la région Rhône-Alpes avait été mise en œuvre par Nicole Guigou d'Améida, surnommée « Lola », arrêtée au printemps 1987 dans son appartement de Neuilly-sur-Seine avec deux de ses principaux « dealers ».

En plus d'importantes quantités d'héroïne pure et de plusieurs centaines de kilos de résine de cannabis, les enquêteurs avaient découvert des produits de coupage, des pièces de comptabilité, ainsi que des listes de petits

Le 20 janvier 1986, alors qu'elle sortait de chez elle en compagnie de son secrétaire, Françoise Sagan avait été interpellée par des membres de la brigade des stupéfiants. Dans un communiqué publié quelques jours après, on répondait à un article de « Minute » relatant cette interpellation, l'avocat de la romancière, M. Jean-Claude Zylberstein, fit le récit des événements qui suivirent cette interpellation en ces termes : « Avant de son plein gré l'arrêt de la police à pénétrer dans son appartement, Françoise Sagan autorisa, tousjours volontiers, ses membres à fouiller son sac et sa valise. La fouille s'étant révélée « infructueuse », Françoise Sagan, ajoutait l'avocat, consentit encore à suivre ses hôtes au palais de Justice afin d'y signer une déclaration. Le communiqué concluait : « La police n'a pas saisi deux grammes de cocaïne à son domicile comme Minute l'affirme en toutes lettres. N'ayant jamais été inculpée, Françoise Sagan n'a pu faire l'objet d'une « rampe au libéré » sur un ordre quelconque. »

Dieu la mettant en cause, Françoise Sagan avait demandé la saisie de l'habitation. Sa demande fut rejetée le 4 février par le tribunal de grande instance de Paris.

MAURICE PEYROT.

La périphérie des villes et la civilisation de l'automobile

Le « moins bon » résultat de 1987, par rapport à 1986, est paradoxalement un bon point pour le ministère de l'Intérieur : c'est bien la preuve que l'instrument statistique est resté inchangé et que, malgré les tentatives électorales, les responsables politiques n'ont pu solliciter outre mesure les chiffres.

On ne peut comparer ce qui est comparable. De ce point de vue, le constat est clair : ralentissement d'une hausse, initialement depuis 1972, en 1983 et 1984, légère baisse en 1985, cette diminution en 1986, dès le premier semestre (-3,76 % par rapport à celui de 1985), renforcée au second semestre (-10,18 %).

Ces chiffres, qui sont en fait la mesure de la criminalité et de la délinquance telles que les perçoivent policiers et gendarmes, méritent mieux que des communications de victoire. Trois décomptes sont en fait significatifs (notre tableau) : le total général, le total moins les chèques sans provision, l'ensemble des vols en fait.

la pression administrative, la justice incitant désormais les plaignants à faire appel de leurs huissiers contre les mauvais payeurs, et donc à ne plus porter plainte. Quant aux vols, qui, en 1987, représentent 64,01 % du total des crimes et délits, ils sont en réalité le « noyau dur » de ces statistiques, indiquant la tendance lourde.

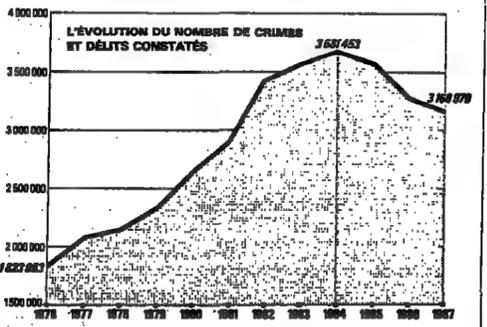
Les résultats de 1987 comportent en fait deux types d'enseignements. Les premiers sont conjoncturels, les seconds éclairent la structure de la criminalité française. La baisse est moindre en 1987 qu'en 1986, c'est en raison notamment de l'augmentation de certains vols. Si les vols à main armée baissent fortement (-18,66 %), les autres vols avec violence baissent peu (-2,31 %), et les vols sur la voie publique concernant « d'autres personnes que les femmes » augmentent (+5,69 %).

L'autre donnée conjoncturelle est géographique : l'ensemble des vols diminue plus en zones de police d'Etat (-5,64 %) qu'en zones de gendarmerie (-0,13 %). Le croisement de ces deux données - par zone et par catégorie - autorise le constat suivant : une remontée de la petite délinquance de voie publique dans les zones suburbaines, à la périphérie des grandes villes. La crise économique, le chômage, les « délits de poche », le mal de vivre de ce qui n'est plus la campagne et pas encore la ville sont autant d'explications, qui renforcent la baisse de la proportion de mineurs mis en cause (10,61 %, contre 9,71 % en 1986),

seule catégorie de personnes ayant augmenté en nombre.

Dans la structure de la criminalité et de la délinquance, un fait de société est mis en évidence : les délits relatifs à l'automobile et aux deux roues motorisés représentent à

16,22 %. Si l'on retire ces délits spécifiques, la place des étrangers dans la criminalité baisse (-8,47 % pour les vols). En clair, à condition démographique et sociale égale, ils ne sont pas plus délinquants que les Français.



ÉVOLUTION ANNUELLE EN POURCENTAGE DEPUIS 1977 (l'ensemble des vols représente à peu près deux tiers des crimes et délits)

Tableau à 4 colonnes : Année, Total des crimes et délits, Total sans les chèques sans provision, Ensemble des vols. Données de 1977 à 1987.

aux seuls 31,35 % du total. Si on y ajoute les dégradations de véhicules, qui à partir du 1er janvier 1988 seront distingués des autres dégradations, on aboutit à une proportion qui avoisine 35 %. La civilisation de l'automobile génère donc une délinquance particulière.

Reste, enfin, le cas particulier du terrorisme. De ce point de vue, le document du ministère de l'Intérieur est en effet contradictoire : il chiffre les actes de terrorisme à 494 attentats pour 1987, mais décompte, au total, 799 « attentats par explosifs contre les biens publics et privés ».

EDWY PLENEL.

Le premier congrès du Syndicat unitaire des inspecteurs

Pour un conseil supérieur de la fonction policière

Après deux jours de travaux à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), le premier congrès du Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP) s'est terminé, le jeudi 17 mars, par l'élection de sa direction et l'adoption de plusieurs résolutions.

des inspecteurs de la police nationale et, au-delà, de tous les fonctionnaires de police et des agents de la fonction publique. Le SNUIP doit être le défenseur des valeurs de progrès, de justice, de solidarité et de liberté [...].

Il condamne également les déclarations qui nuisent à l'efficacité, au sérieux et à la discrétion que nécessite l'exercice du métier de policier.

Né d'une session intervenue en septembre 1986 au sein du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), principale organisation des inspecteurs et enquêteurs, le SNUIP doit maintenant se faire connaître. Son premier congrès lui aura permis de recenser un millier d'adhérents sur les quatorze mille inspecteurs de tous grades qui compte la police nationale. Ce nombre ne représente certes pas une majorité (le SNAPC compte, pour sa part, environ six mille cinq cents membres), mais c'est un seuil suffisant pour que le nouveau syndicat puisse espérer être entendu par les pouvoirs publics. En ce qui concerne son image, le SNUIP entend avant tout rompre avec le corporatisme. C'est la raison pour laquelle, dès sa création il y a dix-huit mois, il avait rejoint la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui, la paix. Le congrès a tenu à réaffirmer ce choix original dans une profession où la cobabitation des policiers en civil et des policiers en uniforme au sein d'une même organisation est inhabituelle.

Après dix de cette proclamation, l'essentiel des travaux du congrès a été consacré à l'élaboration d'un avant-projet de réforme des corps de la police nationale : corps et recrutement uniques, formation initiale commune, large déconcentration, transparence de l'institution par la création d'un conseil supérieur de la fonction policière (le Monde du 17 mars).

Dans la résolution finale, les congressistes affirment que « sources des intérêts fondamentaux

GEORGES MARION.

Au tribunal de Créteil

Référé à propos d'une place Malik-Oussekine

A un carrefour situé aux limites communes des villes de Vitry-sur-Seine et d'Ivry-sur-Seine, le passant peut lire à chaque angle de rue « place Malik-Oussekine » avec cette précision : « Etudiant assassiné par les forces de répression le 6 décembre 1986. »

Ce n'est que plus tard, que MM. Paul Mercieca, maire de Vitry, et Jacques Lalot, maire de Ivry, avaient d'eux-mêmes ajouté la mention que les avocats considèrent comme une « voie de fait » entraînant un « trouble manifestement illicite » subi de manière continue par les passants et « une injure au corps de la police » si grave qu'il convient de la faire cesser immédiatement en ordonnant le retrait des panneaux sous astreinte de 10 000 F par jour de retard.

Ces panneaux placés lors de l'inauguration en février 1988, quatre élus RPR des deux communes, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et l'association la France avec sa police souhaitent le voir disparaître. C'est pourquoi ils ont saisi le tribunal des référés de Créteil. Ce n'est pas tant l'hommage posthume rendu à ce jeune homme qui a trouvé la mort rue Monsieur-le-Prince, après avoir été violemment frappé par des policiers, qui est contesté mais « commentaire » relatif aux circonstances du décès.

« Campagne présidentielle ou autre ressort, le climat est apparemment propice aux projets de réforme de la police. Ces projets, souvent convergents même lorsqu'ils émanent d'organisations syndicales proches de la majorité, tel le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) (le Monde du 16 mars) révèlent une inquiétude à tous les échelons de l'institution policière quant à sa capacité à remplir les missions qui lui sont assignées. Malaise d'autant plus grand que la gendarmerie, à tort ou à raison, est perçue par les policiers comme une concurrente dangereusement courtisée par les pouvoirs publics. Le congrès du SNUIP n'a pas échappé à ce constat, affirmant que la modernisation de l'appareil policier, entreprise en 1985, n'était pas le remède suffisant pour régler les problèmes.

A l'audience du jeudi 17 mars, M. Grégoire Rincourt et Sylvain Garant, avocats des demandeurs, ont d'ailleurs expliqué que lorsque les deux communes avaient décidé de baptiser cette place, le 16 mars 1987 pour Vitry et le 16 décembre 1987 pour Ivry, les conseillers muni-

cipaux n'avaient retenu que le seul nom de Malik Oussekine.

M. Daniel Vognet et M. Pierre Braun, respectivement avocats des maires de Vitry et d'Ivry, ont pour leur part exposé que par « forces de répression » il fallait entendre « un certain nombre de policiers qui infectent la police » et non pas « l'ensemble de la police natio-

nale ». Le terme « assassiné » ne devait pas être pris dans son sens juridique, mais seulement dans le sens d'action de tuer. Il s'agit donc, selon M. Braun, d'un « commentaire parfaitement légitime » visant « les forces qui, dans ce pays, s'opposent à la libre expression et au droit de manifestation ». Et l'avocat rappela « les charges des brigades de voltigeurs motocyclistes chargés de matraquer les manifestants, avec des conséquences prévisibles ».

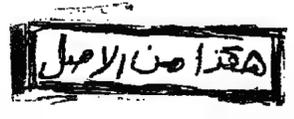
Mais surtout, M. Braun s'interrogea sur les réels motifs qui avaient conduit à cette procédure en déclarant : « Nous sommes en campagne électorale, cette entreprise s'inscrit dans une tentative de gagner des voix dans une partie de l'opinion ». Enfin, sur le plan du droit, les défenseurs ont soutenu que la demande était irrecevable, puisque, seul, le tribunal administratif est compétent en la matière, les maires ayant agi dans l'exercice de leur fonction.

Cependant, M. Jean-Pierre Content, substitut du procureur de la République, est venu au secours des demandeurs pour déclarer que les plaques litigieuses « étaient de nature à jeter le discrédit sur les forces de police dans leur ensemble et à provoquer des réactions ». Aussi, le magistrat s'est-il montré favorable à une mesure d'interdiction.

Le passant pourra pourtant lire les plaques de la place Malik-Oussekine pendant au moins huit jours, car le tribunal présidé par M. Henri Boulard, s'est donné jusqu'au 24 mars pour rendre son jugement.

MAURICE PEYROT.

■ Nouvel attentat contre une gendarmerie en Corse. - Une charge d'environ 5 kilos d'explosif a fortement endommagé, jeudi 17 mars, des bâtiments de la gendarmerie de Bastia et particulièrement les garages ainsi que plusieurs véhicules.



مركز ابن ارحل

Société

ÉDUCATION

Un projet de M. Monory

La notation des professeurs tiendrait compte de leurs capacités d'animation et de travail en équipe

Une réforme de la grille d'évaluation des enseignants du secondaire est à l'étude au ministère de l'Éducation nationale. Objectif : tenir compte de nouveaux critères dans l'attribution de la note administrative qui compte pour l'avancement.

Le métier de professeur ne consiste pas seulement à donner des cours. L'éducation nationale exige aussi de ses enseignants qu'ils participent à la vie de leur établissement, y animent des clubs, dialoguent avec les parents et avec les entreprises, travaillent en équipe et s'intéressent au devenir scolaire et professionnel de leurs élèves. Ces tâches, assurées dans l'attribution de la note administrative qui compte pour l'avancement.

RELIGIONS

Mgr Decourtray appelle les catholiques français à coordonner leur aide au Liban

Au cours du dernier conseil permanent de l'épiscopat français dont les travaux ont été rendus publics le jeudi 17 mars, le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence épiscopale, a évoqué « la crise économique et financière sans précédent du Liban ». Il a déclaré que « si la réponse de l'Église de France est généreuse, elle est aussi trop compartimentée, dispersée, voire désordonnée ».

Président du Comité Notre-Dame du Liban, l'archevêque de Lyon constate ainsi l'impuissance de cet organisme de coordination qu'il avait lui-même créé en 1985. Le Secours catholique, le Comité catholique contre la faim, l'Œuvre d'Orient, l'Ordre de Malte, l'Aide à l'Église en détresse, les Équipes Saint-Vincent, etc., ont acheminé vers le Liban, en 1987, pour environ 70 millions de francs de secours et d'aides au développement. Chacune de ces organisations passe par ses propres réseaux locaux et n'évite pas ainsi les « gazpillages », les « clientélismes », les « préférences politiques » récemment dénoncés devant le cardinal Decourtray par Mgr Harfouche, vicaire patriarcal maronite à Paris.

Mgr Clément Guillon est nommé évêque coadjuteur de Quimper

Le pape a nommé, le jeudi 17 mars, le Père Clément Plessé, un ecclésiaste, évêque du diocèse de Quimper. Il est donc appelé à succéder à Mgr Francis Barbu, âgé de soixante-quatorze ans.

[Né le 27 avril 1932 à Plessé (Loire-Atlantique), Clément Guillon est entré en 1950 au séminaire de la congrégation de Jésus et Marie (dite des eudistes, car fondée par saint Jean Eudes) et a été ordonné prêtre en 1957. Licencié en mathématiques, il a enseigné au collège Saint-Marie de Caen, avant de devenir aumônier d'étudiant à l'université de Besançon. Il a été supérieur provincial de sa congrégation en France (1967-1971), puis supérieur général à Rome (1971-1983). Spécialiste de l'école française de spiritualité et de saint Jean Eudes, il a été successivement, dans le diocèse de Corbeil-Essonne, chargé de la formation des diacres permanents et vicaire épiscopal chargé des religieux.]

● L'abbé Pierre dénonce les « basses colonies » du Figo-Magazine. — L'abbé Pierre, fondateur d'Emmaüs, a déclaré, le jeudi 17 mars, que les attaques du Figo-Magazine, qui avait qualifié de « christo-marxiste » le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), étaient de « basses colonies ». Les auteurs de ces attaques, a ajouté l'abbé Pierre, « ne savent pas de quoi ils parlent et alors qu'ils se taisent. Ou ils veulent obstinément voir se perpétuer des situations ou des faits étonnants et faibles ». Le 27 février, le Figo-Magazine avait consacré un article à l'abbé Pierre intitulé « Un saint pour notre temps » (Le Monde du 11 mars).

● Le pape en Afrique australe du 10 au 19 septembre 1988. — La conférence interrégionale des évêques africains a annoncé, le jeudi 17 mars, dans un communiqué diffusé par le Vatican, que Jean-Paul II effectuera du 10 au 19 septembre prochain son quatrième voyage en Afrique. Il visitera cinq pays d'Afrique australe : Zimbabwe, Botswana, Lesotho, Swaziland et Mozambique.

attribuée à chaque professeur de collège et de lycée.

Cette réforme s'accompagnerait d'un décret confiant aux recteurs toutes les procédures de notation, d'avancement et de discipline, pour les professeurs certifiés et agrégés, actuellement gérées centralement à Paris. L'ensemble du dispositif pourrait entrer en vigueur dès la rentrée prochaine mais fait l'objet d'une vive contestation syndicale.

Tous les professeurs sont évalués chaque année au regard de cinq critères : participation au fonctionnement de l'établissement (conseil d'administration, conseils de classe), aux actions de formation continue, à la vie associative et au jumelage écoles-entreprises ; le dialogue avec les parents ; le travail en équipe, la réalisation de projets d'action éducative (PAE) ; le suivi des élèves qui ont quitté l'établissement ; les actions de soutien au travail individuel des élèves ; leur information et l'animation d'études dirigées.

Cette évaluation s'effectuerait à partir de l'observation de plus de vingt-cinq éléments de comportement professionnel, parmi lesquels : la participation au fonctionnement de l'établissement (conseil d'administration, conseils de classe), aux actions de formation continue, à la vie associative et au jumelage écoles-entreprises ; le dialogue avec les parents ; le travail en équipe, la réalisation de projets d'action éducative (PAE) ; le suivi des élèves qui ont quitté l'établissement ; les actions de soutien au travail individuel des élèves ; leur information et l'animation d'études dirigées.

Ces nouveaux critères d'appréciation font apparaître un nouveau profil de l'enseignant, moins recroquevillé dans sa classe et sur sa discipline, plus ouvert à la vie collective de son établissement et au monde extérieur, plus attentif à ses élèves en tant qu'individus et à leur devenir scolaire et professionnel.

« Critères de qualité »

Déjà, en annonçant son « plan pour l'avenir de l'éducation », en décembre dernier, le ministre de l'Éducation nationale avait promis d'augmenter de 10 à 15 % le traitement de début de carrière des professeurs et de modifier le système d'avancement en définissant « des critères de qualité, d'engagement, d'innovation, de prises de responsabilités » (Le Monde du 16 décembre 1987). La nouvelle grille de notation consensuelle de cette dernière idée, l'ennui est que sa contrepartie potentielle — l'augmentation des rémunérations — n'a pas été acceptée par le ministère des finances et ne figure plus dans les mesures annoncées par le gouvernement pour le budget 1989 (Le Monde du 10 mars). D'où la difficulté que risque de rencontrer M. Monory pour faire passer sa réforme auprès des enseignants.

Certes, l'adaptation et l'hypermotivation du système actuel de notation sont patients, et l'annonce par le ministre d'une vaste réflexion sur l'évaluation des structures et des contenus du système éducatif en 1988 a été bien accueillie. Mais les syndicats de gauche comme de droite voient dans la nouvelle grille un moyen détourné d'imposer aux professeurs un alourdissement de leurs charges de travail.

D'accord avec la FEN...

« Nous ne nions pas la nécessité d'organiser des études sur-élèves et de dialoguer avec les parents, mais nous refusons que, par le biais de la notation, on nous impose ces tâches qui nécessiteraient des moyens nouveaux comme des décharges de service », explique le SNES (FEN). Ce syndicat majoritaire dans le second degré, dénonce en outre le projet de déconcentration des procédures d'avancement, premier pas selon lui vers une régionalisation et une remise en question du statut national des enseignants dans la perspective du marché unique européen.

Accessoirement, ce projet permet à M. Monory d'enfoncer un coin entre le SNES et sa maison mère, la FEN, en se plaçant, une fois n'est pas coutume, du côté de cette dernière. Les tâches nouvelles qu'impliqueraient le nouveau système de notation rappellent le mot d'ordre de

« travailler autrement » lancé par cette fédération lors de son congrès de février, mais vigoureusement combattu par les militants du SNES, minoritaires dans la FEN.

Aux antipodes du SNES sur le plan politique, la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (CNGA) dénonce, elle aussi, le projet de M. Monory, qui tend selon elle « à transformer le « bon professeur » en une sorte de voyageur de commerce ou de spécialiste des relations publiques ». Elle estime que le premier critère d'appréciation d'un professeur doit être « le sérieux, la conviction dans l'accomplissement de sa tâche d'enseignement ». Les syndicats s'émouvent en particulier que l'on puisse juger les enseignants sur leur participation aux conseils d'établissement, où ils siègent en tant qu'élus syndicaux et surtout sur leur occupation de classes parallèlement chargées, comme il y est fait allusion dans le projet.

Sur ce terrain sensible de la notation, le ministère avance prudemment. Il affirme que le texte n'est « qu'une ébauche, entièrement amendable » et reconnaît même certaines maladresses de rédaction. Mais M. Monory n'a jamais caché sa volonté de faire évoluer le procédé de notation et même d'instaurer une forme d'avancement au mérite dont les chefs d'établissement seraient l'un des pivots. Une circulaire, parue en janvier pour préparer la rentrée 1988, a d'ailleurs déjà demandé aux recteurs de diffuser les opérations de notation pour 1987-1988 dans l'attente de la publication de nouveaux textes.

PHILIPPE BERNARD.

MÉDECINE

La clinique franco-arabe de Paris perd son terrain

La Ville de Paris disposera-t-elle un jour d'une clinique internationale de luxe ? La toute récente décision de la mairie de Paris d'accorder à la chambre de commerce et d'industrie le terrain de la ZAC Champperret où devait être construite cette clinique privée semble mettre en terme à un ambitieux projet qui était soutenu par des capitaux arabes, américains et français. Les promoteurs de la clinique internationale de Paris, qui avaient annoncé, le mercredi 16 mars, leur intention de commencer les travaux de construction, dénoncent aujourd'hui la « collusion » entre la Ville de Paris et le ministère de la Santé pour faire avorter leur projet.

Les promoteurs de la clinique internationale de Paris se voulaient pas jusqu'à ces derniers jours croire qu'un projet officiellement lancé et cautionné en juillet 1986 par le maire de Paris puisse être, un an et demi plus tard, réduit à néant par la seule volonté du ministre chargé de la Santé. C'est pourtant bien ainsi que les choses semblent en définitive s'être passées. Étudiée depuis 1979 par les autorités françaises, à la demande de M. Adel Amer (ancien directeur du bureau parisien de la Ligue arabe) et par le docteur Ragay Mashaly, tous deux d'origine égyptienne, le dossier de la clinique internationale de Paris avait normalement progressé jusqu'à l'été 1986.

Un accord de principe d'abord obtenu du ministère de la Santé (en 1981), une série d'accords de complémentarité avec l'Assistance publique de Paris, puis une convention avec la Ville de Paris pour une promesse de bail à construction (en 1985) avaient précédé l'autorisation accordée en 1986 par M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la Santé pour la construction d'une clinique de deux cents lits sur un terrain de la ZAC Champperret.

Il s'agissait, dans l'esprit des promoteurs, d'un établissement en dehors de la carte sanitaire française, sans lien avec les caisses de Sécurité sociale et susceptible d'attirer, pour Paris, une riche clientèle, arabe notamment, habituellement hospitalisée dans des établissements de Londres ou de Genève.

Plusieurs grands noms de la médecine française avaient donné leur accord, et différents montages financiers avaient été étudiés et proposés à la direction du Trésor, qui avait donné son autorisation à l'investissement de capitaux étrangers pour ce projet. On trouve ainsi parmi les partenaires étrangers Arab Banking Corp. et National Medical Enterprises (firme américaine). La Compagnie générale des eaux, la GMF et le groupe Dumex.

Offre du Koweït

Tout pourtant devait s'échouer avec le refus réitéré de M^{me} Barzach d'autoriser cette clinique à s'équiper en matériel médical lourd (scanners, appareils à résonance magnétique nucléaire, etc.) sans lequel elle ne pouvait réellement fonctionner (Le Monde du 30 décembre 1987 et du 27 janvier). On assista ainsi pendant plusieurs mois à une série de jurements, chassés-croisés entre le ministère de la Santé et la mairie de Paris.

Après un entretien, le 11 février, entre M^{me} Barzach et l'ambassadeur d'Égypte en France, l'État du Koweït offrit d'investir 25 % du coût total de l'opération (soit plus de 100 millions de francs) de devenir majoritaire de l'ensemble et même de financer l'achat par les promoteurs du terrain de la ZAC Champperret.

« Cette offre de l'État du Koweït, explique le docteur Mashaly, correspondait à la demande de M^{me} Barzach de modifier la répartition du « noyau dur » de cette opération. Il s'agissait, pour les autorités koweïtiennes, de participer à cette opération humanitaire et de permettre aux patients arabes, pauvres ou

riches, de se faire soigner par des médecins français. Il y a quelques jours, donc, nous avons décidé, en liaison avec la Compagnie générale des eaux, de démanteler les travaux de construction en dépit de l'absence d'autorisation du ministère de la Santé pour l'acquisition de matériel médical lourd. »

« C'était là un pari très dangereux », confie-t-on à la mairie de Paris, dans l'entourage de M. Chirac. Les promoteurs comptaient à la fois sur l'action qu'ils ont engagée devant le tribunal administratif contre M^{me} Barzach pour « excès de pouvoir » et sur la « savoir-faire » dans ce domaine de la Compagnie générale des eaux, une société de plus en plus présente dans le paysage sanitaire français.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la décision de M. Jacques Chirac de préciser en définitive le terrain de la ZAC Champperret à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. On indique auprès de la chambre de commerce que l'affectation de ce terrain « a été annoncée officiellement par le premier ministre lorsqu'il a remis il y a quelques jours les insignes de commandeur de la Légion d'honneur à M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce ». Il s'agit de cette fois de construire sur le terrain un centre de formation aux métiers de la vente pouvant accueillir un millier d'élèves et une centaine de professeurs. « Compte tenu de la position du ministre de la Santé sur ce dossier, nous avons cherché d'autres partenaires pour un projet privé d'intérêt public, explique-t-on à la mairie de Paris. Nous en avons trouvé un et les opérations sont en cours. Il apparaît dès lors très difficile de revenir en arrière. Dans cette affaire, le maire de Paris s'est incliné devant une décision du gouvernement. »

En définitive, le terrain de la ZAC Champperret a été promis deux fois, accusent les promoteurs de la clinique internationale de Paris. Combien tout cela va-t-il coûter aux contribuables français ? Le docteur Mashaly évalue à 72 millions de francs le montant des sommes qui devront leur être remboursées : 32 au titre de l'acompte déjà versé sur la charge foncière et 40 millions de francs déjà investis dans l'ensemble des travaux d'architecture et d'études techniques préalables à la construction. « Une fois de plus en France, résume M. Amer, les Arabes sont les dinos de la force. »

Dernière et sans doute ultime possibilité : l'offre officielle faite le jeudi 17 mars au gouvernement français par l'État du Koweït de devenir majoritaire dans cette opération. Le premier ministre, indiquant de bonne source n'a pas encore répondu à l'État koweïtien.

JEAN-YVES NAU.

REPÈRES

Drogue

Un instituteur radié pour avoir fumé du haschisch en 1984

M. Jean-Christophe Maurel, un instituteur des Hauts-de-Seine, vient d'être radié de la fonction publique pour avoir fumé trois « joints » de haschisch lorsqu'il effectuait en 1984 son service militaire en Allemagne fédérale. Entré à l'École normale d'instituteurs, dès la fin de son service national, M. Maurel avait été titularisé en 1987 et était considéré, selon ses collègues, comme un bon enseignant. Condamné en avril 1987 par un tribunal militaire à quatre mois de prison avec sursis et à 3 000 F d'amende pour infraction à la législation sur les stupéfiants, il vient d'être exclu de la fonction publique en vertu d'une loi de 1888 portant sur l'incompatibilité entre la fonction enseignante et « un délit contraire à la probité ou aux bonnes mœurs ». Son avocat, M^{re} Francis Touquet, a déposé un recours au ministère de l'Éducation nationale et un comité de soutien s'est constitué.

Nucléaire

Le barillet de Superphénix fonctionnera sous gaz neutre

Le barillet de chargement et de déchargement de Superphénix fonctionnera sous gaz neutre (argon) et ne contiendra plus de sodium. Cette décision évite de changer le barillet et diminue le coût des travaux. La fuite qu'on avait observée dans le barillet, et qui a entraîné l'arrêt de la centrale, faisait communiquer l'intérieur du barillet, qui contenait du sodium, et son enveloppe de protection, remplie d'argon. Comme il y aura dorénavant de l'argon des deux côtés, elle ne sera plus gênante.

L'adaptation du barillet à sa nouvelle fonction demandera deux ans. Mais comme les travaux ne sont pas incompatibles avec le fonctionnement du réacteur, EDF espère obtenir l'accord des autorités de sûreté pour un redémarrage en octobre prochain.

● 30 000 tonnes de déchets toxiques dans une décharge aux Pays-Bas. — L'ancienne décharge d'Alphen, ville située à 20 kilomètres au sud d'Amsterdam (Pays-Bas), fait encore parler d'elle, alors qu'elle a été fermée depuis des années, recouverte de terre, engazonnée et transformée en centre de loisirs. Les journalistes du quotidien local Telegraaf, viennent de révéler que le matériel radioactif d'un hôpital voisin et des résidus chimiques avaient été enfouis là par une entreprise de transport peu scrupuleuse, parmi 30 000 tonnes d'autres déchets. Une nouvelle enquête — la troisième depuis 1980 — a été ouverte par les services de l'environnement pour tâcher de savoir ce que contient vraiment ce fâcheux gisement d'ordures au-dessus duquel jouent les enfants d'Alphen.

Ski

Un lycéen tué par une avalanche

Un lycéen grenoblois, emporté par une avalanche à l'Alpe-d'Huez (Isère), jeudi 17 mars en début d'après-midi, est mort après avoir été hospitalisé à l'hôpital Michallon

SCIENCES

Succès du lancement d'un satellite indien de télédétection

Delhi. — Avec le lancement réussi, jeudi 17 mars, de son satellite de télédétection IRS-IA, l'Inde est devenue le cinquième pays (après les États-Unis, l'Union soviétique, la France et le Japon) et le premier pays en développement à disposer de ses propres capacités d'observation des ressources terrestres. Le tir a été effectué par une fusée soviétique à 12 h 13 à partir du centre spatial de Baikonour.

Pesant 975 kilogrammes, IRS-IA a coûté environ 300 millions de francs. Septième satellite indien, il a été mis sur une orbite polaire à 904 kilomètres d'altitude ; ses trois caméras ont une résolution (taille des plus petits objets visibles) qui peut descendre à 40 mètres. Dans un pays où les menaces de cataclysmes naturels sont permanentes, IRS-IA permettra d'étudier l'avancée de la désertification et de la sécheresse, mais aussi d'obtenir rapidement une idée précise des

ravages causés par les inondations. L'étude des récoltes devrait également faciliter la mise en place en temps utile de secours alimentaires pour les populations qui risquent d'être sinistrées.

Les Indiens estiment que, vers 1991-1992, ils seront en mesure de mettre eux-mêmes en orbite leurs satellites grâce à des fusées indiennes. — (Corresp.)

DÉFENSE

La division de Limoges manœuvre en Allemagne

Pour la première fois, la 15^e division d'infanterie, stationnée dans le centre de la France, fera son traditionnel exercice annuel, baptisé « Jourdan », sur le territoire de l'Allemagne fédérale, en Forêt-Noire. Plus de trois mille deux cents militaires français seront engagés, du 21 au 23 mars, dans le but d'améliorer leur connaissance de leur éventuelle zone d'intervention outre-Rhin, en moyenne montagne, face à une menace supposée venir de Tubingen.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Forray, a prévu de se rendre sur place, le 22 mars, pour inspecter cette manœuvre d'une unité implantée dans la région de Limoges mais intervenant au profit du 3^e corps d'armée, dont le PC est à Baden-Baden, en Allemagne fédérale.

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél. : 43-26-51-09

Le Monde SANS VISA

1988 sera-t-elle à la fois l'année du Dragon et celle d'un Vietnam ouvert au tourisme ? La tâche est immense mais pourrait à terme aider ce pays à sortir d'une situation catastrophique.



Une destination pour la paix : le Vietnam

par Claude Lamotte

M. VU est un colonel à la retraite. Tout sourit. Il confiera, dans le minibus climatisé qui, à la sortie d'Ho-Chi-Minh-Ville, nous conduit vers l'Onest et les plantations d'hévéas de Song-Bé, qu'il a combattu tour à tour les Japonais, les Français — les colonialistes bien sûr — et les Américains. Ce qui est beaucoup pour un seul homme, mais probablement vrai. Aujourd'hui, il s'occupe de tourisme, l'un des volets de la nouvelle donne économique du Vietnam.

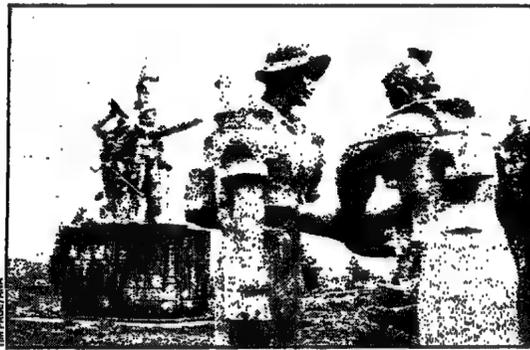
Rien dans ses abords poils et parfois chaleureux ne laisse soupçonner quelque nostalgie de l'époque où il se battait ni la moindre rancune pour l'autre voyageur qui nous accompagne, M. Lao Chi. Pourtant Lao Chi Dao, installé confortablement près du chauffeur et qui promène un regard fatigué sur le paysage qui défile, est ce que l'on appelle un « bote-people de luxe ». Lucide, il a pris le large quelques années avant que la grande et misérable vague de migration n'ait réveillé l'Occident, jusque-là plongé dans l'indifférence.

L'homme aux passeports

On aurait pu penser que la rencontre entre les deux hommes inspirerait méfiance et blocage de part et d'autre. Pas du tout. La collaboration, sans la signification que l'on peut donner à l'expression sur le Vieux Continent, semble totale. Dans le souci d'aboutir, de sortir enfin le pays du tunnel.

Il est vrai que M. Lao Chi, détenteur de plusieurs passeports, a une antenne familiale en France et une autre, tout aussi efficace, aux Etats-Unis. Il est vrai que sa quadruple culture — sino-vietnamienne, française et américaine — lui ouvre toutes les portes et éclaire les points de vue ici et là-bas. Il est vrai aussi que le Vietnam bouge et sait aujourd'hui, quand c'est utile, sans rancune apparente, reconnaître la valeur de l'indispensable présence de ceux qu'il bannissait voici quelques mois encore. La survie d'un pays en ruine en dépend.

« Ah ! les Français ! Vous allez voir. Dans cette région, vous rencontrerez des hommes et des femmes qui vous paraîtront à peine étrangers. Très européens en quelque sorte. Vous savez pourquoi ? questionne M. Vu dans un français parfait, un peu chantant, en étouffant un rire. Parce qu'il y a eu ici, voilà des années, du temps du colonialisme, un poste militaire de chez vous qui surveillait la route des plantations. » Rire à nouveau. Et puis, remords sans doute, il ajoute : « Les Français aujourd'hui ne sont plus les colonialistes d' alors. »



lement et aux abords des zones de grand peuplement — Delta, — a un invraisemblable trafic de cyclistes et de poids lourds à l'agonie qui se disputent un resto de bitume.

Vision grandiose pour peu que le crachin se mette de la partie, quand, dans la bataille, apparaît le train qui vient de Saigon lancé à toute vapeur sur un pont à voie unique qu'empruntent tranquillement des camions borgnes bondés... « Les bombardements américains de 1972... », déclare le guide pour expliquer l'état des routes. C'est probable, mais seize ans ont passé...

Pour le bonheur de ceux qui, un jour, prendront la route du Vietnam, il n'y a pas que le mausolée d'Ho-Chi-Minh à faire visiter ou les pieux pèlerinages à Dien-Bien-Phu à organiser. Avec 3 000 kilomètres de côtes, de la baie d'Along à la pointe de Camau, des rives du fleuve Rouge à celles du Mékong, avec ses forêts inviolées de la Haute Région et les multiples traces d'une civilisation qui eut son heure de gloire, ce pays qui s'ouvre enfin à l'extérieur peut offrir bien d'autres choses. Mais il lui faudra, pour remporter son pari — et on le sait bien ici, — renoncer à un certain nombre d'idées reçues et à quelques mauvaises habitudes, ainsi qu'à des réticences d'un autre âge.

(Voir également page 10 le Carnet de route.)

(1) Lire à ce propos l'enquête de Jean-Claude Poononit dans le Monde du 18 juin 1987 et l'article de M. Nguyen Duc dans le Monde diplomatique de janvier 1988.

(2) Pullman (wagons-lits), une société française, va remettre en état le vénérable Métropole de Hanoi, qui attend depuis quarante ans un coup de peinture. L'hôtel Continental plaque tourmente de l'ancienne Saigon va rejoindre. Le Club Méditerranée, de son côté, étudie la possibilité d'une implantation à Da-Nang.

Etrange discours tandis que le route longe, entre deux villages de modestes paillettes, un camp de rééducation pour femmes dont on aperçoit les miradors masqués par les bambous. Il n'y aura guère d'autres allusions au passé jusqu'à l'étape prévue, à quelque 150 kilomètres de l'ancienne Saigon, dans cette tournée un peu spéciale qui nous amènera du sud au nord de la péninsule.

On nous attend dans un centre de repos réservé aux ouvriers des plantations de caoutchouc, qui s'égrènent jusqu'à la frontière du Cambodge. Un lieu judicieusement planté au milieu d'un lac aux eaux sombres et desservi par une navette aquamobile que pilote une sorte de Fango des cités lacustres, nerveux, efficace et jovial.

Une fois installé dans l'île sur pilotis, on peut observer à jumelle, sur la rive, les voisins vaquant à leurs occupations ; femmes repiquant le riz, jeunes enfants tentant de capturer les poissons du lac à l'aide de gre nouilles plantées sur un hameçon. rustique fait de métal fin et recourbé, adolescents sous l'uni-forme lorgnant discrètement vers les deux infirmières qui embarquent pour rejoindre dans l'île les voyageurs particuliers que nous sommes.

Après un dîner que ne renieraient pas les maîtres queux vietnamiens de Paris, la navette débarque à l'hôtel flottant une bonne trentaine de convives joyeux et bruyants. Au programme, une séance de vidéo alimentée par des cassettes en provenance de Hongkong et doublées en vietnamien. Toute la compagnie rit aux éclats, et l'heure est à l'ambiance d'un patronage pour adultes. Ainsi la paix semble régner ici, à quelques kilomètres d'une frontière que l'on dit chaude.

Une volonté de redressement

A vrai dire, aucune présence militaire pesante ne se fera sentir au cours du voyage. Mieux, les conversations qui dériveront sur la présence des Vietnamiens au Cambodge et les efforts financiers qu'il en coûte tourneront court, comme si l'évoquer touchait aux mauvaises manières. Seul le futur redressement du pays, dans lequel le tourisme devrait jouer un rôle essentiel, est un débat de circonstance. Un redressement plus que jamais urgent tant l'état du Vietnam paraît catastrophique.

Les derniers chiffres connus — 700 % d'inflation, 200 dollars de revenu annuel par tête d'habitant, plus de 8 milliards de dollars

d'endettement, — « poids » de plus en plus grand de l'aide soviétique (1 million de dollars par jour) — placent le pays à l'une des dernières places dans la liste des pays pauvres. De tristes records considérés aujourd'hui non seulement comme la conséquence d'une guerre de trente ans mais aussi le résultat d'égarements dus bien souvent à l'incompétence (1). C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend les Vietnamiens dans les années qui viennent.

L'ouverture tous azimuts, tournée vers un tourisme à l'occidentale autrement exigeant que celui dont peuvent se contenter les voyageurs venus de l'Est, entraînera des efforts financiers colossaux. Certes, le nouveau code des investissements cité à tout propos devrait ouvrir la porte aux capitaux étrangers (2). Certes, la bonne volonté est grande. Mais traverser le pays du sud au nord révèle, malgré des efforts méritoires, une situation plus qu'inquiétante dans le domaine des équipements hôteliers.

L'inventaire des besoins, si l'on joue la carte du tourisme sur une grande échelle, paraît consternant. Les terrasses fleuries de l'Hôtel Rex à Ho-Chi-Minh-Ville, le béton cubain de l'Hôtel Victoire à Hanoi ne peuvent cacher la

forêt des petites auberges provinciales, sympathiques mais délabrées.

Autre point noir : l'état du réseau routier, indispensable liaison entre les sites. Un réseau routier soursis, dans le nord essentiel

CLUB SANGHO ZARZIS
(Sud Tunisien)
Des vacances de rêve
dans l'un des plus beaux sites
de la Méditerranée 2 semaines
4.450 F
Tout compris Paris/Paris

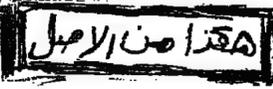
TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

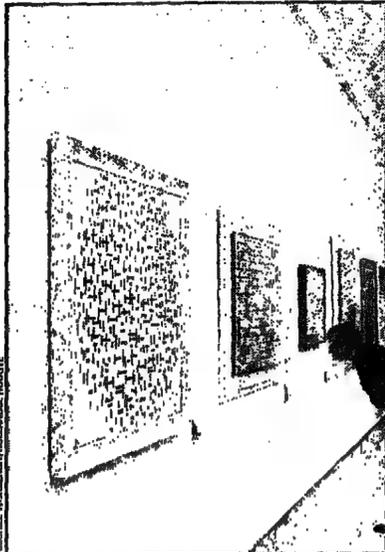
documentation gratuite

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu
75001 PARIS
LIC. A681



ESCALES

عقدا صياح الاموال



La Haye pour Mondrian

Si l'on veut aller voir Mondrian, Vermeer, Rembrandt et quelques autres, c'est le moment : l'année des musées bat son plein à La Haye, certaines salles fermées ont rouvert leurs portes, et les forfaits sont là. Ainsi celui proposé par le syndicat d'initiative de La Haye comprend, pour un prix qui va de 255 F environ pour un hôtel de moyenne catégorie à 894 F environ pour un hôtel 5 étoiles par

personne en chambre double, deux nuits avec petit déjeuner et l'entrée gratuite dans trois musées de la capitale administrative des Pays-Bas : le Mauritshuis, celui de l'après-rénovation, qui possède une riche collection d'œuvres du dix-septième siècle hollandais : Rembrandt, Vermeer, Jan Steen, Van Goyen et Paulus Potter ; le Musée municipal, célèbre pour ses toiles de Mondrian, et le Musée du costume. On pourra aussi admirer le panorama de Meedag, un tableau circulaire qui représente

port de Scheveningen, et suivre un itinéraire de promenade pédestre intitulé « Haye, ville ancienne. On peut réserver en s'adressant à la centrale de réservation des Pays-Bas (NRC, BP 404, 2260 Laaidachendam, Pays-Bas, tél. : 70-20-26-00). Jusqu'au 29 mai, le Musée municipal présente deux expositions. L'une de deux cent cinquante toiles de Mondrian. Soixante-sept sont prêtées par un collectionneur privé de New-York, et un certain nombre n'ont jamais été exposées en public. L'autre est consacrée à l'école de La Haye et montre aussi des dessins de La Haye par Van Gogh.

Vienne pour Noreev

Ne figurent, au sommaire de ce week-end exceptionnel, que des noms prestigieux. Vienne, d'abord. La capitale autrichienne, son passé, les monuments qui en gardent la trace, exercent toujours la même fascination. Parmi ces derniers, l'Opéra, où sera dansé le Lac des cygnes. Rudolph Noreev, ensuite. Il sera l'un des interprètes du ballet et assistera, pour son cinquantième anniversaire, au dîner de gala donné en son honneur après la représentation.

C'est à ce dîner que CERT Voyages (83, avenue Parmentier, 75011 Paris ; tél. : 48-07-25-25) convie un petit nombre de balletomanes et d'admirateurs du directeur du ballet de l'Opéra de Paris. Ils seront logés dans deux établissements de prestige situés face à face sur Ring, à deux pas de

l'Opéra : le Bristol et l'Impérial. Deux hôtels à l'allure de palais, gardiens de la grande tradition viennoise. Du vendredi 25 mars au soir au dimanche 27 mars au soir : 900 F par personne sur la base d'une chambre double (vois aller-retour, transferts en limousine, deux nuits et petits déjeuners, ballet à l'Opéra et dîner à l'hôtel Impérial en présence de Rudolph Noreev). On peut avancer le départ pour Vienne d'une journée : ajouter alors 650 F.

Malabar par temps doux

Les Phéniciens, déjà, fréquentaient ces rivages. De tous temps, la côte de Malabar, au sud-ouest de l'Inde, côte tournée vers l'Europe, verdoyante et abritée des excès climatiques du continent par une chaîne de montagnes, a vécu autrement. La pauvreté est grande au Kerala, selon les statistiques, mais une nature équilibrée rend moins cruelle. Et certains voient dans cette région où se côtoient toutes

les religions, l'un des cristaux de l'humanité : présence des chrétiens (saint François Xavier vers 1530, mais aussi, dit-on, saint Thomas, vers 52) encore sensible aujourd'hui, établissement des juifs (la synagogue de Cochim est un monument, mais aussi un lieu de culte), marque posée par les colons portugais, édifices laissés par les gouverneurs hollandais, sans parler de Mahé, ancien comptoir français, n'enlèvent rien à l'intensité des religions de l'Inde ni au flamboyant de ses traditions propres.

L'itinéraire proposé au Kerala par Le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris ; tél. : 46-34-03-20) en deux semaines (le départ du 15 avril permet de participer à la grande fête de Poonam) a l'avantage de pouvoir être suivi avec un groupe de 15 personnes (11 820 F voyage compris) ou par deux personnes avec un chauffeur (13 995 F par personne tout compris). A Bombay, Cochim et Kovalam, les hôtels sont confortables ; aux autres étapes, ils sont rudimentaires ; mais le climat est



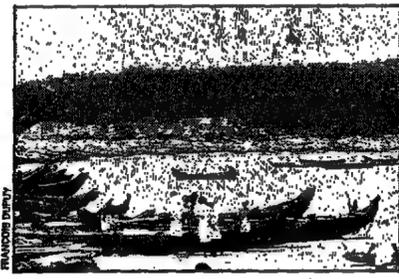
plaisant et partout il y a de l'eau et des arbres.

Greens d'Erin

Killarney, Tralee, Ballybunion. Trois noms qui sont au golf irlandais ce que Chartres, Reims et Amiens sont au gothique français. Mieux encore puisque ces trois sites offrent en fait cinq parcours, Killarney et Ballybunion doublant la mise. Killarney, c'est le golf esthétique sur les rives d'un lac à la Lamerline. Avec Tralee le premier links européen dessiné par Arnold Palmer et Ballybunion (le nouveau parcours porte le griffe du maître Robert Trent Jones), on change de registre pour aborder le diabolique. Et retrouver l'esprit d'un jeu qui est d'abord un mélange de panché et de défi. Ici, on ne

triche pas : ça passe ou ça casse. Et le joueur moyen en sort souvent pulvérisé. Mais grisé et content. Avec, entre pluie et soleil, un vent qui balaise les frêts d'émeraude.

Du 4 au 11 juin, Jet Tours et Europcar proposent, sur ces superbes parcours, une semaine de compétitions (handicap entre 0 et 38) pour 7 050 F par golfeur (16 200 F par accompagnement) ; prix comprennent le vol Paris-Cork, une voiture, une chambre à l'hôtel Cahernana (petit déjeuner irlandais), quatre dîners et les green-tees. S'inscrire très rapidement au 47-05-01-95. A signaler également un avril et mai, des réductions importantes sur les séjours proposés par Jet Tours à Killarney où l'on peut goûter une semaine pour moins de 5 000 F. Renseignements dans les agences Air France et les agences de voyages agréées.



MONTAGNES & DÉSERTS
SAHARA, TIBET, MAROC, YEMEN, CRÉE, KENYA, ARCTIQUE
VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS
NOMADE
90 av. des Ternes - 75017 Paris - Tél. : 43 42 45 45

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

3° QUESTION
QUEL Anglais de la fin du XIX^e siècle, héritier par les Irlandais, donna son nom sans le vouloir à la postérité ?
L'INDICE DU « MONDE »
ATTENTION ! Il ne faut pas confondre notre homme avec le fameux comte de Sandwich.

4° QUESTION
EN 1987, combien d'escapes la compagnie Air France a-t-elle ouvertes en Europe ?
L'INDICE DU « MONDE »
C'EST deux fois plus que les ouvertures de 1986.

Les questions 5 et 6 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 25 mars (daté 26).
Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (daté 7).

GAGNEZ III BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

Carnet de route D'un fusil l'autre

La chasse au gibier d'eau est ouverte au Vietnam, et les étrangers peuvent désormais débarquer à Ho-Chi-Minh-Ville ou Hanoi avec armes et bagages. De quoi étonner parfois le voyageur. Il peut paraître saugrenu, étrange et, pour certains, choquant, que les Vietnamiens aient choisi, en priorité, des chasseurs pour ouvrir au tourisme occidental les portes de leurs provinces jusqu'ici fermées aux voyageurs. Le souvenir d'une guerre sans merci reste dans les esprits de tous, que des films récents, sur tous les continents, entretiennent. Aussi peut-il paraître déplacé que d'anciens ennemis se retrouvent aujourd'hui sur un même terrain pour y lever bécassines et dendrocygnes de Java, alors que, par ailleurs, toutes les prisons au Vietnam ne sont pas encore vidées.

En fait les pays de l'Est ont depuis toujours favorisé ce genre de tourisme. Le gouvernement vietnamien ne fait ainsi qu'appliquer une méthode éprouvée de longue date et qui connaît toujours le succès pour peu que le gibier soit abondant.

Éléments précurseurs de troupes plus importantes qui constitueront plus tard un flux touristique et susciteront une irréversible évolution des mentalités, les chasseurs appartiennent à une catégorie d'êtres humains qui semble familière aux yeux des autorités locales. Ils partagent la même passion, parlent le même langage, ils ont le goût de la tradition et une

belle indifférence vis-à-vis du confort. Voilà autant d'explications. Si l'on ajoute que ces touristes particuliers ont généralement des moyens financiers supérieurs à ceux dont disposent, dans leur grande masse, les amateurs d'horizons lointains, on imagine avec quelle chaleur ils sont reçus.

Les Vietnamiens lancent ainsi, dès cette année, des programmes de chasse avec l'appui logistique de Jet Tours, qui, par ailleurs, va proposer très prochainement des séjours plus traditionnels dans la péninsule. Deux vastes zones ont été retenues, situées sur la périphérie des deltas (fleuve Rouge au nord, Mékong au sud). Les bécassines y sont abondantes, les limicoles communs. Une prospection est en cours dans la plaine des Jones et vers la pointe de Camau au sud, dans la région côtière entre Thanh-Hoa et Vinh au nord, des provinces que l'on peut considérer comme des sanctuaires. La chasse se déroule selon les méthodes traditionnelles (battue et poste).

L'expérience ne manque pas d'étonner. Patauger dans les rizières du côté de Ninh-Binh ou de Bao-Lieu et voir courir sur les diguettes d'agiles rabatteurs en battle-dress peut surprendre. Pourtant, la bonne volonté est générale, et si les sampans, qui permettent d'évoluer dans les zones inondées quand les oies pygmées se sont posées, ne sont pas au rendez-vous, il faut simplement voir les effets de transmissions déficientes. Les trois bodots dépêchés sur les lieux par l'autorité militaire

locale, surprise de voir débarquer des hommes armés de calibre 12 et bardés de cartouchières, s'en retourneront avec leur brassard rouge pour rendre compte qu'il ne s'agit ni que d'amateurs de volailles. Et, le lendemain, les barques seront amarrées là où on les attend, avec leurs rizières, généralement des gamins qui, pour la plupart, feront la découverte de ce qu'est un Occidental.

Ainsi s'ébauchent, sur fond de rizières, dans un pays qui, encore aujourd'hui, s'arrache péniblement à la guerre, une révolution tranquille, celle du tourisme.

C. L.

Un programme de chasse figurera en avril au prochain catalogue « Chasse et pêche » de Jet Tours disponible dans les agences Air France. Mais d'ores et déjà des départs sont organisés. Pour tout renseignement, s'adresser à Jet Tours, 19, avenue de Tocqueville, 75007 Paris. Tél. : 45-50-20-78. Prix : environ 18 000 F pour douze jours dont huit de chasse.

Par ailleurs il est possible de se rendre à Angkor, au Cambodge, soit par Hanoi ou Saigon (Jet Tours : 47-05-01-95), soit par Bangkok (Asie Tours : 40-58-41-41 ; Trans-Tours : 42-61-58-28 ; Axiou : 42-96-15-59 ; Les amis de l'Orient : 47-20-33-08).

Enfin Dien-Bien-Phu, est ouvert aux visites.

AIR HAVAS TOUS LES VOLS POSSIBLES

TUNIS 1 220 F aller retour
à partir de :

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS
Tél : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

SENEGAL GAMBIE Vol à partir de **2880 F**

1 semaine en BUNGALOWS SUR LA PLAGE 3480 F

uniclam voyages

- 63, rue Monsieur le Prince 75006 PARIS. Tél. 29.12.36
- 11, rue du Quatre-Septembre 75002 PARIS. Tél. 40.15.07.07

Les chanceux du Hongkong-Canton

POUR se rendre en Chine populaire, les Chinois de Hongkong n'ont désormais besoin que de leur carte d'identité et... d'un petit livre rouge. Pas pour s'imprégner des slogans du Grand Timonier. Mais pour y consigner leurs passages à la frontière. Souvent, les pages sont noires de tampons. A moins de dix ans du rattachement du territoire britannique à la Chine, le voyage à Canton chez les « cousins de province » fait désormais partie des habitudes.

En 1986, les services de l'immigration britanniques ont enregistré 21 millions d'allers et de retours, soit quatre fois la population de Hongkong! Et chaque année, au nouvel an chinois, c'est le grand embouteillage. En l'espace de trois jours, cinq cent mille personnes vont fêter l'événement en famille, prêtes à patienter parfois dix heures avant de franchir les contrôles. « Même pendant la révolution culturelle, je n'ai jamais eu de problème pour rendre visite à ma grand-mère à Canton; raconte Lily Chau, une guide de l'office du tourisme de Hongkong. Le cordon ombilical entre les deux villes n'a jamais été coupé. Mais aujourd'hui, c'est vraiment devenu une promenade... »

On se rend aussi en Chine pour faire de bonnes affaires ou pour faire bombance à moindres frais dans les restaurants de Canton. Les jeunes, eux, vont y faire du tourisme à bon marché pour retrouver leurs racines ou méditer sur l'après-1997. « Nous allons voir comment on vit là-bas et ce qui nous attend dans dix ans; juste quelques jours », explique Tsang, un étudiant de l'université. Pour les Occidentaux, la route de Canton s'ouvre aussi facilement en plein cœur de Hongkong, au deuxième étage d'un immeuble discret de Central, le quartier des

affaires. Là, derrière les bureaux en bois du China Travel Service, l'agence de voyage officielle de la République populaire de Chine, les fonctionnaires, comme gagnés par la frénésie de la cité, ne traitent pas pour vous concocter votre séjour: photos d'identité prises sur place, billet de train, hôtel et visa dans les vingt-quatre heures, valable trois mois. Cet

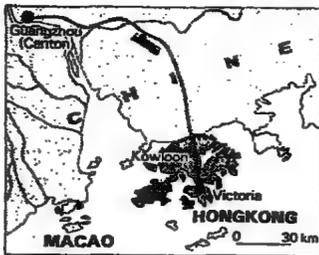
Hongkong, Canton. Deux villes, deux pays. Un train pourtant, depuis un siècle, a réussi, malgré les tourmentes de l'histoire, à réunir les familles. Mais dans un sens seulement...

empressement surprenant manquant presque de charme; le privilège de visiter Canton ne se conquiert plus. Quatre trains directs relient quotidiennement Hongkong et Canton. Mais, en bons économistes, les Chinois préfèrent l'ancienne formule, trois fois moins chère: l'omnibus jusqu'à la frontière puis, à Shenzhen, la correspondance pour Canton.

La ligne ferroviaire est l'une des plus anciennes de Chine. Déjà, au début du siècle, les wagons brinquebalants de la Kowloon-Canton Railway Company approvisionnaient toute la province du Guangdong. Aujourd'hui, à Hongkong, le gare de Hongkong, de vieilles femmes en pyjama noir, le chignon bien relevé, une ombrelle sous le bras, et des hommes d'affaires pressés,

attaché-case à la main, embarquent côte à côte dans les compartiments ultramodernes de ce qui est devenu une sorte de RER local.

Le train s'enfonce dans les Nouveaux Territoires entre des collines pelées aux pentes abruptes, des rizières réduites aux dimensions de potagers, des fermes de canards et des lacs.



Une campagne inattendue à Hongkong, qui s'étend sur 30 kilomètres jusqu'à la frontière. Les arrêts du train sont nombreux. Shatin, Tai-po, Fanling, Sheung Shui: les villages d'autrefois sont devenus des villes nouvelles qui ont grandi à une vitesse météorologique depuis quinze ans et comptent parfois jusqu'à 500 000 habitants. Dominés par des décors inhospitaliers, les immeubles ont déjà conquis toutes les plaines. Il faut maintenant tailler la montagne en gradins pour en construire de nouveaux. Il n'y a plus d'autre solution pour loger les 5,6 millions d'habitants du territoire.

Passer le port

Lowu. Derrière station avant la frontière. Tout le monde descend. Pour se retrouver en Chine, il faut franchir, à pied, le célèbre pont de Lowu, qui pendant des années resta « le porillon, l'unique et minuscule point de passage entre l'énorme Chine et le monde capitaliste », comme le raconte Robert Guillain dans *Orient Extrême*. Encasés au creux d'un balcon surplombé de miradors, le lieu est inquiétant, presque dramatique.

Aujourd'hui encore, le passage ne se fait qu'à sens unique, ou presque. Sur les crêtes qui dominent le paysage, trois rangées de barbelés, hautes de plusieurs mètres, courent sur toute la longueur de la frontière. Invisibles, à quelques centaines de mètres, les bataillons de Gurkhas sont en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour refouler inexorablement les « I.L. » (immigrants illégaux venus de Chine), de simples paysans pour la plupart, qui croient encore que les rues de Hongkong sont pavées d'or.

Au centre exact du pont, décontractés, les policiers chinois en faction, superbement sanglés dans leur costume vert olive à revers rouges et à boutons dorés, regardent passer les arrivants avec bienveillance. En les croisant, les jeunes Hongkongais, walkman sur les oreilles, relèvent à peine la tête...

Après la douane, Shenzhen n'est pas encore la Chine. En 1979, ce petit bourg rural a été choisi par Deng Xiaoping pour accueillir la plus grande des quatre zones économiques spéciales destinées à attirer les investissements étrangers. Gigantesque chantier depuis près de dix ans, cette ville sans âme compte aujourd'hui près de 600 000 habitants, 50 000 chambres d'hôtels — dont la moitié sont vides — et



Un centre d'affaires de 52 étages. Une ville-tampon, à cheval entre deux systèmes économiques, et déjà « contaminée » par les trafics en tout genre de Hongkong. A tel point que les autorités ont isolé la ville du reste du pays par une rangée de barbelés et imposé un permis spécial pour venir y vivre ou y travailler.

Au fond d'une ruelle étroite et noire de crasse, la gare, elle, n'a pas encore été touchée par la vague de modernisation qui a transformé la ville. Sombre et vieillotte, elle vous replonge vingt ans en arrière avec ses comptoirs en bois, ses horaires jaunés et ses ventilateurs poussiéreux, sous lesquels somnolent des policiers à la casquette cerise de rouge fièrement vissée sur le crâne dans la chaleur lourde et humide de l'été subtropical. Aux guichets, ce sont les traditionnels bouliers, tout aussi rapides que les calculateurs de Hongkong, qui calculent pour l'étranger le prix de son billet — deux fois supérieur à celui payé par les Chinois.

En attendant la correspondance pour Canton, tout le monde s'entasse sur d'inconfortables bancs de bois tandis que les poulets rôtis, la sauce pimentée et les champignons noirs passent de main en main. Ici, aucune publicité, mais un immense panneau: « Gardez un comportement moral », supposé réprimer on ne

Le niveau sonore, déjà élevé, devient vite assourdissant. Car la discussion la plus aimable en cantonais — qui ne compte pas moins de neuf tonalités, souvent trépidantes — prend automatiquement, pour une oreille occidentale, les traits d'une violente altercation.

L'excitation des passagers augmente encore à mesure que le train ralentit à l'approche de Canton. Soudain, surréaliste, retentit le *Beau Danube bleu*, diffusé à tue-tête dans tous les wagons pour l'arrivée. Quelques minutes plus tard, sur la grande place de la gare où sont massés des centaines de Cantonais, c'est l'heure des retrouvailles. Un week-end de fête commence.

Sur les trottoirs, la mode, elle aussi, a traversé la frontière. Des adolescentes, en robe de couleurs vives ou en jean serré, déambulent aux côtés de vieillards en veste Sun Yat Sen. Hongkong si proche et si lointaine à la fois. Pour les Cantonais, le voyage reste pratiquement impossible, à moins de posséder des devises étrangères, de la famille sur place et un passeport... Un rêve auquel certains s'accrochent en venant, le dimanche soir, regarder partir le dernier train pour Hongkong.

PASCALLE WATTIER et OLIVIER PICARD.

SUEDE LAPONIE FINLANDE

Un extraordinaire circuit accompagné remontant jusqu'au CAP NORD. Prix par personne (en chambre double): 11 600 F

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS 10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

La FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de ju-jitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux Jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO mensuel

Je désire m'abonner pour 10 numéros: 100F 20 numéros: 180F

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____ CP: _____

Je joins un chèque bancaire ou postal de _____ F à l'ordre de FFJDA 43, rue des Plantes 75008 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU: LE RHIN AVEC KD!

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie!

Pour apprécier le charme et le majesté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD!

Dés aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution: **CROISIRHIN-KD** 9, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. (1) 47 42 52 27

Une grande croisière de LA PROCURE

"PEUPLES DE LA MÉDITERRANÉE"

DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1988

Dans le sillage des croisés et des marchands du Moyen-Age, 12 jours fabuleux à: Venise, Dubrovnik, Mystra, Istanbul, Rhodes, Malte, Villefranche.

Au cours de cette croisière des historiens, des journalistes et des artistes de renom parleront du passé et du présent de ces peuples: André Miquel, professeur au Collège de France, Jean Favier, directeur des Archives Nationales, Bernard Chevallier, journaliste à TFI.

OUI, je désire recevoir gratuitement votre documentation à l'adresse suivante:

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: [] Ville: _____

LA PROCURE VOYAGES Paris 4, rue Madame, 75006 Tél. (1) 45.48.63.30 Nîmes 18, rue de Suisse, 06000 Tél. : 93.88.65.40

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

Thai **ARC**

هنا من الامم

مقداد الزامل

JEUX

échecs

N° 1272

SUR UNE IDÉE DE FISCHER

(Tournoi international de Linas, mars 1988)

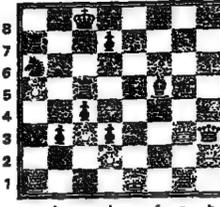
Blancs : CHANDLER
Noirs : NIKOLIC
Partie espagnole. Système fermé.

1. d4 e5 18. Cb-d2 d5 (m)
2. Cf3 Cc6 19. f3-d4 Cc5
3. Fc4 Cb6 20. Fd3 (n) Cc6
4. Fd4 Cb7 21. Dxd3 Td8
5. a4 Ff7 22. Fg7 Txd4+
6. Fd1 b5 23. Txd4 Dd8 (o)
7. Fb3 a4 24. Cc4 e4+
8. c3 a5 25. Dd8 (p) e4+
9. Cc3 Cc7 (a) 26. Fc4 Dd8 (r)
10. d4 Ff6 (b) 27. Fc4 Fd6
11. e4 (q) Cc5 (d) 28. Cb2 (s) Dc7
12. Fg2 Cc6 (e) 29. Dd8 (t) g6
13. b4 (f) Cc4 (g) 30. Dc4 Td8
14. a5 Cc7 31. Cb2 (u) Cb6 (v)
15. Fb3 (h) Dxd4 (i) 32. Cc4 Fd8 (w)
16. cxd4 e5 (j) 33. Cb6+ Rg7
17. Fd4 (k) fxd4 (l) 34. Cc5+ (x) a4 (m)

NOTES
a) Les trois variantes principales du système fermé sont 9... Ca5; 9... Cb8 et 9... b6. Le retrait du C-R... C47, défense Tchigorine-Smylov) a connu une grande vogue au lendemain de la dernière guerre mondiale, mais est assez rarement utilisé actuellement.
b) Ou 10... Cb6; 11. Cb-d2, dxd4; 12. exd4, d5; 13. exd5, Cxd5; 14. Cc4, Ff5; 15. Fd2, Cc5-b4; 16. Tc1, Ca5; 17. Cc5, Cxb3; 18. Dxb3 avec avantage aux Blancs (Jansz-Milicovic, 1984).
c) La seule façon de maintenir une certaine tension, tout autre coup se posant aucun problème aux Noirs; par exemple, 11. Fc3, Fb7; 12. Cb-d2, Cc7; 13. Fc2, e5;

14. Cf1, Dg7; 15. Tg1, e4; 16. Cf3-d2, d5! (Westerman-Pachman, La Havane, 1967).
d) 11... Td8 est jouable; 12. axb5, axb5; 13. Fc3, Cc7; 14. d5, g6; 15. Ca3, Fg7; 16. e4, bxc4; 17. Cxc4, Cb6; 18. Fd2, Ff7; 19. Fd4, Ff4; 20. Dxc4, b6; 21. b4, nulle (Ljubovovic-Smylov, 1984) ou aussi 11... Fb7; 12. axb5, axb5; 13. Txa8, Dxa8; 14. d5, Cc7; 15. Ca3, Cc5; 16. Fc2, e5; 17. b4, Ca5; 18. Dxc4, Fxc4; 19. Dd3, Dd8; 20. Cc4, exd4; 21. e5, Cg6; 22. exf6 et les Blancs ont un petit avantage (Tal-Torre, 1984).
e) Dans une partie récente, Chandler-Short (Hastings, 1988), les Blancs poursuivirent par 19. Cb2 et obtinrent une bonne partie après 19... g6; 20. Cg4, Fg7; 21. Cb6+, Rb8; 22. Fb3.
f) Et non... b4? 13. d5! (si 13. cxb4, Cc6; 14. Fc3, Cxb4), bxc3; 14. b4, Cb7; 15. a5 suivi de Cxc4.
g) Une idée énergique de Fischer.
h) Si... Cc6; 14. axb5, axb5; 15. Txa8, Cxa8; 16. d3, Ca7; 17. Fc3 et les Blancs sont mieux (Geller-Maslov, 1988).
i) Ou 15. Ca3, Cxa3; 16. Fxa3, g6; 17. Dd3, e6! (et non 17... Fg7) 18. Ta-d1, Fb7; 19. Fb3, Rb8; 20. Fg1 avec clair avantage aux Blancs, Geller-Portisch, 1969; 18. Ta-d1, Dd7 avec égalité (Zaitzev-Podgatsa, championnat de l'URSS, 1968). Si 15. d5!, e6!

j) Si 15... Fb7; 16. d5!
k) Ou 11... Fb7; 17. Cb-d2, Cxd2; 18. Fxd2 avec un léger avantage aux Blancs. Après 16... Fb7; 17. Cb-d2, les Noirs doivent éviter la suite 17... e5; 18. e5, Fg7; 19. Fc2, Fb7; 20. Cxc4, Fxh1; 21. Fxh7+!
l) Si 17. bxc5, Cxc5, 18. Fxc4, bxc4; 19. e5, dxc5; 20. dxc5, e4! et les Noirs ont une compensation suffisante pour le matériel.
m) 17... exd4 est faible; 18. Fxc4, bxc4; 19. Fxc6, d3; 20. e5, Fc7; 21. Ca3!
n) Et non... Cxa5 à cause de 19. Txa5, Dxa5; 20. Fxd6.
o) Maintenant le sacrifice de qualité 20. Txa5, Dxa5; 21. Cb4 est moins clair.
p) Dans la partie Fischer-Maslov (Vinkovci, 1968) les Noirs prirent le F. Après... Dxc7; 24. Td8+, Cb8; 25. Dxb4, Ff7; 26. Txf7, Dd8; 27. Ca5, Cg6; 28. Cc6, Df8; 29. Dc3, a5; 30. Tc7, Dd8 (si 30... a4; 31. d6, a3; 32. Cb3, a2; 33. Ca1, Dd3; 34. Cc7+, Cxc7; 35. Tc7, Dd8; 36. Dd6, Fg6; 37. d1, 47) la merveilleuse précision de Fischer; 31. d6 (ou 31. Dxb5), Fd7; 32. Cc7+, Rb8; 33. d5, a6; 34. Cb1! les Blancs l'emportent au quarante-quatrième coup.
q) Dans son analyse, Fischer indiquait 28. Cc6, e6!; 29. Dxb4, Ff7; 27. Ca5, Cxd5; 28. dxc5, Fd7 avec égalité.

r) Si 25... Fc6; 26. Fxa5.
s) Si 26... Fg7; 27. Cc6-g2
t) Menace 29. Td8+. Les deux pions passés liés des Noirs sur l'aile D ne compensent nullement l'écarte supérieure des Blancs au centre.
u) Menace 30. Cxg7!, Rxf7; 31. Dd6+, Rg6; 32. Cb4+ et c.
v) Menace 32. Cxd7 et 33. Dxf6 entre autres. L'entrée de la cavalerie est décisive.
w) Avec l'idée de parer 32. Dxf6 par 32... Cxd5, ce qui n'est pas une défense suffisante mais 31... Fg7; 32. Td7 menaçant 33. Txc7 a les pas agréables aux Blancs.
x) Si 32... Fg7; 33. Cb6+, Fxh6 (ou 33... Rb8; 34. Cbxf7+); 34. Dxd6, Cxd5; 35. Cc6!
y) Simple. Si 34... gxf3; 35. Cxf5+, Rb8 (35... Rg8; 36. Dg4+ suivi de Cxf5+ etc.); 36. Dg4+, Rb6; 37. Fxf8 etc.). 36. Dh6 suivi du mat.
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1271
D. GURGUENIDZE, 1974
(Blancs : Ra8, Fb6, f5, h5, Noirs : Rb8, Td8, Ff6.)
1. b7, 0-0 (si 1... Rf7; 2. b2=D, Txb6; 3. Rxb8, Rg7; 4. Rg7, Rb6; 5. Rd6, Rxb5; 6. Rf7, Rg5; 8. R6 et les Blancs gagnent); 2. b8-T8 (si 2. b8-D7; 3. Dxb8, pas ou bien 3. Rb7, Txb8; 4. Rxb8, Rb6; 5. Rg7, Rxb5; 6. Rd6, Rg5; 7. R6 et les Blancs gagnent).
CLAUDE LEMOINE
ÉTUDE N° 1272
R. LUNGMAN (1947)

a b c d e f g h
BLANCS (8) : Rf1, Dg3, Ta1 et g1, Fb2, Fc5, e3, d2.
NOIRS (10) : Rg8, Dh3, Ta7 et e3, Ff5, Cc6, Fb3, e4, d3, d7.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1270

LES GARDES ROUGES

L'ouverture de barrage de 3 SA n'a pas permis une grande précision dans les enchères, mais, quand on sait que les distributions vont être très irrégulières, la sagesse devrait être de se contenter du petit chelem. Heureusement une technique parfaite permet de trouver la treizième levée.
D 1093
R9
AR742
A5
82
108
RDV98642
N O E S
65
DV1032
DV963
10
ARV74
A8764
5
73
Ann. : O. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
3 SA! contre 4! 6! 6!
passe 7! passe passe
Ouest ayant entamé le Roi de Trèfle, le déclarant a mis l'As du mort sur lequel Est a fourni le 10

(vraisemblablement singleton). Comment Horton, en Sud, a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense?
Réponse :
Il faut évidemment se servir des Coeurs, mais pour ne pas être coupé par Ouest il faut commencer par lui enlever ses couleurs et battre avant deux fois. Il faudra ensuite libérer le cinquième Cœur en espérant un partage 3-3 ou 4-2 des Coeurs. Mais on doit prévoir qu'Est peut avoir cinq Coeurs. Or, Est est en mesure de conserver une garde à Carreau et à Cœur, malgré deux coupes dans ces couleurs, il suffira de jouer une seconde fois Trèfle pour obliger à sacrifier une de ses gardes. Ainsi, après l'As de Trèfle, deux coups à l'atout et As, Roi de Carreau (pour la défausse du second Trèfle de la main). Horton a coupé le 5 de Trèfle en observant la défausse d'Est, et il a alors décidé d'affranchir par la coupe la couleur rouge qu'Est défausserait. Est ayant sans doute jeté un Cœur (puisque le mort avait

cinq Carreaux), le déclarant n'eut plus qu'à tirer le Roi et l'As de Cœur et à couper deux fois Cœur afin de libérer le 8 de Cœur.
Si Est avait défaussé un Carreau (au deuxième tour à Trèfle), le déclarant, qui avait vu Ouest fournir deux fois à Carreau, n'aurait eu aucun problème pour affranchir et utiliser le cinquième Carreau du mort grâce à la reprise du Roi de Cœur et des deux coupes à Cœur du mort...
L'étonnante réduction
Les jeux de réduction, même quand on en connaît le mécanisme, ont toujours des effets surprenants comme le montre cette donne distribuée dans un tournoi de championnat du Marché commun. Elle a été jouée par le célèbre Benito Garozzo, qui a réussi l'exploit de faire une levée de mieux alors que cela semblait impossible.
RD843
A5
D
AR653
A1095
RD1087
8765
872
N O E S
762
V42
ARV92
D9
Ann. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
Garozzo Harry L. du Pont Emmy
Passe passe 1! passe
1! passe 2! passe
3! passe 3! passe
3! passe 4! passe
4! passe passe passe

Garozzo a-t-il fait ONZE levées au contrat de QUATRE PIQUES quelle que soit la défense?
Note sur les enchères :
Garozzo utilisait avec L. du Pont un Trèfle de précision très perfectionné par lui : « 1 Trèfle » : au moins 15 points; « 1 Carreau » : naturel ou un As et un Roi (ce qui était le cas); « 2 Coeurs » : bicolore... noir; « 3 Trèfles » : au moins trois cartes à Pique mais pas à Trèfle; « 3 Carreaux » : relais interrogant sur la qualité des Piques; « 3 Coeurs » : pas d'honneur à Pique; « 4 Trèfles » : cue bid; « 4 Piques » : arrêtons-nous là!
Courrier des lecteurs :
« Un déclarant qui montre des cartes, mais sans qu'elles touchent ni tapis, ne doit-il pas être pénalisé? » demande un lecteur.
Certainement pas, car ses adversaires ne peuvent que le remercier de son amabilité, puisqu'il ne fait que faciliter le flâne! En revanche, la pénalité est automatique si un défenseur éclairé son partenaire en montrant une de ses cartes. Et c'est logique.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 289

UN LOTO QUI NE RAPPORTE PAS GROS

Certains problémistes cherchent à réaliser, avec des tirages préparés, la partie la plus « chère » possible (quelque 7 900 points en 14 scrabbles non améliorables). Paradoxalement, la revue *Scrabblorama* (*) de février propose une partie coupée de 46 points : les cinq premiers coups, non améliorables, mènent à la situation suivante:
L
BOF
LOTOS
FOB
S
La partie est achevée, aucun mot n'étant désormais plaçable, quel que soit le tirage suivant. Mais aucune partie *in vivo* n'a jamais été bloquée, même pour un coup. En 1985, certes, beaucoup de joueurs ont rendu un bulletin blanc au 3^e coup d'une partie jouée à la mairie du vingtième arrondissement, mais les forts en thème ont relancé la

machine en prolongeant ZOO en ZOOIDE. Ce mot, qui a conservé son sens étymologique de *rassemblant à un animal*, ne figure pas dans nos précédentes compilations des mots en OIDE. En voici d'autres, placés dans leur contexte : un physique NÉGROÏDE (qui rappelle les Noirs); un corpuscule DISCOÏDE (en forme de disque); une amphore OVOÏDE (comme un œuf); une bonde SIPHOÏDE (comportant un siphon); un RHIZOÏDE, filament rappelant une racine, par lequel une algue se fixe; un poison à écailles GANOÏDES (qui ont de l'éclat); un volume GÉOÏDE (ayant la forme de la Terre); une HÉROÏDE, éplure en vers faisant parler un héros; le fievre TYPHOÏDE, qui ressemble au typhus. Si cette chronique vous a endormi, considérez qu'elle vous a mis dans un état HYPNOÏDE!

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	EILLOTU	TOUILLE	H4	66
2	AEESSV	LEVASSES	8H	66
3	AELMMO*	MAMELO(N)	11E	66
4	AEKFRR	FREAKS	M3	66
5	RI+EHORX	ERREZ	12K	49
6	H+EHORX	ZERO	O22	39
7	-BGINNO	OVIPOS(a)	J7	32
8	-ADEIITV	AVIDITES	O1	32
9	AAEFJGT	JEU	6F	29
10	AAFGT+BU	FAUTE	13K	29
11	ARG+EQRU	BRAQUA	K3	32
12	-EGINTX*	(A)XAIENT	F9	37
13	G+ADLNOR	GODANT	18A	27
14	LR+CEIOP	PICOLERA	11H	27
15	AENPTU	NEPE	G5	36
16	AETU+HS	TAIES	12D	28
17	IU+AHSW	HAIES	13C	29
18	IUW+LNNT	LUTT	9H	24
19	ILNNW+GH	WHUG	A22	37
20	OLNN+UUY	ELU	B10	19
21	NNUY+DEN	YEN	13	27
22	UDNN+CM	QUANT	6E	14
23				948

(*) Brevité tenant du bluff et du mystère.
* Michel Duguet 947. Résultats finals : 1^{er} Duguet, qui établit un nouveau record en gagnant toutes les parties d'un tournoi en 5 manches; 2^e Bellotti; 3^e Pallavicini; 4^e Dal.

Festival de Cannes
11 février 1988
4^e manche
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.
Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par un lettre de A à O; les colonnes par un numéro de 1 à 15.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.
MICHEL CHARLEMAGNE.

mots croisés

N° 500

Horizontalement
I. C'est justement celui-ci. - II. Pour le repos du douillet. Élément vital ou petit ennui? - III. Un eol, entre autres. Bien pourvus. - IV. Certains apprécient se peluche. A lui les capitales! Note. - V. Multiplient les champignons. Fleuve. - VI. Pourraient être saisis. Demi-capitale. - VII. En mouvement. Ce qu'elle fait, c'est pour l'autre. - VIII. Evite de compter beaucoup. Aura donné deux départements et quelques fromages. - IX. Des âmes perdues. Ne se fait pas habituelle-

Verticalement
1. Avec le Monde il a de quoi faire. - 2. Ferais le chemin. Bien déplaçante, si on y est pris. - 3. Nécessaires, parfois, à l'inventeur. - 4. Mesure. Invention irlandaise. Apporte un certain bonheur. - 5. Stoppent. Dans une part. - 6. Pour le bonheur ou les honneurs? Gène. - 7. Définites. En vain. - 8. De premier choix. Ce n'est plus un village. - 9. Rivière. Peu recommandé aux pauvres mortels. - 10. Dispense de leçons. - 11. Une pierre de belle taille. Etai. - 12. S'éparpillèrent.

SOLUTION DU N° 499
Horizontalement
I. Pater familias. - II. Aputées. Donna. - III. Torrentueuses. - IV. Ile. Irradiés. - V. Shu. Mao. Lesse. - VI. Siphonné. St. - VII. Union. Eua. Eve. - VIII. Einn. Offr. En. - IX. Réelle. Lutent. - X. Enseignements.
Verticalement
1. Ptitissière. - 2. Apollinien. - 3. Turbulé. - 4. Erre. Houle. - 5. Ré. Mon. Li. - 6. Fenian. Oeg. - 7. Astronof. - 8. Ur. Enfle. - 9. Idéal. Arum. - 10. Lourdes. Ete. - 11. Insiste. En. - 12. Ances. Vent. - 13. Sasserments.

FRANÇOIS DORLET.

ment. - X. Prendras. Dans un fauteuil. - XI. Ne poussent pas à la consommation.

anacrosés

N° 501

Horizontalement
1. ACEINRR. - 2. ADEGNOT. - 3. AEHRUUX. - 4. AELMPRY. - 5. EEEGL (+1). - 6. AACINRR. - 7. AAEEIRRV. - 8. EEINNTT. - 9. EPIORSS. - 10. AEEINNST. - 11. AELNOSS. - 12. EEINRSZ. - 13. ABCENRRU. - 14. AEEGNRTU. - 15. EEEGRSTT. - 16. AEEIRST (+1). - 17. EEJNSTOU. - 18. BEEERT.
Verticalement
19. ACEIITLV. - 20. AIOORSS. - 21. ACEINNSU. - 22. ACEMMOT. - 23. EGHIRTU. - 24. EEN-NORTY (+1). - 25. EEINNTT. - 26. AEEHNNR. - 27. AEEGLS. - 28. ACEMNOS (+1). - 29. EEEILSTV. - 30. AAEOTTZ. - 31. AAEGINR (+5). - 32. DEPRRRU. - 33. EEEIRSS. - 34. AINNORS. - 35. AEEELRT. - 36. EENPRSU (+2).
SOLUTION DU N° 500
1. SOMBRERO. - 2. BOLEROS. - 3. TRIREME, navire de guerre

Les anacrosés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse Illustré de Fausla. (Les noms propres ne sont pas notés.)

1/2
3
4/8
6/7
8/8
10/11
12
13
14
15/16
17/18

(MERITER, TRIMERE). - 4. ALUMINE. - 5. ILLEGAUX. - 6. RENIEE. - 7. LIMACE (MALICE). - 8. TLOUGOU, langue dravidienne. - 9. NAGEBRENT (EGRENTANT ENGRENTANT ENRAGENT GENERANT REGNANTE). - 10. SAISIE. - 11. SANDWICH. - 12. SESAME (MASSEE). - 13. ACESCENT. - 14. MILICIE. - 15. TERRAIN (RATINER REN. TRAI TERNIRA TRAINER). - 16. PENSIF. - 17. ETHYLENE. - 18. ACAROSE. - 19. ISOLONS. - 20. STILTON, fromage anglais. - 21. PASTICHA. - 22. ORLEANAIS.

- 23. GLISSAIT. - 24. BREVETE. - 25. IMPARTI (PRIMAÏT). - 26. EMAILLE (MAILLEE). - 27. REUNIONS. - 28. ISOCLINE (SILICONE). - 29. CORSAGE (COGERAS). - 30. STIPES, troncs non ramifiés (PISTES). - 31. DEDICACE. - 32. EMINCEE. - 33. PIONNES (PEINONS PENSION). - 34. ONEREUX. - 35. CHTONIEN, désigne les divinités de la Terre. - 36. ENTICHE.

MICHEL CHARLEMAGNE
et **MICHEL DUGUET.**

QUEZ

Volaille mise en pièces

FRICASSE : le Petit Robert nous indique que, depuis l'an 1490, ce mot désigne un ragout fait de morceaux de lapin ou de poulet cuits en casserole. Le Larousse gastronomique y inclut une viande blanche, le veau, voire le poisson (fricassée d'anguille) et même l'agneau (fricassée de Pauillac).

Dans un très beau livre de Christine Sand qui vient de paraître chez Flammarion, *La table de George Sand*, je trouve une recette de fricassée de poulet que m'apportait Marie Caillaud (« une grande Berrichonne qui, en sa qualité de gouvernante de mon intérieur... écrivait l'auteur de la Petite Fédette en 1861 »).

Marie Caillaud, donc, découpait deux petits poulets, les morceaux mis en casserole plate avec 125 grammes de beurre, à dorer avec farine puis oignons, persil, sel et poivre. Recouvert ensuite d'eau bouillante, on cuit à couvert et « on n'y touche plus jusqu'au moment de servir » (sic). Alors on retire les morceaux sur un plat chaud, « les vilains en dessous » (re-sic), on retire oignons et persil et on lie la cuisson avec deux jaunes d'œufs délayés dans un peu d'eau froide, à grand feu, avant de verser cette sauce sur la volaille.



Il y avait du « beau monde » invité à la table de Nohant. De Chopin à Liszt et Marie d'Agoult, de Balzac à Delacroix, de Flaubert à Dumas fils en passant par Théophile Gautier, qui fut, d'après le Journal des Goncourt, quelque peu déçu par la chèze : « La nourriture est bonne, mais il y a trop de gibier et de poulet, moi, ça ne me va pas ! »

On ne trouve plus guère de fricassée sur les cartes de nos jours. C'est bon et ça mérite d'être copieusement servi. Il était donc normal que ces messieurs de la cuisine miniaturisée les réinventent. Au Métropole de Beaulieu-sur-Mer, le chef, Pierre Estival, a mis au point une fricassée de mer (turbotin, saint-pierre, lotte, filets de rougets, scampis), dont la cuis-

son est liée d'un sabayon de jaunes d'œufs au vin local de Bellec.

Le cher Charles Barrier, le meilleur restaurateur de Tours et de loin, propose quelquefois une fricassée de poulet - cardinal La Balue - à laquelle il ajoute la volaille coupée en huit morceaux quelques queues d'écrevisses dont les carcasses, broyées et passées au tamis, s'ajoutent à la sauce.

Enfin, notez qu'à Paris une fricassée de volaille figure à la carte du *Grand Drouant*. Dans la maison des Goncourt, ce rappel les eût amusés. D'autant que George Sand fut une fois leur invitée aux fameux « Dîners Magny ». C'est de reste Magny qui, parlant d'elle, eut cette remarque : « C'est curieux quand elle est en homme, je l'appelle Madame, et quand elle est en femme je l'appelle Monsieur ! » Mais Magny, qui créa la petite marmite et probablement le « chabrilan » avant qu'il ne devienne le chateaubriand, proposait à ses illustres clients, Sainte-Beuve, Gavarni, Flaubert, Goncourt et les autres, un poulet chasseur qui est, en quelque sorte, une fricassée au vin blanc et champignons.

LA REYNIÈRE.

● Au Château de Loquérol, une des bonnes tables de Bretagne, le chef partant pour d'autres cieux a été remplacé par le jeune Denis Le Cadre, tour à tour adjoint de J.-C. Rigollet (à l'Auberge des Templiers) puis de Marc Meneau (l'Espérance à Saint-Père-Vézelay). Un « plus » pour cette demeure de tradition au bord du Blavet (Hennebont, Morbihan ; tél. : 97-76-29-04).

● France Accueil. — Une chaîne hôtelière groupant des indépendants soucieux de mieux recevoir leur clientèle : loisirs, affaires, draps, séjours. Ils sont en France 161 hôtels (746 chambres), de l'Hôtel des Cigognes à Abreschviller (Moselle) à l'Hôtel de Neuville (3, rue Vernier, Paris 17^e ; tél. : 43-80-26-30) où Etienne Bigeard ouvre aussi son petit restaurant aux passants. Une carte simple, goûteuse et à petits prix.

● Un nouveau président pour les Maîtres Cuisiniers de France. — C'est Roger Roucou, du restaurant lyonnais la Mère Guy (35, quai Jean-Jacques-Rousseau), un classique dont André Mure, dans son *Lyon gourmand*, vante les foies gras mais aussi l'oreiller de belle Aurore, dédié à son maman de Brillat-Savarin, on le sait.

● Une découverte. — Aux Caves Pétrissans (et au bar célèbre où l'on peut déjeuner, mâchonner, escorter l'apéritif ou le dernier verre de que-

demandez, pour accompagner le saumon fumé... non pas de la vodka mais, et c'est une heureuse suggestion du patron, un verre glacé d'eau-de-vie de houx « bien de chez nous » 130 bis, avenue Niel, Paris 17^e ; tél. : 42-27-52-03).

● Les Dames d'ARC (restaurant-cuisiniers) viennent de tenir leur assemblée générale au Luxembourg, où Léa Linster est au « piano » à Frisinges, tél. : 684-011. Elle avait préparé pour la circonstance une salade tiède de rougets aux épices, une escalope de saumon crème de fenouil, une salette de grillé aux choux de Bruxelles avec un dessert au chocolat. Douze nouvelles adhésions ont été acceptées en France mais aussi en Ecosse, à Casablanca, au Canada. J'en reparlerai.

● Point-Pyramide, à Vienne, ferme ses portes inévitablement pour de profondes rénovations. Réouverture fin 1988 ou début 1989. Hôtel de 30 chambres et... un musée Ferdinand Point.

● Le bon fromager-affineur de rue Poncalet, M. Alléosse, lance un service traiteur fromages (20, rue Clairaut, Paris 17^e ; tél. : 42-29-39-36). Plateaux personnalisés à partir de 230 variétés de fromages de ses caves.

● Alain Chauveau a dû quitter son restaurant Chez le Baron dans 18^e arrondissement. Mais les fans de cet excellent cuisinier se réjouiront de le retrouver supervisant et rayonnant la carte de chez Baumann (54, avenue des Ternes ; tél. : 45-74-16-66). Allons vite le retrouver dans 17^e arrondissement, regrettant seulement l'absence - provisoire, espérons-le - de sa gentille épouse.

● Le chef du Vieux Berlin (avenue George-V, Paris-8^e) - qui est français et non espagnol comme il croit M. Millau - est expert en cuisine germanique. Il vient d'ajouter à sa carte huit variations sur le ragout et autres fricassées (de la fricassée de lentilles aux trois saucisses et du ragout de coquelet aux cèpes (85 F) au ragout de quau de bœuf aux morilles (90 F) et à la fricassée minute de rumsteck au paprika doux (95 F).

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Régence-Plaza

C'est, on l'imagine, le grand luxe. Un cadre exceptionnel ouvrant sur la patio le plus agréable de Paris, promesse de repas d'état de charme et de détente : un service « en situation » ; une cuisine enfin de palace. Mais de palace d'aujourd'hui et, si elle est à la prix, elle n'en a pas la lourdeur ostentatoire. Restant au programme le traditionnel soufflé de homard Plaza qui, n'en déplaise aux thuriféraires de la cuisine minceur, est un grand plat de gourmet, et les délices et desserts. Mêle le chef, Claude Barnier, propose, en création, un steak de saumon en papillote ou un mixed-grill Neptune (au beurre d'herbes fines et graines de moutarde) bien plus savants avant le carré de pré-salé, la omelette de Challans aux deux poivres ou la simple grillade au feu de bois. Cave d'élégance (de vieux cognacs et armagnacs notamment). Prix non moins éblouissants. Comptez 600/700 F pour une fête d'un petit air d'autrefois rassurant.

● RÉGENCE-PLAZA, 25, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-78-33. Ouvert tous les jours. AE - DC - CB.

Relais Louis-XIII

Si non une des plus vieilles, du moins une des plus historiques maisons de Paris. Tableaux et tapisseries du XVII^e siècle, musique d'ambiance... Ce pourrait n'être qu'un décor climatisé, mais... Mère Roger Piron (qui vient de remplacer l'excellent Manuel Martinez) est un très bon cuisinier. Guy Mary un sommelier de beau mérite et Jean Larroze-Ghicoit un excellent directeur. L'affable propriétaire de cette grande petite maison à la chance de son mérite. Passons, mais de la fricassée d'aile-rons de volaille farcis aux escargots au saint-pierre en nage de citronnelle, de la daurade braisée au sel fumée et œufs de saumon

ou pigeonneau rôti au gingembre et vin doux, c'est à un bel éventail de créations à la fois subtiles et sages. Et s'il faut compter de 400 à 450 F pour un dîner de fête (surtout si vous abordez les merveilles de la cave), notez, aux déjeuners, une carte - menu d'un très bon rapport qualité-prix (180 F) pour deux plats au choix, trou normand, plats de fromages, dessert et friandises. Et des vins entre 85 et 125 F pour l'accompagner, bien choisis par Guy Marie.

● RELAIS LOUIS-XIII, 8, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 43-26-75-96. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : 27, rue Mazarine. Clients acceptés. Salons : 8 à 24 couverts. AE - DC - CB.

Le Bistrot de la Tour

Il y a des lustres, c'était une des meilleures « petites boîtes » (comme disait Curnonsky) avec une patronne cuisinière : Antoinette Carnet. Voilà le bistrot redevenu un bon exemple de bistrot parisien (un décor élégant cependant) et de cuisine savoureuse grâce à une patronne éminente et sérieuse, Mireille Tachon, et à son chef Pascal.

Ah ! les plats sympathiques ! Saucisson de Lyon pommes oignons (39 F), œufs cocotte à l'oselle (37 F), filets de harengs (29 F), avec aussi un remarquable foie gras landais, au torchon, les plats « du marché » et la tradition : sole au beurre nantais (88 F), orzlet aux échalotes (80 F), cinq ou six façons d'apprêter le pavé de bœuf selon vos goûts (entre 81 et 80 F), sans oublier l'andouillette de Duval. J'en passe et jusqu'aux desserts « de ménage », avec une carte des vins plus qu'honorable. Tout cela permettant des repas entre 200 et 250 F (mets superbes et dans une ambiance d'amitié trop oubliée en nos restaurants d'aujourd'hui). Mais, notez, si vous voulez rapidement

déjeuner, une « formule Bistrot », choix d'une entrée et d'un plat pour 65 F.

● LE BISTROT DE LA TOUR, 6, rue Desbats, 75015 Paris. Tél. : 43-06-04-24. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : hôtel Hilton. Carte Visa.

Didier Bondu

Une toute petite maison, un jeune cuisinier de talent (un peu méconnu, semble-t-il), un travail artisanal justifiant les prix (trois en cuisine et madame en salle - avec le chef qui vient souvent surveiller notre plaisir, pour une vingtaine de couverts !). Régalez-vous de la délicieuse du saumon - fumé et frais (80 F), d'une soupe de poissons de roches superbe (55 F), d'huitres chaudes sous un léger feuilletage (75 F), d'un étonnant pied de veau braisé aux sommités de fole gras et morilles, à la sauce légère et harmonieuse (120 F), et encore d'un ragout de lotte et de rouget au lard fumé et olives noires. Surgelés condamnés, pain maison, cave honnête, belles essiettes, mais bien garnies. Comptez 250/300 F. A découvrir.

● DIDIER BONDU, 7, rue Léopold-Robert, 75014 Paris. Tél. : 43-20-76-55. Fermé dimanche. Parking : Montparnasse. CB.

La Grosse Tartine

Une salle à l'ancienne, un jardin (avec un toit ouvrant à la Lassalle), une cuisine pleine d'entrain, Odette Pimnia. Carte mélangée sardines à l'escabèche et setades de magret ou de gésiers confits, choucroute et purée d'agneau, bavetta tomates. Desserts et vins, honnêtes. Comptez 200/250 F. A découvrir.

● LA GROSSE TARTINE, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Tél. : 45-74-02-77. Parking : Miroirdien. DC - AE - CB. L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE
- Les piscines de l'été exceptionnelles. Sites exceptionnels. Chênes avec TV, Piscine, Tennis, Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne. Tél. 94-64-64-27.

HOTEL LA MALMAISON
Maison des Westers ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-63-56 - Télex 470 410.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-83-34-00
Piscine, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.

Montagne
HAUTE-SAVOIE
VACANCES TONQUES en HÔTELS 3 étoiles
2400 F les 7 jours en pension complète, toutes activités incluses : piscine, tennis, randonnées pédestres, équitation, pony-club, mini-golf.
Club junior de 4 à 10 ans.
Renseignements et documentation par fil : TONUS HOTEL - 74260 LES GETS
Tél. 50-79-75-39/50-79-83-79/50-79-74-55.

06490 SAINT-VÉRAN (Haute-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio - cuisinette-grill.
Depuis 180 F par semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1617 F.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Provence
30830 GOURDARGUES (Gard)
VACANCES DANS LE MIDI (Vallée de CEZE)
M. Maurice COSTE et l'HOTEL DU COMMERCE **
vous proposent leurs prix 1988 de pension complète, via, TTC.
4 janvier/30 mars 130 à 150 F
31 mars/31 mai 150 à 175 F
1^{er} juin/31 août 155 à 180 F
6 juillet/24 août 180 à 205 F
Supplément chambre indiv. Régimes assurés.
Excursions dans toute la région, randonnées pédestres, calme, repos, soleil, pêche, etc.
Doc. rapide sur demande par tél. 66-82-29-28.

Savoie
74290 TALLOIRES
LES PRÉS DU LAC ****
Hôtel neuf ouvert. Dans un parc magnifique au bord du lac d'Annecy. Hébergement agréable pour se reposer tout au long de l'année. Plage privée, tennis, voile, planche à voile ; golf et équitation à 2 km ; pêche. Chamb. et pet. déjeuners seulement ; restaurants à proximité.
Tél. 50-68-76-11 - Télex 309 288

PAQUES EN SAVOIE
CHALET-HOTEL de LOULE ROUGE ***
LOGIS DE FRANCE. Alt. 1600 m. Relié par télécabine au domaine skiable du CORBIER-LA TOUSSAIRE
(42 remontées, 140 kilomètres de pistes, emplacements excellents, calme, détente, nature, dans chalet XVIII^e s., confort), 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne. Les disciples d'Episcure sauront s'y retrouver.
Pens. 285/275 F TTC - 1/2 pens. Famille SURRIER
Chal, 73530 ST-JEAN-D'ARVES. Tél. 79-99-70-99.

Sud-Ouest
EN PÉRIGORD - 24570 LE LARDIN
HOTEL SAUTET ***
Tél. 53-51-27-22
Piscine, tennis, grand parc. Pension ou demi-pension 170 F à 285 F.

12380 SAINT-SERNIN
L'AVEYRON AU SOLEIL
HOTEL CARAYON ***
Sal. TV, promenade, calme campagne, terrasses, pêche. Pens. comp. (boisson incluse) à part. 179 F TTC.
Ecr. pour doc. Tél. 65-99-60-26. Parking.

24560 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS ***
Piscine, Tennis, Pratique. Circuits pédestres. Equitation 2 km. Toutes chamb. w.-c. + bains.
Demi-pens. et pension 180 F à 255 F.
Tél. (16) 53-29-95-94.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Télex : 411150 FENICE I.
Directeur : Dame Apollonia.

Suisse
GRANS-MONTANA
Pour des vacances d'hiver idéales au pays du soleil et des sports
L'HOTEL EL DORADO ***
vous propose son confort moderne, sa cuisine réputée dans une salubre ambiance familiale.
Fam. F. BONVIN
Tél. 19/41/27/41-13-33.

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Corti
tél. 19-41/93/330282 - Télex 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME
UNE SEMAINE EN HOUSE BOAT SUR LA CHARENTE
Prix spéciaux hors saison.
Doc. gratuite sur demande
SARL SAINTONGE RIVIERES
Tél. (16) 46-32-00-16.

BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU

Depuis 1731

BOUCHARD PÈRE & FILS

Beaune Premiers Crus :

- Les Aiguis
- Les Sires
- Les Perrières
- Les Arènes
- Les Turlans
- Les Bâtiments
- Les Sires
- Les Reveries
- Château de Rôt
- Les Ceps d'Argent
- En Grès
- Les Bressandes
- Les Trévains
- Les Grèves
- Les Ternans
- Château Pommier
- A l'Ecu

Documentation sur demande à Monsieur Bouchard Père & Fils, au Château P.P. 70, 21202 Beaune Cedex. Tél. 83.33.14.41. Telex Bouchard 364233. Distributeur exclusif de "La Romanée" et de "Vosne-Romanée" "Aux Récoltes" de la Savoie - Crille de Chisone de Vosne-Romanée.

Le Monde sur minitel

JOUEZ AU BILLARD

3615-TAPEZ LEMONDE puis JEUX

Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky

Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple :

La Maison du Whisky, 24, rue de Tilsit, Paris 17^e. A consommer avec modération

مركز من الامارات

مقتدا من الراسل

Culture

THÉÂTRE

Deux petits théâtres, le Poche et le Petit Odéon, deux adaptations de récits deux grands spectacles, « Daisy » et « Docteur Raguine »

« Daisy, un film pour Fernando Pessoa », de José Sasportes

Le fantôme de Lisbonne

« La lumière du soleil ne sait pas ce qu'elle fait. C'est pour ça qu'elle ne trompe pas. »

Il écrivait cela, Fernando Pessoa, assis devant une table de marbre, contre l'une des fenêtres du café Martinho de Arcada, au bord du Tage. Lisbonne. Il vivait seul, il tirait le diable par la queue, traduisant des lettres d'affaires pour des compagnies maritimes. Les photos de lui, prises à la va-vite dans les rues, montrent un drôle d'oiseau, tout maigre en imper gris, lorgnon sous chapeau noir. Il se décrivait lui-même comme « un individu qui a une gueule de compteur à gaz et toujours l'air d'être ailleurs ».

Il prenait un peu trop d'alcool (c'est ce qui l'a tué) pour cacher ses angoisses, et « sa peur innée des prisons ». Il écrivait : « Je ne suis rien. Je ne serai jamais rien. A part ça, je porte en moi tous les rêves du monde. » Quand il est mort, en 1935, il laissait, empli dans une malle, la campagne des poèmes qu'il avait faits de lui le plus grand poète du Portugal. Et si vous prenez chez votre libraire un livre qui s'appelle *Ode maritime* (publié par Fata Morgana), vous verrez que Fernando Pessoa est un poète du monde entier : il dit des choses vraies, si belles, et si clairement, que sa voix n'est pas changée par les traductions.

Aujourd'hui Fernando Pessoa est de retour, comme l'on dit, à Paris, dans la salle du Théâtre du Petit Odéon. Vous allez même trouver quatre Pessoa, quatre gueules de compteur à gaz, en rang d'oignons sur un banc, coincés au fond du décor derrière un piano à queue.

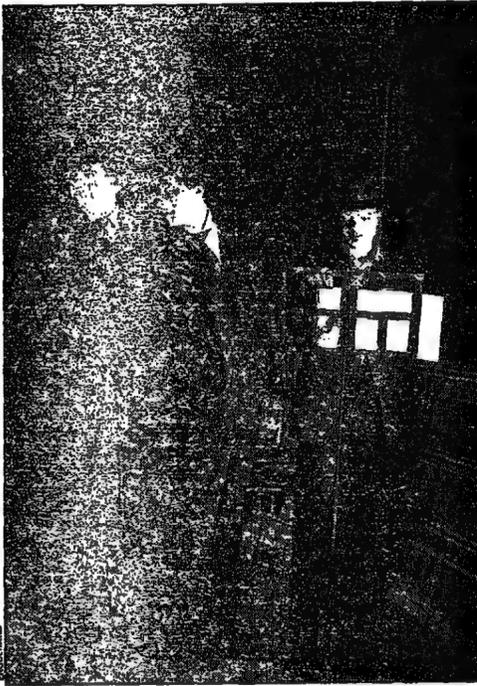
Quatre compteurs à gaz au lieu d'un, parce que Pessoa, pour ne pas rêver dans le vide, s'était inventés des alter-ego. Petit garçon déjà, quand il se sentait un peu seul, au bord de l'océan Indien, à Durban (sa mère, veuve, s'était remariée avec un diplomate). Pessoa s'inventait des copains. Il leur écrivait des mots, et il s'adressait aussi les réponses, qu'il s'adressait à la maison. Et tant qu'à faire, il écrivait aussi les lettres que ces copains divers s'envoyaient les uns aux autres, cassant du sucre sur lui, Pessoa. Et, surprenant ces lettres, il était très vexé.

Il était un peu fou, quoi, et, lorsqu'il est devenu une grande personne, ça n'a fait qu'empirer. Il signait rarement ce qu'il écrivait. Il inventait des poèmes, il leur donnait nom et prénom, date de naissance, toute une vie, et un métier, et à chacun d'eux, une écriture singulière, des imaginations personnelles.

Parfois, même souvent, je regrette que Pessoa ait fait ça, cette distribution de soi-même à des poètes imaginaires, parce que c'est si curieux, si excitant, ce côté « sigillure des ondes », que les proficiens, les exilicteurs, périssent à n'en plus finir, là-dessus, alors que les paroles de Fernando Pessoa, ses images, sa voix, c'est cela qui est beau, cela qu'il nous a donné, lui. Et les intrépides, c'était un jeu, passionnant, oui, dramatique, oui, mais un jeu.

Sur la scène-mouchoir de poche du Petit Odéon, il y a aussi, bien en montre là-dessus, une femme. Appelle Daisy.

Présence inattendue, puisqu'il serait difficile de prétendre que les femmes, ou une femme, aient beaucoup ennobli l'horizon de Pessoa.



Il y a eu sa mère, oui, et pour Pessoa c'était douloureux : sa maman n'avait pas sa raison, et déjà, dans les années 1910, les médecins lui faisaient subir des électrochocs. Il y a eu sa tante, qui était un peu folle aussi parce qu'elle tenait à l'endormir, lui, Pessoa, adulte et même vieux garçon, en lui chantant des berceuses comme à un enfant. Il y a eu Pessoa lui-même, qui croyait qu'il était une femme, par moments, qui croyait aussi qu'il avait été une femme, dans une autre vie, ou, comme il disait, au bord d'un autre débarcadère.

Une Daisy, dans l'œuvre de Pessoa, elle n'apparaît que trois fois, dans un poème : « Ecoute, Daisy, quand je mourrai, va porter la nouvelle à cette étrange Cecily, qui croyait que je deviendrais quelqu'un... »

Plus étrange et surprenant encore que Daisy, sur la scène de ce théâtre, et donc d'autant plus légitime puisque Pessoa and Co. n'est qu'un étranger et surprises : la présence du piano à queue. Pessoa a écrit une fois : « Cette dame a un piano, qui est agréable, mais qui n'est pas le cœur d'une rivière ou le murmure que font les arbres. Qu'a-t-on besoin d'un piano ? Mieux vaut avoir des oreilles et aimer la nature. » Mais le piano, là, sur cette scène, pourrait être une barque, hissée sur une plage, ou un vieux coffre à trésor. Ou une tombe, après tout. Les quatre Pessoa peuvent s'endormir dessus. Pessoa disait

que les navigateurs, les matelots « dorment avec *Mort comme traversin* ».

Ce petit spectacle « pour Fernando Pessoa » est beaucoup mieux que réussi : on dirait une fête, improvisée, pas trop adroite, réalisée par des intimes. C'est d'ailleurs bien ça, Rémy Hourcade, Michel Chadoeuf, qui jouent deux intrépides de Pessoa, passent leur vie à traduire, éditer, diffuser, les œuvres du grand frère portugais. Teresa Motta, qui joue Daisy, actrice portugaise très aimée là-bas, dit souvent des poèmes de Pessoa. Richard Dematry, le metteur en scène, est depuis des années, chez nous, le *deus ex machina* des milleuses rouges du Portugal.

Comme cette pièce se présente un peu sous l'aspect d'un scénario de film, un comédien, Claude Merlin, nous indique à haute voix les décors, les actions. Pessoa est joué, presque silencieusement, par Guy Cambreleng. Le grand acteur Serge Maggiani est là aussi : il a quitté les Amériques du *Soulier de satin* pour les quais du Tage, à Lisbonne.

Christian Bourgois va publier, au mois d'avril qui vient, en quatre volumes un ensemble important d'œuvres de Pessoa. L'éditeur Corti vient de publier le *Marin*, une pièce très attachante de Pessoa. Le spectacle du Petit Odéon est une préparation tout indiquée à ces merveilleuses lectures.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de Poche-Montparnasse, 21 heures.

* Petit Odéon, 18 h 30.

On peut encore aller voir et revoir Zingaro. — Le cabaret équestre et musical prolonge ses représentations jusqu'au mois de mai, les lundis, mardis, vendredis et samedis à 20 h 15, sous chapiteau, 91, boulevard de Charonne. Location : 43-71-28-28. On peut également garder le souvenir des merveilleuses images en achetant l'album de photos d'Alphonse Alt (éditions Favre, collection « Caracole », 100 F.).

Interruption de « la Métamorphose ». — Les représentations de la *Métamorphose*, d'après Kafka, au Gymnase, sont interrompues jusqu'au 22 mars, l'interprète principal, Roman Polanski, étant grippé.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

« Docteur Raguine » d'après Tchekhov

Même Lénine a eu peur

Vous est-il arrivé une fois, sur le quai d'une gare, ou dans un train, de vous trouver en présence d'un délinquant, encadré par deux gendarmes ?

Ce voisinage physique immédiat d'un homme inculpé ou condamné, et le fait qu'il soit ainsi promené sous les regards d'autrui, et le fait aussi que vous partagiez avec lui le moyen de transport, le « convoi », a provoqué en vous un état de malaise.

C'est ce qui arrive à Ivan Gromov, personnage de la nouvelle de Tchekhov, la *Salle n° 6*.

Seulement, chez Ivan Gromov, l'état de malaise ne s'évanouit pas, quelques minutes ou quelques heures après la rencontre du délinquant, comme cela se passe en nous. Il va vivre dans la peur d'être arrêté lui aussi, coupable ou pas.

Tchekhov a des phrases surprenantes qui annoncent nettement *Kafka* : « Pour priver un innocent de tous ses droits et le condamner au bagne, le juge n'a besoin que d'une chose : de temps. Il ne lui faut que le temps d'accomplir un certain nombre de formalités pour lesquelles il perçoit son traitement, et tout est terminé. »

Les attitudes d'Ivan Gromov dans la rue et les lieux publics, ses regards affolés, sa façon de raser les murs comme un voleur ou même de se sauver à toutes jambes pour un rien, vont le conduire à se faire interner, non pas en prison, mais dans la section psychiatrique de la ville, la « salle n° 6 ». C'est le médecin principal, le docteur André Raguine, qui signe l'ordre d'internement.

Le docteur Raguine passe voir, de temps en temps, puis de plus en plus souvent, Ivan Gromov sur son lit. A l'hôpital, en ville, ces entretiens inhabituellement prolongés vont paraître étranges. André Raguine, innocent, se retrouvera interné, lui aussi. Et mourra le lendemain de son internement.

Vladimir Lénine, comme tous les Russes, lui cette nouvelle de Tchekhov, et il écrit à sa sœur : « Lorsque hier soir j'ai terminé la lecture de ce récit, j'ai eu peur, je n'ai pas pu rester dans ma chambre, je me suis levé et je suis sorti. J'avais l'impression que j'étais enfermé dans la salle n° 6. »

L'auteur dramatique d'origine roumaine Julian Negulesco, qui a déjà adapté, avec beaucoup de soin, la nouvelle de Tchekhov, le *Moine noir*, nous donne à présent, au Théâtre de Poche-Montparnasse, une adaptation scénique de la *Salle n° 6*.

L'adaptation est bien écrite, et bien jouée par Etienne Biery (le docteur Raguine), Frédéric Ruchaud (tout ce qu'il y a de bébé russe dans le rôle de la « nonou » de Raguine), Bruno Raffaelli (le nouveau médecin de l'hôpital) et Albert Medina (l'ami de Raguine).

Une seule erreur, bizarre, de cette entreprise : avoir indiqué, nettement, une identification entre le docteur André Raguine et Tchekhov lui-même.

M. C.

* Théâtre de Poche-Montparnasse, 21 heures.

« Slastic », par El Tricicle au Théâtre de la Ville

Un gag à la minute

Trois enfants de la « movida » espagnole, stars dans leur pays, pour la première fois à Paris. Une heure et demie du meilleur burlesque.

1982. Premier spectacle du Tricicle, premier succès. D'ambitieux, Mancomia, sorte de revue mimée de personnages masqués tout à fait quotidiens, déchaîne l'hilarité du public et l'enthousiasme de la critique espagnole. Personne ne connaissait alors Joan Gracia, Paco Mir et Carles Sans, trois copains qui n'avaient qu'un seul but : distraire en amusant.

En pleine « movida », effervescence culturelle née du retour à la démocratie, le Tricicle, chouchouté par l'intelligentsia catalane, devient le héritier de la classe intellectuelle anticorruptiviste. Après trois années d'études à l'Institut du théâtre de Barcelone, d'apprentissage des rudiments de l'art dramatique et du mime classique, les trois hommes sont tout d'un coup invités partout. D'autant qu'en 1984, ils connaissent leur premier spectacle monothématique, *Exit*, un jeu de mots car il veut dire « sortie », bien sûr, mais aussi « succès » en catalan.

Ce délire à trente personnages, situé dans le hall d'embarquement d'un aéroport et dans la cabine d'un avion, leur permet d'égarer leur audience à l'Europe (France méditerranéenne, Allemagne, Grèce, Italie) et aux Etats-Unis à l'invitation du Los Angeles Festival et de nombreux théâtres de grandes métropoles. La télévision espagnole s'empare alors des trois drôles et les premiers favoris du Tricicle orient à la traïsson : ils voient taxé de « populaire ». Plusieurs festivals espagnols annulent leurs invitations. Le Tricicle ne renoncera pas pour autant à poursuivre son investigation systématique du cocasse dans les gestes quotidiens.

En 1986 naît *Slastic*, le spectacle que Paris découvre aujourd'hui. *Slastic* est le nom imaginaire d'une marque d'articles sportifs qui permet au Tricicle de « présenter un spectacle sur le thème du sport sans tomber dans la rutinité de la critique de la compétition et de la violence ». *Slastic* n'est pas une histoire, mais la description de situations successives qui, plutôt que d'être résolues, seront dépassées. Tel ce parolier préparant un saut, les mains crispées sur sa barre, et trébuchant tout à coup un homme « sniffant » une ligne de cocaïne.

En une heure et demie, *Slastic* n'épargne aucune discipline : athlétisme, boxe, canoë, ski, billard, échecs, jeux de table, tout y passe, sur un rythme infernal. Leur credo est simplissime : « un gag à la minute, au minimum ». S'ils acceptent volontiers que l'on compare leur travail à celui des Marx Brothers et à celui de Jacques Tati, ils tiennent cependant tout à souligner qu'ils exercent, comme ces grands aïeux, « un art qui n'est jamais dur ».

A voir leurs spectacles, on pourrait penser que les trois comédiens ont travaillé de longues heures sur des photos d'actualité, des films ou des images vidéo. Non, Tricicle tient bon sur son principe fondateur : l'intuition. Et l'explication, la complexité qui les lie depuis sept ans. Leur art ? Un mime redoutablement efficace et donc dépourvu des vieux clichés du genre, un mime brut, parfois brutal, résolument vériste et moderne. Il se nourrit des humeurs d'époque ou, comme signifierait le compositeur espagnol Isaac Albéniz, en titre d'une de ses pièces pour piano, des *rumores de las caletas*, ces bruits des ruelles, ours, hyperactifs, simples.

OLIVIER SCHMITT.

* *Slastic*, Théâtre de la Ville. A 18 h 30, du mardi au samedi. Tél. : 42-74-22-77.

« Le Chat botté », de Ludwig Tieck

Un allègre désordre

Le Théâtre du Campagnol fête ses dix ans, avec le *Chat botté*, fantaisie débridée (pour adultes) d'un des pères du romantisme allemand, Ludwig Tieck.

Tandis que les premiers spectateurs s'installent, les ouvreuses commentent la présence de monsieur le maire, de monsieur le critique. Un élégant intellectuel — le révolutionnaire — crie « Vive le *Tiers Etat* ! », du haut du balcon. Le poète s'avance, maître et pâle, pour défendre son projet : « divertir le public par le caprice et la gaieté ». Le rideau va pouvoir enfin se lever sur le *Chat botté*.

Pas si simple. Car les spectateurs indisposés ne cessent de donner leur avis. La représentation de surcroît est empêchée par une série d'incidents dont l'irruption d'acteurs égarés qui voudraient jouer le *Petit Poucet*. Bon an mal an, le *Chat botté* réussit à marier son maître avec la princesse, mais on apprend que le lendemain le théâtre reprendra, cédant aux pressions du public, son succès de la saison passée : *Vie et mort du Petit Chaperon Rouge*, tragédie en un acte, deux tableaux et trois pots de beurre.

Centre dramatique national de la banlieue sud depuis 1983, installé dans une insolite piscine des années 30, réaménagé par les architectes Reichen et Robert, le Théâtre du Campagnol a fêté ses dix ans avec ce *Chat botté*, de Ludwig Tieck, sous-titré par son auteur « Fantaisie ». Jean-Claude Grumberg signe l'adaptation et Jean-

Claude Penchenat un spectacle qui célèbre tout à la fois la liberté du théâtre, le goût du merveilleux, et brouille les frontières entre le théâtre et son public.

Sur scène, comme dans la pièce de Tieck, règne un joyeux désordre. Dans leurs rôles de personnages maladroits et de caricaturistes acides, les comédiens du Campagnol, une vingtaine, excellent. Ils sont répartis en trois équipes : le personnel du théâtre, le public, installé dans des loges latérales sur la scène et vêtu de costumes sombres à la mode du dix-neuvième siècle, et les acteurs. La Princesse (Françoise Miquelès) a des allures de walkyrie débutante, son père de Roi bedonnant (Jean-Claude Penchenat) est non moins kitsch et mauvais, le *Chat botté* (Arnaud Lecarpentier) lisse son poil, et tout ce petit monde s'échine à aller jusqu'au bout du conte devant les joies délectables du décorateur Roberto Moscovo.

On rit de bon cœur. Mais au fil de la représentation, on se lasse, comme le public que met en scène Ludwig Tieck. Car, finalement, on assiste pour l'essentiel, à un *Chat botté* d'opérette, dans une cacophonie incessante. Il aurait sans doute fallu casser le rythme, le ton, entre les trois équipes — public, personnel de théâtre, acteurs — pour que sous ce joyeux désordre, éclate plus nettement le merveilleux des pauvres ficelles du théâtre et la virulence salutaire de la satire.

ODILE QUIROT.

* Jusqu'au 24 avril. A la piscine Châteauneuf-Malabry (46-61-33-33) : le *Chat botté*, de Ludwig Tieck, adapté par Jean-Claude Grumberg, est paru aux éditions Papier (57 F.).

Ge Macqueron-Dipoux
Le Gardien
de HAROLD PINIER
Adaptation : ERIC KAHANE
Mise en scène : JEAN MACQUERON

Location ouverte pour le mois d'avril

THEATRE DU SOLEIL

L'INDIADE

OU L'INDE DE LEURS REVES

D'HELENE CIXOUS

Cartoucherie 43 74 24 08 - 18 h 30

DERNIERE LE 25 MARS
MULLER
48 31 11 45

Une polyphonie d'acteurs. Un théâtre pour l'oreille, beau à voir. Passage obligé. LIBERATION. Une lucidité essentielle... L'HUMANITE. Une alchimie des intelligences intraculeuse. LE MONDE

Théâtre intimiste d'un genre tout à fait nouveau qui approche le cinéma au plus près.
EMMANUELLE ESCOURROU étonnante dans son premier grand rôle. V.S.D. De grands acteurs MICHEL VITOLD et son jeune partenaire PHILIPPE VOLTER... TELERAMA. La tradition de Mauriac et Sartre actualisée par le langage d'aujourd'hui. PAN Bruxelles. MISE EN SCENE GABRIEL GARRAN

Culture

PATRIMOINE

La fascination de Georges de La Tour

(Suite de la première page.)

L'érudition n'a pas chômé : elle a peu à peu restitué la figure assez inattendue d'un artiste arrivé, arrogant, peu sympathique, sur lequel on s'interroge encore. Mais la Lorraine des années 1620-1640 est soumise aux « honneurs de la guerre » (voir Jacques Callot), Lunéville est mise à sac en 1638, et, comme l'a relevé Jacques Thuillier, c'est encore une chance que l'œuvre entière n'ait pas disparu. On a retrouvé des tableaux

Nous arrivons ainsi au fait nouveau. On connaît depuis plus de trente ans l'existence d'un inédit de La Tour : un buste d'apôtre, certainement Thomas à cause de l'énorme fer de lance, symbole du martyr, tenu haut dans un geste qui tire de la lame un reflet d'acier. Plus grand beaucoup plus nourri comme picturalement que les figures analogues d'Albi, ce tableau a, pour autant qu'on peut en juger d'après un ektachrome, la vibration puissante d'un portrait : dans une tunique jaune verdâtre, où se dessinent des points



« Saint Thomas », de Georges de La Tour

aux quatre coins de la France, dans le Nord, le Dauphiné, la Bourgogne, et des copies un peu partout. Albi, par un jeu de circonstances mal éclairci, se trouvait une curieuse série des Apôtres en buste, avec des visages après, des symboles voyants (tous refaits sauf deux) : A peu près la moitié de l'œuvre contenait hors de France : Berlin, San-Francisco, Russie.

Sur ces ouvrages, où dominent les figures coupées, les éclairages forts, les gestes implacables, planant le terme générique de « caravagisme », qui en France n'était pas, jusqu'à ces derniers temps un terme de faveurs. La manière de La Tour représentait probablement il y a trois siècles et encore aujourd'hui ce que le goût français peut absorber du « brutalement » du Caravage romain. Le filtrage de la lumière sur des rochers somptueux et variés à plaisir, une ombre portée sur la bure froide d'une robe, le contre-jour frange de la main de la main qui œuvre la chandelle, les visages lisses qui semblent faits d'une matière douce au toucher... et puis les regards, toujours insistants, des prunelles noires... Rien de tout cela ne s'oublie, ni même les affreuses grimaces dont ce peintre - des « Madelaines » méditantes semble bien dans sa jeunesse avoir fait une de ses spécialités.

lumineux, comme toujours chez La Tour, une face dure, sérieuse, d'homme charnu avec ou ne sait quel de méseignant.

Georges de La Tour était un formidable portraitiste tantôt de l'humanité corrompue, tantôt des anges et de ces types quotidiens que nous appelons, faute de mieux, paysans. On comprend qu'il ait fasciné les romanciers. Qu'aurait dit Maurice Barres de ce « physiologiste » spirituel si sage et doté d'un piano aussi savoureux ? De ses temps, les chefs-d'œuvre de Nantes et de Grenoble n'avaient pas toujours retrouvé leur auteur, même si on ne les croyait plus, comme au dix-neuvième siècle, de Murillo ou d'un La Nabe.

Le Louvre possède cinq ouvrages, tous cités depuis moins de quarante ans, sauf l'Adoration des bergers retrouvée à Amsterdam en 1926 et aussitôt acquise par le musée. Bien qu'elle ne soit pas dans une condition parfaite (les noirs de La Tour n'ont pas toujours bien vieilli), cette toile respire l'intimité suave et noble dont le peintre savait donner le sentiment, mais qui s'épuisait pas son plein. Le Thomas à la pique est d'un tout autre temps. On comprend que le Louvre y tième absolument.

ANDRÉ CHASTEL

Une souscription exceptionnelle

La souscription lancée par le Musée du Louvre, en vue d'acquiescer le dernier tableau de Georges de La Tour, encore aux mains de propriétaires privés, doit permettre de réunir les 32 millions demandés par l'ordre de Malte, actuel détenteur de ce saint Thomas de 71 centimètres sur 66, signé « Georgius de La Tour fecit ». Cette toile avait été découverte dans un château de la Sarthe en 1950, mais n'avait pas figuré à l'exposition de 1972 en raison du refus de sa propriétaire d'alors. Il s'agissait d'une œuvre connue des seuls spécialistes.

L'enjeu pour le Louvre est d'importance, puisque ce serait la seule peinture digne de ce peintre qui posséderait le musée, qui au compte cinq autres à l'heure actuelle. L'appel à une souscription publique, pratiquement jamais utilisé en France - seule exception obéissant à l'usage plus courant en Grande-Bretagne, en Suisse

ou en Allemagne fédérale. Une telle souscription a permis de conserver à Berlin une des deux versions de l'Embarquement pour Cythère, de Watteau.

Mais ce recours sera-t-il suffisant face à l'offre américaine de 7 millions de dollars pour ce La Tour ? Le jeudi 17 mars, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, s'est déclaré favorable à l'initiative du Louvre et a annoncé qu'il « serait tout prêt à ce que l'Etat apporte sa part ».

Le temps de la souscription, du 22 mars au 30 avril, le saint Thomas sera exposé au Musée du Jeu de paume, place de la Concorde, tous les jours de 10 heures à 20 heures. Des urnes seront installées au Musée du Louvre et au Jeu de paume, afin de recueillir les dons en espèces. Les chèques devront être établis à l'ordre de la Fondation de France-La Tour, boîte postale 100, 75363 Paris Cedex 08. Ces dons sont susceptibles d'une déduction fiscale pour les particuliers cotisants pour les entreprises.

MUSIQUES

« Le Freischütz » de Weber au Châtelet

Balles à blanc

Ce que l'exécution musicale apporte de ferveur et de naturalisme poétique la mise en scène le détourne et tend à l'effacer. Mais Weber est le plus fort.

Huées et quolibets ont accueilli, le samedi 13 mars, au Châtelet, la première représentation du Freischütz de Weber. C'est Archim Freyer, le metteur en scène, que s'adressait l'avalanche réprobatrice. Le Berliozien répondait au moment des rappels par force grimaces et pieds de nez, confirmant un naturel non violent et plutôt gai. Sa mise en scène est comme ça : plus taquine qu'audacieuse. Weber méritait mieux que cette mise en boîte.

Archim Freyer, mais que cette mise à l'index. La condamnation du public était exagérée. D'un côté, une musique dense comme la forêt, contrastée comme un ciel d'hiver, capable de faire rire, de faire peur, de faire pleurer. De l'autre une vision désamorcée, préférant égratigner au quarante-troisième degré plutôt que de saisir à bras-le-corps, quitte à le « trahir » ou le trahir, ce qui fait un maniement du bien et du mal, de l'irrationnel et de la pureté, cette « naïveté » du romantisme allemand dont il est trop aisé de se moquer et si difficile d'adapter les codes à notre sensibilité.

Archim Freyer a choisi de tout rapetisser. Les extérieurs de montagnes et de forêts sont évoqués par des toiles peintes à la diable ; les thèmes fantastiques ou fantastiques (alliance diabolique, scène de magie) schématisés en un pauvre bestiaire imaginaire, gros lapin lubrique, démon portant un nouveau-né au bout de sa pique, araignée géante tombant du plafond, ignobles insectes en carton-pâte, fumées rampantes.

De la Bohème précisément - province où le Freischütz est censé se passer - ne subsiste qu'un faux kluge : image de l'Allemagne profonde dont Bob Fosse s'est déjà servi pour dénoncer les liens de la tradi-

tion germanique et du nazisme dans Cabaret.

Gestes d'automates, visages de poupées, les personnages perdent hélas toute consistance sur ce théâtre au plancher incliné comme à Guignol. Faut-il que la musique qui leur est destinée soit sublime pour qu'on ait encore envie de partager leurs angoisses ou leurs difficultés ?

Cheryl Studer est une grande Agathe, c'est vrai, instinctive, passionnée, diaphane sans naïveté (c'est évidemment de sa voix qu'il s'agit, ses mimiques sont souvent consternantes). Janet Perry, une Anchen très attentive à tirer le maximum d'un timbre un peu plat, capable par l'intelligence de le compenser. Paul Frey n'est pas le ténor héroïque que son rôle nécessiterait. Mais face à ce Max en difficulté, tous les personnages masculins chantent bien et avec dignité, Richard Cowan (Kuno), Harmut Welker (Kaspar) et un superbe cœur d'homme belge, en particulier.

Le romantisme de Weber culmine heureusement dans « l'expression de la nature », comme disent Lagarde et Michaux : « ces deux paroles » qu'émettent au sein du temple-orchestre les « vivants piliers » de solos instrumentaux. La clarinette de Robert Fontaine, laiteuse comme une apparition ensoufflée, le violoncelle d'Éric Levanon, pure émanation des voix de la forêt, les cinq cors, aurore formidable, le hautbois affectueux de Jean-Louis Capezoli, autant de chants secrets qui se mêlent ici à l'écoulement individuel et la fondent dans un panthéisme heureux. Dirigé, par un Marak Janowski webérien de cœur, le nouvel Orchestre philharmonique tient la vedette toute la soirée.

ANNE REY.

* Le Freischütz produit en 1980 par l'école de Stuttgart et récemment repris à Genève est redonné au Châtelet le vendredi 18, samedi 19, dimanche 20, mardi 22, mercredi 23, jeudi 24, vendredi 25, samedi 26, dimanche 27, mardi 29, mercredi 30, jeudi 31 mars à 20 heures. Tél. : 42-21-00-86. Signalons que le spectacle commence par la première dans un pantéisme de Johann Friedrich Kind que Weber a renoncé à mettre en musique.

MODE

Les Japonais

Les Japonais nous racontent enfin des histoires. Re Kawakubo (Comme des garçons) s'adonne à la couleur, au rouge, au blanc, aux imprimés fermiers, avec l'enthousiasme d'une citadine en voyage. Elle oublie les paillettes, les biais et les volants de son « été » pour un hiver de petits chapeaux, de clowns modernes et de lutins brodés d'edelweiss. Elle a prévu quantité de jeux, de vestes qui s'enfilent comme des blouses de chirurgien, de plis ironiques et d'ampleurs décollées, de boléros noirs à queue-de-pie de manches courtes gonflées comme des bonnets d'évêques ou longues et fendues : ainsi, on peut sentir ses bras, croire qu'on va s'envoler parce que les basques du dos ressemblent aux ailes des anges.

Yohji Yamamoto, lui, choisit la pureté, le silence des lignes. « Je n'ai pas d'image, pas de message, pas de tendance ; j'ai voulu fermer

la porte de la mode pour être moi-même. » A force d'art et de travail, il finit par être un artiste à rendre la simplicité exceptionnelle, grâce à un bouton sur un col, une bordure ocre qui s'interrompt à gauche et pas à droite, un manteau domino blanc devant, noir derrière. Comme une rédactrice essie de le dessiner, elle se retrouve avec deux battons de porte sur son cahier. Trop simple. Trop compliqué. Les femmes sont belles. Les pans d'une jaquette cool s'écartent, un col se plisse pareil au cou d'un chat qu'on attrape. Tout est là, posé comme une évidence, un sourire d'enfant, un trait de pinceau qui se dégrafe avec la lumière, du bleu encre au prune, du vert bronze un peu fumé aux éclats du noir. Sur un manteau, trois baguettes brodées interrompent par des cabochons de strass.

LAURENCE BENAÏM.

Thierry Mugler

Femmes araignées dont les toiles se tissent sur des blousons courts, femmes insectes aux carapaces noires miroitantes, veuves moulées dans leurs vêtements de deuil déchiquetés, mantes, vamps en - pantalon qu'elles ont les jambes extraordinairement longues, en robes fendues, ouvertes en oblique sur de hautes cuissardes, en fourreaux entravés qui obligent à des déhanchements excessifs.

Peau livide, lèvres rouges, coiffures en cornes en oreilles de chat, elles ont des gestes théâtraux, des moues farouches, ce sont les filles du diable, vêtues de velours frappé, de satin, de drap sec. Des silhouettes épurées noires, un noir qui fait chanter des éclats de vert, de violet, d'orange, de rouge, le rouge des pierres incrustées, des ceintures médiévales qui soulignent la courbe des hanches...

Fasciné par sa propre imagination, Thierry Mugler se laisse aller à ses fantasmes, fabrique des héroïnes de BD érotiques auprès desquelles les fumetti les plus extravagants ressemblent à de l'art minimaliste. Et en même temps, il offre des suites de jupes droites pour jolis genoux, des vestes cintrées qui creusent la taille et font rêver.

C. G.

Dernière le 26/3/88

THEATRE DE POCHÉ

Samedi 27h

TCHEKHOV

DOCTEUR RAGUINE

Mise en scène Julien NEULESCO

• Magnifiquement interprété par Étienne Bierry, Frédérique Ruchaud, Albert Médina et Bruno Rémouille... • Une réussite • Le Journal du dimanche.

• Du théâtre comme on l'aime et comme on a envie de le faire aimer • Figaro Magazine.

• Un grand comédien dans la pleine puissance de son art : Étienne Bierry • Figaro Spectacle.

Loc. : (1) 45.48.92.97

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

NOUVELLE SERIE SPECIALE aller au vert, fera dans les villes une entrée très remarquée. Ses 4 CV, ses 3,39 m, son hayon, sa banquette AR rabattable et son exceptionnelle habitabilité en font plus que jamais une vraie perle qui a tout pour vous satisfaire.

Perle noire ou perle rare? N'hésitez plus.



L'Y10 (Fire, LX, Fila, Touring et 4 WD) a tout pour vous plaire. Faites un essai chez votre concessionnaire Lancia-Autobianchi.

- 75 PARIS 11, Garage de LA ROCQUETTE, 43 79 80 16 75 PARIS 13, P.L.V., 45 84 15 39 75 PARIS 14, CHATELON BRUNO AUTO, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 50 19 21 75 PARIS 16, BELMANS AUTO, 45 24 50 30 75 PARIS 17, FORT CARONNET AUTO, 46 22 14 40 75 PARIS 18, FIAT AUTO FRANCE, 46 07 37 28 77 AVON FONTAINEBLEAU, Garage de TELROPE, 64 22 38 71 77 DAMMARIEN LES LYS, NORCOM, 64 39 04 18 77 SEVIGNY BRIE COMTE ROBERT, SADES, 64 05 84 84 77 MAREUIL LES MEAUX, Garage de LA ROCHE, 64 34 10 25 78 ORCEVAL, PERFORMANCE PLUS, 39 75 95 84 78 VERSAILLES, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 04 78 MANTES LA VILLE, MANTES PRESTIGE AUTO, 30 92 78 94 81 ATHIS MONS, AUTO HALL 91, 60 48 39 65 81 MASSY, Garage du CENTRE, 69 20 05 81 81 DOUVRIN, Garage HUBERTY, 84 59 65 85 81 91 VRY CHATELON, Garage LE CALLOU, 69 05 35 71 81 VIGNY, SODAM 91, 69 88 33 14 81 SANCY SUR ORCE, SAVILLAC, 69 95 15 82 WATTEVILLE, AUTO SERVICE, 67 24 12 82 BOULOGNE, Garage FICOM, 45 05 09 82 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRAINE, 47 37 16 84 82 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 45 50 00 82 CLAMART, Garage MAGNIER LYET, 46 45 95 00 82 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY ROULE, 47 45 33 11 82 BOULOGNE, FIAT AUTO FRANCE, 46 04 91 19 82 ANTONY, Garage PHILIPPE, 46 66 05 89 83 LE BOURG ET, Garage ACTIS BARONE, 48 57 31 30 83 AULNAY SOUS BOIS, AULNAY CENTRE AUTOS, 48 66 18 31 83 SAINT DENIS, Garage GABRIEL, PERI, 42 43 44 18 83 LA COURNEUVE, Garage SENC, 48 36 41 82 83 VILLEMOISSE, Véhicules Autos Sport, 48 35 18 42 83 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 45 08 95 73 84 VINCENNES, Garage DEMARCA, 42 28 18 33 84 VILLEJUIF, FRANZ AUTO MOTOR, 47 25 17 06 84 SAINT MAUR, Garage ECLISE, 48 05 05 84 NOCENT SUR MARNE, STATION AUTO NOCENT, 48 75 49 38 84 CHAMPIGNY SUR MARNE, Garage du TREMBLAY, 47 06 07 70 84 84 SEINE, AUTO DYNAMIC SERVICE, 46 70 15 96 85 ENCHENY LES BAINS, Garage ANDRECOLL, 39 64 70 32 85 ERMAONT, SEVRA, 34 15 97 85 85 SAINT QUIEN L'AUMONE, VAL D'OISE MOTORS, 30 27 20 78 86 COMPIEGNE, ST LAZARE AUTOS, 46 40 10 10 86 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 11 13 83 86 BEAUNAIS, Garage MAUPETIT, 44 48 29 35 86 CREIL, PICARDE AUTO, 44 24 23 73.

MARIN KARWITZ PRÉSENTE

LAURENCE STEPHEN FREARS

SAMMY ET ROSIE s'envoient en l'air.

هنا من الاصل

سبت 11 مارس

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
LE GARDIEN. Théâtre...
STÈLES POUR L'EMPEREUR DE CHINE...
HUMOUR ET FOLIES D'ACTEURS...

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-43-17). Le Petit Dictionnaire...
ANDRÉE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-71-71). Les Cahiers tango...
ARCANE (43-38-19-70). Conte d'hiver...

LA BASTILLE (43-57-42-14). Need to know...
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall)...
LE BOUVIER (43-73-37-84). A la rencontre de Marcel Proust...

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). Dans le nuit (1920)...
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57). Tu seras mon mari...
SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57). Trets de cinéma espagnol...

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.o.). Saint-André-des-Arts...
L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.). Lucerna...
L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.). Utopia...

MC93 BUBIGNY
LE MARTYRE DE SAINT SEBASTIEN
JENNIFER JILLER
MICHAEL DENARD
PATRICK OLPOD

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE
ET VOTE... LA GALERE
avec Jacques MAILHOT
Alain GILLOT-PETRE
et les chansonniers
21 h - dim. matinée 15h30
Agences et 42.78.44.45
1 BD SAINT-MARTIN

AUDITORIUM DES HALLES
Mardi 22 mars 1988 à 20 h 30
XENAKIS, VARESE
FERRARI, GORECKI
Elisabeth CHOJNACKA
clavécin
Direction : Diego MASSON
Location : 3 FNAC
Pleyel : 45-63-88-73

Vendredi 18 mars

THÉÂTRE DE MÉNIMONTANT (46-36-98-60). O La Passion...
THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (47-20-36-37). O Monte Cristo...
THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-53-33-99). Comment est le printemps...

cinéma

ENGRENAGES (A. v.o.). Cité Beaubourg...
LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.). Forum Orient Express...
LE GRAND CHEMIN (Fr.). Forum Orient Express...
HOPE AND GLORY (Brit. v.o.). Théâtre national de la Colonne...

LES FILMS NOUVEAUX

CONTROLLE. Film italo-franco-canadien de Giuliano Montaldo...
ECLAIR DE LUNE. Film américain de Norman Jewison...
EMPIRE DU SOLEIL. Film américain de Steven Spielberg...
JANE B. PARR AGNES V. (Fr.). Forum Orient Express...

LE BOUC
de FASSBINDER
3 au 27 mars
La Comédie des Halles
Centre dramatique de la Courneuve
Pleyel : 45-63-88-73

SUSPECT (A. v.o.). Cité Beaubourg...
LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUF ASSASSINÉ (Fr.). Studio de la Harpe...
UN ENFANT DE CALABRE (Il.-Fr.). Le Saint-Germain-des-Prés...

PARIS EN VISITES

SAMEDI 19 MARS
« L'Assemblée nationale », 9 h 45, 33, quai d'Orsay...
« La Cour des comptes », 10 h 30, rue Cambon...
« Vanves et son ciné », devant la gare SNCF Vanves-Malakoff...

CONFÉRENCES

SAMEDI 19 MARS
Maison des Mines, 270, rue Saint-Jacques...
« L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à la cour de Rohan », 14 h 30, entrée principale de l'église...
« Les salons de l'hôtel de la Marine », 14 h 45, rue Royale...

DIMANCHE 20 MARS
« Un heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant...
« Versailles : le potager du Roy et le parc de Balbi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre...
« Les coulisses de la Comédie-Française », 10 h 30, entrée de l'administration...

(43-25-59-83). Patbé Hautefeuille...
(46-33-79-38). Gaumont Ambassade...
(43-59-92-83). UGC Biarritz...
(45-62-87-35-43). Paramount Opéra...
(45-57-96-81). Les Nations...

PARIS EN VISITES

« Les appartements royaux du Louvre », 11 heures, métro Louvre...
« L'Île Saint-Louis pas à pas », 10 h 30, métro Pont-Martin...
« Donation Dubut et collection Monet », 11 h 30, Musée Marmottan...

CONFÉRENCES

DIMANCHE 20 MARS
« 18, rue de Varenne, 14 h 15 », « Mexique », 16 heures...
« Brétil de tous les réves », 17 h 30, boulevard de Ménilmontant...
« Versailles : le potager du Roy et le parc de Balbi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre...

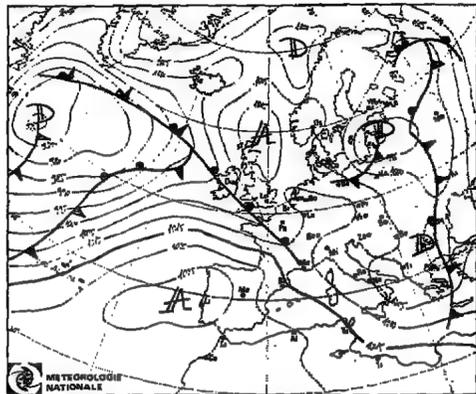
Le Bouc
de Fassbinder
3 au 27 mars
La Comédie des Halles
Centre dramatique de la Courneuve
Pleyel : 45-63-88-73

Informations « services »

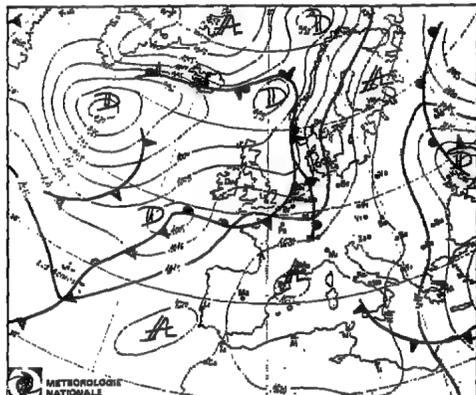
مكتبة من الاموال

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 18 mars à 0 h TU et le dimanche 20 mars à 24 h TU.

Une hausse des pressions par le sud forcera le courant perturbé atlantique à se décaler un peu vers le nord, libérant ainsi nos régions méridionales.

Samedi : éclaircies de la Méditerranée à la Bretagne, grisaille et pluie ailleurs.

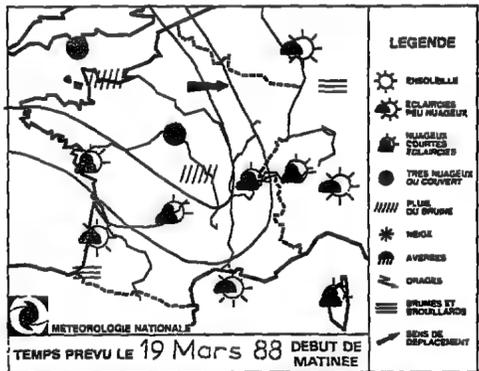
Les éclaircies seront belles du pourtour méditerranéen à la région sud-ouest. Le temps perturbé avec un ciel gris et des pluies devenant faibles concernera le matin les régions s'étendant de la Manche au Nord-Est et à la Bourgogne, en soirée du nord de la Seine aux Alpes du Nord et au Nord-Est. Ailleurs, on obtiendra des éclaircies. Le vent de secteur ouest sera modéré près de la Manche.

Les températures seront de saison avec des minima de 6°C à 9°C sur les

côtes de la Méditerranée et de l'Atlantique, 5°C à 8°C en Aquitaine, 2°C à 4°C dans le Nord-Est, 3°C à 6°C ailleurs. Les maxima atteindront 8°C à 11°C au Lorraine et Alsace, 13°C à 18°C au Charentes aux Pyrénées, 16°C à 20°C dans les régions méditerranéennes, 10°C à 14°C ailleurs.

Dimanche : des éclaircies, mais retour de pluies dans le Nord-Ouest. Le temps couvert et pluvieux se limitera le matin aux régions s'étendant de l'Ariège au Nord-Est. Mais les nuages et les pluies d'un front froid viendront toucher la Bretagne, puis le voisinage de la Manche à la mi-journée et, pour la soirée, les Pays de Loire, l'ouest du Bassin Parisien et le Nord-Picardie.

Ailleurs se développeront des éclaircies. Elles seront très belles du Sud-Ouest à la Méditerranée. Les températures minimales seront stationnaires et les maximales en hausse de l'ordre de 2°C par rapport à celles de samedi.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

FRANCE		ÉTRANGER		LES ANGLAIS	
LIÉGEOIS	15 11 C	TOULOUSE	13 11 P	LUXEMBOURG	6 0 C
BRUXELLES	13 13 C	POINTE-AITRE	31 19 D	MADRID	20 4 D
BORDEAUX	12 12 P	ALGER	9 9 D	MARAKECH	28 10 D
BOURGES	9 8 P	AMSTERDAM	8 -1 N	MEXICO	23 11 B
BREST	11 11 P	ATHENS	17 13 C	MILAN	20 6 C
CAEN	10 6 P	BANGKOK	27 26 C	MONTREAL	1 -5 D
CLERMONT-FERRAND	9 8 P	BARCELONE	24 8 D	NARBONNE	4 2 C
DIJON	11 3 P	BERGAMO	12 3 D	NEW-YORK	8 1 D
GENÈVE	8 6 P	BERLIN	5 -1 N	OSLO	1 -10 D
LILLE	8 3 C	BRUXELLES	8 1 N	PALM-BEACH	22 16 D
LYON	8 6 P	LE Caire	24 12 D	ROME	15 5 C
MARSEILLE	13 6 C	COPENHAGUE	1 7 D	SANTO DOMINGO	27 24 C
NANCY	8 2 P	DAKAR	28 20 D	ROME	15 5 C
NANTES	12 12 P	DELHI	28 16 D	SINGAPOUR	32 26 C
NIJMEGHE	12 10 D	DIERBA	24 13 D	STOCKHOLM	-1 -6 C
PARIS-MONTMARTRE	9 7 P	GENÈVE	8 4 P	SYDNEY	22 19 D
PAU	11 11 C	HONGKONG	18 16 P	TOKYO	6 5 P
PERPIGNAN	20 16 P	ISTANBUL	17 12 C	TUNIS	21 13 N
RENNES	11 11 P	JERUSALEM	22 7 N	VAROVIJE	6 -2 A
STRASBOURG	8 6 P	LISBONE	19 10 D	VENISE	16 4 D
		LONDRES	10 4 P	VIENNE	9 0 D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CAMPUS



Les deux temps de Ravel

L'ANCÉ l'an dernier par le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, le système Ravel (recensement automatisé des vœux des élèves) consiste à saisir sur minitel, avant même les résultats du baccalauréat, les vœux des élèves de terminale de la région parisienne en matière d'inscription dans l'enseignement supérieur. Il ne s'agit pas d'une « pré-inscription », mais d'une évaluation fine des projets des futurs bacheliers, pour faciliter le déroulement des inscriptions au mois de juillet.

Le ministère a décidé, cette année, de développer et d'améliorer cette opération. Ravel 88 se déroulera en deux phases. La première - « Ravel à domicile » - commence cette semaine et se prolongera jusqu'au 10 avril : les élèves (y compris les candidats libres et les élèves de l'enseignement à distance) pourront se faire recenser sur un minitel personnel (par le 36-13) et inscrire, par ordre de préférence, les quatorze formations supérieures qu'ils souhaitent suivre à la rentrée prochaine. Jusqu'au 27 mars, pourront s'inscrire les élèves dont les initiales vont de A à I ; du 28 mars au 10 avril ceux dont les initiales vont de J à Z.

La seconde étape - « Ravel au lycée » - se déroulera du 11 avril au 11 mai et permettra à tous les élèves qui ne se seront pas encore fait connaître de le faire par l'intermédiaire de leur lycée.

Chaque élève ne pourra s'inscrire qu'une seule fois, mais jusqu'à la fin de l'opération (le 11 mai), il aura en permanence la possibilité de compléter ou de modifier ses vœux. Grâce à une information systématique auprès des proviseurs de lycées, des présidents d'université et des élèves eux-mêmes, le ministère espère toucher la totalité des élèves de terminale.

Enfin le système Ravel va se décentraliser : il sera introduit dans quatre régions (Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais). Toutefois le ministère n'envisage pas encore d'interconnexion généralisée entre le Ravel parisien et les Ravel régionaux.

G. C.

• Tournoi d'échecs

Les clubs d'échecs HEC et TELECOM, avec le soutien de leurs junior-entreprises respectives, organisent les 28 et 29 mai le second tournoi d'échecs : le Master Junior Arthur Andersen. Ce tournoi est ouvert aux étudiants de grandes écoles de commerce et d'ingénierie.

(Club Echecs HEC, 1, rue de la Libération, 75350 Jouy-en-Josas.)

• Semaine européenne

L'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) organise du 20 au 27 mars une semaine de rencontre avec des étudiants de vingt universités

scientifiques européennes. Cette manifestation marquera la création de l'European Association of Universities.

(INPG, Domaine universitaire, BP 48, 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél. : 78-42-20-42.)

• L'art et le sacré

L'université catholique de l'Ouest organise, du lundi 21 au samedi 26 mars, une semaine sur « l'Art et le Sacré », illustrée par de nombreuses conférences et une exposition présentant les principaux sites religieux romans et gothiques français.

(UCO, 3, place André-Leroy, BP 808, 49005 Angers. Tél. : 41-88-33-12.)

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 19 mars
Drouot-Richelieu, 11 heures, 14 h 30 : tableaux modernes.

Dimanche 20 mars
14 heures : tableaux modernes-judaïques.

ILE-DE-FRANCE

Englès, 21 heures : tableaux modernes.

Dimanche 20 mars

Argenteuil, 15 heures : tableaux, meubles, objets d'art ; Charentes, 10 heures et 14 heures : jeux, poupées ; Jolify, 14 h 30 : mobilier, tableaux, tableaux ; L'Isle-Adam, 15 heures : tableaux, sculptures ; Meaux, 14 heures : vins ; Provins, 14 heures : meubles, tableaux, tapis ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : meubles, tableaux, argenterie, arts nouveaux ; Sceaux, 14 h 30 : Extrême-Orient, tableaux, bijoux, mobilier ; Sens, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art ; Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : Extrême-Orient.

PLUS LOIN

Samedi 19 mars
Beauvais-sur-Niort (79), 14 h 30 : meubles, objets d'art ; Bézier, 14 h 30 : tableaux modernes ; Blois, 14 h 30 : livres ; Bobec, 14 heures : meubles, tableaux ; Dinan, 14 heures : cartes postales, tableaux ; Marseille, 9 heures et 14 h 30 : meubles, objets d'art, tableaux ; Nantes, 15 heures : verreries, tableaux ; Orléans, meubles, tableaux, objets d'art ; Poitiers, 14 heures : mobilier, tableaux ; Saint-Brieuc, 14 heures et 20 h 30 : livres ; Sammar, 14 h 30 : tableaux ; Vichy, 14 h 30 : livres.

Dimanche 20 mars

Angoulême, 10 heures : monnaie ; 14 h 30 : meubles, tableaux ; Arles, 14 heures : tableaux, sculptures ; Aubagne, 14 heures : archéologie ; Avignon, 14 heures : argenterie, bijoux, tableaux ; Beauvais-sur-Niort (79), 14 h 30 : meubles, objets d'art ; Bernay, tableaux, meubles, objets d'art ; Dijon, 14 heures : bijoux, meubles ; Dole, 10 heures et 14 heures : tableaux, bronzes, mobilier ; Fécamp, 14 h 15 : meubles, tableaux, objets d'art ; Glen, 14 heures : étains, faïences, tableaux, trophées de chasse ; Le Havre, 14 heures : meubles, objets d'art ; Honfleur, 14 h 30 : meubles, bijoux, objets d'art ; Louviers, 14 heures : armes, anciennes ; Noyon, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art ; Reims, 14 h 30 : archéologie ;

PHILATÉLIE

Le centenaire de l'ENS-PTT



La Poste mettra en vente générale, le mardi 22 mars, un timbre-poste à 3,60 F pour le centenaire de l'École nationale supérieure des PTT. Cette école, créée en 1888, comportait à l'origine deux sections : l'une, destinée à la formation des ingénieurs, succédait à l'École supérieure de télégraphie créée dix ans plus tôt ; l'autre, ayant pour vocation la formation des directeurs, délivrait un brevet aux cadres administratifs supérieurs ayant déjà une solide expérience du service.

L'année 1942 consacra la séparation des deux sections : la première devient l'École nationale supérieure des télécommunications, tandis que la section administrative reste commune aux deux branches et conserve son nom d'ENS des PTT. Aujourd'hui, ses élèves, pour l'essentiel de leur scolarité, sont admis à l'ENA. Fin de l'évolution en 1975 avec la création d'un concours externe.

Le timbre, au format horizontal 36 X 21,45 mm (n° PTT 1988-13) est dessiné par Claude Bonnebon.

gravé par Georges Bétemps et imprimé en taille-douce en feuilles de 50.

• Vente anticipée à Paris, le lundi 21 mars, de 8 heures à 11 heures, à Paris-Louvre RP et à Paris-Séguir, 5, avenue de Saxe, Paris 7^e ; de 9 heures à 11 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e.

Rubrique réalisée par la rédaction de *Monde des philatélistes* 24, rue Chanchat, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-08

En filigrane

• Juvalux'88 au Luxembourg. - Juvalux'88, du 29 mars au 4 avril, est une exposition philatélique réservée uniquement aux jeunes collectionneurs du monde entier. Quatre cent soixante-cinq exposants venant de quarante-huit pays s'affronteront dans l'enceinte des halles de la Société des deux foires internationales à Luxembourg par collections interposées. L'émulsion d'un bloc de timbres, les portraits de la famille grand-ducale, souligne cet événement. Le foyer de la philatélie édite trois cartes maximum, munies des timbres du bloc, au prix de 200 F. (commandes : Foyer de la philatélie, BP 550, L-2018, Luxembourg. CCP 57-57 Luxembourg.)

• A pied, à cheval et en voiture de poste. - Du 18 mars au 11 novembre, le Musée d'histoire des PTT d'Alsace propose une exposition sur le thème des transports au bon vieux temps des diligences. Le musée est installé à Riquewihr depuis 1971, dans le château des princes de Wurtemberg-Montbéliard (Renseignements : 88-47-93-80).

• Air, art, espace. - Le Musée national des monuments français au palais de Chaillot, dans le cadre du cantenaire de Roland-Garros, accueille le salon d'art Air, Art, Espace, jusqu'au 23 mars. Participez, entre autres, à cette exposition des artistes, habitués du timbre-poste, que les philatélistes connaissent bien : Jean Delpech, Paul Langellé et Serge Marko.

• Claude François. - Claude François est mort il y a dix ans. Les philatélistes ont pensé à lui rendre hommage sous la forme de deux oblitérations postales et oblitérations.

• Philatélie et la télévision. - L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF 1 « Bonjour la France-Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien, de la rédaction de *Monde des philatélistes*. Au programme dimanche prochain : marques postales et oblitérations.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 18 mars 1988 :

- DES ARRÊTÉS
- Du 11 mars 1988 modifiant l'arrêté du 20 juillet 1977 relatif aux produits diététiques et de régime.
- Du 7 mars 1988 portant création d'une Ecole nationale de police à Saint-Malo.

UNE CIRCULAIRE

• Du 29 février 1988 relative à la coopération intercommunale. Mise en œuvre des dispositions relatives à la coopération intercommunale prévues par la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation.

TRAIN + HOTEL

La brochure TRAIN + HOTEL EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, printemps - été 1988, vient de paraître.

- Vous y trouverez :
 - Les destinations classiques (Marina-viva, Maxima 2000, Saint-Aygulf, Boulouris,
 - Les séjours à la carte en France et à l'étranger (Italie, Autriche, Allemagne, Suisse, etc.)
 - dix nouvelles destinations : SOTTOMARINA (Italie), LA ROCHELLE, MONTPELLIER, LILLE, ROUEN, TOURS, BARCELONE, BERNE, BERLIN et MILAN.
- Créés par FRANTOUR TOURISME, les TRAIN + HOTEL permettent d'obtenir en une seule démarche :
 - les billets de train aller et retour ainsi que les réservations correspondantes ;
 - les chambres d'hôtels et, dans certains cas, des locations de studios ou appartements.
- RENSEIGNEZ-VOUS
 - dans toutes les gares SNCF
 - dans les agences de voyages FRANTOUR TOURISME
- vous désirez recevoir la brochure TRAIN + HOTEL :
 - écrivez à boîte postale n° 62-08 - 75362 - Paris CEDEX 08
 - téléphonez au (16) (1) 45-63-05-81.

EN BREF

• Lecture rapide. - Le Centre d'éducation permanente de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, organise les 18, 26 avril, 3 mai et 13 septembre un stage de lecture rapide.

• Renseignements et inscriptions au Centre d'éducation permanente, après de Rose Perier, 14, rue Cujas, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-75-23 ou 43-54-67-80.

LOTTO

TRAQUE DU MARDI 18 MARS 1988

5 16 18 28 29 35 34

PROCHAIN TRAJET, EN DIRECT SUR L'ÉCRAN

SAISON 1988-1989 A 20 H 30

POUR LES DEUX TRAJETS, LA STATION PROCHaine

VALIDATION, AU PLUS TARD, 15 MINUTES AVANT LE DÉPART

COUPON DE VALIDATION

COUPON DE VALIDATION

5 BONS N° 1 306 220,00 F

5 BONS N° 24 166 155,00 F

5 BONS N° 1 443 8 070,00 F

5 BONS N° 97 877 145,00 F

5 BONS N° 1 028 904 10,00 F

Le Carnet du Monde

Naissances

— Estime BARATE, Aïx de CHEYRON, sont heureux d'annoncer avec Benjamin et Adeline, la naissance de...

Décès

— La famille Bessis, Les familles Mosti, Chelly, Schag, Temime, Sabon, Blum, Bonan et Carel, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Aurélie BESSIS, veuve de Jacob Bessis, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, arrière-arrière-grand-mère et parente...

— On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Germaine FORTIS, née Antebi, survenue le 15 mars 1988...

— M. et M^{me} Michel Gautron, M. et M^{me} Jean-Louis Gautron et Stéphanie, M. et M^{me} Agnès Berteaux et Philippe...

— M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenue le 11 mars 1988, à l'âge de soixante-quatre ans...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Fernand LUC, M. et M^{me} Michel LUC, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Claude LUC, leurs enfants, M. Jean-Noël LUC, ont la tristesse de faire part du décès de...

— M^{me} Jacques Chauvin, née Monique Maraval, ses enfants, son petit-fils, Le docteur et M^{me} Max Maraval et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Fouquet, M. Maurice Vidal, M. Antoine Pici, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Pougat et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— M^{me} Jean Peretti, née Risterucci, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants, M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Casel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Risterucci, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition subite, du...

— Pointe-à-Pitre, Paris. On nous prie d'annoncer le décès de Paul VALENTINO, ancien député de la Guadeloupe, ancien maire de Pointe-à-Pitre, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, survenu le 15 mars 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part de : Son épouse, Marie Valentine, Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Ses frères et sœurs et apparentés, Sa tante M^{me} Honor Et des familles Lombard, Robbe et Taskin. L'inhumation aura lieu le samedi 19 mars au cimetière de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 9 juin 1902 à Pointe-à-Pitre, Paul VALENTINO, agent commercial, avait séjourné aux deux Assemblées constituantes provisoires entre novembre 1943 et novembre 1945, puis aux deux Assemblées nationales constituantes de 1945 à 1946. Député S.F.I.C. de Guadeloupe de 1946 à 1955, il avait de nouveau été élu à l'Assemblée nationale en 1957, sous l'étiquette U.D.-M. mais il n'avait pas eu l'occasion de siéger en tant que député au Palais Bourbon, ce qui lui avait valu d'être amonacé au fort Napoleon à Terre-de-Haut (archipel des Saintes, dépendances de la Guadeloupe) et ensuite de faire partie des camps Gaspétiens détenus par le général de Gaulle.]

— Le professeur et M^{me} Jacques Weill et leurs enfants (Tous). Le professeur et M^{me} Francis Weill et leurs enfants (Besançon). Le docteur et M^{me} Dan Weill et leurs enfants (Metz). Le docteur et M^{me} Elie Weill (Strasbourg). M^{me} Fanny Schwab (Strasbourg). ses enfants, frère et belle-sœur, ont la tristesse de faire part du décès du docteur Joseph WEILL, ancien président du consistoire de Bas-Rhin, survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

— L'inhumation a eu lieu le 14 mars 1988, au cimetière israélite de Besançon. 2, rue de la Vierge, Montfaucon, 25660 Sables.

— Nancy, Xorrupt, Paris, Dombasle, Ludres, Deservaux. M^{me} Colette Girard, ses enfants Judith et Erik, Le parenté Et les amis, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur très profonde douleur lors du décès accidentel, survenu lors de la catastrophe aérienne de Mouchault, de Christian GIRARD et de sa fille Agnès.

— Le 18 mars 1984, Maurice DAUMAS nous quitte. Sa famille et ses amis associent dans leur souvenir son fils, Jean-Claude DAUMAS, disparu en septembre 1984 et son petit-fils, Martin DAUMAS, disparu en janvier 1979, à l'âge de dix-sept ans.

— Une messe sera célébrée le vendredi 23 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Isle, à la mémoire du marquis de LASTIC, décédé le samedi 30 janvier 1988.

— Dans le carnet du 3 mars 1988, annonçant le décès du professeur Max MOUSSERON, il fallait lire : M. et M^{me} Patrik Constantinidis et non Constantin.

— Le Groupement d'initiatives en faveur de la famille GIFA organise, dans le cadre d'un cycle de formation professionnelle, une soirée-débat animée par Solange Marchal, conseiller de Paris, vice-président du conseil général : « Anecdotes et expériences de quinze années de mandat municipal », le mercredi 23 mars, à 18 h 30, 6, avenue Velasquez, 75008 Paris.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine : PHARMACIEN RESPONSABLE QUALITE, TELIC, JEUNE RESPONSABLE DU PERSONNEL H/F, INGENIEUR ORGANISATEUR, JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX, ANALYSTES, GROUPE EGOR

Recherche SURVEILLANTS à temps complet et à mi-temps, Organisation professionnelle nationale recherche, LE CHEF DE SON SERVICE FINANCIER

L'IMMOBILIER

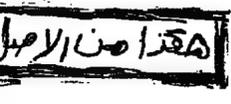
appartements ventes 1^{er} arrdt, 4^e arrdt, SAINT-PAUL, 6^e arrdt, M^{me} VANEAU, 8^e arrdt, 11^e arrdt, BEAUMARCHAIS PRES, 12^e arrdt, M^{me} NATION, 13^e arrdt, CITÉ FLORALE, 17^e arrdt, M^{me} WAGRAM, 19^e arrdt, 92 Hauts-de-Seine, INTERNATIONAL SERVICE

maisons de campagne A 9 KM ROISSY/CHARLES-DE-GAULLE NON NUISIBLE, terrains, pavillons

13^e arrdt, CITÉ FLORALE, 17^e arrdt, M^{me} WAGRAM, 19^e arrdt, 92 Hauts-de-Seine, INTERNATIONAL SERVICE

L'AGENDA Bibliothèque, Vacances, Instruments de musique, Réception, Stages

DAKS CORNER PARIS ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS 269 rue Saint Honoré 75001 Paris Téléphone 42-60-22-19



هذا من الامم

Le Monde SPORTS

JEU : Chute de 30 % des paris en 1987

Carton jaune pour le Loto sportif

En juillet prochain, une troisième formule de Loto sportif doit voir le jour...

C'est pas facile, c'est relativement cher et ça ne rapporte pas souvent gros...

En 1987, il n'y a eu aucun gagnant à seize résultats (sur seize) lors de dix-sept soirées de football...

L'actuel record de gain - 14 464 721 F - a été établi avec une mise maximale à 1 080 F (joué à Grasse le 31 août 1986)...

Treize ou seize matches ?

Le Loto sportif rapporte peu. On n'a pas seize ou quinze résultats exacts pour l'amateur de football...

Exemple-type, ce cadre de quarante-quatre ans, passionné de football, ne décolère pas : "J'ai rempli, dit-il, les cinquante-cinq grilles de 1987, j'ai gagné à dix-sept reprises, dont une fois à quatorze résultats et quatre fois à treize..."

Ce sentiment de frustration est partagé par l'ensemble des parieurs, comme l'indiquent les enquêtes qui viennent d'être menées par la SLNLN...

Les chiffres sont, à cet égard, éloquentes : en 1986, le montant des enjeux s'est élevé à près de 2 milliards de francs (1 903 828 620 F) pour quarante-sept soirées de football...

Cette chute se répercute, naturellement, dans le nombre de bulletins joués. En 1986, le Loto sportif en a validé, en moyenne, 3 595 000 par soirée...

Pour résoudre ces difficultés, certains réclament, sur l'air de lampions italiens, que le nombre de matches figurant dans la grille soit réduit de seize à treize...

Plus encore que d'être un casse-tête, le Loto sportif souffre de gêner une myriade de gagne-petit. Il faut y revenir, car c'est la cause essentielle de sa dégringolade...

D'abord, 30 % vont au Fonds national du développement du sport (FNDS) : rien là que de très logique, puisque le Loto sportif a été officiellement créé dans le dessein d'aider le sport...

700 millions de francs inscrits à son budget 1987 et réinscrits, avec optimisme, ou désinvolture, pour cette année.

Ensuite - et ce n'est pas négligeable - 5 % rémunèrent les détaillants (bureaux de tabac, kiosques du Loto, notamment) et 4 % financent le fonctionnement administratif du Loto sportif...

Une promotion négligée

Compte tenu de cette mesure, la part des enjeux réservée aux gagnants n'est plus que de 47 %. Qui plus est, elle ne récompense pas totalement les compétences en matière de football...

L'élément de hasard voulu par le législateur (art. 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984) a été introduit pour prévenir toute fraude...

D'autres zones d'ombre demeurent. En particulier, la promotion du Loto Sportif laisse nettement à désirer...

puisse dire est que la Fédération française de football et la Ligue nationale (clubs professionnels) ne risquent pas d'être accusées d'incitation au jeu...

Mais les dirigeants du Loto sportif négligent eux-mêmes la promotion de leur jeu. Dans leurs émissions et spots télévisés, ils omettent eux aussi de dire que le Loto sportif contribue au développement du sport...

M. Bernard Sestre, conseiller auprès du PDG de la SLNLN, et son staff ont encore quelques mois pour mettre au point un dispositif qui prenne en compte les critiques des joueurs et qui permette de redresser la situation en retrouvant une « vitesse de croisière »...

MICHEL CASTAING.

- (1) Lire l'enquête intitulée « La rage de jouer » dans le Monde du 17 mars. (2) Un record a été atteint, lors d'une semaine de décembre 1985, avec 7 430 000 bulletins validés... (3) Le barème est le suivant : 5 % sur les gains compris entre 5 000 F et 100 000 F...

ATHLÉTISME : les championnats du monde de cross-country

L'errance de Zola Budd

« ZOLA Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance... »

Depuis quatre ans, la jeune femme a l'habitude de changer de manifestation. Plusieurs de ses apparitions dans des courses, en Angleterre et à l'étranger, ont suscité des rumeurs...

Depuis quatre ans, la jeune femme a l'habitude de changer de manifestation. Plusieurs de ses apparitions dans des courses, en Angleterre et à l'étranger, ont suscité des rumeurs...

Depuis quatre ans, la jeune femme a l'habitude de changer de manifestation. Plusieurs de ses apparitions dans des courses, en Angleterre et à l'étranger, ont suscité des rumeurs...

Depuis quatre ans, la jeune femme a l'habitude de changer de manifestation. Plusieurs de ses apparitions dans des courses, en Angleterre et à l'étranger, ont suscité des rumeurs...

citoyenne britannique. C'est ce que lui reprochent le plupart des pays africains. Il y a quelques semaines, le Zimbabwe, le Zambie et le Nigeria avaient menacé de boycotter le mondial d'Auckland si Zola Budd y participait...

Zola Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de élever le problème...

Zola Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de élever le problème...

Zola Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de élever le problème...

Zola Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de élever le problème...

Zola Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de élever le problème...

BASKET-BALL : la victoire de Limoges en Coupe d'Europe des coupes

Fini le patronage

Pour la première fois depuis sa création (1967), la Coupe d'Europe des coupes revient à la France, grâce aux « verts » du CSP-Limoges, vainqueurs de la Juventud de Badalona (Espagne) au terme, mercredi 16 mars au Palais des sports de Grenoble, d'une rencontre passionnée...

LIMOGES de notre correspondant

Le CSP-Limoges est le quatrième club qui ait accédé à la finale de cette coupe européenne. Vichy (1970) avait été vaincu par Naples, Tours (1980) par Turin, Villeurbanne (1983) par Pesaro. La victoire des « verts » leur donne leur troisième victoire européenne, après deux Coupes Korac consécutives, en 1982 et 1983.

Pour le CSP, cette Coupe d'Europe des coupes est un bel anniversaire. Voilà juste dix ans que l'équipe limogéenne du cercle Saint-Pierre, né en 1929 des activités éducatives d'un patronage catho du centre-ville, accédait à la Nationale I.

1987, la défaite face à Barcelone en finale de la Coupe Korac avait eu un arrière-goût d'irréparable. La rencontre de mercredi soir a prouvé que le second souffle était trouvé, grâce à Michel Gomez, l'entraîneur, artisan d'un « basket de mouvement perpétuel ».

Ce CSP de la seconde génération, Alfred Julbe, l'entraîneur de Badalona - qui a pu croire, mercredi, quelque temps à la victoire de ses joueurs - le définit comme « très sérieux, énormément discipliné ». Son jeu, ajoute-t-il, contraste avec cette forme d'anarchie qui règne dans les autres formations françaises.

Une belle mécanique, disent certains commentateurs un peu péjorativement. La dure rencontre de Grenoble a montré qu'il était aussi capable de passages à vide, de pagaille et de vrais moments de panique. Cela a rendu sa victoire plus émouvante pour les milliers de supporters limogéens qui avaient fait le déplacement ou qui attendaient le retour des héros.

Tout Limoges, ou presque, était dehors jeudi à l'aube pour accueillir son équipe. Et pour un grand bal populaire, jeudi, dans le hall.

LES HEURES DU STADE

Football

Championnat de France. - 28e journée, samedi 19 mars (Canal +, 22 h 40, en différé, Bordeaux-Monaco).

France-Espagne, à Bordeaux. - Mercredi 23 mars.

Coupe d'Afrique des nations, au Maroc. - Jusqu'au 27 mars.

Patinage artistique

Championnat du monde à Budapest (Hongrie). - Du 21 au 26 mars (A 2, 26 mars, 15 h à 17 h 40).

Rugby

Tournoi des Cinq Nations. - Galles-France à Cardiff et Angleterre-Irlande à Twickenham. Samedi 19 mars (A 2 à 15 h 30 Galles-France, puis deuxième mi-temps de Angleterre-Irlande).

Tennis

Tournoi de Key Biscayne (E.-U.). - Jusqu'au dimanche 27 mars.

Tennis de table

Championnat d'Europe. - Paris-Bercy jusqu'au dimanche 27 mars.

en coupole de très modern style des Bénédicins.

C'est que le Limousin s'identifie toujours fortement à ceux des siens qui donnent de lui une autre image que celle de la plus petite et la plus pauvre des régions françaises. Raymond Poulidor, en son temps, était ainsi devenu une sorte d'archétype régional. Aujourd'hui, CSP prend la relève. L'an dernier, à Barcelone, il avait omis avec lui une délégation de « décideurs » discuter avec les Catalans de la revendication commune d'une liaison autoroutière Paris-Limoges-Barcelone par Puymorel. Cette année, les joueurs portaient sur leurs survêtements une publicité pour la viande bovine limousine.

La montée en puissance du CSP pose d'ailleurs maintenant de nouveaux problèmes. Le cadre associatif des origines est à présent trop étroit, et le projet de loi Bergelin sur les clubs sportifs professionnels va obliger à évoluer vers des structures différentes. Peut-être une société d'économie mixte, dans laquelle les dirigeants du club voudraient impliquer davantage les pouvoirs locaux et régionaux. M. Jean-Pierre Bijou annonce clairement la couleur : « Il faut savoir ce que l'on veut. On l'on est un patronage et on joue pour s'amuser. Ou l'on représente quelque chose pour sa ville et pour sa région. Dans ce cas, les décideurs politiques doivent s'engager. »

GEORGES CHATAIN.

Advertisement for Neubauser Peugeot 405 Diesel. Text: 'Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER'. Includes image of the car and contact info: 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off, featuring a globe and the text 'L'AGEN'.

SOMMAIRE

Le déficit commercial américain a atteint 12,4 milliards de dollars en janvier contre 12,2 milliards de dollars en décembre et 13,2 milliards en novembre 1987. Ce résultat, qui a rassuré les milieux financiers, confirme une tendance à la réduction (lire ci-dessous).

Le gouvernement britannique cherche à concilier, non sans difficultés, la défense d'une livre forte et la lutte contre l'inflation (lire ci-contre).

Malgré l'inquiétude des milieux ruraux, le ministre de l'agriculture a su se faire applaudir

au congrès de la FNSEA (lire page 29).

Le colloque organisé par le Monde et l'Institut d'études politiques sur les dirigeants de 2001 a rassemblé près de quatre cents responsables des entreprises, des administrations et des collectivités locales (lire page 28).

Commerce extérieur américain

Les résultats de janvier confirment une diminution du déficit

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis s'est établi en janvier à 12,4 milliards de dollars. Ce résultat attendu avec impatience par les cambistes, s'il a été bien accueilli, n'a provoqué ni enthousiasme ni forte hausse du dollar. Le billet vert a tout de même gagné plusieurs centimes en passant de 5,7050 F à 5,7490 F, et de 1,6766 DM à 1,6936 DM.

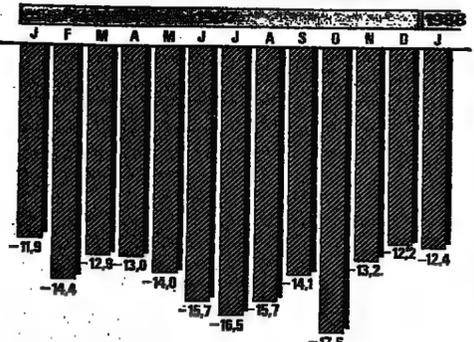
Cette réaction sans chaleur excessive s'explique : en décembre, le déficit s'était nettement réduit à 12,2 milliards de dollars après 13,2 milliards en novembre et 17,6 milliards en octobre, chiffre catastrophique puisqu'il correspondait à un déséquilibre annuel de plus de 200 milliards de dollars de la balance commerciale (après 156,2 milliards de déficit effectif en 1986).

Le mois de janvier ne marque aucune amélioration par rapport à décembre : le déficit se creuse même très légèrement de 200 millions de dollars. Peu importe si ce chiffre douanier a été fourni brut et s'il est probablement été meilleur avec une correction des variations saisonnières, comme ce sera le cas chaque mois à l'avenir : l'impression a probablement été que la réduction du déficit était stoppée.

Mais surtout, les milieux financiers ont été sensibles au fait qu'en janvier, les exportations des États-Unis, qui ne cessent de grimper, avaient reculé de 10 % par rapport à décembre, se limitant à 22,3 milliards de dollars contre 24,5 milliards de dollars le mois précédent. Un recul qui a d'autant plus éveillés l'attention que les importations avec 34,7 milliards de dollars, ne diminuaient que de 6 %.

Cela dit, le résultat de janvier est plutôt bon. D'abord parce qu'il confirme la réduction du déficit mensuel à un niveau voisin de 12,5 milliards de dollars, un chiffre encore élevé puisqu'il correspond à quelque 150 milliards de dollars par an, mais un chiffre nettement amélioré par rapport aux résultats du

LE DÉFICIT COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS (en milliards de dollars ; chiffres douaniers non corrigés des variations saisonnières)



troisième trimestre, qui avoisinaient les 16 milliards de déficit mensuel. Pour l'ensemble de 1987, le déficit a d'ailleurs atteint 171,2 milliards de dollars en termes douaniers, ce qui est très sensiblement supérieur à la tendance de ces trois derniers mois.

Autre élément positif de déficit des États-Unis s'est réduit par rapport au Japon (3,85 milliards de dollars contre 4,79 milliards en décembre), mais aussi par rapport à l'Europe de l'Ouest (1,3 milliard de dollars après 1,4 milliard). Cette évolution est évidemment liée à la compétitivité de la monnaie américaine, comme le prouve le déficit grandissant des États-Unis vis-à-vis de pays comme Taiwan et la Corée du Sud dont les monnaies ont en tendance à coller au dollar dans sa

chute, pendant un certain temps du moins.

Puis fondamentalement est l'évolution en volume du commerce extérieur des États-Unis, c'est-à-dire, hors des effets prix et variations du dollar. Les exportations américaines progressent à vive allure et de plus en plus rapidement comme le montre le tableau ci-dessous : + 20 % l'an pendant le quatrième trimestre 1987. A l'évidence, le dollar, au niveau où il se trouve depuis des mois, dope les ventes américaines sur les marchés étrangers.

Les importations - également en volume - augmentent beaucoup moins rapidement (de 6 % l'an). On peut donc se demander si le déficit extérieur des États-Unis ne va pas décrocher au cours des mois à venir et repasser au-dessous de la barre

Enfin, si l'on regarde bien les chiffres, on s'aperçoit que, depuis mars 1985, le dollar a baissé de 40 % contre toute monnaie, mais que la hausse des prix à l'importation a été beaucoup plus faible (18 %). Preuve que les exportateurs étrangers ont fortement comprimé leurs marges.

Il n'est pas impossible, au cours des mois à venir, que les sociétés étrangères se rattrapent sur ce terrain : les prix des importations américaines pourraient alors augmenter plus vite et retarder d'autant la réduction du déficit.

Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle doit être envisagée.

ALAIN VERNHOLES.

BILLET

Mme Thatcher et les contradictions du libéralisme

Reniant toutes ses déclarations antérieures sur la nécessité absolue de maintenir à un niveau élevé les taux d'intérêt en Grande-Bretagne, le gouvernement de Mme Thatcher a dû capituler sous la pression des marchés des changes, qui faisaient flamber le livre sterling, et, jeudi 17 mars en fin de matinée, se résigner à abaisser ces mêmes taux d'intérêt (le Monde du 18 mars). A vrai dire, il n'avait plus tellement le choix.

Le livre sterling, qui jusqu'à présent se maintenait au-dessus de la barre des 3 DM, cours considéré comme « raisonnable » et compatible avec la situation de Grande-Bretagne au sein de la Communauté économique européenne, avait commencé à « bouger » il y a une quinzaine de jours en raison du niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, qui attirèrent les capitaux du monde entier. Ces taux, réglés par le taux directeur de la Banque d'Angleterre, avaient été ramenés de 9 % à 8,5 % le 4 décembre à l'occasion d'une baisse concertée des taux d'intérêt en Europe consentie sous la pression du gouvernement américain, qui en faisait une condition à l'arrêt de la chute du dollar.

Mais, le 1^{er} février, la Banque d'Angleterre, par surprise, relevait à 9 % son taux directeur de réduire le surchauffe de l'économie britannique, qui devenait dangereuse, et susceptible de relancer l'inflation.

« Come back »

Tout allait trop bien et trop vite : les salaires augmentaient de 8,5 % par an, plus rapidement que la productivité, les prix de l'immobilier flambaient, de même que le crédit à la consommation. Bien que Mme Thatcher pût se prévaloir d'une prospérité retrouvée - « old England has come back » (la vieille Angleterre est de retour) - les risques d'un dérapage majeur se profilant à l'horizon, non seulement sur le front des prix domestiques que l'inflation menaçait, mais aussi sur celui du commerce extérieur, lourdement déséquilibré par une augmentation galopante de la consommation au moment même où la chute des prix du pétrole venait diminuer la recette en devises tirée des gisements de la mer du Nord.

Conscients du danger, Mme Thatcher et M. Nigel Lawson, son ministre des finances,

entendaient maintenir leur politique de taux d'intérêt élevés, donnant la priorité à la lutte contre l'inflation. Le 9 mars, devant les Communes, le premier ministre déclarait avec vigueur que la baisse de livre, déjà annoncée à l'approche d'un projet de budget jugé par avance avantageux pour les contribuables et la City, ne serait combattue « ni par une baisse du taux d'intérêt ni par des interventions de la Banque d'Angleterre », des déclarations tout à fait vertueuses.

Mais c'était compter sans les marchés des changes, et les marchés tout court. La quasi-certitude du maintien des taux d'intérêt britanniques à leur niveau - le plus élevé d'Europe - déclenchait une ruée sur le livre sterling, qui débordait irrésistiblement les 3 DM et bondissait à 3,08 DM, au grand embarras de M. Lawson qui, par un jeu d'entrée de livre dans le système monétaire européen, au contraire de Mme Thatcher, aurait bien voulu freiner cette envolée.

Mais, en ministre discipliné, il déclara mercredi 16 mars à la télévision qu'il était vital de maintenir les taux d'intérêt au niveau nécessaire à la lutte contre l'inflation, ajoutant que « dans une économie libre, dans une société libre, les taux d'intérêt sont le seul instrument efficace pour contrôler l'inflation et maintenir l'économie sur les rails ». Fier mais désastreux mouvement de menton ! Immédiatement, les capitaux se ruèrent à nouveau sur le livre sterling qui, jeudi matin, s'envolait à près de 3,12 DM et 10,60 F à Paris.

Trop, c'était trop, et Mme Thatcher a « craqué », comme on l'a vu. Mais comment faire, dans une économie libérale où toute solution à un problème en crée un autre ? Si on relève les taux pour contenir l'inflation, on attire les capitaux et on fait monter les cours de sa monnaie, ce qui, à terme, handicape les industries exportatrices et, dans l'immédiat, favorise la consommation en abaissant le prix des produits importés, le tout au plus grand préjudice de la balance commerciale. Entre deux maux, il faudra alors choisir le moindre, peut-être la survie même de la livre dans le cas de la Grande-Bretagne, en espérant qu'elle sera temporaire. Dilemme délicat pour « Maggie ».

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER

L'ouverture économique en URSS

Des partenaires occidentaux pour un pôle pétrochimique soviétique

ROME de notre correspondant

« L'ENI et la Montedison, partenaires de Gorbatchev », titre spectaculairement, jeudi 17 mars, le quotidien Corriere Della Sera. Enrichem, la branche chimie de la grande holding publique italienne, et la firme privée milanaise récemment passée dans le giron du groupe Ferruzzi ont en effet signé, le 11 mars à Moscou, un protocole d'accord en vue de la construction, sur les bords de la mer Caspienne, d'un très important pôle pétrochimique d'une valeur de 6 milliards de dollars, auquel participent également l'American Occidental Petroleum et la firme japonaise Marubeni.

L'objectif est de séparer par cracking, 2 millions de tonnes chaque année de sous-produits à partir d'une poche de gaz associée à une nappe de pétrole découverts au début des années 80 à Tengiz, et qui devrait commencer d'être exploitée l'année prochaine.

La société née de l'accord du 16 mars a été décrite par M. Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum et de longue date habitué à travailler en URSS, comme « la plus importante joint-venture (société à risques partagés) du monde ». C'est en tout cas le plus gros contrat né du décret soviétique du 13 janvier 1987, symbole du nouveau cours économique gorbatchévien (le

Monde du 16 mai 1987), favorisant la création de sociétés mixtes entre l'Etat soviétique et des entreprises occidentales.

Conformément aux dispositions de ce texte, l'URSS possèdera 49 % de la nouvelle société et les quatre partenaires occidentaux 49 %, qu'ils se partageront à égalité. Ainsi chacune des sociétés italiennes, américaine et japonaise devrait investir 750 millions de dollars. Montedison sera chef de file pour la production du propylène (500 000 tonnes annuelles), ENI pour le polyéthylène (500 000 tonnes également), l'Occidental Petroleum pour le soufre (1 million de tonnes) et Marubeni pour la commercialisation hors Union soviétique de la moitié au moins des produits sortis du complexe de Tengiz.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les exportations croissent beaucoup plus vite que les importations

Table with 3 columns: Trimestre, Exportations, Importations. Shows growth rates for 1st, 2nd, 3rd, 4th trimesters of 1987 and 1986.

POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



Sélection CROISIÈRES PAQUET UNE TRADITION D'AVENIR Croisière dans les Fjords de Norvège à bord de MERMOZ 8 jours départs 3, 10, 17 juin et 27 juillet 1988 Vol direct Paris/Bergen/Paris à partir de 9830F en cabine double. Pension complète (vins inclus)

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES. KUONI PARIS 8^e, 33, bd Malesherbes - Tel. 42 65 29 09 KUONI PARIS 9^e, 12, bd des Capucines - Tel. 47 42 83 14

CONJONCTURE

Publication des comptes de la nation

(Suite de la première page.) Sur deux points, l'année 1988 devrait conforter la position française dans le monde. D'une part, la hausse des prix va continuer de se ralentir : + 2,5 % cette année en glissement (décembre 1987 à décembre 1988) et + 2,2 % l'année prochaine après + 3,1 % en 1987. D'autre part, les déficits publics vont encore se réduire : 2,2 % du produit intérieur brut en 1988 et 1,9 % en 1989 après 2,3 % en 1987 et 2,9 % en 1986.

Enfin, la prévision officielle table sur une légère baisse des prélèvements obligatoires : 44,5 % cette année et l'année prochaine après 44,7 % en 1987. Cela malgré un alourdissement des cotisations sociales.

MONNAIES

Nouveau logo pour le franc

A l'occasion du trentième anniversaire du Nouveau Franc, lancé par le général de Gaulle, en 1958, et par M. Antoine Pinay, son ministre des finances et des affaires économiques, M. Balladur a annoncé, le 17 mars, un changement du symbole du franc. Le Nouveau Franc (NF) était devenu le franc en 1962. Le double barre nouveau symbole signifie un double F : comme Franc et comme Français. Par ailleurs, M. Balladur a présenté, en présence de M. Pinay, une nouvelle pièce bicolore - pour la première fois dans l'histoire de la République - de 10 francs (l'ancienne, trop lourde, s'oxydait) et a annoncé une pièce de collection de

1 franc commémorative du trentenaire du nouveau franc avec le portrait du général de Gaulle sur l'avers.



مكتبة من الامم المتحدة

Handwritten note in a box: "M. Pierre Elsen"

Économie

FORMATION

Au colloque Sciences-Po «le Monde»

Le dirigeant de l'an 2001 passé au crible

«Quels dirigeants pour l'an 2001 ?» La question mériterait certainement d'être posée si l'on en juge par le nombre de participants au séminaire organisé, le jeudi 17 mars à Paris, par l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po) et le Monde. Près de quatre cents personnes, responsables d'entreprise, d'administration ou de collectivité locale, ont écouté avec un intérêt évident les exposés d'une vingtaine d'intervenants sur un thème qui ne pouvait manquer de les concerner, comme l'ont montré les questions posées dans la salle.

Vingt intervenants, aussi différents que des présidents de conseil général, des universitaires ou, bien sûr, des chefs d'entreprise, pouvaient-ils faire apparaître une convergence dans leurs idées ? Il se produit aujourd'hui en réalité un rapprochement des points de vue. Un mot a été sans cesse repris, celui d'internationalisation. Le dirigeant de demain va devoir sortir, mentalement et physiquement, des frontières de l'Hexagone. Il va devoir apprendre à passer de la notion de commerce extérieur à celle d'entreprise mondiale, il va devoir s'adapter à un univers qui n'est plus celui,

assurant, de l'ordre, mais celui, stimulant, du désordre créateur. Autre signe de convergence : la nécessité, tant pour un chef d'entreprise que pour un président de collectivité locale, de décentraliser le pouvoir tout en maintenant l'unité stratégique du groupe. Ou encore l'obligation de savoir anticiper l'événement, faute de quoi, a-t-on fait remarquer, les dirigeants resteront à la traîne de leurs troupes. Ce danger n'est pas mince. Le sondage réalisé par Démoscopie (le Monde du 11 mars) fait apparaître que les critères de réussite, pour bon nombre d'élèves des grandes écoles, sont en contradiction flagrante avec la mobilité, la flexibilité et l'esprit d'entreprise, dont tout le monde s'est accordé à faire les qualités essentielles du dirigeant de l'an 2001.

Défense des atypiques

L'autre menace de sclérose est celle que fait peser la démographie en France et en Europe. Les valeurs qui la société appelle sont en contradiction avec le vieillissement de la population. Par où passe le salut ? Une réponse — celle de M. Claude Allègre — est venue de la tribune : « Les pays qui accepteront l'immigration seront les vainqueurs de demain. » A mots couverts, cette affirmation permettait aussi de contester le thème du déclin de l'Amérique, à laquelle il avait été fait, une fois encore, allusion.

On se rejoindra que, à travers ce qui pouvait apparaître comme un conformisme du futur (internationalisation, polyculture, esprit d'entreprise, décentralisation), des voix ont été élevées pour défendre les atypiques, ces dirigeants qui entrent mal dans les définitions habituelles, mais sont souvent le sel de l'entreprise. De même, n'était-il pas inutile de porter la réflexion sur les élites de demain, ce qui revenait à évoquer, pour en déplorer les carences, l'indispensable effort de formation, au sens large ?

Sur ce sujet, il fut moins question de la « formation continue », version ennoblée de l'éducation permanente, que de la préparation de nos futures élites ou d'un personnel qualifié. Au passage, la « dictature des bac C » fut mise en cause, avec la sélection par les mathématiques, rendue responsable de trop de blocages. Ce qui revenait, une fois de plus, à s'interroger sur le rôle des grandes écoles, remède et cause du mal.

Tandis que certains réclamaient la « fin des écoles de chefs », d'autres s'inquiétaient des conséquences d'une « révolution culturelle à la chinoise », peut-être nécessaire, qui « laisserait le pays sans dirigeants ». Les plus circonspects s'interrogeaient sur les avantages et les inconvénients de notre système de sélection et de production de dirigeants. S'ils regrettaient le monopole des grandes écoles et la faiblesse de la formation perma-

nente, à l'origine du « mal français », ils voulaient croire que ces défauts devaient être supportés « tant que nous n'aurons pas reconstitué un tissu vivant d'universités ». Il faut avoir le courage d'être élitiste, prétendaient les mêmes, le seul problème étant de savoir si la sélection s'effectuait en milieu ouvert ou fermé.

En réponse, il fut alors affirmé que la constitution des « grands corps », un « mot tabou » qui n'avait pas encore été prononcé, caractérisait le modèle français, marqué par le « théorème de la pantoufle » (lire, par ailleurs, dans le Monde Affaires). Les grands groupes, fut-il démontré, confient à l'Etat la soustraction de la sélection, de la sélection et de la formation de leurs futurs dirigeants, pourtant peu préparés à la vie de l'entreprise.

Un second débat faillit s'engager sur ce thème, alors que la journée s'achevait. Apparaissant, et comme pour clore la discussion, il avait été affirmé qu'il fallait « donner un sens éthique à ceux qui détiennent une partie du pouvoir ». Transformés en « saints laïcs », les dirigeants compenseraient ainsi leurs privilèges, pourvu qu'ils sachent s'impliquer personnellement dans les situations technologiques. A brève échéance, assure un intervenant, le cadre supérieur deviendra un expert, et s'approfondira son expertise, ou il deviendra lui-même « exclu », victime de son ignorance technique, comme il est déjà d'autres catégories de travailleurs.

SOCIAL

Le quatorzième congrès de la CISL à Melbourne

Solidarité internationale d'abord

MELBOURNE de notre envoyé spécial

Au risque de décevoir les amateurs d'affrontements, le quatorzième congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui poursuit ses travaux jusqu'aujourd'hui à Melbourne, a évité que le choc des idées ne tourne à la confrontation générale, même si des débats parfois vifs se déroulent en commissions.

Ni le démantèlement, comme à Oslo en 1983, ni les différences de pratiques syndicales n'ont, pour l'heure, donné lieu à controverse. La présentation d'une résolution demandant l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et contre l'exclusion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est un outrage international exigeant la plus grande attention du mouvement syndical, avait-il affirmé.

La CISL a également adopté une résolution qui reprend l'idée d'exercer « une pression continue en vue de l'inclusion d'une classe sociale dans l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ».

Pour la confédération, il s'agit de faire en sorte qu'une libéralisation accrue du commerce international n'ait pas de conséquences négatives sur les conditions de travail et d'emploi. Cette « clause sociale » imposerait le respect de normes minimales de travail. M. Donahue, de l'AFIL-CIO, y voit « un pas

que les budgets des autres pays en voie de développement « atteignent au moins » l'objectif fixé par l'ONU de 0,07 % du produit national brut. Il réclame aussi la création d'un « système monétaire international » qui « assurerait des taux de change plus stables et des taux d'intérêt moins élevés ».

Avant l'adoption de cette déclaration — qui se prononce au passage pour « des politiques actives d'investissement de la part des gouvernements » et des négociations sur la réduction de la durée du travail — M. Ernst Breit, président de la confédération ouest-allemande DGB, avait très sévèrement attaqué la politique des instances internationales face aux pays en voie de développement : « Le manque de responsabilités sociales des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est un outrage international exigeant la plus grande attention du mouvement syndical », avait-il affirmé.

La CISL a également adopté une résolution qui reprend l'idée d'exercer « une pression continue en vue de l'inclusion d'une classe sociale dans l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ».

Pour la confédération, il s'agit de faire en sorte qu'une libéralisation accrue du commerce international n'ait pas de conséquences négatives sur les conditions de travail et d'emploi. Cette « clause sociale » imposerait le respect de normes minimales de travail. M. Donahue, de l'AFIL-CIO, y voit « un pas

important pour la CISL afin qu'elle mette fin aux pratiques commerciales injustes ».

Contre les privatisations

Une autre résolution plutôt musclée a été approuvée sur les privatisations, sujet sensible jusqu'en Australie où l'on parle beaucoup de la privatisation de la compagnie aérienne Quantas. Dans ce texte, la CISL demande à ses organisations de résister « aux tentatives destructrices de privatiser les services publics ». Elle fonde son inquiétude sur le fait que, selon elle, « la privatisation va réduire le nombre d'emplois dans les services publics, aura des conséquences négatives sur les conditions d'emploi, sur le travail et sur la rémunération et menacera les systèmes nationaux de négociations collectives ». Peu séduits par le néolibéralisme, la confédération estime que c'est aux gouvernements de « fournir les services nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels de la population ».

Alors que plus de 10 % des délégués sont des femmes, le congrès de Melbourne a accordé une attention particulière à l'action pour les femmes au travail, un séminaire de femmes — auquel FO était représenté par M^{me} France Perez — ayant eu lieu plusieurs jours auparavant. Une résolution demande de « négocier des programmes d'action positive sur le lieu de travail afin d'identifier et d'éliminer les systèmes discriminatoires dans l'emploi, les salaires, la formation ».

En présentant ce texte, M^{me} Mia de Vits, de la FGFB belge, s'est inquiétée du développement de nouvelles formes de travail qui « concrétisent la précarisation de l'emploi féminin ». En évoquant le travail de nuit, elle a estimé qu'il comportait des « dangers certains » pour la santé tant des femmes que des hommes.

MICHEL NOBLECOURT.

Augmentation de la répression du travail clandestin

La lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre s'intensifie, a indiqué le ministre des affaires sociales, le 17 mars, dans un communiqué. Selon les premières informations recueillies pour 1987 par la mission interministérielle chargée de ces questions, on assisterait à une augmentation considérable de la verbalisation.

L'aide à l'immigration clandestine a fait l'objet d'un constat de 3215 infractions, en hausse de 30 % rapport à 1986. L'emploi d'étrangers en situation irrégulière a entraîné 1716 relevés d'infractions, en augmentation de 22,8 %. L'ensemble des infractions pour le travail clandestin et l'emploi irrégulier d'étrangers a vu son nombre augmenter de 40 % en deux ans. De nombreux procès-verbaux ont été dressés.

Toutefois, si ce bilan est encourageant, note le communiqué, « les résultats demeurent [...] faibles en regard d'un phénomène dont on présume l'ampleur même si on ne peut le mesurer exactement ». L'augmentation des résultats de la lutte ne signifie pas que le développement de ces formes d'emploi soit en voie de régression. Il y a cependant un net changement dans la perception et la prise en compte de ce fléau économique et social, observe le ministre, dont le chiffre d'affaires est estimé à 50 milliards de francs.

Retraite complémentaire des cadres supérieurs : rapport au 24 mars. — Pas toujours bien accepté, et notamment par une partie du patronat, l'accord prévoyant l'intégration au régime de retraite complémentaire AGIRC des cadres supérieurs au salaire supérieur à 40 000 F n'a pas été signé le 17 mars comme prévu. La signature est reportée au 24 mars. L'AGIRC devant soumettre le texte de compromis à sa commission des affaires sociales. Selon ces dispositions, les cadres supérieurs devraient être transférés des régimes facultatifs de retraite complémentaire aux régimes obligatoires.

Fin de la mission du médiateur dans le conflit Chaousson. — Normé fin février par le tribunal des référés de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour amener à négocier les occupants des usines Chaousson de Gournayville et de Meudon avec leur direction, le médiateur, M. André Cailliau, a estimé, le 16 mars, que sa mission était terminée. La grève des employés de Chaousson dans les deux établissements, et la poursuite de l'occupation a été votée le 17 mars.

Les intervenants

Les débats du colloque organisé par Sciences-Po et le Monde ont été présidés par M. Alain Lancelot, directeur de l'IEP, et notre directeur André Fontana. Voici la liste des intervenants :

- MM. Diego Alcazar, directeur général de l'Institut de l'entreprise, à Madrid ; Claude Allègre, professeur à l'université Paris-VII ; Michel Bernier, président du conseil général de la Savoie ; Michel Bauer, sociologue au CNRS ; Claude Beber, président du groupe AXA ; Jean-Louis Belfrè, président-directeur général de Saint-Gobain ; Yves Carnac, président de la CEGOS ; Dominique Chastillon, président-directeur général de la compagnie La Hérisse ; Michel Delebarre, ancien ministre, premier vice-président du conseil général Nord-Pas-de-Calais ; Simon Nora, ancien directeur de l'ENA ; Daniel Gourasse, directeur de l'École centrale de Paris ; Yves Lasfargues, directeur d'IFG Technologies ; Alain Minc, administrateur, directeur général de CEFIS ; Jean-François Pigné, directeur du Centre d'observation et de prévisions (commerce extérieur) ; Michel Pébereau, président-directeur général du Crédit commercial de France ; Hervé Satey, président-directeur général d'Eurécip ; Jacques Stern, président-directeur général de la Compagnie des machines Bull ; Christian Stoffels, chargé de mission au ministère de l'Industrie ; Francis Wälgsecker, directeur général de FA conseil en recrutement.

AÉRONAUTIQUE

Impasse au GATT

Les Américains demandent à contrôler les financements d'Airbus

Les ministres du commerce européens et le négociateur américain, M. Clayton Yeutter, devaient se retrouver, le vendredi 11 mars, sur les bords du lac de Constance, en République fédérale d'Allemagne, pour poursuivre leur sempiternelle dispute sur le financement de la construction des avions civils. Il y a peu de chances qu'ils parviennent à trouver un terrain d'entente.

Interdire les subventions

Les Américains accusent les Etats européens, depuis plusieurs années, de subventionner Airbus de façon déloyale en lui avançant des fonds que le consortium européen ne serait pas en état de rembourser, ses programmes A-300 et A-310 restant déficitaires. Ils trouvent que l'accord de 1979 « relatif au commerce des avions civils », qui fait partie de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le fameux GATT, n'est pas assez précis pour interdire ces pratiques. Son article 6 stipule seulement que « les signataires sont convenus que la détermination du prix des aéro-

nautiques devrait se fonder sur une perspective raisonnable de coûts ».

Ils demandent donc une nouvelle rédaction de l'article 6, dans lequel ils veulent faire interdire toute subvention et inclure une clause obligeant les Européens à leur soumettre leurs modes de financement, y compris les augmentations de capital. En revanche, il n'est pas question pour eux de se soumettre à un contrôle, car, disent-ils, leurs programmes sont financés exclusivement sur fonds privés.

Les Français répondront que cet impérialisme est insupportable d'autant plus qu'entre-Américains, on subventionne de façon indirecte les avions civils, comme le prouve le rapport rédigé par Airbus, qui fait état d'une aide de 23 milliards de dollars accordés à Boeing et McDonnell Douglas en dix ans (le Monde du 18 mars).

Ils démontrent, une fois de plus, que les constructeurs américains n'ont pas pâti de la concurrence d'Airbus. De 1981 à 1986, la valeur des actifs de Boeing a augmenté de 2,5 milliards de dollars à 4,8 milliards (+ 12,6 % par an) et ceux de McDonnell Douglas de 1,7 à 2,8 milliards (+ 11,4 % par an). Boeing est passé, selon le classement du magazine Fortune, de la trentième à la seizième place des entreprises américaines et McDonnell Douglas de la cinquante-troisième à la vingt-troisième place.

Les Américains iront-ils jusqu'à la guerre douanière dont ils brandissent la menace ? C'est peu probable, car l'industrie américaine, qui a fourni 77 % de la flotte aérienne européenne, aurait plus à perdre que sa concurrente européenne, qui a pourvu 2 % de la flotte aérienne américaine. D'autre part, les discussions se poursuivent entre Airbus et McDonnell Douglas pour la construction d'un avion concurrent du Boeing 747.

AL. F.

M. Pierre Elsen reconduit au poste d'administrateur d'Air Inter

M. Pierre Elsen, PDG d'Air Inter, dont le mandat d'administrateur arrive à échéance au mois de juin prochain, a sollicité et obtenu de son conseil d'administration, le jeudi 17 mars, la reconduction de ce mandat.

Cette confirmation serait passée inaperçue si elle n'était intervenue dans une période difficile pour la compagnie intérieure lourdement pénalisée par le conflit qui oppose sa direction à un certain nombre de pilotes exigeant de piloter à trois l'Airbus A-320 conçu pour être conduit par un équipage de deux hommes. M. Elsen a remis en jeu son mandat d'administrateur avec un mois d'avance pour obtenir de son conseil un vote de confiance.

Mais le PDG d'Air Inter poursuit également un second objectif. Alerté par l'éviction récente de la prési-

dence de la SNCF d'un autre socialiste, M. Philippe Esling, il semble avoir préféré devancer les échéances afin de renforcer ses chances d'être confirmé comme PDG lors de l'assemblée générale des actionnaires d'Air Inter du 23 juin prochain, quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle.

Cette assemblée générale devrait suivre le conseil d'administration et prolonger de six ans son mandat d'administrateur. On voit mal, alors, M. Raymond Barre, M. Chirac et encore moins M. François Mitterrand, lui préférer, pour diriger Air Inter en pleine tourmente sociale, un nouveau venu alors qu'il siégerait toujours au conseil d'administration.

AL. F.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

OFFICE DES AÉROPORTS DE CASABLANCA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Dans le cadre du programme de développement des installations terminales de l'aéroport Mohamed V au Maroc, programme consistant de la construction et de l'équipement d'une nouvelle aérogare « arrivée », des infrastructures intégrées à l'aménagement de cette aérogare et du réaménagement de l'aérogare existante par la création de salles d'embarquement, l'Office des aéroports de Casablanca lance un avis d'appel d'offres ouvert International (séance publique) pour la réalisation de la première phase comprenant cinq salles d'embarquement d'une superficie totale de deux mille six cents mètres carrés environ.

Ces salles seront situées le long de la façade piste et reliées aux installations actuelles par l'intermédiaire de passerelles métalliques. Elles comprendront un seul niveau enjambant la route de service sous douane.

Les appels d'offres concernés par cet avis sont les suivants :

LOT 1 : VRD - GROS ŒUVRE - CONSTRUCTION MÉTALLIQUE : comprenant la destination des réseaux existants et l'extension du réseau des eaux usées, les fondations et les dalles en béton armé ainsi que la structure des salles en acier

LOT 2 : ALUMINIUM - VITRERIE : comprenant la menuiserie intérieure et extérieure avec les différents habillages en vitrage et tôle aluminium

LOT 3 : CLIMATISATION : comprenant des pompes à chaleur split system ou monoblocs

LOT 4 : COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES : comprenant l'alimentation électrique à partir des postes de transformation existants, la téléphonie, le sonorisation, la détection incendie la chronométrie et la signalisation.

LOT 5 : AMÉNAGEMENT - DÉCORATION : comprenant les revêtements de sol, les lustres, les meubles ainsi que les différents habillages décoratifs. Le maître d'ouvrage (organe d'exécution) est l'Office des Aéroports de Casablanca - Aéroport Mohamed V (Maroc) - B.P. 8.101 Casa Oas - Téléphone 33-90-40 / 33-91-40 et Télex 23.822 M.

Le projet sera financé par l'Office des Aéroports de Casablanca et la Banque Africaine de Développement (B.A.D.).

La participation aux appels d'offres est ouverte aux entreprises des pays membres de la B.A.D. Ces entreprises peuvent participer à un ou plusieurs lots.

Les dossiers d'appels d'offres peuvent être obtenus et consultés auprès du représentant des consultants : Monsieur Labrichi Abdeljawad, 301, boulevard Moncey à Casablanca (Maroc) - Téléphone 30-78-66 / 31-84-27 et Télex 34-770 M. à partir du 21 mars 1988 et moyennant le somme de :

- 3 000,00 DH pour le dossier du lot 1
- 2 800,00 DH pour le dossier du lot 2
- 2 600,00 DH pour le dossier du lot 3
- 2 000,00 DH pour le dossier du lot 4
- 1 000,00 DH pour le dossier du lot 5

Les offres doivent être déposées, contre récépissé, au secrétariat de Monsieur le Directeur de l'Office des Aéroports de Casablanca, Aéroport Mohamed V (Maroc) au plus tard le 23 mai 1988, à 12 heures.

Une visite des lieux, obligatoire, est prévue le 21 avril 1988, à 11 heures, à l'ancienne aérogare de l'Aéroport Mohamed V.

La séance publique de dépouillement des offres aura lieu le 24 mai 1988, à 9 heures, à la salle de réunion de la Direction de l'Office des Aéroports de Casablanca, Aéroport Mohamed V (Maroc).

Vertical text on the right edge of the page, including "Gaillaum", "Générale de l'histoire", "Les F face étran", and "EXP EN VENT".

Économie

AGRICULTURE

Au congrès de Reims

M. Guillaume et l'« inquiétude » de la FNSEA

Le 42^e congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a eu lieu à Reims (Marne), les 15, 16 et 17 mars, en présence de mille deux cents délégués. Malgré les efforts déployés par le gouvernement en faveur des agriculteurs, ce congrès reste celui de l'inquiétude, selon la formule du président de la

FNSEA, M. Raymond Lacombe, à l'approche des échéances européennes de 1993. M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, et ancien président de la FNSEA, a su montrer, dans son discours de clôture, qu'il n'était pas coupé du monde agricole. Quelque peu chahuté au départ, il a su se faire applaudir en conclusion.

REIMS de notre envoyée spéciale

Dès l'entrée de M. Guillaume, quelques sifflets avaient fusé. Plus tard, lorsque le ministre évoqua l'accord de Bruxelles du 12 février, les sifflets reprirent. Répétition analogue pour sa proposition à la Communauté européenne de « jachères pâturées ». Le ministre est beau insister — cette mesure est « facultative », il ne s'agit pas de ce « gel des terres » honni par les agriculteurs —, les congressistes ne se laissent guère convaincre.

Allait-on vers un incident ? Les jours précédents, s'exprimant devant les syndicats de producteurs laitiers puis devant ceux des éleveurs d'ovins, M. Guillaume avait préféré interrompre ses discours plutôt que tolérer les bruyantes protestations. « Celui qui sous la gauche brandit les ministres ne supporte aucune contestation », remarquait un ricanant certain de ses amis, dans les rangs du congrès. Alors ce jeudi ? Après une demi-heure d'écoute tendue, éclatèrent les premiers applaudissements.

Le ministre avait su choisir son ton et son moment. Égrenant ses succès de négociateur à Bruxelles, il se retrouvait dans un rôle de « batant » pour la profession. Dès la semaine prochaine, annonce-t-il en substance, la CEE déposera des propositions pour « la mise en place d'incitations à l'incorporation de céréales dans l'alimentation animale ». Très rapidement, la Commission proposera également « l'utilisation non alimentaire des matières premières agricoles. La cause de l'éthanol est entendue », souligna vigoureusement le ministre. Enfin, il précisera ses intentions en matière de montants compensatoires monétaires : « Le gouvernement a demandé à la Commission de prévoir la suppression du solde de nos MCM, majorant ainsi d'autant nos prix à la production et libérant le Marché commun de ses distorsions de concurrence ».

Tous ces points sont depuis longtemps ardemment souhaités par les agriculteurs. Ce jeudi 17 mars restera pour le ministre celui de la paix retrouvée avec son public.

Consensus

La haube de guerre est enterrée au profit d'un certain consensus. Les critiques n'avaient pourtant pas manqué dans les séances précédentes et surtout dans les couloirs du congrès. Le président actuel de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, en a sans aucun doute pris la mesure. Mais dans son allocution de clôture, avant que n'intervienne M. Guillaume, il avait pris soin, devant le ministre, de gamber toute polémique. Au risque de décevoir une partie de ses troupes. En réponse, M. Guillaume a évité de trop fréquentes références au premier ministre et s'est bien gardé d'évoquer son engagement politique au côté du candidat Chirac.

Car à la FNSEA, la tradition syndicale se respecte : on n'aime guère « la confusion avec la politique ».

Du moins refuse-t-on de le voir s'afficher. On préfère insister pour l'heure sur le consensus. « De toute façon, dans deux mois ce sera fini. Quand on n'est plus ministre, que devient-on ? » ironisait un délégué de l'Ouest. Un de ses collègues du Sud lui répondait : « François Guillaume ne reviendra pas à la Fédération. Mais ce n'est pas le moment de crier nos désaccords. Le gouvernement vient d'accorder des subventions exceptionnelles de 3 milliards au milieu agricole ? Cela facilite la discussion ».

L'enjeu européen

L'élection présidentielle ne peut évidemment laisser indifférent les citoyens qui s'occupent en chaque syndicat. « Chirac plutôt que Barre, certes, entendait dans les couloirs du congrès. Mais nous avons connu successivement la politique des uns et celle des autres, celle de la gauche puis celle de la droite. Cela n'a pas empêché la crise. La restructuration est en mar-

che. Nous ne savons pas où nous allons ».

L'enjeu européen, à l'horizon 1993 parait, à l'évidence, plus important. À leurs yeux, le congrès aura péché par son absence de perspective. Quelle sera l'agriculture de demain ? Les paysans ont fini par accepter l'existence des quotas qu'ils refusaient en 1984. Ils coopèrent aujourd'hui à la maîtrise de la production dans le cadre de la CEE.

En 1992 et plus tard, qui produira quoi ? En quelles quantités, à quels prix, pour quels revenus ? Les rivalités entre régions productrices vont-elles s'envenimer, faire éclater une solidarité de façade, comme le laissent penser déjà certaines réactions en France même ? M. Michel Teysseiron, président du CNJA, invité à la tribune de la FNSEA, a clairement évoqué cette réalité. Voilà bien les questions qui agitent discrètement, à un mois de l'élection présidentielle, les délégués et les adhérents de la Fédération, et qui ont fait de ce congrès celui de « l'inquiétude », selon l'expression du président Lacombe.

DANIELLE ROUARD.

ÉNERGIE

Le brut entre 14 et 15 dollars le baril L'Arabie saoudite abandonne les prix officiels du pétrole

Un mois environ après avoir consenti des rabais à ses clients américains, l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a accepté d'offrir à la totalité de ses clients, y compris japonais, des tarifs conformes aux cours du marché. Le Royaume saoudien ne pouvait en effet plus longtemps maintenir ses prix officiels, supérieurs de plus de 3 dollars aux cours du marché au jour le jour.

La production, pendant la première quinzaine de mars, serait tombée, assurait-on de source industrielle, nettement en dessous de son quota, les compagnies japonaises ayant notamment arrêté totalement les envois. Désireux de reprendre ses livraisons en avril, le Royaume aurait donc accepté de nouvelles formules de prix indexant ses bruts sur les cours du marché « spot ».

Cette nouvelle, qui consacre l'abandon des prix officiels de l'OPEP, n'a pas provoqué un nouvel effondrement des cours, déjà très bas sur tous les marchés internationaux. Son impact négatif a été contrebalancé par la fermeture momentanée de l'oléoduc transpennsien (expliquée par les troubles que traverse le Panama), qui, en réduisant d'environ 600 000 barils/jour les livraisons de pétrole d'Alaska vers la côte Est des

Etats-Unis a soutenu les cours sur le marché américain. De plus, le président de l'OPEP, M. Lukman, ministre nigérian du pétrole, a déclaré dans un communiqué publié, jeudi 17 mars, que l'Organisation annoncerait le 22 mars prochain des mesures destinées à stabiliser les cours.

Enfin, les opérateurs ont été favorablement influencés par la déclaration du ministre irakien du pétrole, le 17 mars, à Bagdad, à l'effet que son pays révisait à la baisse sa production, et procéderait à des « ajustements mensuels » de celle-ci pour aider à la stabilisation du marché.

Bien qu'aucune conférence extraordinaire de l'OPEP ne soit programmée, ces indications font espérer aux opérateurs que l'Organisation est prête à faire les efforts nécessaires pour éviter un effondrement des cours en dessous de 14 dollars par baril.

Les cours continuent donc d'osciller entre 14 et 15 dollars pour le pétrole de référence européen, et entre 15 et 16 dollars sur le marché américain, le prix moyen de vente du brut OPEP se situant autour de 15 dollars, soit 3 dollars en dessous du barème officiel de 18 dollars.

V. M.

EN BREF

● Le bénéfice de Swissair progresse de 11,8 %. — L'exercice 1987 de la compagnie suisse s'est conclu par un bénéfice de 72,1 millions de francs suisses (296 millions de francs français), soit une hausse de 11,8 % par rapport à 1986. Ce

résultat a été acquis malgré un recul des recettes de 0,7 %, grâce à une diminution des dépenses de 1,7 % et des investissements de 19,6 %. L'amélioration de la compétitivité s'est traduite par une progression du coefficient de chargement de 62,2 % à 63,9 % et du taux d'occupation des sièges de 62,2 % à 63,7 %.

● Grève des ferristes français sur le Manche. — Le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats CGT et CFTD de l'armement naval SNCF a été suivi avec vingt-quatre heures d'avance, et paralyse, le 18 mars, deux car-ferristes de la SNCF effectuant la liaison entre Calais et Douvres. Les syndicats ont formulé quatre revendications : le retrait du projet de réorganisation des conditions de travail sur Dieppe, une amélioration des conditions de travail dans le pas de Calais, une augmentation des salaires et une meilleure information sur l'avenir de l'armement naval SNCF, qui doit être vendu prochainement, en raison du percement du tunnel sous le Manche.

● Motion contre la fermeture de l'aérodrome de Guyancourt (Yvelines). — L'assemblée générale de la Fédération nationale aéronautique (quarante-cinq mille adhérents) vient de voter une motion contre la décision gouvernementale de fermer le 1^{er} mai prochain l'aérodrome de Guyancourt (Yvelines). La FNA estime que le projet de transférer les aéro-clubs basés à Guyancourt sur l'aérodrome d'Étampes (Essonne) est inacceptable et beaucoup trop coûteux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PLUS DE F. 160 MILLIONS D'INDEMNITÉS COMPLÉMENTAIRES

Par un arrêt rendu au début de ce mois, la Cour d'Appel d'Amiens, juridiction de renvoi désignée par la Cour de Cassation, a fixé le montant des indemnités revenant à la C.G.I.I., filiale du Crédit Foncier et Immobilier, qui avait construit l'immeuble de bureaux La France à Neuilly.

Elle a condamné le Crédit Suisse, après compensation des sommes dues à ce dernier par la C.G.I.I. à régler, après calcul des intérêts et déduction des provisions reçues, une somme de l'ordre de F. 83.000.000.

Par le même arrêt la Société Neuilly-Ancelle, propriétaire de l'immeuble La France a été condamnée à verser à la C.G.I.I. une somme qui atteindra à ce jour représentée F. 79.000.000. Ces montants s'ajoutent à celui de F. 148.342.000 déjà perçu précédemment soit en remboursement du prix de la vente annulée, soit au titre des dépenses de construction ou de loyers.

Le total des sommes déjà reçues ou à recevoir représente dans ces conditions un montant supérieur à F. 310.000.000.

== SOFICOMI ==

Le Conseil d'administration de la Société pour le financement d'immeubles commerciaux et industriels « SOFICOMI » a réuni le 16 mars 1988 pour arrêter les comptes de l'exercice 1987 et fixer au 26 mai prochain la date des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les engagements souscrits au cours de l'exercice atteignent 397 MF contre 382 MF en 1986, correspondant à raison de 236 MF, à des opérations de crédit-bail et 161 MF à des acquisitions d'immeubles destinés à la location simple.

An total, les engagements bruts de la société, déduction faite des concours intervenus, ressortent à 2.160 MF (+ 15,9 %) dont 809 MF au titre des investissements en patrimoine affectés à la location simple.

L'ensemble des recettes locatives s'élève à 269,6 MF (+ 5,5 %) auxquelles s'ajoutent des produits résultant des cessions opérées principalement dans le cadre de l'activité crédit-bail pour un montant net de 49,7 MF, contre 30,2 MF en 1986.

Après prise en compte notamment des amortissements et provisions pour un montant total de 80,7 MF, le bénéfice net de l'exercice ressort à 132,4 MF, en progression de 6,9 %.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale des actionnaires :

- de fixer le dividende net par action à 49,50 F, contre 47 F, au titre de l'exercice précédent (+ 5,3 %), assorti d'un crédit d'impôt de 0,92 F, contre 0,83 F, portant ainsi le dividende unitaire global de 47,63 F à 50,42 F (+ 5,4 %),
- et d'offrir en option le paiement du dividende net sous forme d'actions de la Société.

D'autre part, le Conseil d'administration a examiné les différentes modifications statutaires à soumettre à l'Assemblée générale extraordinaire, en conformité avec certaines dispositions de la loi du 17 juin 1987 sur l'épargne, et de celle du 5 janvier 1988 relative au développement et à la transmission des entreprises.



Le Conseil d'administration de CREDITEL, réuni le 15 mars 1988 sous la présidence de M. Henri Filho, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Après dotation aux amortissements et provisions de 198.324.627.161,54 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 52.537.510,71 F, soit 13,13 F par action contre 12,90 F par action en 1986.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 13 F, montant identique à celui de l'exercice précédent, après affectation à la réserve légale de 2,6 MF et prélèvement de 2,1 MF sur le report à nouveau, ramené ainsi de 26,9 MF à 24,8 MF. Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal.

Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet la mise à jour des statuts, en vue notamment de les harmoniser avec les nouvelles dispositions du droit des sociétés.

Des négociations sont en cours avec l'administration des PTT afin de renouveler la convention régissant les opérations de crédit-bail, en faveur des Télécommunications, et de fixer le montant et les modalités du programme à financer par la société au titre de 1988.

Les opérations du secteur Sicomi représentent à fin 1987 un montant d'engagements de 456,5 millions de francs, en augmentation de 33 % par rapport à 1986. Elles se poursuivent activement et, sur la base des seuls engagements contractés à la fin de 1987, la couverture des fonds propres par le patrimoine locatif dépassera 80 % à la fin de 1988. Le secteur immobilier devrait ainsi contribuer à hauteur du tiers à la formation du résultat de l'exercice en cours.

FRANTOUR

Frantour et Voyage Conseil vient de conclure un accord relatif à la commercialisation réciproque de certains produits des deux sociétés.

Cet accord, qui a pris effet le 1^{er} mars 1988, répond aux préoccupations de chacun des deux partenaires d'utiliser pleinement les capacités de leurs propres réseaux de distribution pour mieux assurer la diffusion de leurs productions qui sont largement complémentaires.

en mars dans

Ordinateurs & BANQUE

BANQUE LA HENIN
BARCLAYS BANK
CREDIT IMMOBILIER
CREDIT LYONNAIS
MANTIS
OM FRANCE
SOCIETE GENERALE

le numéro 35 FF

IBIZA EN CONCORDE

4950 F 3 JOURS
3 NUITS

11 au 14 Mai 18 au 21 Mai
25 au 28 Mai

Séjours en hôtels 4 étoiles en pension complète excursion et spectacle folklorique

TAAG
LES PLUS FAIBLES VOYAGES
76, av. de St Mandé 75012 Paris
TEL. 43-07-40-00

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

SONDAGE EXCLUSIF:

Les Français face aux OPA étrangères.

Générale de Belgique: l'histoire secrète.

L'Expansion

EN VENTE AUJOURD'HUI

هنا من الامم

Marchés financiers

مقرا من الامم

Saint-Gobain lance une OPE sur sa filiale belge les Glaceries de Saint-Roch

Le groupe Saint-Gobain lance une offre publique d'échange (OPE) sur les 31% du capital - qu'elle ne détient pas encore - de sa filiale belge, les Glaceries de Saint-Roch. La parité d'échange est de trois actions Saint-Gobain pour une action Saint-Roch...

vitrage et, notamment, de constituer un ensemble nord-européen avec ses unités de Scandinavie, du Benelux, de RFA et du nord de la France, qui permettra de mieux se spécialiser. Saint-Roch, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs français (soit environ 20% de l'activité européenne de Saint-Gobain dans le vitrage) voit en effet plus de 40% des débouchés de sa production assurés par d'autres sociétés du groupe dans ce secteur.

Kelso rachète American Standard

American Standard, le célèbre fabricant américain d'équipements sanitaires et de climatisation, ne passera pas dans les mains de Black & Decker (B & D), le numéro un mondial de matériels de bricolage électrique.

Sauvetage d'une banque du Texas

Les autorités fédérales américaines ont accordé, le jeudi 17 mars, une avance de 1 milliard de dollars à la First Republic Bank, première banque du Texas, qui fait face à de très graves difficultés financières.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 16 mars 1988 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes audités de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'assemblée ordinaire annuelle et font ressortir les chiffres suivants:

Table with 2 columns: 1987, 1986. Rows include: Chiffre d'affaires (HT), Marge brute d'autofinancement, Bénéfice revenant à Chargeurs S.A., Investissements d'exploitation, Bénéfice par action (en francs), Situation nette par action (en francs).

Le bénéfice de 6% du chiffre d'affaires provient pour l'essentiel des Transports maritimes. Chargeurs réunis a mis fin en cours d'année à l'exploitation de la ligne Europe/Extrême-Orient dont les droits conventionnels ont été cédés à A.P. Moller Maersk. Somab et Somorans ont été cédés et les Croisières sont depuis 1987 consolidées par équivalence.

NEW-YORK, 17 mars ↑

Nouvelle hausse. Out! L'annonce d'un déficit commercial limité à 12,44 milliards de dollars pour janvier a soulagé le marché américain. Du coup, le marché a vu le mouvement de reprise s'est poursuivi en s'accroissant même un peu. A la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'établissait à 2 086,04, soit à 21,72 points au-dessus de son niveau précédent.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 18 mars, Cours du 17 mars. Rows include: Alcoa, Alcan (ex-USA), Amstar, Boeing, Chrysler, etc.

LONDRES, 17 mars =

Terme. Journée terne jeudi au Stock Exchange: les cours des valeurs ont réduit leurs pertes en fin de journée, mais l'ambiance n'est pas véritablement active. L'indice FT a clôturé sur un gain de 0,02% à 1 459,1. En repli initial sous l'effet de la progression de la livre au-delà de 2,5 DM, les actions se sont légèrement reprises à la suite de l'annonce d'une baisse d'un demi-point, à 8,5%, des taux d'intérêt britanniques.

FAITS ET RÉSULTATS

24 millions de francs de bénéfices pour la SPENA. L'équipementier aéronautique SPENA a réalisé, en 1987, un bénéfice net d'environ 24 millions de francs, contre 8,6 millions en 1986, pour un chiffre d'affaires de 1 343 millions de francs (-4,3%).

PARIS, 18 mars ↑

Soutenu. Pour sa dernière séance de l'hiver, la Bourse s'est reprise sans pour cela augmenter son volume d'activités. L'indicateur de tendance, qui avait ouvert sur un gain de +0,9%, progressait jusqu'à 1,6% à la clôture. A leur manière, et avec un léger retardement, les opérateurs ont apprécié l'amélioration sensible du déficit commercial américain de janvier. A court terme, ils redoutent moins une nouvelle secousse monétaire, mais restent prudents face à l'incertitude politique française.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 18 mars, Cours du 17 mars. Rows include: AEP SA, Amtrak & Amtrak, Aérospatiale, etc.

TOKYO, 18 mars ↑

L'avance se poursuit. Sur sa lancée des jours précédents, le Nikkei-225 a poursuivi son avance vertigineuse. Le marché japonais, soutenu, est allé croquer. Mais il s'est néanmoins globalement ralenti. En fin de séance, l'indice Nikkei enregistrait une progression de 38,81 points. A la clôture de la journée, il s'élevait à 21 962,46, soit 477 points de plus que le précédent record de 21 485,46. Cette hausse avait été de 167,86 points et l'avant-veille, elle avait dépassé 340 points.

CHANGES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 17 mars, Cours du 18 mars. Rows include: Dollar, Franc suisse, Livre sterling, etc.

BOURSES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 17 mars, Cours du 18 mars. Rows include: Paris, New-York, Londres, etc.

PARIS: Second marché (sélection)

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Rows include: AEP SA, Amtrak & Amtrak, Aérospatiale, etc.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 17 mars 1988

Table with 5 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Rows include: Elf-Agip, Lafarge-Coppé, Michelin, etc.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Mars 88, Juin 88, Sept. 88. Rows include: Dernier, Précédent. Also includes Options sur notional.

INDICES

Table with 2 columns: Changements, Bourses. Rows include: Dollar, Paris, New-York, Londres, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 6 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Rows include: \$ E.-U., \$ Can., Yen (100), DM, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 6 columns: SE-U., DM, Franc, etc. Rows include: 6 1/2, 3 1/4, 3 1/2, etc.

Marchés financiers

BOURSE DU 18 MARS

Cours relevés à 14 h 55

Règlement mensuel																									
Composant	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%								
ALF 1978	1000	1000	1000	1000	0	ALF 1979	1000	1000	1000	0	ALF 1980	1000	1000	1000	0	ALF 1981	1000	1000	1000	0					
ALF 1982	1000	1000	1000	1000	0	ALF 1983	1000	1000	1000	0	ALF 1984	1000	1000	1000	0	ALF 1985	1000	1000	1000	0	ALF 1986	1000	1000	1000	0
ALF 1987	1000	1000	1000	1000	0	ALF 1988	1000	1000	1000	0	ALF 1989	1000	1000	1000	0	ALF 1990	1000	1000	1000	0	ALF 1991	1000	1000	1000	0
ALF 1992	1000	1000	1000	1000	0	ALF 1993	1000	1000	1000	0	ALF 1994	1000	1000	1000	0	ALF 1995	1000	1000	1000	0	ALF 1996	1000	1000	1000	0
ALF 1997	1000	1000	1000	1000	0	ALF 1998	1000	1000	1000	0	ALF 1999	1000	1000	1000	0	ALF 2000	1000	1000	1000	0	ALF 2001	1000	1000	1000	0

Comptant (réduction) SICAV (réduction) 17/3

Comptant (réduction)				SICAV (réduction)				17/3							
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Obligations				Obligations				Obligations				Obligations			
ALF 1978	1000	1000	0	ALF 1978	1000	1000	0	ALF 1978	1000	1000	0	ALF 1978	1000	1000	0
ALF 1979	1000	1000	0	ALF 1979	1000	1000	0	ALF 1979	1000	1000	0	ALF 1979	1000	1000	0
ALF 1980	1000	1000	0	ALF 1980	1000	1000	0	ALF 1980	1000	1000	0	ALF 1980	1000	1000	0
ALF 1981	1000	1000	0	ALF 1981	1000	1000	0	ALF 1981	1000	1000	0	ALF 1981	1000	1000	0
ALF 1982	1000	1000	0	ALF 1982	1000	1000	0	ALF 1982	1000	1000	0	ALF 1982	1000	1000	0
ALF 1983	1000	1000	0	ALF 1983	1000	1000	0	ALF 1983	1000	1000	0	ALF 1983	1000	1000	0
ALF 1984	1000	1000	0	ALF 1984	1000	1000	0	ALF 1984	1000	1000	0	ALF 1984	1000	1000	0
ALF 1985	1000	1000	0	ALF 1985	1000	1000	0	ALF 1985	1000	1000	0	ALF 1985	1000	1000	0
ALF 1986	1000	1000	0	ALF 1986	1000	1000	0	ALF 1986	1000	1000	0	ALF 1986	1000	1000	0
ALF 1987	1000	1000	0	ALF 1987	1000	1000	0	ALF 1987	1000	1000	0	ALF 1987	1000	1000	0
ALF 1988	1000	1000	0	ALF 1988	1000	1000	0	ALF 1988	1000	1000	0	ALF 1988	1000	1000	0
ALF 1989	1000	1000	0	ALF 1989	1000	1000	0	ALF 1989	1000	1000	0	ALF 1989	1000	1000	0
ALF 1990	1000	1000	0	ALF 1990	1000	1000	0	ALF 1990	1000	1000	0	ALF 1990	1000	1000	0
ALF 1991	1000	1000	0	ALF 1991	1000	1000	0	ALF 1991	1000	1000	0	ALF 1991	1000	1000	0
ALF 1992	1000	1000	0	ALF 1992	1000	1000	0	ALF 1992	1000	1000	0	ALF 1992	1000	1000	0
ALF 1993	1000	1000	0	ALF 1993	1000	1000	0	ALF 1993	1000	1000	0	ALF 1993	1000	1000	0
ALF 1994	1000	1000	0	ALF 1994	1000	1000	0	ALF 1994	1000	1000	0	ALF 1994	1000	1000	0
ALF 1995	1000	1000	0	ALF 1995	1000	1000	0	ALF 1995	1000	1000	0	ALF 1995	1000	1000	0
ALF 1996	1000	1000	0	ALF 1996	1000	1000	0	ALF 1996	1000	1000	0	ALF 1996	1000	1000	0
ALF 1997	1000	1000	0	ALF 1997	1000	1000	0	ALF 1997	1000	1000	0	ALF 1997	1000	1000	0
ALF 1998	1000	1000	0	ALF 1998	1000	1000	0	ALF 1998	1000	1000	0	ALF 1998	1000	1000	0
ALF 1999	1000	1000	0	ALF 1999	1000	1000	0	ALF 1999	1000	1000	0	ALF 1999	1000	1000	0
ALF 2000	1000	1000	0	ALF 2000	1000	1000	0	ALF 2000	1000	1000	0	ALF 2000	1000	1000	0
ALF 2001	1000	1000	0	ALF 2001	1000	1000	0	ALF 2001	1000	1000	0	ALF 2001	1000	1000	0

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES	COURS	COURS	
	préc.	18/3	Achat	ET DEVISÉS	préc.	18/3	
Euro-Unité (\$)	6 706	5 748	5 830	Or fin (en grammes)	81700	82000	
ECU	7 042	7 035	7 035	Or fin (en onces)	81750	81950	
Allemagne (100 DM)	540 750	330 470	303 500	Pièce française (20 F)	515	515	
Belgique (100 F)	18 251	18 223	18 700	Pièce française (10 F)	380	380	
France (100 F)	302 710	302 210	303	Pièce suisse (20 F)	545	545	
Grèce (100 Dr)	89 880	89 820	86	Pièce italienne (20 F)	474	474	
Irlande (100 Ir)	80 880	80 320	86	Pièce japonaise (100 Y)	330	330	
Italie (100 Lit)	10 513	10 494	10 200	Pièce de 20 dollars	3025	3025	
Israël (100 Sheqel)	4 246	4 245	3 800	Pièce de 10 dollars	1470	1470	
Japon (100 Yen)	111 130	111 000	109 500	Pièce de 5 dollars	800	800	
Autriche (100 Sch)	48 370	48 299	48 800	Pièce de 50 dollars	3145	3165	
Espagne (100 Ptas)	1 582	1 582	1 582	Pièce de 100 dollars	480	480	
Portugal (100 Esc)	4 147	4 150	3 800	Or Londres	445 20	442 80	
Canada (100 Can)	4 855	4 858	4 400	Argent Londres	448 05	443 95	
Japon (100 Yen)	4 470	4 476	4 340				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

مقدونيا

Le Monde

Table with 6 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES. Includes sub-sections like MINTEL and Abonnements.

La rencontre des ministres soviétique et américain à Berne

Le général Iazov n'a pas convaincu M. Carlucci d'un changement dans la doctrine de défense de Moscou

BERNE de notre correspondant

Le chef du département militaire fédéral, M. Arnold Koller, était peut-être allé un peu vite en besogne en qualifiant d'« historique » la télévision soviétique...

Le caractère défensif de la doctrine militaire, la parité et la sécurité égale, le changement du caractère de l'activité militaire de la structure des forces armées et de leur équipement...

A l'évidence, M. Iazov n'a pas réussi à convaincre son interlocuteur américain : « Je ne vois pas de différence entre la doctrine « défensive » soviétique et celle « défensive » de Leonid Brejnev »...

Pour 2,6 milliards de dollars

Le japonais Bridgestone l'emporte sur Pirelli pour le rachat de Firestone

En un sec communiqué de quatre lignes publié vendredi 18 mars en fin de matinée, la société Pirelli de Milan a fait savoir qu'elle renonçait à relancer l'OPA engagée par ses soins le 7 mars dernier en vue de racheter le numéro deux américain du pneumatique Firestone...

En prenant le contrôle de Firestone, Bridgestone consoliderait sa place de numéro trois mondial, avec 16 % de part du marché (contre 9 % actuellement)...

Douce droguée

Il est vraiment super, mon Jacques. Moi, je suis apitoyé devant, écarde d'admiration. C'est Tarzan et Pasque, c'est Sheeta, ça question, ils sont vraiment ferts, ces mecs-là. Vous n'imaginez pas le mal qu'ils se sont donné pour arriver à se procurer le carnet d'adresses du Tout-Paris de la drogue...

Oh, la touchante, l'adorable, le désarmant François Segan oh ben ! c'est l'ennemi public numéro un. Elle n'a que ce qu'elle mérite. Ça lui apprendra, la garce, à jouer les groupes de mon Mimi. Et que ce vous serve de leçon aussi. Vous n'allez quand même pas vous laisser influencer par une pauvre droguée.

L'élection municipale partielle de Bolbec

Une « première » après la redistribution des cartes à gauche

Qui va prendre la succession du communiste Paul Belhache à la mairie de Bolbec ? Un an avant les élections municipales générales, cette commune de treize mille habitants de la Seine-Maritime va offrir, le dimanche 20 mars, pour la première fois, une photographie des rapports entre les différentes composantes de la gauche. Une première. Ils sont mauvais.

En dix ans, les partenariats sont passés de l'amour euphorique au ménage à trois. Triomphe en 1977 : la liste d'union de la gauche ravit l'hôtel de ville, dès le premier tour, à la droite. Suspicion en 1983 : les socialistes imposent une primauté aux communistes et font cause commune au second tour avec le maire sortant, Paul Belhache. Éclatement en 1988 : trois listes se partagent les faveurs des électeurs de gauche ; elles rassemblent, en principe, 60 % des voix à trois. Cette division est une bonne affaire pour la liste RPR-UDF, dite « Une équipe pour changer Bolbec », que va conduire le docteur Antoine Moutier.

Les « renovateurs », qui n'en demandaient pas tant, ont foncé dans la brèche en constituant une liste où dix-sept femmes font la pige à seize hommes. Du Juquin pur sucre. Seuls les communistes, qui disent avoir attendu jusqu'au bout « une liste d'union », se seraient bien passés de cette consultation précoce. Des neuf adjoints de la liste sortante, ils n'en ont récupéré qu'un seul. Trois anciens « camarades », le docteur Sylvain Vuc, M^{me} Chantal Lepage et M. François Tranchard, qui ne sont plus au parti depuis 1979, mais figurant tout de même sur la liste du PCF en 1983 et occupant des postes d'adjoint, dirigent aujourd'hui la liste du comité Juquin. Un autre adjoint communiste a préféré se mettre en congé de conseil municipal. Quant aux socialistes, ils repartent avec leurs quatre adjoints sortants.

M. Laurent Fabius, député de ce département, est venu tenir meeting dans la ville, le 15 mars. M. Juquin est passé le surindemne. Les communistes, pour leur part, s'étonnent de l'attention que suscite cette consultation - uniquement locale.

Le chien dans le jeu de quilles M. Marc Laport, conseiller sortant et militant communiste de Renault, manifeste ses craintes face à une droite qui a « des ambitions dès le premier tour », car elle a « une liste redoutable ». Il désigne les coupables « Juquistes facteurs de division ». Il soupçonne fort ces trois sous-marins « d'avoir des cartes du PS ». Mais ce n'est qu'un soupçon, évidemment ! M. Laport est convaincu que « ceux qui ont brisé l'union vont le payer ».

Pour M. Roussel, le socialiste, l'affaire est simple : le moment est venu de concrétiser une situation de fait, c'est-à-dire de consacrer la réalité du pouvoir. Le terrain politique local depuis 1962, d'abord sous l'étiquette du PSU avant de rejoindre le PS en 1974, il considère que son heure a sonné à la mairie.

Comme un chien dans un jeu de quilles, la liste du comité Juquin vient troubler ce tranquille règlement de comptes. « On ne se reconnaît ni dans le PC, ni dans le PS, et encore moins dans leur querelle », proclament en chœur les partisans du candidat renovateur à l'élection présidentielle. Tout à la fois sollicités et écartés par les deux partis de gauche, les trois adjoints « renovateurs » n'avaient guère d'autre solution que de se présenter ou de disparaître.

L'embellie actuelle dissimule l'aggravation de notre retard estime le député bariste Bruno Durieux

Les Français n'ont pas conscience de l'enjeu économique et social des élections, car le président de la République broie les cartes et les broie d'autant plus facilement que la France bénéficie actuellement d'une embellie conjoncturelle. Telle est, en substance, l'analyse qu'a développée, le 18 mars, dans la presse, M. Bruno Durieux, député bariste du Nord.

Reconnaissant que « la conjoncture économique s'est améliorée au cours des derniers mois » - la production industrielle a sensiblement progressé, les exportations se sont redressées, la consommation des ménages a été soutenue, l'exécution budgétaire meilleure que prévu - M. Durieux a souligné le fait que tous les pays industrialisés avaient bénéficié d'une amélioration de leur situation plus nette que la nôtre. En d'autres termes, le député bariste estime que l'embellie actuelle dissimule la réalité : le retard de la France sur les grands pays industrialisés ne se résorbe pas et continue même de s'aggraver. Sauf sur un point : l'inflation et les coûts salariaux, dont le ralentissement constitue un succès incontestable.

Grève surprise à Paris-Austerlitz. - Une grève surprise perturbe depuis 11 heures, le vendredi 18 mars, le trafic sur la ligne C du RER, et des perturbations devaient avoir lieu dans l'après-midi sur les grandes lignes au départ de Paris-Austerlitz. Car arrêt de travail sans préavis a été décidé par les syndicats CGT, CFDT et FOAAC (agents de conduite autonome), pour protester, précise la CGT, contre les sanctions prises contre un militant CGT d'Ivry-sur-Seine.

Coupe d'Europe de football : Marseille-Ajax d'Amsterdam. - L'Olympique de Marseille rencontrera l'Ajax d'Amsterdam en demi-finale de la Coupe des vainqueurs de Coupes. Le match aura lieu le 6 avril à Marseille et le match retour le 20 avril à Amsterdam. L'autre demi-finale opposera le FC Malines (Belgique) à l'Atalanta Bergame (Italie).

137 morts dans la chute d'un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca

Un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca s'est écrasé le 17 mars, près de la frontière avec le Venezuela, avec 131 passagers et 6 membres d'équipage à son bord. Il n'y aurait aucun survivant. L'appareil, qui avait décollé de l'aéroport de Cucuta pour Barranquilla, a percé la cordillère à 2 500 mètres d'altitude et explosé. La tour de contrôle avait perdu le contact avec l'équipage trois minutes après le décollage. Parmi les victimes figurent deux équipes de football de la compagnie nationale Ecole Petrolé et l'évêque auxiliaire de Tibu. - (AFP, UPI, AP.)

M. GEORGES MARCHAIS invité du «Grand Jury-RTL - le Monde»

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury-RTL - le Monde», dimanche 20 mars, de 18 h 15 à 19 h 30. Le député du Val-de-Marne, qui fut en 1981 candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, répondra aux questions d'André Passeron et de Olivier Biffaud, de Mondaie, et de Dominique Juquin et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defraix.

EN BREF

Stucido à Fleury-Mérogis. - Un détenu marocain âgé de dix-neuf ans, Khalid Boujidi, incarcéré au centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis, s'est donné la mort, lundi 14 mars, au « mitard », en se pendant aux barreaux avec sa chemise. Condamné pour vol à cinq mois de prison par la 23^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le jeune homme avait été placé au « mitard » après plusieurs altercations qu'il aurait eues avec les gardiens. Il avait déjà tenté de s'ouvrir les veines le 12 mars. Le parquet d'Evry (Seine-et-Marne) a ouvert une information « pour recherche des causes de la mort ».

1977, ces deux ressortissants italiens avaient fait l'objet d'un avis partiellement favorable à cette extradition le 21 octobre 1987. Mais le gouvernement, qui restait maître de la décision, n'ayant pas pris le décret nécessaire à l'extradition, la chambre d'accusation a estimé que la détention ne pouvait se perpétuer.

URSS : La police à la rédaction de Glasnost. - La police soviétique a tenté, jeudi 17 mars, de perquisitionner la rédaction du bulletin dissident Glasnost, de M. Sergueï Grigoriants, à Kratovo, à 25 kilomètres de Moscou, mais ses responsables s'y sont vigoureusement opposés. Après deux heures de « vives discussions », les policiers, qui n'étaient pas munis de mandat, sont repartis, en précisant que M. Grigoriants serait convoqué dans les prochains jours à la mi-avril. - (AFP, AP.)

A nos lecteurs

Des perturbations dans la distribution de la presse sont à l'origine des difficultés rencontrées par les lecteurs de certaines régions en France et à l'étranger pour se procurer le Monde dans des conditions normales. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

Révision du pré-sident des Tseus Bolin

ENFIN UN "RAIDER" DANS LA DECORATION! Il faut toute l'audace, toutes les relations internationales, toute l'habileté d'un "raider" pour pouvoir vous offrir ce que les femmes veulent: la décoration, toutes les décorations, aux prix qui vous conviennent. Les femmes exigent la création, l'originalité, la qualité. Elles refusent les étiquettes insensées et la banalité. Voilà notre nouvelle "L.P.V." (Offre Publique de Vente) sur les valeurs de la décoration: des milliers de mètres de chintz, de satins imprimés, d'unis, de jacquard à des prix "Raider". RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

SOYEZ HOMME... DU MONDE A l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajouter le raffinement vestimentaire sans pour autant devenir un dandy... S'avoir s'habiller, c'est d'abord savoir se regarder dans une glace, c'est aussi accepter les conseils de l'autre, surtout s'il est un spécialiste de la mode masculine. A LA VOGUE, on saura vous montrer des costumes griffés réalisés dans un tissu de première qualité, de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look. La gamme de prix permet de s'investir qu'un budget raisonnable, d'autant que les lecteurs du Monde ont droit aux retouches gratuites. LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vitezy-II

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES Une année de septembre 88 à juin 89. Débuts et avances de 18 à 40 ans - Clôture 25 mai - Doc. contre 3 timbres CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94

ABANO TERME Des vacances pour une remise en forme HOTEL TERME MILANO 74-1939/49/669444, Viale delle Terme, 169 HOTEL TERME BOLOGNA 1-35031 ABANO TERME (PD) 499/499999, Via Fiacco, 29 Tél. 049/499999999 - TELEX 431878 HOT BOL I Deux hôtels situés au centre d'Abano T., mune de tout confort moderne: chambres avec salle de bains, balcon, 4 piscines (couvertes et en plein air) avec eau thermale court de tennis, parking privé, établissement de cure relié aux étages. Thermes: Le traitement thermal est indiqué dans les cas suivants: arthroses, séquelles du rhumatisme articulaire aigu, neuralgies, sciatiques, névralgies, myalgies, séquelles de luxations, de fractures, etc. PÉRIODE DE JOURS PENSION AVEC 10 CURES HOTEL MILANO FF. 5250 HOTEL BOLOGNA FF. 4995 HAUTE SAISON FF. 5800 BASSA SAISON FF. 4995

ODOUL Garde-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas - 75019 Paris Le Monde sur minitel BOURSE: Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille 36.15 TAPEZ LEMONDE